

**Le dollar bat
tous ses records
à Paris
à plus de 7,41 F**
Lire page 48

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : André Laurens

3,80 F
Algérie, 3 DA ; Maroc, 3,50 dir. ; Tunisie, 300 m. ; Allemagne, 1,80 DM ; Autriche, 16 sch. ; Belgique, 26 fr. ; Canada, 1,10 \$; Côte d'Ivoire, 340 F CFA ; Danemark, 8,50 kr. ; Espagne, 100 pes. ; E.-U., 96 c. ; Grèce, 86 dr. ; Irlande, 80 p. ; Italie, 1.200 L. ; Liban, 360 P. ; Libye, 0,350 DL ; Luxembourg, 27 f. ; Norvège, 5,00 kr. ; Pays-Bas, 1,75 fl. ; Portugal, 80 esc. ; Royaume-Uni, 56 p. ; Suède, 7,76 kr. ; Suisse, 1,40 L. ; Yougoslavie, 85 d.
Tarif des abonnements page 28
S. RUE DES ITALIENS
75427 PARIS CEDEX 09
Tél. MOYNDPAIR 65072 F
C.C.P. 4287 23 PARIS
Tél. 246-72-23

BULLETIN DU JOUR

M. Kohl chez M. Mitterrand

Le quarante et unième sommet régulier franco-allemand ne se réunit pas, les 16 et 17 mai, au château de Rambouillet comme M. Mitterrand l'avait envisagé pour que le chancelier Kohl, lui-même et les ministres qui les entourent se quittent le moins possible. L'Élysée a été finalement retenu par commodité, mais avec quelques dispositions nouvelles : toutes les réunions ministérielles se tiennent à l'hôtel Marigny, à proximité immédiate du sommet ; le grand dîner traditionnel est remplacé par un dîner de travail restreint ; le tête-à-tête de mardi aura lieu au domicile privé du président de la République, rue de Bièvre, et commencera dès le petit déjeuner. Ces détails ne sont pas fatals. Il s'agit d'approfondir le caractère personnel et intime de l'entente franco-allemande.

Intérieurement un ordre du jour. Il englobe tout ce que chaque interlocuteur souhaite soulever. La rencontre devait commencer par un entretien sur la sécurité entre les ministres des affaires étrangères et de la défense, innovation introduite en 1982, mentionnée dans le traité de 1963, mais que jusqu'à M. Mitterrand on n'avait pas réussi à matérialiser. Il n'est pas exagéré de dire que, dans la période de tension Est-Ouest que nous vivons, Paris et Bonn n'ont jamais eu des vues aussi proches en matière de sécurité, ce qu'avait d'ailleurs exprimé, au janvier, M. Mitterrand devant le Bundestag. Il ne faut bien sûr pas s'y tromper : même si, après beaucoup de déceptions, on met aujourd'hui des espoirs dans la construction de communisme d'un hélicoptère antichar, arme d'avenir, les échanges d'idées stratégiques ne signifient pas que l'on débouchera bientôt sur une défense commune.

Bien entendu, c'est la coopération économique qui pose aux deux gouvernements les problèmes les plus importants et les plus arides. Pour Paris, la relance de l'Europe est une nécessité dans un monde qui lui de l'avant avec ou sans elle ; la solution des problèmes nationaux et communautaires passe par cette relance ; son domaine d'élection, et le plus favorable, est celui des industries de pointe ; elle exige des instruments nouveaux et souples (des « agences »), a dit M. Mitterrand devant un récent Conseil européen) auxquels participent les États qui le voudront ; mais l'approfondissement de la coopération intracommunautaire et le développement des industries naissantes supposent une protection raisonnable vis-à-vis de l'extérieur (ce que pratiquent sans complexes nos partenaires américains et japonais) ; enfin, d'honnêtes pratiques commerciales impliquent des règles monétaires équitables. Conclusion : non seulement la France et la R.F.A. mais toute l'Europe devraient faire bloc pour réclamer à Washington, avec M. Mitterrand, un nouveau Bretton-Woods, c'est-à-dire la fin de la loi de la jungle et la reconstruction d'un ordre monétaire.

Si séduisante que soit cette fresque, il faudra à M. Mitterrand beaucoup de persuasion pour faire passer ses idées. Les Allemands, pour leur compte, trouvent que leur pays ne se porte pas si mal, et une phrase de leur ministre de l'économie, M. Lambsdorff, résume leur opinion sur les propositions monétaires du chef de l'État : « Elles sont intéressantes, mais malheureusement irréalisables. »

La France serait mieux écoutée si elle avait, au préalable, remis de l'ordre chez elle et ne semblait pas chercher chez les autres la solution à ses difficultés. La réussite seule est vraiment convaincante.

Le général Pinochet durcit son attitude face au mécontentement

Le gouvernement du général Pinochet a tenté d'intimider le mouvement de mécontentement populaire au Chili, qui s'était exprimé lors d'une journée nationale de protestation, en procédant à des interpellations en masse. Deux mille personnes habitant les quartiers pauvres du sud de Santiago, où des barricades avaient été dressées le 11 mai, ont été conduites dans des stades aux premières heures du samedi 14 mai pour « vérification d'identité ». Deux cents ont été arrêtés.

Cette brusque montée de tensions résulte pour une grande part de l'échec du « modèle » économique ultra-libéral mis en place depuis dix ans.

L'échec économique

La tension actuelle au Chili est due pour une bonne part aux difficultés économiques que connaît le pays et qui remettent en cause le « modèle » ultra-libéral imposé par le général Pinochet après le coup d'État de 1973, avec l'aide des économistes de l'École de Chicago disciples de M. Milton Friedman. Ce modèle fondé sur la non-intervention de l'État, la restitution au secteur privé des entreprises nationalisées et la totale ouverture du pays aux capitaux et aux entrepreneurs étrangers a certes fait entrer une partie de la population dans la société de consommation. Mais il a également ruiné de nombreuses industries locales, paralysé l'agriculture et maintenu un taux très élevé du chômage.

Le modèle pouvait encore être supportable quand la croissance économique mondiale soutenait l'activité au Chili, et qu'un avenir meilleur était perceptible. La situation est devenue extrêmement précaire depuis environ un an en raison à la fois du ralentissement des échanges

internationaux et de la montée du protectionnisme dans les pays clients du Chili.

Soumise à tous les vents de la conjoncture internationale, l'économie chilienne a été touchée particulièrement par les effets de la crise mondiale. Elle a connu une hémorragie de capitaux, provoquée par la hausse des taux d'intérêt américains. Les sociétés de distribution dont l'essor avait coïncidé avec l'invasion des produits de consommation étrangers ont cessé d'investir sur place. Les sommes considérables gagnées par les bénéficiaires du modèle sont allées grossir la masse des capitaux flottants, qui cherchent à traverser le monde — en ce moment aux États-Unis — le meilleur taux de rendement possible.

L'année 1982 a été désastreuse. Selon les statistiques officielles, l'activité a régressé de 14 %.

DOMINIQUE DHOMBRES.

(Lire la suite page 3.)

Le P.C.F. renouvelle son désaveu du plan de rigueur

M. Georges Marchais a renouvelé, dimanche 15 mai, devant quelque cinq cents secrétaires de section communistes réunis à la Maison de la culture d'Argenteuil (Val-d'Oise), son désaveu du plan de rigueur mis en œuvre par le gouvernement. « Ce sont d'autres propositions que celles que nous avons formulées en faveur de la relance économique, de l'emploi et de la justice sociale qui prévalent actuellement », a déclaré le secrétaire général du P.C.F.

M. Jean Le Garrec, secrétaire d'État auprès du premier ministre, chargé du Plan, s'est dit « étonné » par les propos de M. Marchais et a souligné qu'il n'y a, pour la gauche, « pas d'autre politique possible » que celle que mène le gouvernement.

M. Bertrand Delanoë, porte-parole du parti socialiste, a estimé, lundi en fin de matinée, que M. Marchais n'avait « pas dit grand-chose, en tout cas pas grand-chose de nouveau ».

Se démarquer des socialistes

« Il appartient aux partis de débattre, mais il serait dommageable de laisser croire aux Français qu'il y a une autre politique possible. » Cet avertissement, M. Le Garrec aurait pu l'adresser, autant qu'au parti communiste, à tel court ou telle personnalité socialiste — la dernière en date étant, dans nos colonnes, M. Jean-Pierre Chevènement — qui ne cachent pas leur scepticisme ou leur hostilité face à la politique gouvernementale actuelle. Cette préoccupation n'était sans doute pas absente de l'esprit du secrétaire d'État, un proche de M. Pierre Mauroy. Il est de fait que l'accumulation des difficultés économiques et politiques, a sur les partis de gauche, un effet centrifuge, auquel il aurait été surprenant que le P.C.F. échappât.

Parmi d'autres raisons qui expliquent cette réaction, il y a, tant au P.S. qu'au P.C.F., le souci de montrer que si la gauche se rassemble, au Parlement, pour soutenir le gouvernement, elle ne parle pas, pour autant, d'une seule voix et qu'elle dispose de plusieurs solutions possibles aux problèmes qui lui sont posés. C'est le sens de l'intervention de M. Marchais devant les respon-

sables des sections communistes, qui étaient réunis pendant trois jours pour examiner ce que doit être la « nouvelle manière de militer » que la direction de leur parti leur recommande aujourd'hui.

Le secrétaire général a voulu tenir un langage mobilisateur, montrant aux communistes qu'ils ont des orientations propres à défendre au sein de la gauche. Ce faisant, il a esquissé, en pointillé, la thématique habituelle, qui fait du P.C.F. le seul adversaire conscient et résolu des politiques d'« adaptation à la crise » préconisées par « la droite et le patronat ». En touchant à ce registre, M. Marchais ramène le souvenir de la période, encore récente, dans laquelle le P.S. était dénoncé comme le partisan plus ou moins avoué des solutions mises en œuvre par l'ancienne majorité.

Contre le « vote utile »

Le secrétaire général a fait allusion, dans son discours, à l'élection présidentielle, pour souligner que la présentation d'un candidat communiste à cette élection « est un fait acquis ». Cette affirmation marque le refus de reconsidérer, deux ans après, la stratégie qui avait abouti à l'échec d'avril 1981. Elle montre comment il fallait comprendre la phrase du compte rendu de la réunion du comité central des 19 et 20 avril, publié dans *Révolution* la semaine suivante, et selon laquelle il ne fallait pas « refaire 1981 ». Ne pas « refaire 1981 », c'est ne pas se situer trop loin des aspirations des électeurs de gauche, en leur soumettant des propositions qui manqueraient de crédibilité à leurs yeux, mais cela ne veut pas dire que les communistes devraient se borner à avaliser les orientations socialistes.

M. Marchais a insisté, à ce propos, sur la nécessaire présence du P.C.F. dans toutes les élections. Alors que, lors des élections législatives partielles de janvier 1982, le

P.C.F. avait renoncé à présenter des candidats face aux socialistes élus ou placés en tête de la gauche en juin 1981, M. Marchais s'est indigné de ce que des communistes aient pu songer à ne pas participer à l'élection législative du 8 mai dans le Finistère, provoquée par le désir de M. Louis Le Penec, ancien ministre de la mer, de retrouver son siège de député. L'ancien ministre avait été réélu, au premier tour, avec 54,38 % des voix, le candidat communiste n'en obtenant que 7,31 % : c'est, pour M. Marchais, un effet du « vote utile », que les communistes doivent combattre.

Le secrétaire général s'est aussi référé à l'élection cantonale partielle de Lille-Nord-Est, qui a vu, au premier tour, le 8 mai, avec une participation de 34,44 % des inscrits, une forte baisse du P.C.F. (9,74 %, au lieu de 22,34 % des suffrages exprimés en 1979). Cette élection s'est conclue, au second tour, par la défaite du P.S., qui détenait le siège, nouvel exemple du danger que recèle, pour la gauche, l'affaiblissement électoral du P.C.F.

La direction du parti s'efforce de démontrer que cette situation est dès maintenant réversible et que les communistes ne sont pas prisonniers de la participation de leur parti au gouvernement. Ils peuvent, estime-t-elle, affirmer clairement leur différence par rapport au P.S., par exemple en matière européenne, comme le fait *l'Humanité* lundi. Jean Le Lagadec souligne, en effet, que l'acceptation du point de vue défendu par les partenaires de la France, pour ce qui est de la politique agricole, relèverait d'une attitude qui conduirait au « blocage de toute avancée sociale et démocratique ».

Le P.C.F. se démarque aussi du gouvernement à propos des deux textes examinés cette semaine par l'Assemblée nationale.

PATRICK JARREAU.

(Lire la suite page 8.)

Cent millions sur une éponge

Né en 1971 de l'écroulement du Pakistan, le Bangladesh est, avec près de cent millions d'habitants, le plus peuplé de ces pays qu'on appelle les « moins avancés » et que la communauté internationale a décidé d'aider en priorité.

Il constitue donc un cas qui mérite que l'on s'y intéresse. André Fontaine, qui s'y est rendu récemment, passe en revue, en deux articles, les énormes handicaps qu'il doit surmonter et les atouts dont il dispose pour le faire.

I. — Le plus peuplé des plus pauvres

Dakha. — Le Bangladesh, c'est d'abord un delta : une éponge gorgée de toutes les eaux ruisselant de l'Himalaya, et qui n'en finit pas de s'agrandir dans le golfe du Bengale, en faisant verdoyer à perte de vue le

De notre envoyé spécial
ANDRÉ FONTAINE
damier des rizières. La terre sèche est si rare à la saison des pluies que ceux des paysans qui n'ont pu trou-

ver un tènement à dresser, à l'ombre parcimonieuse des bananiers, leurs cases de palmes et de torches les plantent côte à côte sur des pilotis de bambous, mal à l'abri des crues qui, par moments, inondent jusqu'au tiers du pays.

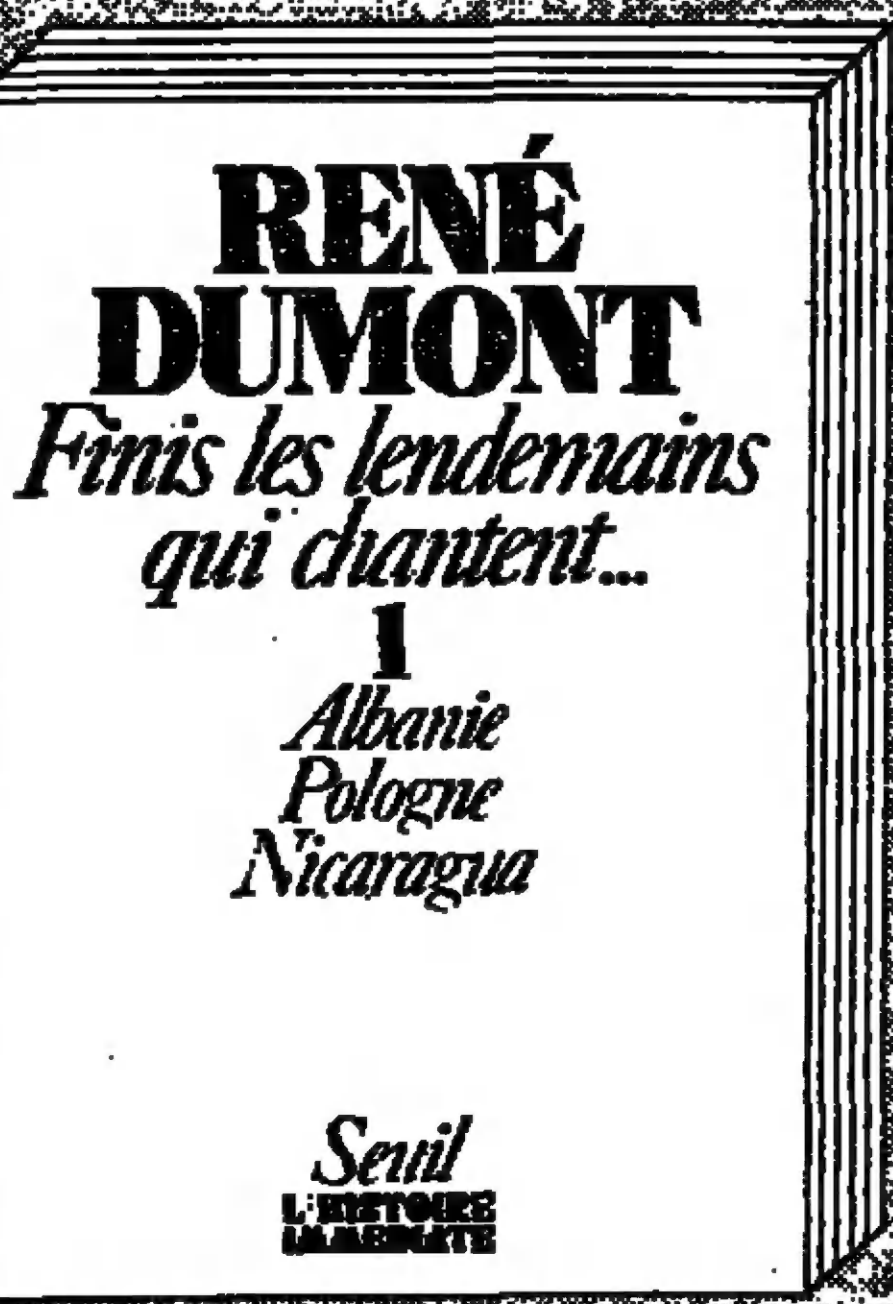
Le pays en question se trouve pratiquement coupé en deux par un fleuve immense, la Jamuna, sur lequel n'existe aucun pont. A chaque instant routes et voies ferrées butent sur des lacs ou des rivières, qu'on ne peut traverser qu'avec des bacs. Résultat : alors que l'avion met une demi-heure pour relier Calcutta à Dacca, la capitale, vaste, aérée et dans l'ensemble bien tenue, il faut compter quatorze heures pour faire le même voyage en train ou en voiture.

Qui dit delta dit fécondité. Le Bangladesh détient le record du monde de la densité démographique : près de cent millions de personnes, dont la moitié n'ont pas seize ans, vivent sur un territoire grand comme le quart de la France. Avec trente-quatre naissances pour mille habitants, il a enregistré l'an dernier un autre record : celui du taux annuel d'accroissement de la population : 2,08 %.

Ces chiffres sont d'autant plus préoccupants qu'ils dépassent ceux de 1981. La production agricole ne s'étant pas sensiblement accrue ces derniers temps, la misère s'étend. On compte officiellement 33 % de chômeurs et 85 % de gens qui vivent au-dessous du « seuil de pauvreté » (poverty line). La mortalité infantile atteint près de 11 %. La ration quotidienne de calories est tombée de 2 094, en 1975-1976, à 1 926, en 1981-1982, contre 3 570 aux États-Unis et 3 280 en U.R.S.S. La proportion des adultes alphabétisés ne dépasse pas 25 %. Le Bangladesh est de loin le plus peuplé de ces pays qu'on appelle pudiquement « moins avancés » (P.M.A.), ce tiers-monde du tiers-monde dont la communauté internationale a reconnu qu'il n'avait aucune chance de se tirer d'affaire tout seul.

(Lire la suite page 7.)

POUR UN SOCIALISME SANS UTOPIE



Les socialistes proposent et défendent une politique d'urgence sociale et économique. Ils combattent aujourd'hui l'abusivité des secours sociaux des familles indigentes.

L'HISTOIRE IMMÉDIATE AU SEUIL

Les tensions au sein de la C.E.E.

- DIFFICILE NÉGOCIATION SUR LES PRIX AGRICOLES
(Lire page 44 les déclarations du président de la F.N.S.E.A.)
- RELANCE DE LA CONTROVERSE SUR LA CONTRIBUTION BRITANNIQUE
(Lire page 44 l'article de MARCEL SCOTTO.)

PETER WEIR AU FESTIVAL DE CANNES

La leçon australienne

Peu important les bannières sous lesquelles les films sont rangés quand la production impose sa nationalité, Peter Weir et Bruce Beresford représentent les États-Unis dans la sélection officielle, mais il y a bel et bien à Cannes une leçon australienne.

L'Année de tous les dangers reprend le sujet traité par Volker Schlöndorff dans *Le Faussaire*. Qu'advient-il du journaliste occidental parachuté dans une situation politique qui résiste à l'analyse, défie les notions du bien et du mal ? Ici, ce n'est pas Beyrouth années 80, mais Djakarta en 1965, et le héros parvient à préserver son identité.

Peter Weir, comme Bruce Beresford, utilise les ressources du cinéma, narrait mais il en affine le contenu, conserve les schémas classiques mais introduit aussi leurs contraires. Dans *Tender Mercies* (le Monde du 12 mai), son compatriote se méfie du bonheur, et lui s'est joué des stéréotypes, à chaque palier : scénario, choix des acteurs, mise en scène.

L'interprète de Mad Max, Mel Gibson, incarne Guy Hamilton, le reporter. Regard franc, beau visage sans heurt, musculature standard, il a tout du personnage positif tel qu'on l'aimait en Amérique il y a

trente ans. Physiquement, mais pas moralement. Guy Hamilton, prêt à perdre un œil en échange d'un scoop, n'hésite pas non plus à compromettre sa bien-aimée, qu'il a laissée choisir les risques du métier pour courir au-devant d'un happy end.

Hamilton croit sincèrement à ce qu'il fait. Billy l'a été son ami car il semble mieux que les autres, il est doux, on peut sûrement lui faire confiance. Billy le nain, Billy le mystérieux manipulateur, s'empare du jeune Australien, fournit des informations exclusives à ce journaliste inexpérimenté qu'il transforme en brillant correspondant à l'étranger du jour au lendemain.

Le nain n'est pas un être maléfique, c'est un pourvoyeur idéaliste de bienfaits et de beautés pour ceux qu'il aime, mais qu'il ne possède pas totalement comme il le pense.

CLAIRE DEVARRIEUX.

(Lire la suite page 16.)

idées

Destination : France

La nation

Et si nous parlions aujourd'hui de la France que, l'austérité aidant, les vacances vont peut-être permettre à ses citoyens, comme le souhaite Maurice Le Lannou, de redécouvrir un peu ? Pour Petru Dumitriu, qui se présente comme « francolâtre », nulle tâche n'est plus urgente que de convaincre la gauche et la droite de s'arracher à un affrontement suicidaire. Maurice Girodias pense, de son côté, que la France est en mesure, par la force de sa langue, d'exercer longtemps encore, comme jadis Athènes et Rome, une influence considérable : mais ce ne peut être qu'au prix d'une inversion complète de l'ordre impérial qui continue de prévaloir en matière culturelle.

POURQUOI faut-il qu'apparaissent si poétiquement ces offres de service que, à travers l'audiovisuel et la presse elle-même, les régions oubliées de la douce France répètent à tous ces candidats touristes que déconcerte la quasi-interdiction de se rendre, l'état qui vient, à l'étranger ? Les chiffres indiquent qu'il ne s'agit pas de vagues démesurées : un sur six seulement de nos vacanciers estivaux de l'an passé s'est échappé de nos frontières et, là-dessus, plus d'un tiers était formé d'« immigrés » en mai de repos familial. Pourquoi s'efforcer de ce mariage efforcé résolu à voir le dehors ?

Je m'étonnerais plutôt des clameurs si décevantes que poussent les brimés. Comment peut-on ne pas sentir que cette rigueur oblige n'est vraiment pas une et que l'arrière-fond de nos provinces vaut bien, sans que nos déficits monétaires y soient pour quelque chose, que l'enracinement, une saison, à flâner Bobonne devant les pyramides ? C'est toute une éthique du loisir touristique qui est en cause et, en fin de compte, toute une culture. S'il est vrai qu'un élément essentiel d'une culture est le partage entre une sensibilité cosmopolite et l'amour du territoire national. Il nous faut aujourd'hui de l'exotisme, à tout le moins du hors-série, que ce soit l'île déserte ou la rivière surpeuplée, à l'exclusion du paysage ordinaire et moyen. Cela étant, je trouve beaucoup de courage aux auteurs de cet admirable *Grand Guide des régions de France* récemment publié par un éditeur de goût, qui n'a pas peur de la proximité et n'écrit pas volontiers le mot évasion (1). Voilà le grand vocabulaire : l'homme-touriste s'évade, tout est échappé pour un mieux. Il ne lui vient aucunement à l'idée que ce n'est point toujours par pitié que d'autres ne méprisent point de parcourir la France et, par là, de sauver nos provinces de l'indifférence et de l'oubli.

Le philosophe allemand Martin Heidegger, qui a connu à leurs débuts ces temps de ruées estivales, distinguait, dans les sociétés humaines comme dans les individus, deux tendances qu'il nommait l'« errance » et l'« habiter ». Il est vrai : l'histoire nous enseigne que l'humanité est allée du nomadisme à la sédentarisation, cependant que, de temps en temps, tandis qu'un Joachim du Bellay vantait le séjour qu'avait bâti ses aïeux, des esprits mystiques, comme le Cardinal de Brébeuf ou Brébeuf, ont ardemment recherché la folle aventure. L'époque présente nous apprend aussi que ces deux impulsions, qui peuvent bien s'opposer, ne sont en même temps que le voyage ne fut-il pas précisément un complément culturel de l'existence sédentaire ? - le font de plus en plus dans une grande confusion. Le fait domi-

par MAURICE LE LANNOU

nant est aujourd'hui ce besoin de boueotte rythmé par la cadence des libérations de l'été. Sédentarité et humeur voyageuse sont devenues des antiphrases. La première est une nécessité, la seconde un besoin dont la satisfaction est calibrée par des calculs de disponibilités financières. Autant faire, alors, que l'opposition soit nette et l'évasion complète. S'il n'y avait pas tant d'obstacles dans notre pauvreté, nous laisserions, en août, tout le sol de France aux septentrionaux de l'Europe.

Cette disposition nouvelle s'illustre d'exemples singulièrement inattendus. Le grand voyageur de mon village est... le plombier qui a passé l'hiver en Thaïlande. Toujours dans ce canton où l'on pensait tant de gens collés à la globe, ce sont des cultivateurs qui ont pris des vacances en Israël, au Japon, en Floride... Ce tourisme paysan, en contradiction si formelle avec l'ordre traditionnel des paroisses, est la manifestation d'un changement profondément révolutionnaire qui atteint, à la ville comme aux champs, l'ensemble d'une société. On comprend qu'une foule d'entrepreneurs et de puissants intérêts doivent prendre en charge l'organisation de ces temps de loisir obligé : la multitude a besoin d'être canalisée et orientée.

Fuir la ville

Le pouvoir public, que la crise actuelle contraint de participer à cette orientation, devrait bien s'informer plus à fond des vrais mobiles qui poussent nos concitoyens hors de notre zone monétaire. Un excellent livre vient de voir le jour, dont je recommande vivement la lecture à nos orientateurs, et aux autres. Il y trouveront, entre des pages bien utiles de précisions graphiques et chiffres, de brefs mais fins développements sur les sociologies et les psychologies profondes du tourisme (2). L'effet dévastateur de l'activité touristique sur l'environnement - certains pensent au contraire aux bienfaits qu'elle porte aux régions - n'est qu'un des volets du voyage. Le plus apparemment stérile, mais les réflexions philosophiques d'un auteur, qui est professionnellement très au fait de son objet, me paraissent encore plus dignes d'intérêt.

Et d'abord cette constatation que l'essentiel, dans la « motivation » (le mot n'est pas de J.-L. Michaud, qui écrit bien) de l'évacué, est en premier lieu une évidente dévalorisation de son habitat permanent. Fuir la ville, c'est vite dit, puisque l'on fuit aussi bien la bourgade ou la campagne. L'environnement immé-

diate n'a plus de sens puisque les communautés élémentaires qui l'habitent, de la paroisse au quartier urbain, se sont désintégrées. Nous remarquons au passage que « la permanence de la fonction d'habiter » s'est largement reportée vers la résidence secondaire, ce qui montre bien le déclin des appartenances traditionnelles. Mais la contrepartie véritable est dans la recherche d'un environnement entièrement neuf. Rien de défectueux dans cette invitation au voyage si elle avait ses fondements dans un appât de culture. Il n'en est rien. « La publicité diffuse l'image d'un mode de vie et d'une idéologie sociale inspirée des groupes leaders de population ». L'orientation est ainsi un efficace moteur, et cette volonté de parure me rappelle - la pensée associée - les contraires - les os de diable que mes voisins villageois, pour démontrer qu'ils avaient vécu, ne manquaient pas de placer bien en vue, à chaque lendemain de réveil, sur le contenu de leur poubelle.

Mais il n'est de publicité ni d'épandage touristique sans images. Il faut que l'on garantisse au nouveau et faux voyageur la couleur locale, qu'on lui aménage un « environnement touristique » où se mêlent, sous un style spécifié, et « parfois indistinctement, les signes de la mer, de la montagne et de la campagne ». La confusion de toutes choses, en ce domaine, est si réelle que le succès de la plaisance semble plus lié « au désir de possession d'un objet porteur de rêve et d'une image sociale avantageuse qu'au développement du goût de la mer ». Mieux encore : il suffit, pour que la nécessité relative au logis, que soient reproduits autour d'eux « les signes universels des vacances » : les boîtes de nuit qui fleurissent dans mon bocal pour éponymes le chapeau, Las Vegas ou le quetzal mexicain, et l'on peut s'extasier à La Grande-Motte.

Il résulte de l'efficacité et de la suprématie de cet imaginaire une tendance paradoxale à l'uniformisation et à la banalisation des décors des superhabitats et des exotismes ne diluent jusqu'à domicile. Tel est l'homme, contradictoire en apparence, mais au fond bien simpliste, de notre temps. L'essentiel lui est de se persuader qu'il est parti. « Alléluia, mais pas nécessairement quelque part ».

(1) *Grand Guide des régions de France*, texte de Michel Vidéa, photographies de Hervé Bordes et Michel Poiré-Aldo, Pierre Bordes et fils, éditeurs, 1982, 800 p.

(2) *Le Tourisme face à l'environnement*, de Jean-Luc Michaud, Presses universitaires de France (Coll. « Le Géographe »), dirigée par Pierre George, 1983, 234 p.

Le « liant » de l'Europe

par PETRU DUMITRIU (*)

QUEL socialisme ? Quelle droite ? Quel pacte entre les citoyens ? La première de ces questions, je la pose dans le Monde du 26 juin 1982. Elle et les autres restent là, sans réponse nette, de nulle part.

Méthode francilâtre, citoyen de l'Allemagne fédérale, j'ai vécu il y a quelques semaines des élections qui décidaient de mon sort, à moi, sixième millionnaire partie de ce peuple, mais aussi de celui de tous les Allemands et probablement, en grande partie, de celui de l'Europe. Et ma première pensée fut pour la France.

La France a été le « liant » de l'Europe, elle lui a donné ses grandes lignes, son style de civilisation. *Prima inter pares*, certes. Personne n'ignore l'apport des autres grandes sources de la civilisation européenne : Italie, Allemagne, Angleterre, Espagne... Mais le « liant », le style, le « je ne sais quoi », immitables, viennent de France.

Aux grands siècles du Moyen Âge, la chrétienté fut française. Cela allait loin : les Flamandais en Angleterre, les Anglais des *Contes de Canterbury*, avec 45 % de ses mots français, les Angevins en Sicile, les Français en Hongrie, les Lusignan rois d'Arménie et de Chypre, les Français en Terre sainte, et Jean de Béthencourt, roi des Canaries...

Sait-on qu'un beau milieu de la *Divine Comédie* brille un sonnet en français ? En langue d'oïl, mais français. Et que le *Paradisal*, Perceval le Gallois, de Wolfram d'Eschenbach, est divisé en *Aventures* ?

Aux grands siècles français, le dix-septième, le dix-huitième, le dix-neuvième, l'Europe fut française. Au vingtième elle ne le fut pas, et regardons-la. Carence de la France, retrait de la France sur elle-même, saignée à blanc en 1914-1918.

Mais aussi, stérilité de la pensée et de la sensibilité politiques françaises, bloquées par la guerre civile incurable, dans les coeurs et les esprits. Refus de réalité de la part de la pensée politique française.

La réalité, c'est que dans toutes les démocraties - les vraies, seules dignes de ce nom - les citoyens votent *for/for/for*. L'aiguille de la balance oscille d'un, deux ou trois centimètres à droite ou à gauche du point d'équilibre. La réalité, c'est qu'on ne peut gouverner les démocraties qu'au centre droit ou au centre gauche. Avec l'accent sur le mot « centre ». L'Allemagne vient d'en faire la preuve directe, la France, la preuve indirecte, mais aussi convaincante.

La réalité, c'est qu'on ne peut pas gouverner un peuple contre une multitude de lui-même - que ce soit la moitié prudente et plus ou moins contente de son sort, ou la moitié

hardie et désireuse d'améliorer son sort. Nous avons tous besoin, violemment, d'abord, d'être rassurés ; et ensuite, d'un espoir.

Quel socialisme ? Celui de la rupture, de la guerre civile dans les coeurs et les esprits ? Ou celui de l'association de tous avec tous, tous partenaires, tous coéquipiers ? Le socialisme de Marx, ou celui de Pierre Leroux ? Celui de Lénine, ou celui de Péguy ?

En tout cas, seule la social-démocratie a gouverné en Europe, réellement, c'est-à-dire longuement. Et chaque fois qu'elle a gâché à gauche d'elle-même - travailliste, social-démocrate, allemande - le peuple lui a retiré son mandat.

Quelle « droite » ? Non infamant pour le conservatisme, pensée et sensibilité politiques aussi légitimes, aussi justifiées que les pensées et sensibilités socialistes et libérales. « Droite » et « gauche » sont des mots fratricides. C'est le langage de Cain. Ces « côtés de Guernantes » et « côtés de chez Swan » sont le côté d'Anschwitz et le côté du goulat.

Un destin commun

Le conservatisme a gouverné le plus durablement en Europe libre après 1945. Mais chaque fois il a laissé un vide dans les coeurs et les esprits. Il nous assure la prospérité (tant qu'elle n'est pas rendue impossible par la bureaucratie de l'économie !). Mais pour en faire quoi ? Il y a l'avenir. Il y a l'Europe éclatée, hétéroclite et incohérente, sous l'ombre portée des fusées soviétiques. Il y a l'hémisphère sud, malheureux et affamé. Il y a le despotisme bureaucratique, marxiste ou militaire ou des deux à la fois, ou simplement africain, arabe, asiatique. A ces problèmes, le conservatisme n'a pas de réponse.

Quel pacte entre les citoyens ? Peuple de gauche, peuple de droite ? Deux peuples, ou un seul ? La valeur « peuple », communisme, est-elle subordonnée à ces concepts fumeux et fratricides, à ces fourre-tout qui sous-entendent impensablement la rupture de communauté ?

Je proposerais la définition d'un grand chrétien, saint Augustin, invoquant un grand païen, Cicéron. Le peuple, c'est *coetus multitudinis iuris consensum et utilitatis communione sociatus* : la foule, associée par un même sentiment du juste et de l'injuste ainsi que par la communauté des intérêts (la *Cité de Dieu*, XIX, 21).

Car, ajoute-t-il la République, res publica. « Les affaires du peuple », ne peut être gérée sans justice : *geri sine iustitia rem publicam non posse*. Là où il n'y a pas de justice, il ne peut y avoir de droit, jus, sentiment commun du juste et de l'injuste. Et alors, il n'y a ni peuple ni République, mais les affaires d'une multitude quelconque, qui ne mérite pas le nom de peuple : *non populus, nec res populi, sed qualescumque multitudinis, quae populi nomine digna non est*. Ils avaient une certaine idée du peuple, ce chrétien, ce païen.

La réalité, c'est que nous vivons ensemble un destin commun. Et qu'il faut reconnaître l'existence et la dignité de l'autre, et gouverner pour lui aussi. Cela vaut pour nos « latitudes » « droite » et « gauche », nos fatidiques « Est » et « Ouest », nos tragiques « Nord » et « Sud ».

France, la réalité tout le camp ! Nos vies, le présent, l'avenir, font tout le camp ! Il est grand temps de voir la réalité, de la penser et d'agir en conséquence. Je me demande si l'on y songe sur la rive gauche.

(*) Ecrivain.

Pour un humanisme moderne

QU'EST-CE que la France ? Une nation ? Un État ? Une armée ? Des « deux mille millions » ? Un caducée boiteux ? Un discours de M. Dassault ? Un complexe politico-fiscal ? Une culture culinaire ? De gentils paysages vus du train ? Ou bien est-ce le souvenir de la croisade des Albigeois ? De la Saint-Barthélemy ? Ou même peut-être d'une empire colonial ? Mais celui-là, au moins, on a tendance à l'oublier. Le Tchad et le Liban, témoins sanglants d'une politique absurde, sont pourtant là pour nous rappeler que l'État français avait prétendu s'immortaliser, il n'y a pas si longtemps, en façonnant les tribus conquises à son image... Et que dire des guerres honteuses d'Indochine et d'Algérie. Est-ce donc cela, la France ?

Il est remarquable que, l'État français ayant enfin entrepris le « processus de déscolonisation » (contraint et forcé, à vrai dire), personne n'a eu l'idée de présenter des excuses solennelles en son nom aux victimes du passé. Les vrais coupables, parait-il, sont morts et enterrés dans leurs culottes de peau ; adieu donc, colonels, généraux, ainsi personne ne doit plus d'excuses à personne... On préfère se gargariser de francophonie, et cela tout en soutenant les dictateurs « amis de la France » et clients choyés de ses armées.

Est-ce vraiment cela, la France ? En regard de ces images flétries, on peut préférer faire de l'« idée

France » un projet entièrement neuf. Il ne s'agit certes pas d'oublier toutes les erreurs cuisantes du passé, mais de les convertir, et de les transcender. Bon ou mauvais, l'Empire français a laissé un acquis - et il reste commun à bien des peuples divers : un langage. Aussi appauvri soit-il par l'usage bavard et creux qu'en font la politique et les médias, cela reste encore un langage. Un moyen autonome de communication, donc, et qui recèle peut-être le secret d'une renaissance, d'un nouveau départ.

L'« idée France » en tant que langage

Le miracle d'Israël aurait-il pu se produire si l'on n'avait pas commencé par inventer, à partir d'une langue morte, un langage moderne ? C'est bien par la seule grâce du langage que les débris épars de la diaspora ont pu former une unité organique, et que l'on a pu combler les fossés qui séparaient les socialistes incroyants des farouches talimodistes, les esprits modernes des hommes du désert. Herzl lui-même, le prophète du sionisme, était prêt à accepter l'Ouganda ou le Kenya pour y créer l'État d'Israël... Rassez les cultures juives diverses et contradictoires, cela ne pouvait se faire qu'en réinventant un langage commun à toutes : c'était là une tâche bien plus urgente à ses yeux que le choix d'un territoire.

La Grèce et Rome, longtemps après avoir disparu en tant que puissances politiques, ont continué d'exercer une influence séminale extraordinaire sur l'histoire de notre civilisation par la seule force de la langue ; le grec en tant que langue de la science et de la philosophie, et le latin en tant que langue de l'Eglise.

Il peut donc y avoir une autre France. Non plus forcée de hégémonie, non plus fantôme gothique rescapé d'un autre âge : la France peut devenir une communauté nouvelle d'esprits et de coeurs, un milieu sou-

par MAURICE GIRODIAS (*)

verain et libre de toute règle politique. Cette reconversion est possible aujourd'hui. Dans dix ans il sera trop tard.

Il ne s'agit certes pas de cultiver la francophonie comme un art d'agrément ; mais bien de retourner complètement l'idée centralisée que la France (hier monarchique, aujourd'hui présidentielle) se fait encore d'elle-même. Il faut abolir l'idée de maître à client. Il faut inverser l'ordre impérial rayonnant de Paris vers ses lointaines colonies, afin qu'un courant puisse couler en sens contraire, librement, depuis la périphérie vers le centre - pour être ensuite rediffusé vers tout l'univers francophone.

Qu'est-ce que la France ?

Ce remaniement des valeurs ne doit pas servir de ruse permettant de continuer à imposer la primauté exclusive du français : langue noble. En effet, l'apport de chaque peuple participant à cette « aire de la francophonie » sera d'autant plus enrichissant qu'on aura préservé les langues traditionnelles tout en choisissant d'utiliser le français comme langue de communication internationale, et comme langue littéraire au deuxième degré.

La dynamique du langage

Le rouet du français devant l'anglais (scientifique ou littéraire) prend aujourd'hui l'allure d'une déroute. Pourquoi ? Sans doute au moins en partie parce que l'anglais classique a su assimiler l'apport du génie irlandais, mais surtout américain. L'un et l'autre ont successivement « refondu » la vieille langue... Or non seulement la France s'est empressée, dès la Révolution, d'interdire sur son territoire toute langue autre que le français de Paris ; mais, depuis la guerre d'Algérie, elle s'est efforcée en outre de filtrer, de dénaturer et de franciser l'apport potentiellement très riche

(*) Ecrivain, éditeur.

qui lui venait de la Méditerranée, d'Afrique et d'Amérique.

A voir l'extraordinaire surabondance de traductions médiocres ou illisibles par quoi la littérature étrangère est représentée en France (et surtout l'anglo-saxonne), on se demande si l'on n'a pas affaire là à une véritable « guerre des langues ». Cette vision géopolitique de la littérature, ce souverain mépris qu'on affiche pour tout ce qui a été écrit ailleurs, cela est parfaitement illustré par les vœux mythiques de « la France seule », « la France stérile », clichés pathétiques qui dictent d'ailleurs toujours la stratégie militaire du pays.

L'« idée France » au XXI^e siècle

Ce splendide isolement a fini par produire le résultat qu'on pouvait en attendre. Le français est devenu intraduisible : d'ailleurs la littérature française est jugée trop vague et ennuyeuse pour valoir d'être traduite. Bien sûr on n'en est pas à publier des chiffres ! Ce serait trop gênant, on se borne à argoter, à protester. Or la grande majorité des textes scientifiques français doivent être rédigés en anglais afin de pouvoir être lus ailleurs qu'en France, ce *brain drain* à l'envers est-il dû à une conspiration du étranger ? Ou bien au repli de l'« idée France » ?

Que l'État français, socialiste ou pas, s'obstine à rester seul maître de tous les médias audiovisuels, cela donne assez la mesure de son conservatisme, de son goût pour ce qui ne bouge jamais.

Il faut dire ici en clair que, de cet état, il n'y a rien à attendre. Si l'« idée France » doit être repensée, rebâtie, relancée, cela ne peut être qu'à partir d'un nouvel humanisme authentiquement moderne.

Certes il s'agit là d'une France encore inconnue car, bien qu'elle ait été revue par certains, nous ne l'avons encore jamais vue. A l'ère des temps modernes la France avait promis au monde une révolution qui

MÊMES REMISES EXCEPTIONNELLES QU'ÀUX TOURISTES ÉTRANGERS !

Toutes les grandes marques de

PARFUMS

PRODUITS DE BEAUTE - Porcelaine - Cadeaux

Accessoires Haute-Couture - Maroquinerie

MICHEL SWISS

16, RUE DE LA PAIX - PARIS

Salons de vente 2^e étage (ASCENSEUR)

261-71-71

OUVERT TOUTE LA SEMAINE SANS INTERRUPTION

de 9 h à 18 h 30



Édité par la S.A.R.L. Le Monde
 Gérant : André Laurens, directeur de la publication
 Anciens directeurs : Hubert Bonne-Mary (1944-1969) Jacques Fauvet (1969-1982)
 Imprimerie : du « Monde », 5, r. des Filles, PARIS-IX
 Reproduction interdite de tous articles sans accord avec l'administration
 Commission paritaire des journaux et publications, n° 57-317
 ISSN : 0395 - 2017

LE REGAIN DE TENSION AU CHILI

Les autorités ont procédé à deux mille interpellations et deux cents arrestations

Le gouvernement du général Pinochet, surpris un moment par l'ampleur du mécontentement populaire qui s'est exprimé lors de la journée nationale de protestation du 11 mai, n'a pas hésité à remettre en vigueur les méthodes répressives utilisées après le coup d'Etat du 11 septembre 1973. Des rafles massives ont été effectuées par l'armée, samedi 14 mai, aux premières heures de la matinée, dans les quartiers pauvres du sud de la capitale, où des barricades avaient été érigées le 11 mai. Environ deux mille personnes, souvent interpellées pendant leur sommeil, ont été ainsi conduites pour « vérification d'identité » dans des stades. Deux cents d'entre elles ont été arrêtées, qui s'ajoutent aux trois cent cinquante toujours retenues pour leur participation à la manifestation du 11 mai. Les premières estimations faisaient état de chiffres nettement inférieurs, mais les journaux de Santiago paraissant dimanche ont tous publié ce dernier bilan en citant des sources officielles.

Les deux cents personnes arrêtées ont été transférées des stades vers les commissariats de police. Aucune charge n'avait encore été officiellement retenue contre elles ce lundi 16 mai. Le gouvernement n'a fait aucune déclaration sur cette opération. Le commandement militaire de Santiago s'est contenté d'indiquer que les rafles avaient été faites par trois cents soldats et trois cents policiers. Selon le quotidien pro-gouvernemental *la Nación*, deux mille militaires, deux mille policiers, deux mille policiers automatiques et deux mille policiers automatiques ont été saisis à cette occasion.

« Ce furent six heures de cauchemar, raconte un témoin, cité par l'A.F.P. Tout a commencé à 4 heures du matin. Les militaires sont entrés dans nos maisons, nous ont brutalement réveillés et ont fait sortir dans la rue tous les hommes âgés de plus de quarante ans. Nous étions très effrayés parce qu'ils nous ont fait allonger par terre et nous ont traités comme des délinquants. »

Les rafles ont eu lieu quelques heures après de nouveaux affrontements entre policiers et manifestants à la fin des obsèques de l'une des deux victimes de la journée du 11 mai, dans le quartier de la Victoria. Les policiers ont tiré des coups de feu en l'air et lancé des grenades lacrymogènes pour disperser les habitants de ce quartier, qui venaient

d'assister à l'enterrement et criaient des slogans hostiles au gouvernement. Le calme était cependant revenu vendredi soir, avant que ne recommencent les interpellations en masse.

Le ministre de l'intérieur, le général Enrique Montero, a déclaré dimanche que le général Pinochet avait approuvé une série de mesures qui entreraient en vigueur dès ce lundi pour faire face à la situation. Aucune indication n'a été donnée sur le contenu de ces décisions, qui ont été prises lors d'une réunion restreinte du cabinet présidée par le chef de l'Etat.

Un journaliste censuré s'exprime à la cathédrale

Le gouvernement a d'autre part décidé d'interdire à une radio privée de Santiago, Radio-coopérative, de diffuser des informations, des commentaires et des interviews. Les autorités reprochent à cette dernière d'avoir créé « un sentiment artificiel d'aggravation et d'effervescence » et d'être responsable du « désordre qui a marqué la journée nationale de protestation ». Mgr Jorge Honorton, évêque auxiliaire de Santiago, dans son sermon dominical à la cathédrale de la capitale, a qualifié de « bâillement » cette décision. A la fin de la messe, il a invité un des journalistes de cette station à monter en chaire pour solliciter des dons destinés au personnel de celle-ci. Des journalistes de Radio-coopérative se sont ensuite assis sur les marches de la cathédrale, la bouche bâillonnée, en signe de protestation contre la mesure qui les frappe.

Dans un éditorial, le quotidien conservateur *El Mercurio*, qui avait approuvé le coup d'Etat de 1973, critique implicitement le gouvernement. *El Mercurio* fait état du « dévouement manifeste de larges secteurs partisans du régime » et estime que les manifestations du 11 mai prouvent l'existence d'un « mécontentement qu'il est impossible de traiter par le dialogue ». Pour le quotidien, il existe au Chili, au-delà de la crise économique actuelle, un problème politique et il est nécessaire qu'un dialogue s'instaure entre le gouvernement et ses opposants. C'est la première fois qu'*El Mercurio* appelle aussi ouvertement à un tel « dialogue », auquel se refuse le général Pinochet.

AU CHILI, LA LIBERTÉ DE NOUVEAU CONFISQUÉE



(Dessin de PLANTU.)

Echec économique

(Suite de la première page.)

Le recul de la production a été de 28,8 % dans le bâtiment et de 21,9 % dans le secteur industriel. Le chômage touche 23 % de la population active, et jusqu'à 30 % si l'on classe parmi les chômeurs les personnes employées pour des sommes dérisoires bien en dessous du salaire minimum, et à seule fin de les maintenir occupées, à réparer les routes ou à repeindre les bâtiments officiels.

Les classes moyennes se sentent menacées

Les classes moyennes dont l'hostilité avait provoqué la chute du gouvernement d'unité populaire, et dont le silence valait approbation dans les premières années qui ont suivi le coup d'Etat, se sentent menacées. Les concerts de casseroles par lesquelles celles-ci manifestaient leur mécontentement à l'égard du régime ont repris mais cette fois contre le général Pinochet. Des industriels, des exploitants agricoles, des avocats et des médecins contestent ouvertement les thèses de l'Ecole de Chicago. Le général Pinochet ne dispose d'un soutien total que parmi les couches qui ont réellement bénéficié de sa politi-

que économique, c'est-à-dire les milieux financiers et commerciaux.

Le général Pinochet avait pourtant tenté un changement de ligne au début de l'année. Contrairement au dogme libéral, l'Etat a accru son rôle régulateur dans l'économie et multiplié les mesures dirigées. Cet infériorisme vient un peu tard pour satisfaire les mécontents.

Le salut ne peut venir de l'extérieur. Avec 17 milliards d'emprunts à l'étranger, le Chili est un des pays les plus endettés du monde. Les crédits qui lui sont accordés actuellement ne servent qu'à rembourser les créanciers. Un groupe de banques européennes viennent ainsi de lui accorder un crédit de 550 millions de dollars, qui s'ajoute au milliard et demi consenti il y a deux semaines par un consortium de banques américaines et japonaises, aux 230 millions de dollars de la Banque interaméricaine de développement et aux 550 millions de dollars du F.M.I. Il s'agit non pas de renflouer le Chili, mais de l'empêcher de couler, ce qui pourrait assécher la faillite du modèle instauré en 1973. Depuis cette date, le produit intérieur brut par habitant est resté approximativement stationnaire.

DOMINIQUE DHOMBRES.

Etats-Unis

La majorité démocrate de la Chambre des représentants est opposée aux réductions d'impôts demandées par M. Reagan

De notre correspondant

Washington. — Des élus qui réclament davantage d'impôts, tandis que l'exécutif s'y oppose fermement : tel est l'étrange débat en cours à Washington. Débat capital, et pas seulement pour les Etats-Unis, car les revenus fiscaux déterminent en partie le déficit budgétaire américain qui, lui-même, conditionne les taux d'intérêt dans le monde et la puissance du dollar.

On discute en ce moment du budget de 1984 qui doit entrer en vigueur le 1^{er} octobre prochain. Conformément à la loi, le président Reagan avait déposé son projet au début de l'année. Mais le Congrès est en retard, comme d'habitude : sénateurs et représentants auraient dû, avant le 15 mai, établir une résolution commune, indiquant le niveau des recettes fédérales et fixant un plafond aux dépenses, pour permettre aux différentes commissions de se prononcer ensuite sur le détail.

Jusqu'à présent, seule la Chambre (à forte majorité démocrate) a adopté un projet qui diffère sensiblement de celui de M. Reagan. Le Sénat (à faible majorité républicaine) est encore à la recherche d'un consensus interne, après plusieurs votes négatifs. C'est la situation inverse des deux années précédentes : la Maison Blanche avait alors réussi à diviser les démocrates et à faire approuver ses orientations par une majorité conservatrice.

Le contenu même du débat a changé. En 1981 et 1982, on s'affrontait sur le volume des dépenses sociales. M. Reagan proposait de les réduire sévèrement, et il obtenait gain de cause. Cette fois, une nette majorité se dessine pour le maintien, sinon l'augmentation, des chiffres de l'an dernier. Le débat concerne l'accroissement des dépenses militaires et, surtout, les recettes de l'Etat. Faut-il maintenir le plan d'allègements fiscaux par étapes, voulu par la Maison Blanche et approuvé par le Congrès en 1981 ? Ou, au contraire, dégrader de nouveaux revenus pour réduire un déficit budgétaire qui atteint des dimensions sans précédent ?

Où trouver 30 milliards ?

Le projet de M. Reagan entraînerait, en effet, un déficit de 204 milliards de dollars en 1984. Et encore se fonde-t-il sur le scénario optimiste d'une reprise consistante et durable. Or, la reprise est entravée par le déficit qui amène l'Etat fédéral à emprunter massivement, à concurrencer les entreprises privées sur le marché du crédit et à maintenir les taux d'intérêt à un niveau encore trop élevé.

Les démocrates s'indignent du déficit. Ils prétendent le réduire de deux manières : en freinant l'augmentation des dépenses militaires et en accroissant les recettes fiscales. La résolution budgétaire de la Chambre des représentants prévoit 7,5 % de plus pour le Pentagone en

1984 (M. Reagan propose une hausse de 14,5 %) et 30 milliards de dollars de revenus supplémentaires.

Où trouvera-t-on ces 30 milliards ? Les démocrates évitent de le préciser pour le moment. Par tactique, et parce qu'ils ne sont pas d'accord entre eux. On pourrait renoncer à la troisième réduction de l'impôt sur le revenu fixée au 1^{er} juillet prochain, ou en exclure les plus riches. On pourrait aussi renoncer à l'indexation du barème ou créer de nouvelles taxes.

L'an dernier, pressé par le Congrès, M. Reagan avait été obligé d'augmenter les impôts indirects. C'était contraire à ses principes, mais ne portait pas atteinte à son plan de diminution des taux d'imposition des revenus. Il demeure fermement attaché à celui-ci. Le moment est vraiment mal choisi de pénaliser les contribuables, disent ses collaborateurs : une telle mesure nuirait dans l'ouest la reprise économique. Après tout, le déficit budgétaire peut attendre. S'il affaiblissait vraiment les milieux d'affaires, la Bourse se porterait-elle aussi bien ?

C'est clair : le déficit n'est plus le souci principal de M. Reagan. Et l'approbation du congrès l'intéresse moins qu'avant. On se demande même si la Maison Blanche ne mise pas sur l'impasse budgétaire, dans la perspective de l'élection présidentielle de 1984.

Une impasse empêcherait l'adoption d'une résolution commune de la Chambre et du Sénat. Ce qui rendrait au président son pouvoir de veto. Cela donnerait, d'autre part, aux dirigeants républicains le beau rôle devant les électeurs. Ils se seraient battus pour la défense nationale et la baisse des impôts, alors que les démocrates apparaîtraient peu soucieux de la sécurité de l'Amérique et ennemis du contribuable.

Une telle stratégie suppose que les républicains soient unis derrière le président. Or on assiste depuis un an à une indiscipline croissante.

Même si un compromis intervenait avec la Chambre, le déficit ne serait pas sensiblement réduit. On trouverait un juste milieu entre les 192 milliards proposés par les dirigeants républicains du Sénat et les 175 milliards votés par les représentants. Ce dernier chiffre ne tient pas, car il se fonde sur des hypothèses économiques encore plus optimistes que celle de l'administration.

Rien ne permet donc d'espérer pour le moment une réduction substantielle du déficit budgétaire. Pour 1984, comme pour 1983 et même 1986, il oscillerait entre 150 milliards et 200 milliards de dollars. De tels chiffres n'incitent pas les taux d'intérêt à baisser. A moins d'un changement de la politique monétaire, les Etats-Unis risquent de continuer à drainer des capitaux internationaux, puisque leur faible inflation (inférieure à 4 %) rend le loyer de l'argent encore plus intéressant.

ROBERT SOLÉ.

La montée des mécontentements

- 1970
 - 4 SEPTEMBRE : Salvador Allende arrive en tête à l'élection présidentielle ; il succède officiellement à Eduardo Frei le 4 novembre.
 - DÉCEMBRE : les grandes réformes commencent avec les premières expropriations des grands domaines.
- 1973
 - 4 MARS : aux élections, l'opposition conserve la majorité simple dans les deux assemblées, mais les partis de l'Unité populaire progressent.
 - 28 MARS : les militaires quittent le gouvernement.
 - 28 JUIN : tentative infructueuse de soulèvement d'un régiment de l'Armée à Santiago.
 - 11 SEPTEMBRE : coup d'Etat militaire. Salvador Allende meurt au cours de l'assaut donné contre le palais de la Moneda. Une junte militaire, dirigée par le général Pinochet, prend le pouvoir. Exécutions sommaires, arrestations massives, premières déportations. Les partis politiques sont dissous ou suspendus, les grèves sont interdites, la presse et les universités passent sous contrôle militaire.
- 1974
 - 26 JUIN : le général Pinochet donne, aux termes d'un décret, « chef suprême de la nation », chargé du pouvoir exécutif pour une durée indéterminée.
 - 19 JUILLET : un nouveau gouvernement est constitué. Il comprend
- quatorze militaires. Trois civils sont responsables de l'économie.
- 11 SEPTEMBRE : la levée de l'état de guerre est proclamée par le général Pinochet ; elle ne sera pas effective.
- 19 SEPTEMBRE : une commission du Sénat américain ouvre une enquête sur les interventions de la C.I.A. au Chili.
- 30 SEPTEMBRE : assassinat du général Prats, ancien ministre de l'Intérieur, puis de la défense d'Allende.
- 5 OCTOBRE : mort de Miguel Enríquez, leader du MIR (gauche révolutionnaire) lors d'un affrontement avec l'armée à Santiago.
- 1975
 - 9 AVRIL : démission du gouvernement qui sanctionne l'échec de la politique économique.
 - 29 MAI : pour la première fois, Eduardo Frei critique sévèrement la politique économique de la junte.
 - JUILLET : les dirigeants de la démocratie-chrétienne et de la gauche non communiste constituent un front commun contre la junte.
- 1976
 - JANVIER : tensions au sein de l'armée ; dix généraux adressent une lettre au général Pinochet.
 - 23 SEPTEMBRE : Orlando Letelier, ancien ministre des affaires étrangères d'Allende, meurt dans un attentat à Washington.
- 18 DÉCEMBRE : la libération de Luis Corvalán, le secrétaire général du P.C. chilien, est « échangée » contre celle du contestataire soviétique Vladimir Boukharine.
- 1977
 - 12 AVRIL : nouveau gouvernement dans lequel les civils sont majoritaires.
 - 12 AOÛT : dissolution de la police politique, la DINA.
- 1978
 - AOÛT : trois officiers chiliens sont inculpés à Washington pour l'assassinat de Letelier.
- 1980
 - 11 SEPTEMBRE : organisation d'un référendum sur la nouvelle Constitution, dont les résultats (67 % de oui) sont contestés.
 - DÉCEMBRE : nouveau gouvernement.
- 1981
 - Le président Reagan annonce un rapprochement avec le régime.
- 1982
 - 22 JANVIER : mort d'Eduardo Frei.
 - 26 FÉVRIER : assassinat du syndicaliste Teodoro Jimenez, dirigeant de l'Union démocratique des travailleurs, huit jours après qu'il eut appelé à la constitution d'un front d'unité syndicale.
 - 22 AVRIL : nouveau gouvernement, caractérisé par la prédominance des militaires.
 - 26 AOÛT : nouveau renouveau en raison de la crise économique.
 - 29 DÉCEMBRE : mille cinq cents personnes sont arrêtées dans une commune périphérique de Santiago, où la gauche révolutionnaire est implantée.
- 1983
 - 22 JANVIER : plusieurs milliers de personnes manifestent à Santiago, après une messe célébrée à la mémoire d'Eduardo Frei.
 - 2 FÉVRIER : un millier de syndicalistes réclament un référendum sur le maintien du régime militaire, dans

une lettre ouverte au général Pinochet.

14 MARS : plusieurs partis (sans le parti communiste) appellent dans un document commun au rétablissement de la démocratie.

24 MARS : violents incidents à Santiago, lors de manifestations. Deux cent trente personnes sont arrêtées.

11 MAI : deux morts, cinq cent cinquante arrestations pendant la Journée de protestation civile.

Haïti

UN CANDIDAT INDÉPENDANT EST ÉLU MAIRE DE LA DEUXIÈME VILLE DU PAYS

Port-au-Prince (A.F.P.). — Les élections municipales qui ont eu lieu le dimanche 15 mai dans six départements sur neuf ont été marquées par la victoire d'un candidat indépendant au Cap-Haïtien, deuxième ville du pays, à 260 kilomètres au nord de Port-au-Prince.

Ce candidat indépendant, M. Wilson Borgella, un hôtelier âgé de quarante-deux ans, qui a bénéficié d'un important soutien populaire, l'a emporté avec 9 358 voix sur son adversaire, M. Emmanuel Maisonneuve, le maire sortant, nommé par le gouvernement en 1980 et qui a obtenu 3 558 voix. Quarante-vingt-huit communes représentant plus de 1 million d'électeurs dans six départements étaient appelés à élire leurs représentants.

De nombreux observateurs étrangers ont suivi ces élections, en particulier au Cap-Haïtien, où se trouvaient des représentants de l'ambassade des Etats-Unis et de l'ambassade de France. Deux observateurs américains délégués par un membre démocrate de la Chambre des représentants des Etats-Unis, M. Walter Fauntroy, au nom du groupe des parlementaires noirs américains, le Black Caucus, dont l'influence est déterminante pour l'attribution de l'aide américaine à Haïti, étaient également sur place.

Mexique

Mort de l'ancien président Aleman le père de l'industrialisation

De notre correspondant

Mexico. — L'ancien président Miguel Aleman est mort le samedi 14 mai à l'âge de soixante-dix-huit ans. Il est généralement considéré comme l'un des deux fondateurs du Mexique moderne. Lazaro Cardenas (1934-1940) avait nationalisé le pétrole et jeté les bases d'un régime présidentiel fonctionnant en étroite liaison avec les « masses organisées ». Il devint la référence de l'aile gauche du parti au gouvernement. M. Miguel Aleman, lui, gouverneur de l'Etat de Vera-Cruz sous Cardenas, puis ministre de l'intérieur, a été considéré comme le chef de l'aile droite. Il avait été président de la République de 1946 à 1972.

Ce fils d'un général révolutionnaire fut le premier civil à exercer les fonctions de chef de l'Etat après la victoire de la révolution. Entouré d'universitaires et d'hommes d'affaires, il créa le Mexique moderne et industrialisé.

Grâce à une politique hardie de grands travaux, M. Miguel Aleman entreprit de moderniser l'infrastructure, et surtout le réseau de communications. La priorité accordée aux bonnes relations avec le secteur privé permit une croissance accélérée à laquelle les investissements étrangers participèrent activement. Dans les campagnes, les propriétaires terriens eurent le moyen juridique de faire obstacle à la réforme agraire, qui avait été pourtant l'objectif premier de la révolution.

En politique extérieure, M. Aleman jugea qu'en période de guerre

froide le Mexique ne devait pas s'opposer aux Etats-Unis.

Pour réaliser son programme, le président mit au pas la presse et le mouvement ouvrier. Le parti de la révolution mexicaine resta au pouvoir, mais en changeant de nom (il devint le parti de la révolution institutionnaliste). Il modifia son orientation. M. Aleman ne sut ou ne voulut pas lutter efficacement contre la corruption qui s'étendait à l'Etat et aux syndicats.

Après son retrait de la politique active, il appliqua le même dynamisme à la gestion de ses affaires et devint un puissant entrepreneur. Ces dernières années, il se consacra notamment au développement du tourisme.

FRANCIS PISANI.

Le Monde

RÉALISE CHAQUE SEMAINE

UNE SÉLECTION HEBDOMADAIRE

spécialement destinée à ses lecteurs résidant à l'étranger

Exemplaire spécimen sur demande.

AFRIQUE

Algérie

ANCIEN MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

M. Bouffekka est condamné à « reverser au Trésor »

plusieurs centaines de milliers de francs suisses

De notre correspondant

Alger. — Candidat malheureux à la succession de Boumedienne, ministre des affaires étrangères de 1964 à 1979, M. Abdelaziz Bouffekka vient d'être condamné à « reverser au Trésor » algérien des sommes s'élevant à plusieurs centaines de milliers de francs suisses. Ainsi en a décidé la Cour des comptes, réunie en assemblée plénière, au terme d'une procédure entamée il y a plusieurs mois. Se prononçant sur un pourvoi en cassation, la Cour a rendu son arrêt définitif le samedi 14 mai « en présence d'une assistance nombreuse, parmi laquelle on a remarqué des hauts fonctionnaires de la présidence de la République, des ministères des affaires étrangères, de la justice et des finances », rapporte l'agence Algérie Presse Service.

Nommé au début de l'année, le président de la Cour, M. Messoudi Zitouni, précédemment conseiller à la présidence de la République, est lui-même membre du comité central. L'ancien chef de la diplomatie algérienne est condamné conjointement et solidairement avec deux autres fonctionnaires de son ministère, qui « agissaient selon ses instructions formelles dans le maintien irrégulier des deniers de l'Etat ».

L'agence APS, explique : « Les magistrats de la Cour avaient participé à une enquête de la commission centrale de discipline du parti qui avait pour objet le contrôle des conditions de gestion et d'exploitation des excédents de disponibilités dégagés par les missions diplomatiques et consulaires durant la période 1965-1978 et domiciliés dans une banque suisse à Genève ». L'ar-

rêt rendu samedi s'appuie sur l'existence d'une « régie occulte » durant la période allant du 17 décembre 1971 au 1^{er} janvier 1979. D'autres investigations sont en cours.

M. Bouffekka, qui séjourne actuellement en Europe, ne s'était pas présenté devant le juge, en invoquant des raisons de santé. Il avait quitté l'Algérie peu après avoir été suspendu du comité central du F.L.N. en décembre 1981. Il s'agissait là de la dernière étape d'une rapide disgrâce : d'ancien du portefeuille des affaires étrangères après l'élection du président Chadli à la magistrature suprême, il n'avait assumé que quelques mois la fonction de « ministre conseiller du chef de l'Etat ». Écarté du gouvernement en janvier 1980, il était exclu du bureau politique en juillet 1981, en même temps que son ancien rival M. Yahiaoui.

Dimanche, les journaux algériens ont repris la dépêche de l'A.P.S. annonçant la condamnation de l'ancien dauphin présumé de Boumedienne, mais sans faire de commentaires sur sa personne. L'agence de presse évoque en termes généraux la volonté du président Chadli de créer « l'esprit de rigueur dans la gestion et le respect de la moralité dans le service de l'Etat ».

Le même jour, la Cour des comptes a condamné M. Ahmed Bencherif, ancien ministre de l'hydraulique, à reverser au Trésor 470 000 dinars (728 000 F) pour « légèreté manifeste » dans des engagements de dépenses en 1977.

JEAN DE LA GUÉRIÈRE.

Kenya

Une campagne du président Moi contre un mystérieux « traître » intrigue l'opinion

De notre correspondant

Nairobi. — Qui est le « traître » depuis une semaine ? Cette question enfante la classe politique kenyane et intrigue l'opinion publique. Tout a commencé le 8 mai, lorsque le chef de l'Etat, M. Arap Moi, accusa, lors d'un meeting dominical, des « pays étrangers » de « chasser une certaine personne afin qu'elle prenne le pouvoir ». M. Moi n'identifia ni le complotur potentiel ni ses commanditaires, nousant ainsi le mystère. Mais il prit soin, en lui rendant un vibrant et inhabituel hommage, de mettre hors de cause son principal collaborateur, le vice-président Mwai Kibaki.

Deux jours plus tard, ce dernier demanda, dans un communiqué solennel, qu'on démasque le complotur et qu'il soit « traité sans pitié ». Depuis, l'affaire défile la chronique. Ministres, députés et responsables locaux déchiffrent leur futur contre le « judas » anonyme, assimilé, au gré des hantises de chacun, à « une hyène », « un monstre » ou « un serpent venimeux ». Certains, qui croient connaître le nom du proscrit — et ne l'aiment guère — règlent au passage quelques comptes. Douze ministres sur vingt-sept ont déjà publiquement jeté leur opposition en tentant du même coup de s'auto-innocenter. La presse joue le jeu, non sans plaisir, et suit l'affaire avec minutie.

Chaque jour apporte son lot de révélations. On apprend ainsi de la bouche de responsables, apparemment autorisés à s'exprimer sur ce sujet délicat, que la « marionnette » de l'étranger a rang de ministre, qu'il fit récemment plusieurs voyages hors du Kenya, et qu'il a mis beaucoup d'argent à l'abri, loin de son pays. Un proche du président, M. Isaac Salati, a demandé vendredi à tous les ministres d'exprimer publiquement leur innocence. On nous a dit ensuite que le traître avait au moins six complices au sein du gouvernement.

Un ministre adjoint, connu pour son franc-parler et son retour en grâce auprès du président, M. Martin Shikuku, fournit un indice supplémentaire en fustigeant la courtoisie de « certains dirigeants vêtus de costumes trois pièces ». Pour l'homme de la rue, le doute n'était plus permis. Car cette allusion vestimentaire ne pouvait viser qu'un seul haut dirigeant, M. Charles Njonjo, ministre des affaires constitutionnelles, connu pour son goût des complets-vestons avec gousset en or et enfilé à la boutonnière, ceux qu'on porte du côté de la City.

Dimanche, le Kenya Times, organe du parti unique, la KANU, tirant sur six colonnes à la une, mit en cause un ancien ministre de la justice sans le nommer. C'est tout de même le journal du parti, et M. Njonjo fut ministre de la justice pendant dix-sept ans, poste qui fit d'ailleurs de lui l'émineuse grise de l'ancien président Kenyatta, et lui

permit de conduire en douceur la succession au profit de M. Moi.

Pour qui travaille le « traître » ? Selon M. Paul Ngei, ministre de l'élevage, celui-ci a empoché 40 millions de shillings (quelque 22 millions de francs) d'Israël et de République Sud-Africaine. Le haut commissaire britannique à Nairobi, soucieux de dissiper tout malentendu et de réaffirmer le soutien de Londres au gouvernement légal, a été reçu vendredi, à sa demande, par le président Moi. Le diplomate a assuré clairement à son interlocuteur que la Grande-Bretagne n'était en rien mêlée à un quelconque complot.

Cependant toute cette semaine, M. Njonjo se trouvait à Londres en visite privée, d'où il est rentré dimanche matin pour rejoindre sa belle villa de Muthaiga, le quartier chic de Nairobi. Des policiers en civil étaient venus l'accueillir à l'aéroport. Il serait, un peu plus tard, allé assister à la messe dans sa circonscription.

Alors qui a-t-il derrière cette ténébreuse affaire ? Va-t-on enfin désigner, nommément le « traître » ? Va-t-il en complot, et si oui pour qui ? M. Njonjo — s'il s'agit bien de lui — est-il resté tranquillement au Kenya ? Assisté-t-on seulement à la tentative de mise à l'écart d'un homme-clé du régime, dont les nombreux ennemis affirment qu'il convoite le poste de vice-président ? Mais ses accusateurs vont très loin en soulignant, comme le secrétaire du groupe parlementaire du parti, M. Francis Mutwol, que le « traître » était déjà derrière le coup d'Etat manqué du 1^{er} août dernier.

Le comité exécutif du parti a été convoqué pour mardi 17 mai. On imagine aisément son ordre du jour. Les Kényans espèrent bientôt connaître les dessous de ce « sale secret » car, comme l'écrivait samedi le Daily Nation, « le peuple est prêt à apprendre la vérité ».

J.-P. L.

République Sud-Africaine

Le calvaire des squatters de Nyanga

De notre correspondant

Johannesburg. — Des enfants en pleurs, des femmes qui s'évanouissent, des hommes qui s'enfuient sous les coups de matraque : depuis trois mois, c'est à nouveau l'enfer pour les deux ou trois mille squatters noirs de Nyanga, près du Cap. Sur ordre du gouvernement, les forces de police ont tout tenté pour les contraindre à partir.

Les fragiles abris de fortune ont été abattus, les matras — sacs de plastique, vieilles planches, buissons — ont été brûlés ; des centaines de personnes ont été arrêtées, jetées sur-le-champ et condamnées à de lourdes amendes ; les policiers ont utilisé les chiens et les matras. Certains jours, on a tiré des balles en caoutchouc sur la foule ; d'autres matras ont été répandus à profusion sur le site. Des familles entières ont été déportées dans de lointains et misérables bidonvilles.

Pourtant, malgré les privations, les humiliations, la répression, les morsures de l'hiver austral qui s'annonce, ils sont encore là ou sont revenus, dépourvus et tremblants, bloqués une contre les autres, dans la boue de Nyanga.

Récemment jugée pour infraction à l'une des multiples lois qui contrôlent étroitement tous les aspects de la vie des Noirs au pays de l'apartheid, une jeune femme, M^{lle} Patricia Poppyana, explique au magistrat blanc qu'il n'y avait « rien à manger au Transkei » (1) pour ses deux enfants en bas âge et déjà tuberculeux. Elle fut condamnée, comme la quasi-totalité des dizaines de milliers de squatters noirs arrêtés chaque année en Afrique du Sud, à 70 rands d'amende ou six semaines de prison, au choix (2). Mais, chancelante dans son malheur, elle obtint le sursis. Au prochain raid, elle devra trouver l'argent ou abandonner ses

enfants pour deux mois. Entre la perspective quasi certaine de connaître la faim et une mesure plus cruelle encore au Transkei et celle d'être en prison, M^{lle} Poppyana a choisi, comme tous ses compagnons d'infortune, de revenir à Nyanga.

Depuis une semaine, apparemment décidée à en finir, les forces de l'ordre maintiennent littéralement l'un des trois camps du site — celui des « illégaux », qui n'ont pas la moindre chance d'obtenir un sursis — en état de siège. Les abris qui avaient, tant bien que mal, été rasés avec l'aide de bornes à mines blanches, révoqués par les méthodes du gouvernement, ont été pour la dernière fois démolis. Certains biens ont été confisqués.

Aucune planche, aucun des sacs poubelles plastifiés qui permettaient au moins de couvrir les enfants ne peut plus entrer chez les retransférés. La nuit, de puissants projecteurs montés sur des camions de police maintiennent les parcs sous surveillance constante. « Notre tâche n'est pas facile », a confié le chef des opérations du siège : « L'épreuve personnelle de la compassion pour ces gens, mais que voulez-vous, le loi est la loi (...). Ils n'ont pas le droit d'être ici ».

PATRICE CLAUDE.

(1) Beaucoup de squatters de Nyanga sont, conformément à la politique des bantoustans, administrativement rattachés de force aux homelands « indépendants » du Transkei et du Ciskei. Ils sont considérés comme des travailleurs migrants étrangers.

(2) Un rand = 7 francs. Le revenu moyen des familles dont un membre au moins a la chance de trouver un emploi « légal » dans la région — la province du Cap a été déclarée zone d'emploi privilégiée pour les mois — est d'environ 150 rands par mois.

A TRAVERS LE MONDE

Belgique

UN RESSORTISSANT SOVIÉTIQUE responsable d'une société commerciale belge-soviétique a reçu l'ordre de quitter la Belgique pour « activités incompatibles avec ses fonctions ». ont rapporté samedi 14 mai deux journaux belges néerlandophones, *Het Laatste Nieuws* et *De Nieuwe Gazet*. Selon des quotidiens, M. Evgeny Mikhailov, directeur général de la société d'informaticque Elorg S.A., établie à Aartselaar, dans la banlieue d'Anvers, doit quitter le pays dans un délai de quinze jours. — (A.F.P.)

Inde

LE COUVRE-FEU A ÉTÉ IMPOSÉ A MALUR, dans le sud de l'Inde, où cinq personnes ont été tuées, le samedi 14 mai, par la police, qui a ouvert le feu sur des émeutiers. Des bagarres entre hindous et musulmans avaient éclaté, le mercredi précédent, dans la ville, à la suite d'une tentative de viol d'une lycéenne hindoue par un jeune musulman. — (A.F.P.)

Maroc

L'UNION SOCIALISTE DES FORCES POPULAIRES (U.S.F.P.), socialiste du Maroc a fait paraître, samedi 14 mai, le premier numéro de son nouveau quotidien en langue arabe, *Al-Ithad Al-Ichiraki* (l'Union socialiste). Pour l'U.S.F.P., ce quotidien ne remplace pas *Al-Moharrir*, frappé d'une mesure d'interdiction de paraître depuis les événements sanglants du 21 juin 1981 à Casablanca, mais doit assurer provisoirement la continuité de l'information en attendant la levée de cette interdiction et la libération de son rédacteur en chef, M. Mustapha Karchoul. — (A.F.P.)

[En fait, l'U.S.F.P. devait publier une revue en langue française pour remplacer son hebdomadaire interdit *Libération*. Elle a finalement décidé de publier d'abord un quotidien en langue arabe pour suppléer son journal interdit *Al-Moharrir*.]

Danemark

Le XXVII^e congrès du P.C. danois a réélu son président, M. Jørgen Jensen, et changé seulement un des cinquante ou membres du comité central. Le P.C., d'une ligne moscovite orthodoxe, n'est plus représenté au Parlement depuis 1979. Les sondages lui accordent à peine 1 % d'intentions de vote, et son journal se vend à peine à dix mille exemplaires. — (Corresp.)

Bolivie

M. MARCIAL TAMAYO a été désigné comme nouveau ministre des relations extérieures, a-t-on annoncé mercredi 11 mai à La Paz. M. Tamayo remplace M. Mario Velarde Dorado, qui a donné sa démission il y a trois semaines. La prestation de serment du nouveau ministre de l'Industrie et du commerce, M. Walter Trujillo, devrait avoir lieu en même temps. M. Trujillo a été nommé après la démission de M. Javier Lupo Gamara. — (A.F.P.)

Pakistan

UNE LISTE DE NEUF PRISONNIERS POLITIQUES « MORTS SOUS LA TORTURE » depuis le coup d'Etat militaire de 1977 a été publiée pour la première fois le dimanche 15 mai à Lahore par la Société des droits de l'homme du Pakistan. Au cours d'une réunion tenue dans la capitale de la province de Punjab, la bégum Mahas Rafiq, vice-présidente de la société et membre du parti d'opposition modéré Tehrik-i-Istiqal, a également rendu publique une liste de trois cent soixante-quinze prisonniers politiques détenus dans vingt-deux établissements pénitentiaires au Pakistan. — (A.F.P.)

Union soviétique

L'INGÉNIEUR ALEXIS SMIRNOV, collaborateur de la revue soviétique clandestine *Chronique des événements courants*, a été condamné, vendredi 13 mai, à Moscou, à six ans de camp à régime sévère assortis de quatre ans de rélégration pour « agitation et propagande antisoviétiques ». Il a plaidé non coupable. Il est le petit-fils de l'écrivain Alexis Kostarine, décédé en 1968, qui fut l'un des premiers défenseurs des Tatars de Crimée. Sa mère, M^{me} Elena Kostarina, fut exclue du parti en 1972 pour avoir signé un appel en faveur de l'écrivain Vladimir Boukovski. — (A.F.P.)

Hausse du prix de l'essence
Le mois du diesel chez
NEUBAUER
Exceptionnel du 15 mai au 15 juin
sur tout achat d'une
• HORIZON Diesel
• 305 Diesel • 505 Diesel
Le meilleur prix — le meilleur service
NEUBAUER
M. GERARD 821.60.21

week-ends, sorties, vacances,
DÉPART TRANQUILLE



ALARME 2000
contre le vol

Des protections radar à haute technologie, mais d'utilisation simple, efficace et immédiatement opérationnelles. Pour un départ tranquille, sans angoisse du retour, remplir et retourner le bon ci-contre à ALARME 2000 8, rue Guérin, 75018 PARIS ou téléphoner au 525.44.32 à votre service sur toute la France.

Nom
Prénom
rue
n° code postal
Ville

21

ISTH depuis 1953
INSTITUT PRIVÉ DES SCIENCES
ET TECHNIQUES HUMAINES
DECS
STAGE INTENSIF
Août
certif. COMPTABLE 80 h.
certif. JURIDIQUE 76 h.
certif. ÉCONOMIQUE 64 h.
Succès importants confirmés
Centre TOLBIAC 83, Av. d'Italie
75013 Paris - Tel. 585.59.35 +

CEPES
préparation intensive
en septembre, au
CFPA
centre formation professionnelle
enseignement supérieur privé
57, r. Ch.-Lafitte, 92 - Neuilly
722.94.94 - 745.09.19

CHARTERS ÉTÉ
83
U.S.A.
NEW-YORK
à partir de 2 850 F A/R
AIRCOM SETI
25, rue La Boétie
75008 PARIS
Tél. : 268-15-70

(Publié)
Ecrivains inconnus, isolés
un
CONSEILLER LITTÉRAIRE
vous offre
ASSISTANCE TOTALE
ÉDITION - PROMOTION
de vos œuvres
Adressez manuscrits :
EDIVOX
5, Bd Flandrin - 75016 PARIS

Transamerica
c'est L'Amerique
LOS ANGELES
Vois réguliers au départ de
Paris Orly-Sud.
Tous les samedis à c du 4 juin,
à partir de
5.175frs
Transamerica
Airlines
Réservations:
Tél. (1) 265.48.35
Ou auprès de votre agent
de voyage.

Maputo rec...

الكتاب العربي

AFRIQUE

Mozambique

FACE A LA REBELLION DE LA R.N.M.

Maputo recherche une aide occidentale plus efficace que le soutien soviétique

Maputo. - « La lutte continue. » Huit ans après l'indépendance, le vieux slogan du Frelimo, parti unique mozambicain, conserve toute sa vigueur. Il convient même de le prendre au pied de la lettre. Voilà maintenant quatre ans que le régime de M. Samora Machel affronte - et tente vainement de briser - une rébellion qu'il sous-estime à tort trop longtemps. Finalement conscient désormais du véritable rapport de forces sur le terrain et du danger qu'incarne la Résistance nationale du Mozambique (R.N.M.), le Frelimo a proclamé en 1983 « l'année de la lutte généralisée contre les bandits armés ». La R.N.M. n'a cessé, depuis 1979, d'étendre son champ d'action et d'accroître ses effectifs. Elle opère aujourd'hui dans dix des onze provinces du pays. Seul le Cabo-Delegado, dans l'extrême nord du pays, berceau et bastion du Frelimo, reste éparpillé. Les deux provinces centrales, Manica et Sofala, là où le pays se resserre, continuent à abriter les principaux foyers de rébellion. Seul lien terrestre entre Sud et Centre, la route Beira-Maputo y est pratiquement hors d'usage. La R.N.M. s'est implantée plus récemment dans des zones peu habitées des provinces du Zambeze, de Gaza et d'Inhambane mais aussi dans les régions de Tete et de Maputo. Certaines villes côtières, comme Inhambane et Vilanculos, sont presque totalement isolées et ravitaillées surtout par voie maritime.

On crédite la R.N.M. de huit mille à douze mille hommes. Selon le général Sebastiao Mabote, chef d'état-major de l'armée, un millier de rebelles sont présents, en moyenne, dans chaque province affectée. Mais une partie d'entre eux sont, en quelque sorte, des « combattants à temps partiel », qui rejoignent la R.N.M. au gré des saisons et des besoins. Il est impossible de savoir combien sont enrôlés de force. Certaines familles suivent les rebelles, surtout si ces derniers ont de quoi les nourrir.

Dans cette guerre sans front ni vraie bataille, l'arme alimentaire joue son rôle. Lorsque l'armée mozambicaine parvient à fournir un ravitaillement convenable aux villageois, la qualité de son réseau de renseignements s'améliore de façon spectaculaire. Les rebelles sont, en outre, bien équipés. Selon certains témoins, chaque combattant porte trois armes : un pistolet, un fusil automatique et un lance-roquettes. Ils ont un excellent système de communications par radio. En revanche, ils ne disposent ni d'armes lourdes sophistiquées ni d'aucun moyen de transport et se déplacent à pied.

La R.N.M. use des méthodes classiques en la matière : harcèlement de convois, attaques de garnisons rurales, embuscades, destruction d'entrepôts, sabotage d'objectifs économiques - ponts, voies ferrées, lignes à haute tension, oléoducs, - meurtres, - pour l'exemple -, de responsables locaux.

Les rapts d'experts étrangers ou de missionnaires - puis leur libération sans et sans - lui permettent d'entretenir autour d'elle une publicité en Europe. La R.N.M. défient actuellement cinq ressortissants étrangers. Le plus récent enlèvement, celui d'un technicien italien, eut lieu fin avril.

Pourtant, aucun des coups de main de la R.N.M. ne laisse supposer l'existence d'une véritable armée de guérilla, au commandement unifié et aux actions étroitement coordonnées. Les rebelles attaquent en force une cible isolée, occupent un village pendant quelques heures, brûlent des récoltes (30 000 tonnes de grain auraient été ainsi perdues en 1982) puis s'évanouissent en brousse. Ils cherchent rarement le contact avec les unités du Frelimo, se contentant d'exploiter au mieux les déficiences de l'ennemi : insuffisance numérique, logistique déficiente, médiocre combativité. L'armée mozambicaine compte vingt mille hommes. Il lui en faudrait au moins le double pour pouvoir reprendre l'initiative.

L'inconstance politique de la R.N.M., l'absence d'une base ethnique propre à lui permettre de consolider son implantation, le recours à la terreur plutôt qu'à la persuasion sont autant de faiblesses. La R.N.M. « visite » les villages mais ne les « travaille » pas en profondeur. Elle ne laisse derrière elle aucune structure politique, à la différence du Frelimo pendant la guerre de libération. Elle affirme que celui-ci, « après dix ans de lutte, n'avait jamais été en mesure de circuler dans d'anciennes régions », mais elle n'a créé, jusqu'à présent, aucune véritable « zone libérée ».

Comme toujours, en pareil cas, la population locale est harcelée, prise en otage par les deux camps.

Défendre

la « patrie socialiste »

La R.N.M. lance deux offensives l'un derrière l'autre : la première en août, dans la province du Zambeze, la seconde en décembre dans le Sud. Le général Mabote prit en main la contre-offensive et repoussa les rebelles infiltrés jusqu'à une centaine de kilomètres de Maputo. Depuis, l'armée a rétabli la situation au nord de la capitale. Il serait hasardeux de conclure que la R.N.M. est en perte de vitesse car l'« économie » surréglée ces dernières semaines reflète aussi un changement de politique du Frelimo.

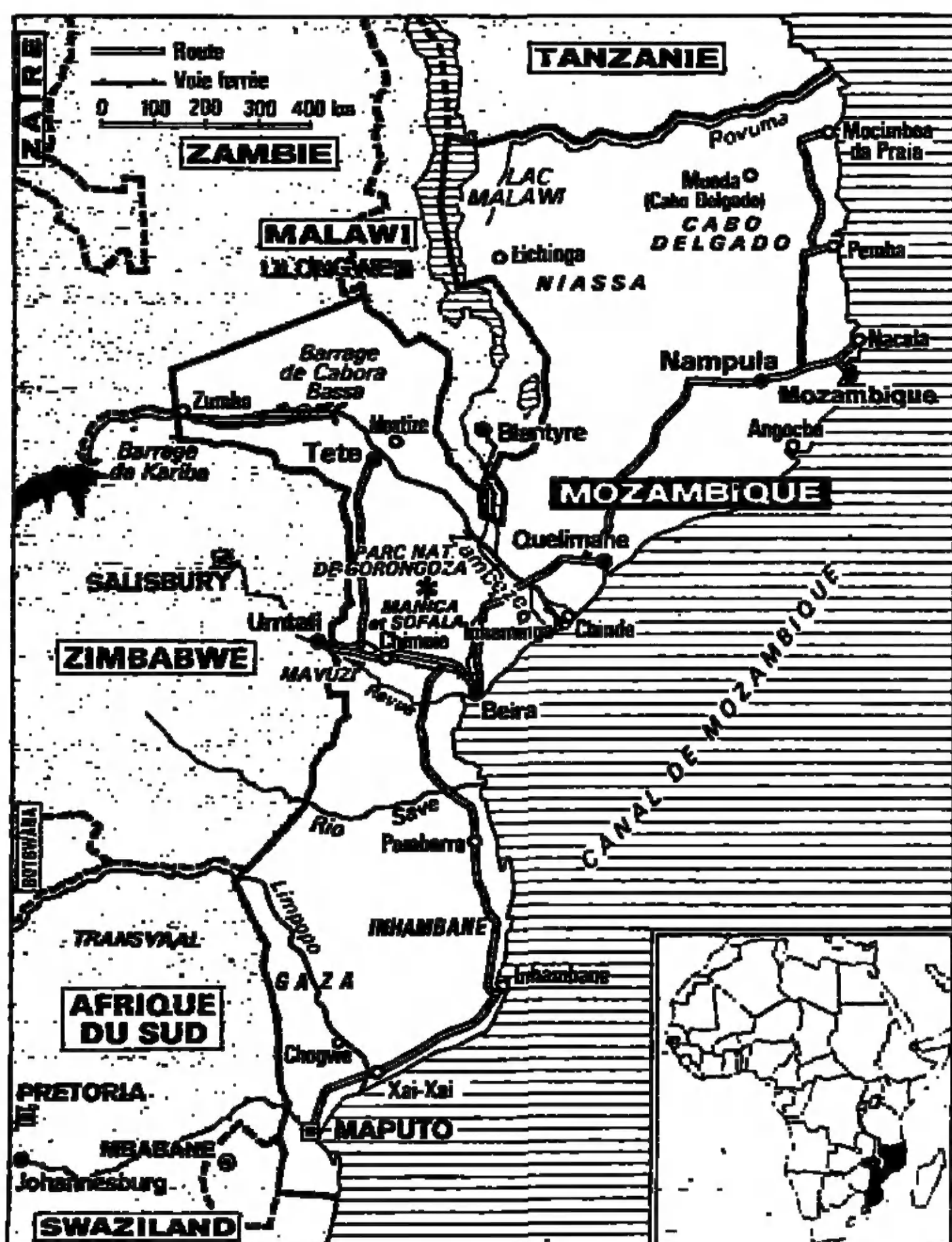
Pendant longtemps, le pouvoir avait observé la loi du silence sur les activités de la R.N.M. Ce mutisme engendra une vague de rumeurs incontrôlables. Dans un second temps, la presse assura une bonne « couverture » de la guerre, ce qui permit de justifier à l'intérieur, la création de milices populaires et d'étayer, à l'extérieur, les accusations lancées contre l'Afrique du Sud, laquelle

fournit à la R.N.M. un soutien logistique vital. Aujourd'hui, la discrétion officielle est à nouveau de rigueur.

Les accrochages ont repris il y a quelques semaines, mais nul n'en parle. Une équipe de secours ne put venir en aide, fin avril, aux sinistrés de la sécheresse, à 80 km de la capitale, en raison de l'insécurité ambiante. A Maputo, le Comité

bliquement, en janvier, devant une foule de deux mille personnes, dans une petite ville au nord de Maputo. Deux ministres assistèrent à cette exécution sommaire. Au terme d'un procès collectif, en février, le tribunal militaire révolutionnaire de Beira condamna à mort cinq membres de la R.N.M. et à de lourdes peines de prison six étrangers - cinq Portugais et un Britannique - ac-

De notre envoyé spécial



international de la Croix-Rouge gère un centre orthopédique réservé aux amputés de guerre. Si l'on en juge par le rythme des entrées au centre - une quarantaine de blessés par mois en moyenne - et par la longueur de la liste d'attente - environ deux cents personnes - les combats n'ont guère ralenti. Un blessé sur deux est un civil. Nombre de victimes sont des femmes ayant sauté sur une mine alors qu'elles allaient chercher de l'eau sur un chemin de brousse.

Le pouvoir se garde de tout triomphalisme. « L'ennemi se réorganise grâce aux liens permanents qu'il entretient avec l'Afrique du Sud », prédisait en février le général Mabote. La répression contre les rebelles s'est intensifiée. Pour la première fois depuis l'indépendance, quatre opposants furent fusillés pu-

cusés d'avoir participé au sabotage du port. Depuis la réduction de la peine de mort en 1979 pour « les crimes contre la sûreté de l'Etat », une cinquantaine de personnes ont été passées par les armes.

Le régime a pris diverses mesures pour « mieux défendre la patrie socialiste ». En mars 1982, il confia les commandements militaires provinciaux à des officiers - souvent d'ex-maquisards du Frelimo - originaires de la région où ils servent et dont ils connaissent la population et la langue. En juin, il instaura un entraînement para-militaire de base - d'une durée de quarante-cinq jours, - notamment au profit des ouvriers chargés de défendre leur usine. Certains ont préféré quitter leur emploi plutôt que manier le fusil avant l'aube d'une journée de travail qui

se prolonge souvent par un meeting politique.

On a rappelé d'anciens réservistes pour encadrer les milices populaires nouvellement créées. Des officiers devenus bureaucrates ont repris du service actif. On a distribué des armes à la population, opération plus symbolique qu'effective car les fusils généreusement distribués étaient dépourvus de munitions.

Une aide soviétique inadéquate

La principale faiblesse de l'armée tient à la nature de l'aide soviétique. Celle-ci est totalement inadéquate à la lutte antiguérilla. Après l'indépendance, la révolution victorieuse remercia la plupart des maquisards, souvent peu instruits et jugés incapables à une reconversion dans une « armée moderne ». A l'instigation de Moscou, le régime se lança dans l'achat d'armements lourds et dans la mise sur pied d'une armée conventionnelle. A l'académie militaire de Moscou, les instructeurs soviétiques forment des tankistes selon les méthodes en vigueur au sein du pacte de Varsovie.

Les élèves-officiers étudient pendant sept ans, apprennent le russe et passent leurs vacances sur les rives de la mer Noire, comme leurs collègues tchèques ou bulgares. Mais on ne leur apprend ni le combat rapproché ni les techniques de survie en brousse. L'armée de Maputo possède chars et missiles, inutilisés face à la R.N.M., mais aucun des hélicoptères légers qui lui rendraient tant service. L'U.R.S.S., qui écoule ses stocks, refuse de modifier la nature de ses livraisons et exige qu'on lui paie d'avance en dollars les pièces de rechange destinées aux Mig. Tout se passe comme si Moscou ne tenait pas à donner au Frelimo les moyens d'une victoire rapide. La poursuite de la rébellion, ajoutent les cyniques, ne justifie-t-elle pas, comme en Érythrée par exemple, le maintien d'une aide militaire massive et la présence de plusieurs centaines de conseillers soviétiques ?

On estime entre huit cents et mille le nombre des conseillers militaires venus du camp socialiste. Ils ne semblent pas participer aux combats. Les Allemands de l'Est, comme ailleurs en Afrique, s'occupent des services de sécurité. Il y a environ deux cents Cubains.

Les Nord-Coréens, en nombre croissant au Mozambique, auraient accepté de former chez eux à la lutte antiguérilla un premier groupe de combat d'une soixantaine d'hommes.

A cela s'ajoutent ceux que la R.N.M. qualifie de « brigades internationales » : quatre cents Tanzaniens et quelque trois mille Zimbabwéens. Les premiers forment pour l'essentiel des sous-officiers près de Maputo. Les soldats de M. Mugabe, quant à eux, se trouvent sur le terrain. Ils montent la garde le long de

l'oléoduc Beira-Mutare, qui alimente en pétrole le Zimbabwe, et veillent sur la station de pompage de Maiforga. Ils constituent des patrouilles mixtes avec l'armée mozambicaine et maintiennent une garnison dans la ville de Tete.

Prisonnier d'une aide soviétique inadéquate, le Mozambique cherche à diversifier ses fournisseurs. Il s'est adressé à plusieurs pays occidentaux - France, Grande-Bretagne, Portugal, - mais aussi au Brésil et à la Yougoslavie. Il souhaite obtenir des armes légères, des munitions et des uniformes. Londres semble prêt, comme Lisbonne, à offrir une assistance ponctuelle, mais aucun État membre de l'OTAN ne peut aller plus loin en faveur d'un régime marxiste-léniniste étroitement lié à Moscou. Le Portugal avait accepté de former aux techniques antiguérilla, à l'académie militaire de Lisbonne, quatre-vingts officiers mozambicains. Le projet est ajourné car, selon les Portugais, les officiers sélectionnés sont actuellement indispensables à l'armée de Maputo.

Depuis quelque temps, la R.N.M. soigne sa légitimité nationaliste et prétend dans ses émissions de radio - assez écoutées semble-t-il au Mozambique - qu'elle privilégie « la formation de cadres afin d'éviter un vide politique quand le régime de Machel sera renversé ».

Elle a annoncé avoir organisé dans cet esprit une réunion de ses partisans à Genève début mars. On n'en sait pas plus. Il est vraisemblable que le récent et mystérieux assassinat près de Pretoria de son homme fort, Orlando Christina (le Monde du 23 avril), a plongé la R.N.M. dans le désarroi.

Quatre ans après le début de la rébellion, le Frelimo traite toujours les combattants de la R.N.M. de « bandits armés » - indignes de la qualité d'opposants, - tout en accusant ce « détachement avancé de l'armée sud-africaine » de poursuivre des objectifs politiques précis au service de Pretoria. Il y a là une contradiction. En attendant qu'elle soit surmontée, les deux camps maintiennent les slogans. Au cri du Frelimo : « L'indépendance ou la mort » répond celui de la R.N.M. : « La liberté ou la mort ». Un seul mot d'ordre fait l'unité : « La lutte continue ».

JEAN-PIERRE LANGELETTIER

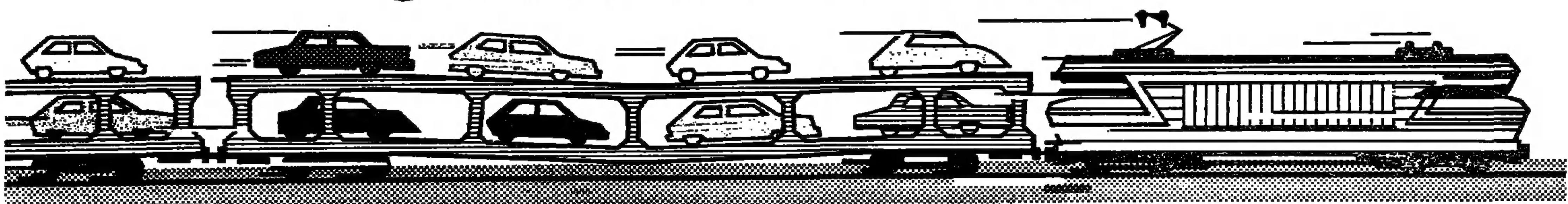
Publicité

MEUBLES, EN DEPOT VENTE ?

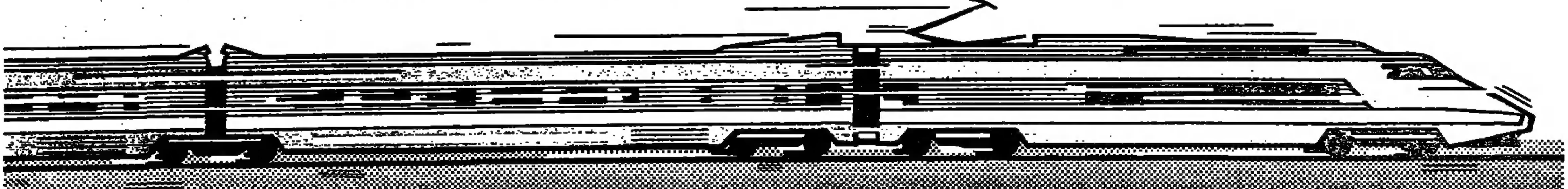
Certes, ils ne vous seront payés qu'une fois vendus. Mais connaissez-vous une autre formule où le négociant a le même intérêt que le vôtre : vendre vite, au meilleur prix possible au DEPOT VENTE DE PARIS 81, rue de Lagny (20°) tel 372 13.91. vous obtiendrez le meilleur prix d'un meuble aussi bien que d'une succession complète.

Entre Paris, Lyon, Avignon et Marseille*.

Contrez l'attente, l'attente, l'attente.



et retrouvez votre voiture à l'arrivée.



Entre Paris, Lyon, Avignon et Marseille (dans les deux sens), vous pouvez prendre le TGV et retrouver votre voiture à l'arrivée. Exemple : il suffit de déposer votre voiture en gare de Paris-Bercy avant 9 heures pour la reprendre à Marseille à partir de 18 h 15. Vous-même et votre famille, vous pouvez utiliser n'importe quel TGV, notamment celui de 12 h 45 qui vous mène à Marseille également à 18 h 15.

(*) à partir du 29 mai 1983

TGV. Gagnez du temps sur le temps. SNCF

MOQUETTES - REVÊTEMENTS MURAUX

Des vrais prix,

Artirec sélectionne soigneusement sa marchandise. Tous les articles sont de qualité, démarqués et non pas fabriqués pour être faussement soldés.

Artirec, des stocks gigantesques :
Groupés, les distributeurs ARTIREC peuvent exposer en permanence 500.000 m² de stock ! Ce que vous cherchez s'y trouve.

Artirec, le choix grandeur nature :
Groupés, les distributeurs ARTIREC disposent de vastes surfaces de vente, où les revêtements sont déroulés devant vous par des vendeurs conseillers.

Artirec, des distributeurs qui deviennent créateurs :
Edition de produits exclusifs : couleurs et dessins originaux pour un rapport qualité/prix exceptionnel.

Pose et livraison assurées.

ARTIREC 4, bd de la Bastille
75012 Paris - Tel. : 340.72.72
ARTIREC 8 10, imp. St-Sebastien
Invent 32 rue St-Sebastien
75011 Paris - Tel. : 353.66.50
ARTIREC 11, villa du Soleil
Lottieron, vérifiez que vous êtes bien
au 120, bd Gd-Croix
94100 Saint-Maur - Tel. : 883.19.97

ARTIREC
Payez moins cher la qualité

BINEAU MURALS
12 bd Bineau (100 m Pr Chomperet)
92300 Levallois - Tel. : 757.16.00
* Spécialiste tissu - revêtements muraux

EXEMPLES PRIX TTC :	
Moquettes synthétiques grandes marques	20 F à 49 F/M ²
Moq. laine mélangée et pure laine "label Woolmark"	57,50 F à 129,50 F/M ²
Revêtements plastique 2 m et 4 m de large	15 F à 30 F/M ²
Tissus pur lin larg. 2,90 m	49,50 F/M ²
Tissu mural larg. 2,70 m avec molleton contrecollé	59,50 F/M ² (22 F/M ²)
Textiles muraux	6 F à 16 F/M ²
Doim, paille japonaise	14 F à 18 F/M ²
Doupion, piqué, soie, etc.	
-5% sur présentation de cette annonce	
Conditions spéciales aux professionnels	

pas de fausses soldes!

RÉCUPARIS - 5 B, rue R. Solengro
(Pré d'Italie) 94270 La Kremlin-Bicêtre
Tel. : 658.81.12
MOQUETTE DE LA REINE
109 bis, route de la Reine
92100 Boulogne - Tel. : 603.02.30
BINEAU MOQUETTES
3 bd Bineau (100 m Pr Chomperet)
92300 Levallois - Tel. : 757.19.19
** moquettes uniquement.

ASIE

Malaisie

EN DÉPIT DES CRITIQUES EXTÉRIEURES

Le gouvernement entend maintenir en vigueur une sévère législation d'exception

Kuala-Lumpur. - Le gouvernement malaisien n'a pas l'intention d'abroger ni même d'adoucir la législation d'exception (1) qui prévoit une procédure expéditive et la peine de mort automatique contre les possesseurs d'armes et de munitions et en vertu de laquelle trente-neuf personnes ont été pendues depuis janvier 1980 (cinquante autres attendent le résultat de leur appel) et plus de deux cent cinquante prisonniers politiques sont aujourd'hui détenus sans inculpation ni jugement (ils étaient près de six cents en juillet 1981).

« Cette législation a été votée par le Parlement, lui-même élu par le peuple dans le secret des urnes », affirme M. Musa Hitam, vice-premier ministre et ministre de l'Intérieur. « Ce sujet a été soulevé à maintes reprises pendant les campagnes électorales, et nous avons eu alors l'occasion de nous expliquer. L'issue de ces consultations prouve que nous avons été entendus. » A son avis, « la justice est indépendante : les procès ont lieu en plein jour ».

M. Hitam sait la « mauvaise image » que le maintien en vigueur de cette législation d'exception donne de la Malaisie à l'extérieur. « Nous passons, à vos yeux, pour des affreux, des sauvages à peine sortis de la jungle qui pratiquent, à l'encontre de leurs ennemis, une justice sommaire », admet-il. A son avis, il faut « vivre avec ces critiques, ces idées préconçues », puisque « nous ne partageons pas la même conception de la démocratie avec les pays occidentaux ». D'après lui, ceux-ci ont un point de vue « élitiste » de la défense des droits de l'homme, qui, poussé trop loin, conduit à des impasses, à

De notre envoyé spécial

l'anarchie. Et de citer les troubles toujours recommencés en Irlande du Nord, les émeutes sanglantes en Asam, dans la « plus grande démocratie du monde ».

« Quant à nous, c'est le sort du Malaisien ordinaire qui nous intéresse », explique M. Hitam. « Défendre les droits de l'homme, c'est défendre le droit de la société à vivre démocratiquement, c'est assurer à chacun le bon de la vie de demain. Or, selon le ministre, l'amélioration du bien-être de la population « passe par la sécurité ». La clé du succès : « L'harmonie et la discipline ».

Le P.C. et l'islam

Cette démocratie malaisienne qui « marche relativement bien », a encore besoin de s'entourer de défenses — la législation d'exception en est une — pour contrer des ennemis qui n'ont pas désarmé et au premier rang desquels figure le parti communiste. Le plus gros de ses troupes — environ deux mille hommes — a provisoirement élu domicile dans le sud de la Thaïlande, assure M. Hitam.

« Environ deux cents guérilleros opèrent chez nous. Leur stratégie est, aujourd'hui, de sortir de leurs sanctuaires, situés le long de la frontière thaïlandaise et de se dissimuler dans tout le pays, même dans l'île de Bornéo, dans l'Etat du Sarawak, par groupes de cinq ou six. » Le parti communiste malaisien (C.P.M.), d'obédience chinoise, tente, aujourd'hui, « d'infiltrer » la communauté malaise. Pour ce faire, il n'hésite pas à exploiter tous les mécontentements nés, dans la classe paysanne, d'une relative récession économique et même à brandir le drapeau de l'islam que de nombreux intégristes agitent déjà très haut et très fort. Le gouvernement de Kuala-Lumpur veut éviter que la conjonction de ces extrémismes ne conduise, à la longue, le pays sur des sentiers dangereux.

Les autorités de Kuala-Lumpur s'alarment, d'autre part, de la recrudescence du trafic et de l'usage des stupéfiants qui risquent aussi de « déstabiliser » la société malaisienne et qui commencent à faire des ravages au sein même de la fonction publique. Le pays compterait déjà, sur une population de quarante millions d'habitants, quelque quatre cent mille consommateurs d'herbes diverses. « Le niveau de vie a augmenté : davantage d'argent circule et les drogues en transit, descendues du Triangle d'or, s'écoulent plus facilement sur le marché local », constate M. Hitam.

En mars dernier, le Parlement a renforcé les dispositions du « Dangerous Drug Act ». Désormais, la peine capitale est automatique pour quiconque est arrêté en possession de plus de 15 grammes d'héroïne ou de morphine (au lieu de 100 grammes auparavant), ce qui équivaut à trois cents piqûres à dose concentrée. En 1982, dix mille quatre cents personnes ont été arrêtées pour trafic ou usage de stupéfiants dont quatre-vingt-neuf étrangers. Depuis 1975, trente-six ont été condamnées à mort (vingt-trois ont été pendues) et cent soixante et une à la détention à vie (2). Les dirigeants de Kuala-Lumpur sont décidés à frapper plus dur encore. « D'ici à deux ans, la législation actuelle sera simplifiée selon le modèle de la législation d'exception sur la sécurité intérieure », indique le ministre. Et de réitérer : « Nous devons penser la démocratie dans notre propre contexte ».

JACQUES DE BARRIN.

(1) Il s'agit de l'Internal Security Act (ISA) de 1960 et de l'Essential Security Cases Amendment Regulations (ESCAR) de 1975.

(2) Une Française, Béatrice Sablin, arrêtée en possession de 534 grammes d'héroïne, avait été condamnée à mort en juin 1982 par le tribunal de Penang : sa peine avait été commuée en détention à vie, en août dernier, par la Cour fédérale.

Chine

Un journaliste chinois de Hongkong est condamné à Pékin pour espionnage au profit des Etats-Unis

Pékin (A.F.P.). - Un journaliste chinois, ancien rédacteur en chef du quotidien pro-chinois de Hongkong *New Evening Post*, M. Lo Cheng-sun, soixante-deux ans, a été condamné, le 29 avril, à Pékin, à dix ans de prison pour espionnage au profit des Etats-Unis, a annoncé, le dimanche 15 mai, à Pékin, l'agence Chine nouvelle.

C'est la première fois depuis la normalisation des relations sino-américaines en janvier 1979 que la Chine mène les Etats-Unis à une affaire d'espionnage. M. Lo Cheng-sun, mieux connu à Hongkong sous le nom de Luo Fu, est originaire de la province du Hônan (centre de la Chine). Il résidait à Hongkong depuis une trentaine d'années et entretenait de nombreux contacts avec les étrangers, notamment avec les journalistes.

Arrêté l'an dernier en territoire chinois, il a été condamné à Pékin en vertu de l'article 97 du code pénal chinois qui vise « les personnes qui commettent des actes d'espionnage ou apportent une assistance à l'ennemi », a indiqué l'agence Chine nouvelle.

M. Lo, selon le tribunal, « était devenu depuis plusieurs années un espion pour une organisation américaine de renseignement (non identifiée) à laquelle il a fourni d'importantes informations secrètes sur les affaires politiques, diplomatiques et militaires de la Chine ».

Le journaliste, indique l'agence Chine nouvelle, a plaidé coupable et n'a pas fait appel. Il serait détenu dans la capitale. L'ambassade des Etats-Unis à Pékin s'est refusée à tout commentaire sur la question.

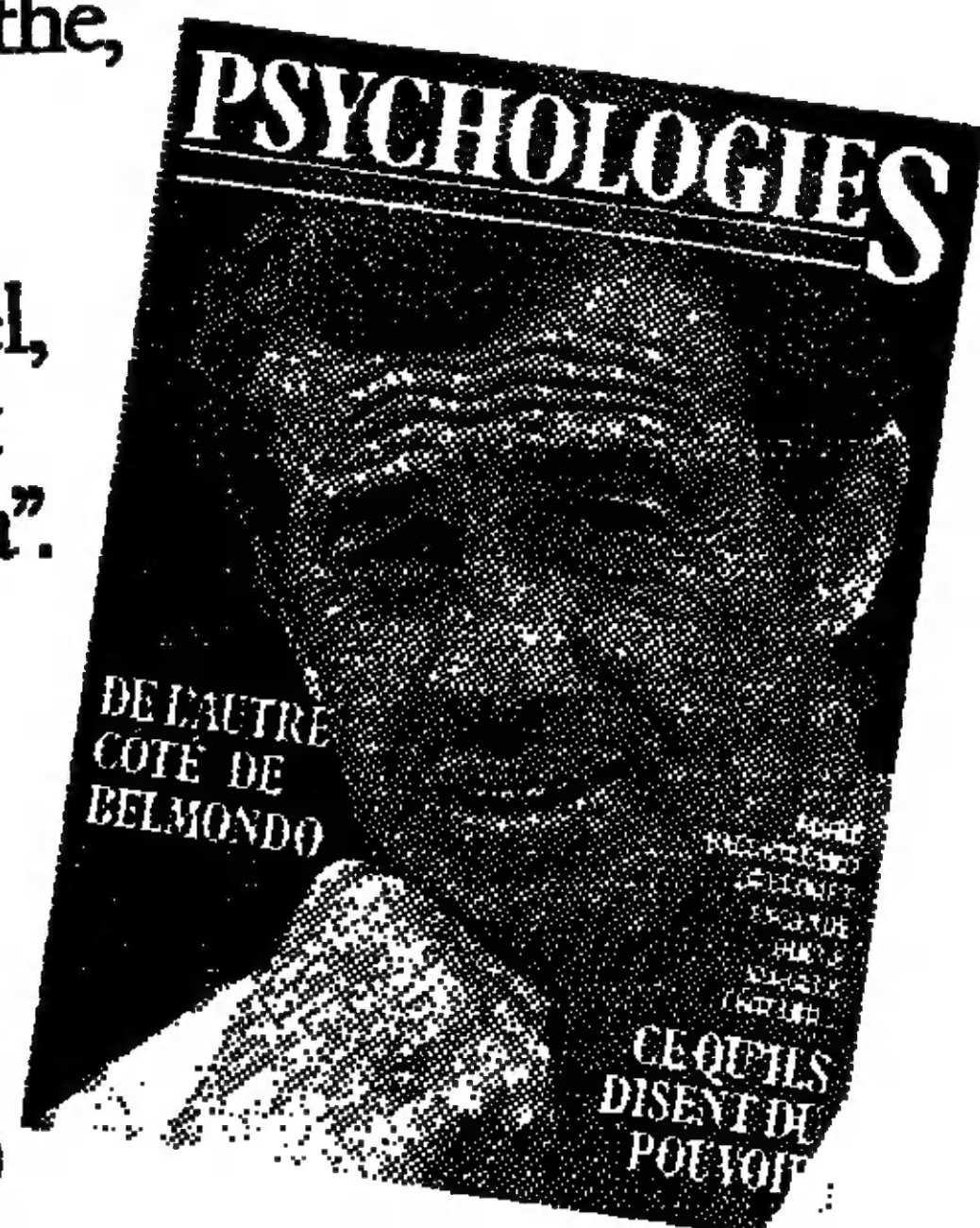
« La Chine et le royaume du Lesotho ont établi des relations diplomatiques au niveau des ambassadeurs, a annoncé, le samedi 14 mai, à Pékin, l'agence Chine nouvelle. Cette décision a été rendue publique à l'occasion de la visite à Pékin du premier ministre du Lesotho, le chef Lesaua Jonathan. Les autorités nationales de Taiwan ont aussitôt annoncé la rupture des relations diplomatiques qu'elles entretenaient précédemment avec le Lesotho. - (A.F.P.)

« Le ministre pakistanais des affaires étrangères, Shaukat Yasir, a annoncé, le dimanche 15 mai à Pékin pour une visite de vingt-quatre heures au cours de laquelle ses entretiens devaient principalement porter sur la question afghane. Pékin est la première étape d'une tournée dans les cinq pays membres du Conseil de sécurité des Nations unies, entreprise par le ministre pakistanais avant la reprise, le mois prochain à Genève, des discussions sur le retrait des troupes soviétiques d'Afghanistan. - (A.F.P.)

DUBEDOUT. UN ANGE PEUT-IL AVOIR DES IDEES NOIRES?

Psychologies, un nouveau magazine vous révèle chaque mois les gens tels qu'ils sont, ce qu'ils font, ce qu'ils pensent. Belmondo, Dubedout, Baudrillard, Desarthe, Fabre, Séguéla, Douce, Léotard, Escaude, Françoise Gaspard, un sexologue...

Psychologies, un nouveau mensuel, parce que comme le titre Pierre Dumayet dans sa chronique « les gens sont comme ça ».



PSYCHOLOGIES

Un nouveau magazine est arrivé chez votre marchand de journaux.

Transamerica c'est L'Amérique SAN FRANCISCO

Vols réguliers au départ de Paris Orly-Sud. Tous les lundis à partir de 6 juin.

5.175frs

Transamerica Airlines

Réervations. Tel: (1) 265 48.35. Ou auprès de votre agent de voyage.

هذه ايام الاصل

ASIE

Bangladesh

Cent millions sur une éponge

(Suite de la première page.)

Encore un triste record : de tous les pays de la planète, le Bangladesh est celui où la consommation d'énergie par habitant est la plus faible, bien qu'il dispose de gaz naturel, et qu'il consacre 80 % du revenu de ses exportations à l'achat d'énergie. Buffes et buffes sont là - parfois - pour tirer la charrette. On brûle tout ce qui peut brûler, quitte à massacrer la forêt. Mais la source principale d'énergie demeure l'homme.

Il faut, pour mesurer ce que cela signifie, naviguer sur la Meghna, plan d'eau immense dont le nom suggère la rencontre du fleuve et du ciel. Sous la lumière que brutalise l'approche de l'orage, les jonques aux voiles carrées, les sampans aux habitacles tressés, paraissent attendre un Turner asiatique. Mais, à y regarder de plus près, on découvre, dans ce qu'elle a de plus poignant, la

déjà qui manifestaient contre cette décision, faisant une centaine de morts. Il y en aura bien d'autres par la suite. C'est de ce sang qu'est née la ligne Awami, le mouvement qui, autour de Sheikh Mujibur Rahman - « Sheikh Mujib » pour ses partisans - milita pour la transformation du Pakistan en État fédéral, avant de proclamer en 1971, après des élections dont il avait été le grand vainqueur, l'indépendance du Bangladesh. On sait la suite : la répression atroce par l'armée pakistanaise, la fuite en Inde de millions de personnes, l'intervention des troupes de Mme Gandhi, fortement encouragée par une U.R.S.S. trop ravie de faire payer aux États-Unis la monnaie de leur soudain rapprochement avec la Chine, et, enfin, la défaite du Pakistan, obligé de renoncer à sa province orientale.

Le Bangladesh a beau être toujours une république « populaire », il ne reste rien de soviétique ou de socialiste dans son système politique. Les relations avec Pékin, qui avait tout fait autrefois pour éviter l'éclatement du Pakistan, sont, au

contraire, au beau fixe. Trois des cinq divisions que compte son armée sont équipées et entraînées par les Chinois, et les fréquents entretiens entre les responsables des deux pays leur permettent de constater la convergence de leurs analyses. C'est le cas notamment pour les troubles de l'Assam, où le ministre des affaires étrangères de Dacca n'hésite pas, pour sa part, à voir la main de Moscou.

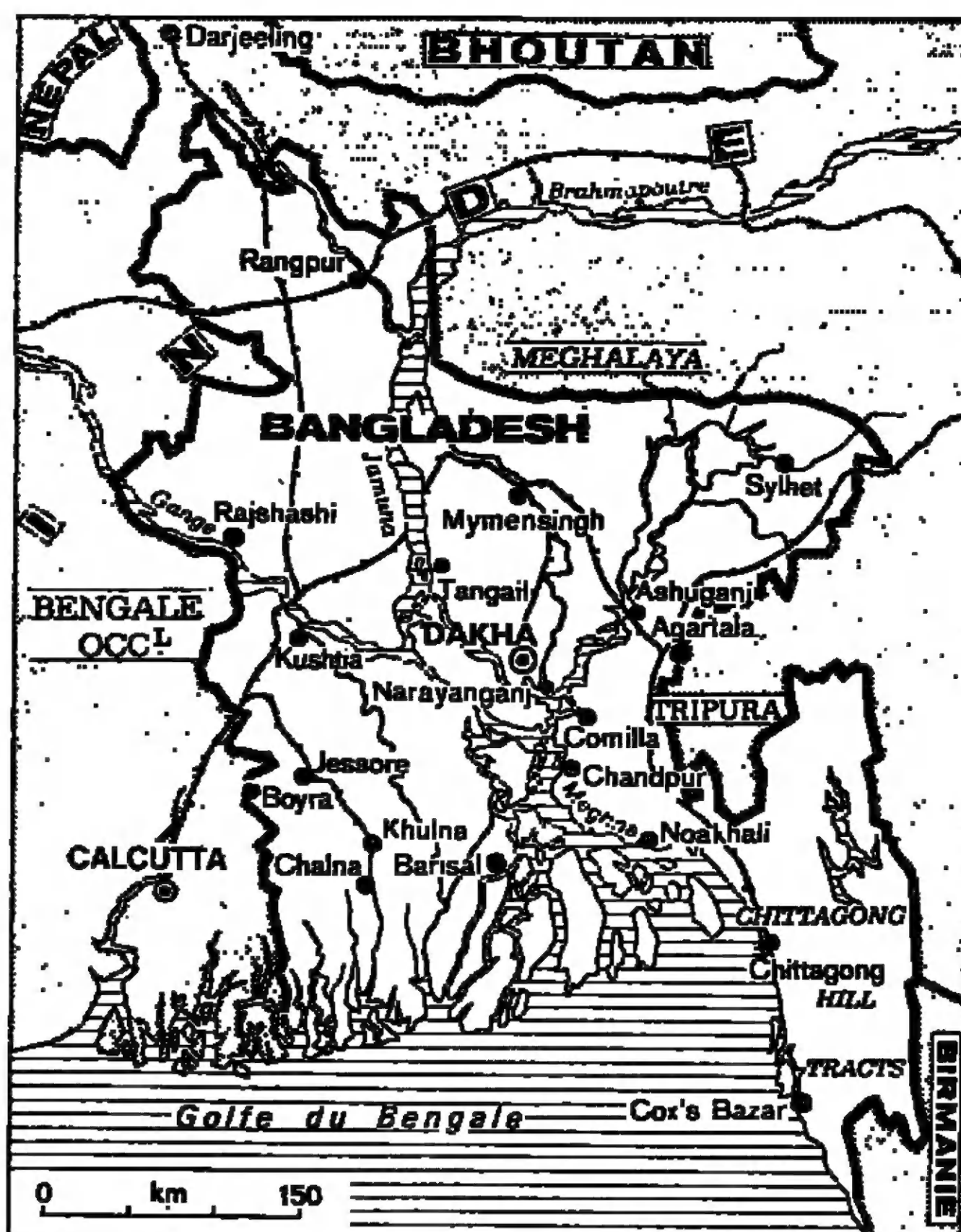
Les relations sont également excellentes avec les États-Unis, ravis de voir les entreprises nationales faire retour au secteur privé. Les affinités avec l'Inde, à laquelle le Bangladesh doit d'avoir échappé à la tutelle pakistanaise, sont évidentes, et il est significatif que les hymnes nationaux des deux pays aient le même auteur : le poète Rabindranath Tagore, que Gide, jadis, fit connaître au public français. Elles ne sont pas sans résonances, certes, mais, enfin, elles ne paraissent pas trop souffrir du contentieux né de la volonté de Delhi de bâtir, sur le Gange, un barrage qui risque de réduire l'approvisionnement en eau du Bangladesh en

saison sèche. Des négociations sont en cours sur ce point, dans un esprit de conciliation. Enfin et surtout, le Pakistan a cessé depuis belle lurette de faire figure d'ennemi : il faut dire que, après des coups d'État réussis ou avortés, qui ont entraîné l'assassinat, entre autres, de Sheikh Mujib puis du général-président Ziaur Rahman, fort populaire pour s'être attaqué de front à la corruption, le pouvoir est aujourd'hui déteint par des militaires qui se trouvaient pour la plupart, au moment de la guerre d'indépendance, au Pakistan Occidental. C'est assez pour que les « combattants de la liberté », comme se désignent eux-mêmes les vétérans de la lutte pour l'indépendance, nourrissent une hostilité déclarée à l'égard des « rapatriés ».

ANDRÉ FONTAINE.

Prochain article :

L'ISLAM,
LA DÉMOCRATIE
ET LA DÉMOCRATIE



LES P.M.A.

C'est en 1971 que l'Assemblée générale des Nations unies a défini les critères à quel l'un reconnaît ces « pays moins avancés » (P.M.A.) pour lesquels elle reconnaît des mesures spéciales : 1. P.R.B. par tête de 100 dollars 1970 ou plus ; 2. Part des industries manufacturières dans le P.R.B. de 10 % ou plus ; 3. Taux d'alphabetisation de 20 % ou plus.

La liste initiale des P.M.A. comprenait 25 pays ; elle s'élève aujourd'hui à 51, répartis en total de 270 millions d'habitants, et disposant d'un P.R.B. total inférieur de moitié, presque le rapport inverse, à celui de la Belgique. Le Bangladesh (94 millions) est de beaucoup le plus peuplé, suivi de l'Éthiopie (30,5), de la Tanzanie (18), du Soudan (16,5) et de l'Afghanistan (15,6).

peine des pauvres entre les pauvres. Ces bateaux pleins à couler qui remontent lentement vers le nord avancent, comme au temps des pharaons, au moyen de bambous sur lesquels s'arc-boutent des marins faméliques. Les mêmes qui, auparavant, pour remplir la cale de sable, auront plongé de l'aube au crépuscule un seuil à la main, se l'arrachant que le temps de reprendre leur souffle en grelottant. En échange, ils reçoivent du propriétaire du bateau un maigre repas et quelques sous. On a peine à croire que le goulag puisse être pire.

La misère des paysans n'est pas moindre. Quatre millions sont sans terre. La moitié des exploitations n'ont pas 1 hectare. Les terres sont riches pour la plupart, mais il faudrait pouvoir les irriguer en saison sèche et disposer de plus d'engrais pour arriver aux trois récoltes annuelles qui font la richesse du Pendjab indien ou pakistanaise. Ventes enfilées des enfants, membres squelettiques, mains qui se tendent, disent sans fard une réalité que personne ne cherche, au demeurant, à cacher.

Le veinard, ici, c'est celui qui réussit à partir. Ils sont quelques dizaines de milliers à s'être établis dans les pays du Golfe, d'où ils font vivre les leurs, comme jadis chez nous les oncles d'Amérique. Mais la chute des cours du pétrole commence à tarir le flot sinon à le renverser. D'autres essayent de gagner l'Assam, où pourtant ils s'exposent, s'ils n'ont pas été auparavant refoulés par la police frontalière indienne, à se faire massacrer par les populations locales.

D'une partition à l'autre

La cruauté des hommes égale celle de la nature. La partition des Indes, en 1947, a tracé au milieu du Bengale, dont le peuple était l'un des plus cultivés du sous-continent, une frontière qu'ont dû traverser dans les deux sens des millions de malheureux. Les musulmans avaient quelque lieu de se plaindre de la manière dont les exploitaient les propriétaires hindous, les *landlords*, dont on peut mesurer la puissance passée à la vue de leurs palais à l'abandon, calcinés par la mousson, auxquels des répliques de statues romaines achèvent parfois de conférer un cachet félin. Ils avaient souhaité dans leur grande majorité la séparation. Mais celle-ci n'a pas tenu ses promesses. Les Pendjabis, qui gouvernaient le Pakistan depuis sa partie occidentale, ont exploité la province comme une colonie. Alors qu'elle fournissait, grâce au jute, dont elle était le premier producteur mondial, plus de la moitié des exportations du Pakistan, elle recevait moins du tiers de ses importations.

Ayoub Khan, longtemps maître du Pakistan, méprisait les Bengalis, qui présentaient à ses yeux « toutes les inhibitions des races foulées aux pieds », ce qui expliquait, selon lui, « leur suspicion et leur étrange agressivité » (2). Dans un souci d'homogénéisation nationale, le pouvoir central entreprit de substituer au bengali la langue que parlent les musulmans du Pendjab : l'urdu. En février 1952, l'armée tira sur les étu-

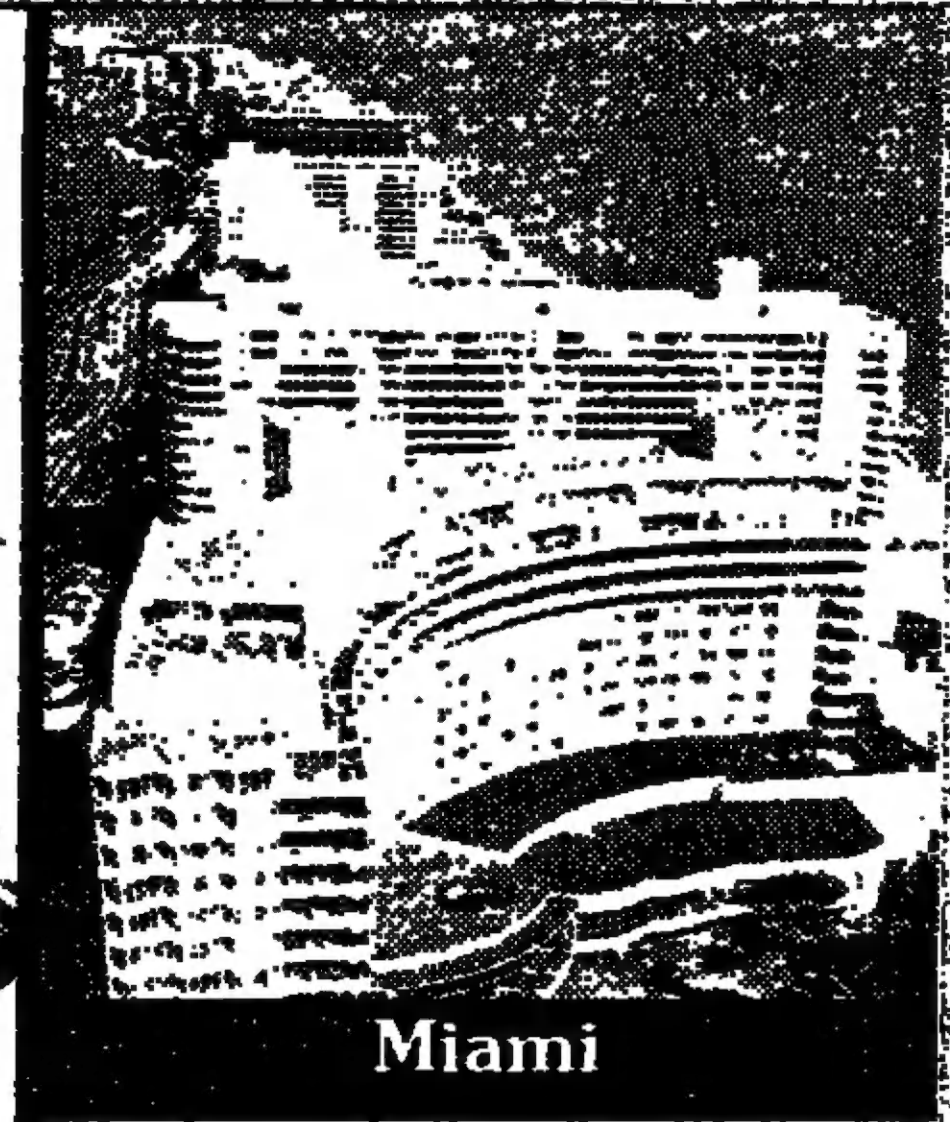
Comment TWA vous rend l'Amérique possible.

Visiter l'Amérique reste possible cette année, même avec des moyens limités. TWA "Flâneries Américaines" vous offre toute une palette de formules de vacances aux USA à des prix très raisonnables.

Vous pouvez partir 2 semaines en demi-pension, en voyageant à votre rythme - 1150 F seulement étant déduits de votre carnet de change, vous resterez 1850 F d'argent de poche, soit près de \$ 20 par personne et par jour.



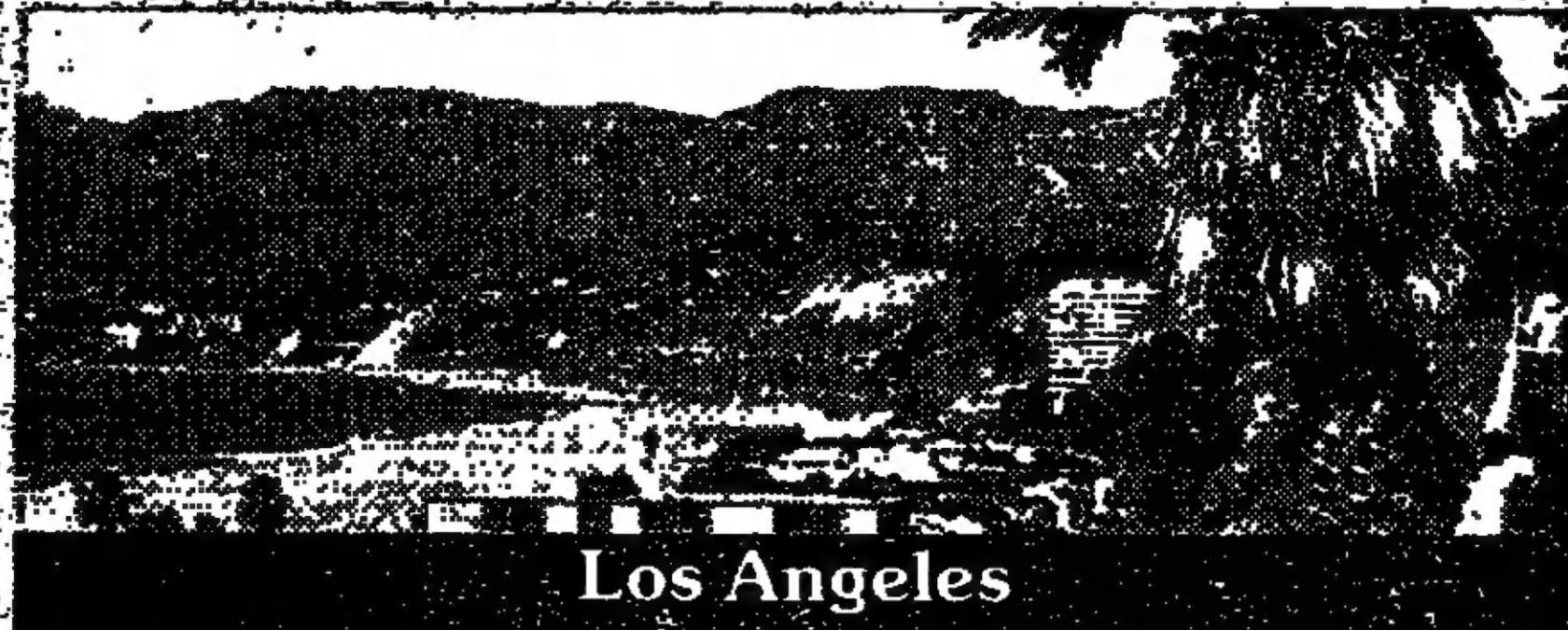
New York



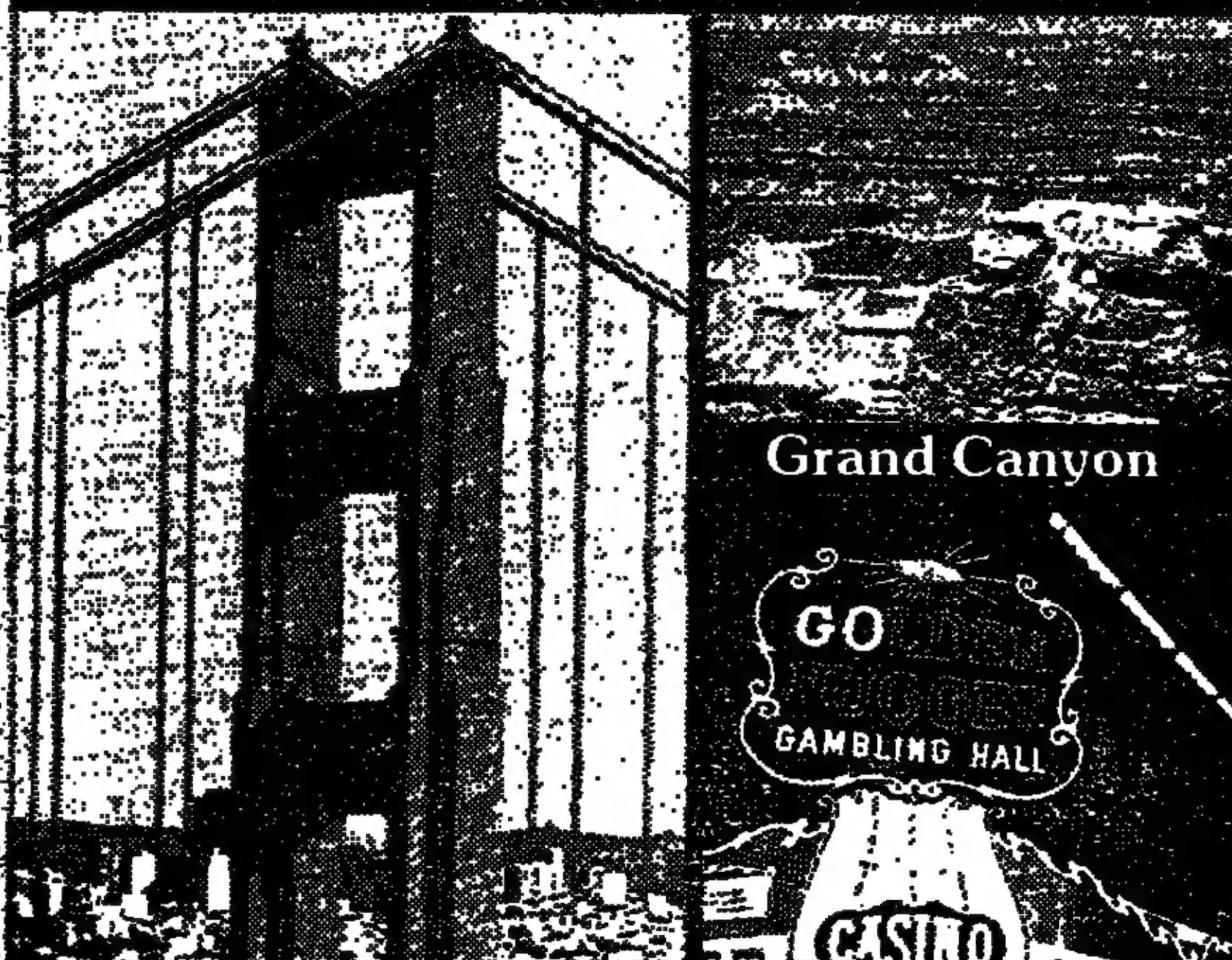
Miami



Disney World



Los Angeles



San Francisco

Grand Canyon

GO GAMBLING HALL

CASINO Las Vegas

Flâneries en Floride.

Cette formule comprend : le vol TWA Paris - New York, le vol New York - Orlando et le vol Miami - Paris ; la location d'une voiture pendant 12 jours, kilométrage illimité ; deux nuits à New York, 4 nuits à Orlando et 8 nuits à Miami, dans des hôtels de 1^{re} catégorie en demi-pension, plus l'entrée à Disney World et Epcot.

Flâneries sur la côte Ouest.

Cette formule comprend : le vol TWA aller-retour Paris - Los Angeles, la location d'une voiture pendant 15 jours, kilométrage illimité ; 3 nuits à Los Angeles, 1 nuit à Phoenix, ainsi qu'à Grand Canyon, Bryce et Las Vegas, 2 nuits à Fresno, 3 nuits à San Francisco, 1 nuit à Monterey et la dernière nuit à Los Angeles, dans des hôtels de 1^{re} catégorie en demi-pension, plus l'entrée dans tous les Parcs Nationaux de votre trajet.

Et bien d'autres... Ce ne sont là que deux exemples parmi tant d'autres - Alors n'oubliez pas : TWA "Flâneries Américaines" peut vous faire voyager en Amérique, même avec des moyens limités - Consultez votre agent de voyages, TWA à Paris, ou Loisirs SA, l'Agent Général de TWA à Bordeaux, Lyon, Marseille, Nantes, Nice et Strasbourg.

Vous plaire nous plaît.

PEUT-ON ÊTRE CULTUREL, SANS ÊTRE HERMÉTIQUE?

Le Point a dit non une fois pour toutes à la culture-assommoir : aux démonstrations pompeuses, aux définitions pédantes et à l'ennui.

Chaque semaine, Le Point vous offre ses pages de culture-plaisir : musique, théâtre, cinéma,

littérature, peinture, programme TV... et même gastronomie.

Chaque semaine, Le Point vous invite à toutes les fêtes : celles de l'esprit, de l'œil et du cœur.

A partir de cette semaine, le guide culturel s'ouvre également à la

couleur afin de doubler votre plaisir.

L'actualité culturelle, les événements politiques, la vie sociale vous intéressent : venez nous rejoindre. Vous verrez que rigueur et sérieux peuvent rimer avec couleur et plaisir.

le point

DES COULEURS NEUVES, DES IDÉES FRAÎCHES.

Le Roumain
et la revendication
en énergie et

L'affaire des f

le ministère

spontané

la crise d'aggra

le 15 mai 1983

le 15 mai 1983

le 15 mai 1983

le 15 mai 1983

le 15 mai 1983

le 15 mai 1983

le 15 mai 1983

le 15 mai 1983

le 15 mai 1983

le 15 mai 1983

le 15 mai 1983

le 15 mai 1983

le 15 mai 1983

le 15 mai 1983

le 15 mai 1983

le 15 mai 1983

le 15 mai 1983

le 15 mai 1983

le 15 mai 1983

le 15 mai 1983

le 15 mai 1983

le 15 mai 1983

le 15 mai 1983

le 15 mai 1983

le 15 mai 1983

le 15 mai 1983

le 15 mai 1983

le 15 mai 1983

le 15 mai 1983

le 15 mai 1983

le 15 mai 1983

le 15 mai 1983

le 15 mai 1983

le 15 mai 1983

le 15 mai 1983

le 15 mai 1983

le 15 mai 1983

le 15 mai 1983

le 15 mai 1983

le 15 mai 1983

le 15 mai 1983

le 15 mai 1983

le 15 mai 1983

le 15 mai 1983

le 15 mai 1983

le 15 mai 1983

le 15 mai 1983

le 15 mai 1983

le 15 mai 1983

le 15 mai 1983

le 15 mai 1983

مكتبة من الأهل

1945
UN DOSSIER AU C
100 PAGES 65 F
ILLUSTRATIONS
EN LIBRAIRIE
LE BARO
autre

EUROPE

La Roumanie rappelle à l'U.R.S.S. ses revendications pour l'approvisionnement en énergie et en matières premières

A Bucarest, le comité politique exécutif du parti communiste roumain s'est prononcé samedi 14 mai pour la convocation « dans les brefs délais » d'un sommet du Comecon « préparé minutieusement », annonce l'agence Agencepres. Ce sommet, réclamé par les Roumains depuis plus de deux ans, et qui semblait devoir se tenir en mai, a été reporté à une date ultérieure indéterminée, en raison, semble-t-il, d'un différend entre l'Union soviétique et la Roumanie.

Le P.C. roumain se prononce pour « une meilleure coopération entre les pays membres » du Comecon, « notamment en ce qui concerne l'approvisionnement en énergie et en matières premières ». En fait, la Roumanie souhaite obtenir de Moscou davantage de pétrole à des conditions plus avantageuses que celles qui lui sont faites actuellement pour pouvoir mieux utiliser ses raffineries.

A Budapest, le vice-premier ministre hongrois, M. József Marjai, avait, pour sa part, affirmé vendredi

à la télévision que les préparatifs en vue de la convocation du sommet du Comecon « progressaient bien » et que « des accords avaient été obtenus sur beaucoup de questions ».

A Moscou, l'agence Tass a démenti samedi que les pays du Comecon aient décidé de différer la tenue de leur sommet en raison de l'existence de divergences au sein de l'organisation. « Les adversaires du socialisme prennent leurs désirs pour des réalités. Le processus d'intégration de la communauté socialiste prend corps avec succès. Le problème des prix du pétrole, qui a été grossi par la propagande anti-socialiste, ne constitue pas un obstacle à ce sommet ».

Pour Tass, qui ne précise pas quand le sommet aura finalement lieu, la réunion demandée « de longue préparation ». D'autant qu'il s'agit de planifier l'activité du Comecon jusqu'à la fin du siècle, étant donné que les décisions prises au sommet de 1971 ont, précise Tass, été déjà exécutées. — (A.F.P., U.P.I., Reuters.)

R.F.A.

L'affaire des faux carnets de Hitler

- Le mystérieux Konrad Fischer-Kujau reparait spontanément
- La crise s'aggrave à « Stern »

Bonn (A.F.P., A.P., Reuters). — L'affaire des faux carnets secrets de Hitler a connu, samedi 14 et dimanche 15 mai, deux nouveaux développements importants, avec la réapparition du mystérieux Konrad Fischer, alias « Dr Kujau », et l'aggravation du conflit entre la rédaction et la direction de l'hebdomadaire Stern.

Konrad Fischer s'est en effet présenté, en apparence spontanément, à un poste de la frontière austro-allemande, samedi matin. L'homme qui avait remis au journaliste de Stern Gerd Heidemann les faux journaux intimes du Führer, et qui avait disparu de R.F.A. depuis que les experts avaient établi que ces documents étaient des faux, le 6 mai dernier, a assuré qu'il avait toujours cru en l'authenticité des fameux carnets. Il a ajouté qu'il ne pouvait en être personnellement l'auteur, étant « incapable de lire et d'écrire » les caractères manuscrits anciens utilisés par le faussaire pour imiter l'écriture de Hitler.

Par l'intermédiaire de ses avocats, M. Fischer a affirmé qu'il tenait ces documents d'un certain M. Mirdorf, citoyen de la R.D.A., qui lui aurait proposé dès 1976 un premier cahier avant de faire peu à peu sortir le reste de ces textes d'Allemagne de l'Est. Il dément donc, dans ses déclarations, la version donnée par M. Heidemann, selon laquelle c'était le frère de M. Fischer, général en R.D.A., qui lui avait procuré les textes ultérieurement vendus à Stern. Aucun « général Fischer » n'avait d'ailleurs pu être retrouvé sur les listes du haut personnel militaire est-allemand.

Ce n'est pas là sa seule divergence avec le journaliste de l'hebdomadaire. M. Heidemann a toujours affirmé avoir remis à l'intéressé la totalité de la somme payée par Stern à M. Fischer, soit 9 millions de marks (1), lui-même recevant une prime de 1,5 million de marks pour son travail. Or M. Fischer affirme n'avoir perçu que 2,5 millions. Ce

dernier a été transféré à Hambourg — siège du parquet dont relève l'instruction de cette affaire, Stern y étant installé — et placé en détention préventive. La police poursuit ses investigations, après avoir perquisitionné vendredi soir au domicile et dans la boutique de M. Fischer, qui faisait commerce, à Stuttgart, de souvenirs de l'époque nazie.

Par ailleurs, les journalistes de Stern, qui occupent depuis vendredi soir les locaux de l'hebdomadaire, et qui avaient lancé un ultimatum à la direction pour qu'elle revienne sur la nomination de deux nouveaux rédacteurs en chef, jugés trop conservateurs, M.M. Peter Scholl-Latour et Johannes Gross (le Monde daté 15-16 mai), ont décidé dimanche soir, devant le refus qui leur était opposé à leur demande, de saisir la justice. Quelques deux cents journalistes sur deux cent trente demandant d'autre part la démission du directeur du journal, M. Henri Nannen, et du président de la société éditrice Gruner und Jahr, M. Gert Schulte-Hillen. Ils considèrent que ces deux dirigeants ont une lourde responsabilité dans l'affaire de la publication des faux carnets de Adolf Hitler, « qui a porté atteinte à la crédibilité du magazine ».

La crise est donc désormais ouverte à Stern, où une assemblée générale de la rédaction a décidé, dimanche soir, de poursuivre l'occupation des locaux indépendamment de l'action judiciaire engagée contre la direction.

(1) Le cours actuel du mark est d'environ 3 francs français.

Yougoslavie

LA CHINE ACCORDERAIT À BELGRADE UN CRÉDIT DE 100 MILLIONS DE DOLLARS

(De notre correspondant.)

Belgrade. — On se souvient pas que le chef d'un parti communiste au pouvoir en visite officielle en Yougoslavie — et ils furent pourtant nombreux — ait adressé tant d'éloges à ses hôtes que M. Hu Yaobang, secrétaire général du P.C. chinois, qui, dimanche 15 mai, a repris le chemin de Pékin.

Pour lui, la Yougoslavie est un pays « héroïque », qui, dans des situations internationales difficiles, a résisté avec succès à de « fortes pressions extérieures », sans pour autant renoncer à sa propre voie vers le socialisme ; son parti communiste a su adapter les vérités universelles du marxisme à ses conditions spécifiques de développement et se libérer des « dogmes rigides et des méthodes stériles ». Il a édifié un système d'autogestion grâce auquel la classe ouvrière yougoslave a obtenu des résultats qui peuvent servir d'exemple à la classe ouvrière chinoise.

Pendant les cinq jours de sa visite, M. Hu Yaobang a fait l'objet d'égards particuliers. Au cours de sa brève tournée à l'intérieur du pays, on avait notamment mis à sa disposition les résidences de Tito au château de Brdo en Slovénie et à l'île de Brioni en Croatie, ce qui, depuis la mort de l'ancien chef d'Etat, n'avait été fait pour aucun autre dirigeant étranger.

M. Hu Yaobang a visité plusieurs grandes entreprises, dont quelques-unes travaillent pour la Chine, et s'est déclaré d'accord avec ses hôtes sur la nécessité d'accroître les échanges sino-yougoslaves pour les amener à un niveau correspondant à celui des relations politiques entre les deux pays. Des propositions concrètes ont été faites dans ce sens de part et d'autre. Les Yougoslaves se montrent d'autant plus satisfaits que la Chine semble disposée à leur avancer un crédit à court terme d'une centaine de millions de dollars.

P. Y.

Pologne

UN JEUNE HOMME MEURT DES SUITES DE BRUTALITÉS POLICIÈRES

Varsovie (A.F.P.). — Un jeune homme de dix-neuf ans, Grzegorz Przemyslaw, est mort à l'hôpital après avoir été brutalisé dans un commissariat de police de Varsovie, a-t-on affirmé, dimanche 15 mai, de source proche de sa famille.

Selon cette source, Grzegorz, qui s'apprenait à peindre, était en train de se trouver, le jeudi 12 mai, dans un débit de vin de la vieille ville, en compagnie de quatre camarades, à l'heure où était célébrée, en la cathédrale Saint-Jean, une messe pour l'anniversaire de la mort du maréchal Pilsudski, vainqueur de l'armée rouge en 1920, et dont une partie de l'opposition en Pologne a fait son héros.

Lorsqu'ils sortent de l'établissement, alors que tout est calme dans la rue, les jeunes gens sont interpellés, sans raison apparente, par une voiture de la police, qui emmène deux d'entre eux au commissariat, derrière la cathédrale. Grzegorz est du nombre. Peut-être parce que sa mère, la poétesse Barbara Sadowska, est très active au sein du « comité du primat » pour l'aide aux victimes de l'est de guerre, et que cela, on le lui a déjà dit, ne plaît pas aux autorités.

Au commissariat, frappé au ventre, Grzegorz, innocent, est pris de convulsions et de vomissements. Pendant que l'on envoie chercher sa mère, on le conduit dans un hôpital du centre-ville, où le médecin de service propose un internement psychiatrique. Mais sa mère refuse et emmène son fils à la maison.

Le lendemain après-midi, les symptômes persistent, et un médecin appelé d'urgence ordonne l'hospitalisation. Le jeune est opéré, et les chirurgiens constatent qu'il a les viscères endommagés et le foie éclaté. Même une intervention immédiate n'aurait pu le sauver. Il est mort sans avoir repris connaissance, samedi 14 mai, à l'hôpital Solac.

Le G.R.E.A.-France vous propose :

COURS D'ARABE LITTÉRAIRE MODERNE

- Séances intensives : du 4 au 30 juillet et du 5 au 30 septembre 1983.

- Stage intensif de 300 heures agréé par le ministère de l'éducation nationale pour salariés en congé-formation et demandeurs d'emploi.

29 juin au 15 septembre 1983.

18, rue de l'Arcade PARIS (8^e) - Tél. 265-42-53

PROCHE-ORIENT

RÉAFFIRMANT SON OPPOSITION AU PLAN REAGAN

M. Arafat estime que « le meilleur moyen pour sortir de l'impasse est que les dirigeants arabes choisissent la voie de la guerre »

Les négociations libanaises, israéliennes et américaines ont mis dimanche 15 mai le point final à l'accord sur le retrait des forces étrangères du Liban à l'issue de leur trente-septième rencontre et de cent trente-huit jours de négociation. Le texte, qui n'a pas encore été

publié officiellement, doit être soumis ce lundi au Parlement libanais et à la Knesset israélienne, et la cérémonie de signature devrait normalement se dérouler mardi d'abord à Khaldé (Liban), puis à Kiryat-Chatim (Israël).

Le texte mis au point dimanche sera entièrement rendu public avec ses annexes, ses appendices et ses cartes, a indiqué le porte-parole israélien. M. Pazarner a cependant précisé que les lettres échangées entre Israël et les Etats-Unis au sujet de l'accord ne seraient pas publiées par Israël. Il a aussi noté que les « clarifications » demandées depuis dix jours par Israël au sujet de certains problèmes encore litigieux, comme le statut du commandant Saad Haddad, demeuraient encore en discussion.

Le conseil des ministres libanais, qui avait approuvé officiellement samedi le projet d'accord, a décidé parallèlement de déléguer des ministres dans « certains pays arabes » pour les informer de la position libanaise et de poursuivre les contacts avec la Syrie.

A Damas, cependant, le président syrien Hafez El Assad a affirmé que le projet d'accord était un « acte consacrant la domination politique, militaire et économique d'Israël sur le Liban et ayant un caractère permanent ». Cette déclaration « émise dans « certains pays arabes » pour les informer de la position libanaise et de poursuivre les contacts avec la Syrie.

A Damas, cependant, le président syrien Hafez El Assad a affirmé que le projet d'accord était un « acte consacrant la domination politique, militaire et économique d'Israël sur le Liban et ayant un caractère permanent ».

Le chef de l'O.L.P. a indiqué qu'il s'était rendu vendredi et samedi dans la vallée de la Bekaa, où stationnent quelques milliers de combattants palestiniens, et qu'il avait eu plusieurs rencontres avec les cadres de l'O.L.P. Cette visite intervient après que dans certains milieux palestiniens opposés à M. Arafat on ait fait état, jeudi soir, à Damas, d'incidents qui auraient éclaté au cours de ces derniers jours dans la Bekaa, dans les environs de la ville de Baalbeck. Des sources palestiniennes proches du chef de l'O.L.P. ont aussi démenti, vendredi, les informations selon lesquelles de tels incidents auraient opposé dernièrement des membres du Fath à des Palestiniens dissidents partisans d'Abou Saleh et du colonel dissident Abou Moussa, tout en reconnaissant qu'une certaine « tension » régnait dans cette région.

Israël

UN COUP DUR POUR M. BEGIN

L'indice des prix a augmenté de 13,3 % au cours du seul mois d'avril

De notre correspondant

Jérusalem. — Record battu et coup dur pour M. Begin : l'indice des prix a augmenté de 13,3 % au cours du seul mois d'avril.

Même les plus pessimistes n'osaient prévoir une accélération aussi forte de l'inflation et l'ensemble de la presse a publié de multiples données qui sont accablantes pour le gouvernement. L'indice d'avril révèle, selon l'Office national des statistiques, que l'inflation s'accroît maintenant à un rythme annuel de 160 % alors que le taux était déjà de 130 % pour l'année 1982. Depuis l'arrivée au pouvoir de M. Begin et du Likoud en 1977, les prix ont augmenté de 5873 % et le chef de l'opposition travailliste, M. Shimon Peres, affirme que, depuis le début de cette année, la hausse est « de près d'un demi pour cent chaque jour... » (plus précisément 0,42 %).

Tous les partis de l'opposition réclament la démission du ministre des finances, M. Yoram Aridor. Même les collègues de ce dernier se montrent de plus en plus critiques, à commencer par le ministre de l'énergie, M. Itzhak Mordechai, chef de file du parti libéral (membre du Likoud), qui réclame un changement radical de politique « sinon de personne ».

Il y a sept mois, dans le cadre d'un nouveau programme « anti-inflation », M. Aridor avait décidé

de freiner la dévaluation constante du shekel. Depuis, la monnaie israélienne n'a, si l'on peut dire, perdu que 44 % de sa valeur par rapport au dollar, tandis que l'inflation s'accroît dans le même temps de 68 %. Les industriels et exportateurs ont vivement protesté contre l'instauration de ce « décalage » qui a eu pour effet de rancœur les exportations israéliennes et de rendre moins onéreuses les importations.

Depuis le début de cette année, le déficit de la balance commerciale d'Israël, déjà considérable en 1982, s'est très nettement aggravé : 35 % pour les quatre premiers mois, et la plupart des économistes prédisent une récession brutale et l'apparition du chômage qui, jusqu'à présent, est très réduit en Israël.

Cette inquiétude qui se développe pourrait hypothéquer l'avenir du gouvernement de M. Begin qui, voici quelques mois, ne semblait pas devoir être remis en cause de si tôt. La cote du gouvernement dans les sondages était déjà en train de diminuer sensiblement ces dernières semaines (le Monde du 10 mai), et maintenant, au Likoud et dans l'entourage du gouvernement, on admet que l'on redoute vivement les « conséquences politiques » de la publication du dernier indice des prix.

FRANCIS CORNU.



INFO ESPAGNE INFO DEVISES INFO VOYAGES

INFO IBERIA

Tel 720.41.41


UN NOUVEAU SERVICE IBERIA

LIGNES AÉRIENNES INTERNATIONALES D'ESPAGNE

1945 - 1983

UN DOSSIER AU CŒUR DE L'HISTOIRE

300 PAGES 65 F
ILLUSTRATIONS
EN LIBRAIRIE



BERLIN

LE CIEL PARTAGE

UNE VILLE BAROQUE

autrement

Le Monde

politique

LES OBJECTIFS DU PARTI RÉPUBLICAIN

M. MARCHAIS : le plan de rigueur ne va pas dans le sens de nos propositions

M. Georges Marchais a prononcé, dimanche 15 mai, le discours de conclusion du stage organisé par le P.C.F., du 12 au 15 mai, à Argenteuil (Val-d'Oise) pour ses secrétaires de section. Devant les cinq cent vingt participants, le secrétaire général a, de nouveau, critiqué l'idée selon laquelle la crise économique serait « mondiale, fatale et incurable ».

Reprenant les termes de son rapport au comité central des 19 et 20 avril dernier, M. Marchais a déclaré que seul le système capitaliste est en crise et que « tous les facteurs d'aggravation pour les prochaines années sont là ».

M. Marchais a souligné le rôle du P.C.F. dans la mise en œuvre de la politique choisie par la France en 1981. « Si le parti communiste n'était pas là, s'il n'était pas là, sur qui les travailleurs pourraient-ils compter, face à l'offensive de la droite et du patronat, pour exprimer leur mécontentement en disant haut et fort qu'il est possible d'aller de l'avant, de tenir tous les engagements pris en 1981, et que, pour cela, il convient de prendre des décisions valant efficacement en faveur de la production et de l'emploi, du progrès social, de la lutte contre les immenses déchets capitalistes ? »

« Si le parti communiste n'était pas là, sur qui les travailleurs pourraient-ils compter, face à tous les adeptes de la réduction de la consommation, pour leur montrer toutes les possibilités nouvelles d'intervention qui leur sont offertes, pour impulser une gestion nouvelle des entreprises et de l'argent permettant de relancer l'économie sans sacrifier le pouvoir d'achat ? »

Observant que le deuxième anniversaire de l'arrivée au pouvoir de la gauche est l'occasion d'un bilan, M. Marchais a déclaré : « La droite et le grand patronat ont profité pour nous abreuver de commentaires les plus alarmistes : c'est sans importance, mais il faut bien reconnaître qu'à gauche, dans le monde du travail, l'enthousiasme n'a pas non plus été un rendez-vous. Beaucoup de celles et de ceux qui avaient placé leurs espoirs dans le changement politique en 1981 éprouvent aujourd'hui de la déception. Ils ne sont pas satisfaits et, souvent, ils le disent. »

« C'est bien compréhensible. En deux ans, le gouvernement et la

majorité de gauche ont fait beaucoup de bonnes choses (...) et, nous l'avons déjà dit, rien ne saurait nous conduire à le sous-estimer ou à l'oublier. Mais dans le même temps, de graves difficultés continuent de peser lourdement, en premier lieu ce problème capital de la production et de l'emploi. On ne peut se contenter de dire et de répéter : « Nos voisins ont plus de chômeurs que nous... » Des chômeurs, il y en a plus de deux millions en France. C'est dramatique. Et ça l'est d'autant plus que tout montre qu'on ne va pas dans le sens d'une amélioration de la situation de l'emploi, et que des menaces angossantes pèsent sur de nombreuses entreprises, du secteur privé comme du secteur public. »

Le secrétaire général a continué : « Est-il possible de redresser cette situation ? Oui. (...) Notre pays dispose des atouts nécessaires pour impulser la relance de notre économie. (...) Est-ce que c'est vers cette direction que se tourne le gouvernement, avec ce qu'il a appelé le « plan de rigueur » ? Tout le monde peut s'en rendre compte : nous avons avancé des propositions précises pour aller dans ce sens, mais ce sont d'autres décisions qui ont été prises. Nous avons fait connaître nos réserves et nos critiques ; nous avons obtenu quelques concessions ; nous ne baissons nullement les bras, puisque nous appelons tout au contraire les travailleurs à intervenir. (...) Mais le fait est là : ce sont d'autres propositions que celles que nous avons formulées en faveur de la relance économique, de l'emploi et de la justice sociale, qui prévalent actuellement. »

« Des lors, les travailleuses et les travailleurs qui, eux, partagent ces préoccupations qui sont les nôtres ne peuvent manquer de s'interroger. Adressons-nous résolument à eux, débattons ensemble et, peut-être comprendront-ils mieux qu'il ne suffit pas, lors des échéances électorales, de se dire : « Je vote à gauche », en oubliant que la gauche est diverse et que chaque parti qui la compose a ses propres analyses et ses propres propositions. »

M. Léotard : l'opposition doit créer les lieux d'explosion des idées nouvelles

Lors de son dernier comité directeur, le 23 avril, le parti républicain a réaffirmé clairement ses objectifs : les élections législatives de 1986 et la promotion des « idées républicaines ». Dans ce but, l'équipe dirigée par M. Charles Millon, député de l'Ain, au poste de secrétaire général adjoint, et celle de M. Alain Madelin, député d'Ille-et-Vilaine, à celui de conseiller politique, ont mis en œuvre M. Roger Chinnat, conseiller de Paris, ancien député.

M. Millon est chargé de relancer l'activité des commissions nationales du P.R. et d'asso-

ner une liaison plus étroite avec les parlementaires. Il anime, d'autre part, avec MM. Jean-Claude Gaudin, président du groupe U.D.F. de l'Assemblée nationale, Chinnat et Bernard Lahlou, conseiller de Paris, le comité de sélection des futurs candidats P.R. aux élections législatives.

Ce comité est relayé par deux cellules chargées l'une de suivre les candidats, l'autre de leur apporter tous les moyens matériels nécessaires.

Le parti républicain a, d'autre part, décidé de rassembler dans une structure plus large -

l'Union nationale des élus locaux indépendants et républicains (UNELIR) - tous les élus locaux, qu'ils soient P.R., modérés ou sans étiquette. Cette association est présidée par M. Jacques Doufflaques, maire P.R. d'Orléans.

Dans l'entretien qu'il nous a accordé, M. François Léotard, secrétaire général du P.R., insiste sur la nécessité, pour l'opposition, de ne pas être absente du débat d'idées et souligne qu'elle manifeste à cet égard davantage d'audace.

« Mais, reconnaît-il, ce qui est vrai, c'est que les mouvements revendicatifs actuels s'appuient assez peu sur l'opposition institutionnelle. Quand M. Rocard parle de crise des appareils politiques (syndicats, partis, Églises), il a raison. L'opposition nourrit une certaine méfiance à l'égard des partis politiques. »

« On a parfois le sentiment, souligne M. Léotard, d'une opposition hiératique. Comme la statue du Commandeur, elle est là, derrière la scène. Devant elle, les gens s'agitent, et de temps en temps elle rappelle avec solennité qu'elle est l'opposition. »

On assiste, selon le secrétaire général du P.R., à « un mouvement bizarre » : l'opposition sait qu'elle ne peut avoir accès au pouvoir rapidement, mais elle sait aussi qu'elle ne présente pas encore « l'appel d'air suffisant qui peut permettre d'engranger une espérance ». Si bien que, explique-t-il, elle se livre à « des modes », la « mode Chrétac », la « mode Bore » ou à « des mouvements d'humeur ». « Pour autant, M. Léotard a, croit-il, toutes les raisons d'être relativement optimiste, dans la mesure où, selon lui, on assiste à « une évolution en profondeur des esprits ». Les Français dans leur majorité se rendent compte, pense-t-il, que « les socialistes n'apportent que de fausses solutions », et peu à peu pénètrent dans leur esprit « l'idée que seule la liberté - liberté d'entreprendre, liberté de l'école, - le pluralisme, toutes ces notions que nous défendons, sont les véritables réponses à la crise. »

Et de se réjouir de ce « lent cheminement pédagogique », même si l'opposition « reste sur le bas-côté de la route, ne joue presque aucun rôle dans cette évolution. »

A la chinoise !

Autre certitude du chef de file du P.R. : l'opposition est, selon lui, engagée dans « un processus irréversible de reconquête du pouvoir ». « Je ne vois pas, dit-il, quel mécanisme le pouvoir pourrait mettre en place, même en truquant, en modifiant les scrutins, pour nous empêcher de nous victorieusement toutes les haies, qu'il s'agisse des élections sénatoriales, européennes, cantonales ou législatives. Encore faut-il que l'opposition sache, ajoute-t-il, se dégager du processus présidentiel dans lequel elle s'est trouvée engagée contre son gré. Encore faut-il aussi qu'elle sache remédier à un des facteurs de désespoir de l'opinion française, qui pense que le progrès social est derrière elle. Il faut que nous disions que le progrès social est encore possible en France », affirme M. Léotard.

« Nous devons, explique-t-il, avoir l'audace de dire un certain nombre de choses, même si nous devons choquer. Je suis convaincu par exemple, et je suis sûr que vous le serez, qu'il faut assouplir le droit de licenciement, parce qu'une mesure de ce genre peut aller en partie à résoudre le problème de l'emploi. »

« L'opinion d'un peuple, poursuit M. Léotard, n'est pas toujours prête à accepter un certain nombre d'idées nouvelles. Mais je crois qu'actuellement les Français évoluent très vite. Le rôle de l'opposition est d'accompagner cette évolution sans la brider, mais aussi de créer des lieux d'explosion des idées nouvelles. »

Après avoir été de ceux qui critiquaient l'U.D.F., tout du moins son organisation, M. François Léotard trouve que celle-ci « ne se porte pas si mal », et qu'elle « correspond de plus en plus aux valeurs d'attachement, de bon sens et de sérénité ancrées chez les Français ». C'est ainsi que le P.R., qui doit dans quelques jours sortir un nouveau logo, accablait le sigle U.D.F. au sigle P.R. C'est décidé : le P.R. jouera la carte U.D.F. tout en gardant, cependant, sa propre stratégie de développement. « A la chinoise », dit son secrétaire général sous forme de bon-tôte : « Compter sur nos propres forces, creuser partout de profondes souterrains, continuer de valser réserves de céréales ! » Cette première partie est déjà bien engagée, estime-t-il. Voilà le P.R. prêt à « s'attaquer au reste ». Autrement dit à l'U.D.F., dont M. Léotard estime qu'il serait « suicidaire » qu'elle ne veuille pas jouer complètement le rôle d'une formation politique.

CHRISTINE FAUVET-MYCLA.

Se démarquer des socialistes

(Suite de la première page.)

Le P.C.F. Il refuse la perspective d'une réduction de la durée du service national, qui conduirait, estime-t-il, à une professionnalisation excessive de la défense. Les députés communistes s'abstiendraient, d'autre part, sur l'article premier du projet de loi de programmation militaire, au motif que le texte qui lui est annexé désigne l'Union soviétique comme l'adversaire potentiel d'un éventuel conflit.

En matière énergétique, enfin, les communistes partisans du nucléaire et de la poursuite de l'exploitation du charbon, s'alarmant des perspectives ouvertes par le récent rapport sur l'équipement électro-nucléaire de la France et par les propos du président de la République, dans le Nord-Pas-de-Calais, sur les problèmes posés par les charbonnages.

Ces critiques et ces réserves précèdent d'une volonté de s'affirmer davantage, à mesure que les choix dictés par la majorité socialiste se heurtent à des écueils. Il reste, toutefois, que le P.C.F. n'en est pas à proposer une autre politique que celle dont il partage la responsabilité.

PATRICK JARREAU.

« M. Jean Le Garrec, secrétaire d'Etat chargé du Plan et de l'aménagement du territoire, a déclaré, dimanche à Radio Monte-Carlo, répondant aux critiques exprimées par M. Georges Marchais : « Il appartient aux partis de débattre, mais il serait dommageable de laisser croire aux Français qu'il y a une autre politique possible. » Avec le poids des contraintes, il n'y a pas d'autre politique possible pour la gauche que celle mise en œuvre par le gouvernement », a-t-il ajouté.

O. FADEL

EXPORT EN ALGÉRIE
pièces détachées, véhicules
et machines industrielles

- DÉCODEURS T.V.
- MOTOCYCLETTES
- TRACTEURS
- FROID

Études de marchés
pour licences d'import
182, rue de Tolbiac, 75013 PARIS
Tél. : 528.95.44 - 528.24.83
Téléc. 649251

LU

« LA PART DES HOMMES », DE JEAN JÉRÔME

L'éminence grise du parti de Staline et de Thorez

Les initiatives de l'après-guerre ont été longtemps seules à connaître une existence et à entrevoir son rôle. Demeurés dans l'ombre pendant plus de vingt ans, il allait et venait, traversant le « rideau de fer », devenant éditeur, parfois financier ou politique, réglant avec une discrétion mystérieuse toutes les affaires les plus délicates d'argent ou de « cadres »...

Dans des Mémoires qui viennent de paraître, Michel Feintuch, dit Jean Jérôme, commence par nous apprendre qu'il a passé les cinq premières années de sa vie en Galicie, à Sobotyn, ville où les juifs s'entassaient, par le nombre, sur les Autrichiens, les Allemands et les Polonais, dans une région où régnait encore l'empereur François-Joseph. Son père, marchand forain, vendait des tissus ; sa mère s'occupait du foyer, où les quatre enfants survivants - sur sept - s'entassaient dans deux maigres pièces, tandis que le grand-père, bien modeste entrepreneur, était confiné dans la dévotion la plus rituellement archaïque. D'où les nombreuses pages, non dépourvues d'une certaine nostalgie, que l'auteur consacre à une enfance profondément marquée par l'éducation religieuse, l'étude constante de la Bible en yiddish et le judaïsme militant.

Jean Jérôme fait revivre toute une atmosphère faite d'ennuis, de peur des pogroms et de lourdes incertitudes imprégnées de religiosité traditionnelle. On comprend dès lors que l'adolescent, contraint aux emplois les plus modestes, ait pu se syndiquer dès l'âge de seize ans, puis se tourner presque aussitôt vers le parti communiste illégal, son refus du racisme, sa générosité et son idéal égalitaire de 1923.

Ces premières années - le premier tiers du livre - constituent, de loin, la partie la plus intéressante et, vraisemblablement, la plus authentique, des souvenirs de Jean Jérôme. Ensuite le récit, tout en demeurant alerte, vire insensiblement à la légende pieuse, avec les innombrables contradictions et outrances qui en sont généralement le lot.

Première bizarrerie : devenu un militant actif du comité de parti de Stanislawow, au point d'être appelé au service militaire et craignant d'être affecté dans une unité disciplinaire - soit peu enviable dans la Pologne semi-dictatoriale d'alors, - le jeune Feintuch s'expatrie en Belgique. Il assure avoir agi là avec une recommandation officielle du parti destinée aux camarades belges, le tout avec de faux papiers, à une époque où la ligne générale était, au contraire, de partir à l'armée pour y faire du travail antimitariste.

Seconde interrogation : arrivé en Belgique en février 1927, il affirme y avoir milité au sein du parti, où il dit avoir participé au grand débat qui opposait, selon lui, cette année-là, le « courant majoritaire » avec Staline, Zinoviev et Boulghérine, à Trotski. Or Zinoviev, président de l'Internationale jusqu'à l'automne 1926, devait, précisément, être exclu du parti russe, en compagnie de son allié Trotski, à l'automne 1927. On imagine difficilement une telle confusion.

Embauché dans les usines légicoises, militant ouvrier qui suit des cours de français dans une école privée, le voilà expulsé de Belgique et passant clandestinement en France en septembre 1929, toujours muni de recommandations, cette fois, par le secrétaire général de la très réformiste centrale syndicale belge des métallurgistes, à son homologues français. Devenu militant de la très anti-réformiste commission exécutive des métaux C.G.T.U., et l'un des responsables de la main-d'œuvre ouvrière émigrée, mise sur pied par le comité central du P.C.F., Jean Jérôme est arrêté et expulsé vers la Belgique au début de novembre 1931. Ayant curieusement bénéficié de la complaisance de l'un des deux inspecteurs chargés de le reconduire à la frontière, il échappe à la police belge et revient en France, clandestin et bientôt instructeur du Profintern (l'Internationale syndicale rouge) dans le Nord-Pas-de-Calais.

En pleine guerre civile espagnole, il est affecté, par le mouvement, à la section d'aide aux républicains, ouvrant aux envols d'armes et de matériel.

Justifications et silences

A partir du pacte germano-soviétique, l'ouvrage n'est plus que justifications a posteriori, allusions, ou même silences. Ainsi comprend-on, au détour d'une petite phrase, tout à la fin du livre, que Jean Jérôme était aussi, quelque peu, le trésorier du parti, de même que l'on saisit au vol une incidente où il est question de services de renseignements et d'information concernant la future agression hitlérienne contre l'U.R.S.S., transmise par ses soins à Jacques Duclos, avec qui il était visiblement en contact étroit au moins depuis 1940.

Le mystère s'épaissit encore quand l'auteur consacre quelques lignes à son arrestation, le 15 avril 1943. Les quelques mots auxquels se limite le récit de son interrogatoire et de ses dix-sept mois de détention vont d'être cités intégralement ici : « Je demeurai en prison jusqu'au soulèvement de Paris, le 19 août 1944. Sortir vivant de cette aventure frôlant le miracle et, cependant, je ne bénéficiai de la protection d'aucune sainte, que je sache, du moins. »

On ne peut manquer de s'interroger : comment un homme, arrêté alors qu'il vient d'être contacté par une militante clandestine, elle-même filée, peut-il s'en tirer ainsi, sachant - comme il l'a lui-même rapporté dans ce livre - que la police dispose de sa photo et de ses empreintes digitales depuis son arrestation de novembre 1931 ?

On ne voit donc pas comment il aurait pu échapper à une redoutable identification. Une fois repéré comme agitateur kominternien, son cas s'aggravait encore du fait qu'il s'était, selon lui, pré-

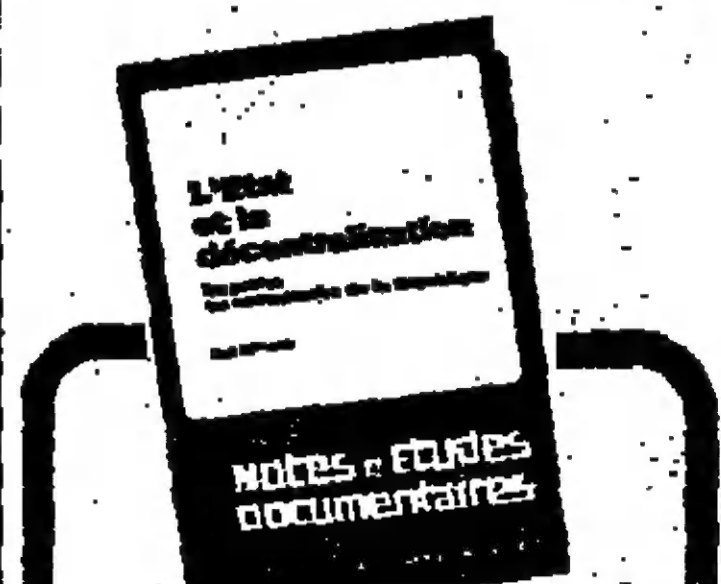
senté sous sa véritable identité de 1939 pour s'engager dans l'armée française, avant de s'embarquer - toujours selon ses dires - dans son ancienne usine de 1931, pour y travailler à la fabrication de « prototypes » destinés à la défense nationale. Or il était facile aux policiers de constater qu'il avait plongé dans la clandestinité après l'entrée des troupes allemandes dans Paris, détail qui révélait l'homme de confiance. J'ai, homme de l'appareil clandestin du P.C., qui s'était approché, en temps de guerre, de fabrications militaires, facile à identifier. Jean Jérôme avait tout pour partager la fin tragique de son frère Pierre, intégré, lui aussi, dans l'appareil technique clandestin, arrêté lui aussi et mort en déportation.

Non seulement il n'en fut rien, mais, si l'on en croit certains témoignages, l'intéressé, contacté par la direction du P.C.F., refusait même d'envisager tout projet d'évasion. A la prison des Tourelles, détenu jusqu'à la libération dans les mêmes conditions que lui, se trouvait Emile Dutilleul, membre du comité central et trésorier officiel du parti de l'avant-guerre, qui semble bien avoir été sauvé par une intervention de son neveu, Pierre Dutilleul, devenu dorénavant et membre du bureau politique du P.P.F. Mais qui a bien pu protéger Jean Jérôme et à quel prix ? Jeanovic, le « chiffonnier milliardaire », enfoncé dans la collaboration économique avec l'occupant et dont certaines sources assurent qu'il fut, en réalité, un agent double ouvrant pour le compte du Komintern ?

Autant de questions qui restent sans réponse. A moins que cet ancien responsable, qui annonce un second tome de souvenirs, ne nous fournisse enfin les explications qu'il doit à l'histoire.

PHILIPPE ROBBIEUX.
Mémoires, auteur d'une Histoire intérieure du P.C.F. (Flayard).

* La Part des hommes (289 pages, éditions Acropole, 75 F).



Vient de paraître
L'ÉTAT ET LA DÉCENTRALISATION
Du préfet au commissaire de la République
un ouvrage qui rassemble les données essentielles pour comprendre l'administration territoriale.
Notes et Études Documentaires
n° 4711-4712, 284 pages, 40 F.
vente en librairie
LA DOCUMENTATION FRANÇAISE
vente par correspondance
124, rue Henri-Barbusse
93306 Aubervilliers Cedex

مكتبة الوطن

LA RÉFORME DU RÈGLEMENT DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE

Un mini-débat chaque mercredi

Le groupe de travail sur la réforme du règlement, présidé par M. Louis Mermaz, président de l'Assemblée, et qui comprend trois députés de chaque groupe parlementaire (P.S., P.C., R.P.R., U.D.F.) et un député non inscrit, a conclu un accord en quatre points, a indiqué M. Raymond Forai, député P.S. du Territoire de Belfort, président de la commission des lois.

1) Un mini-débat d'une durée de deux heures sera organisé en séance publique chaque semaine, le mercredi après-midi après les questions au gouvernement, sur un thème précis, choisi en alternance par l'opposition et la majorité, en présence du ministre intéressé. Le groupe de travail a souhaité que ce débat soit télévisé. Les questions orales sans débat du vendredi matin, qui, de l'avis de l'ensemble des députés, sont de peu d'intérêt, seront maintenues « à titre expérimental », les mini-débats devant progressivement les remplacer.

2) Le délai de dépôt des amendements constituant le point le plus litigieux. A l'avenir, il sera fait en sorte que les amendements ne puissent être déposés après le début de la discussion générale d'un projet de loi. Trop souvent, on a assisté au dépôt, au dernier moment, de parfois deux cents à trois cents amendements sur certains textes. Il fallait mettre fin à ce « système de blocage » de la discussion, a estimé M. Forai.

3) Les demandes de levée d'immunité parlementaire de députés seront examinées par le bureau de l'Assemblée nationale et la commission des lois, qui décideront de clas-

sement du dossier ou, dans des cas « particuliers », d'un renvoi devant l'Assemblée en séance publique. La procédure actuelle soumet à publicité toute demande, parfois faite pour des motifs futiles, et aboutit à discréditer les élus a priori, même s'il n'y a pas levée de l'immunité, a souligné M. Forai.

4) Le travail des commissions chargées d'examiner les projets de loi avant la discussion en séance publique sera ouvert à la presse quand les commissions procéderont à des auditions importantes (ministres, syndicats, personnalités).

Le groupe de travail qui avait été mis en place en juin 1982 devrait élaborer cette semaine son projet de résolution finale sur ces points d'accord. Cette résolution sera soumise à l'approbation du gouvernement avant son examen par la commission des lois, puis en séance publique. Le groupe a souhaité que les députés discutent de ce texte avant la fin de cette session pour que la réforme soit appliquée dès la session d'automne.

M. Paulin Brunet, président de la fédération R.P.R. de Guyane, vice-président du conseil général, a été élu président de l'association Antilles-Guyane des élus locaux et des sympathisants R.P.R., dont l'assemblée constitutive a eu lieu le 4 mai en Guadeloupe. Le siège de l'association a été fixé à Cayenne. La première assemblée générale ordinaire se tiendra en Martinique au début du mois d'octobre.

UN ENTRETIEN AVEC M. EDGAR FAURE

● La loi de décentralisation a de nombreux aspects positifs ● Le projet Savary annihile l'autonomie des universités

Deux ans après la venue au pouvoir de la gauche et quinze ans après les tentatives de réforme de l'Université dont il était l'auteur, M. Edgar Faure nous a confié, dans l'entretien ci-dessous, les réflexions que lui inspire

la mise en place de la régionalisation. Selon lui, l'application de la loi « droits et libertés » des collectivités locales du 2 mars 1982 produit un effet plutôt positif.

En revanche, l'ancien ministre de l'Éducation nationale porte un jugement sévère sur le projet de loi sur l'enseignement supérieur, qu'il considère comme « antidécentralisateur ».

« Vous présidez le conseil régional de Franche-Comté depuis avril 1982. Selon vous, la décentralisation est-elle une réforme positive ?

« Je ne puis parler que de la décentralisation régionale. C'est en effet la seule que je puisse suivre d'une façon précise, puisque je suis président du conseil régional. Je suis également maire, il est vrai, mais, à ce point de vue, je suis à la tête d'une petite municipalité et je n'ai pas encore vu de conséquences quelconques de la loi. Je n'en attends d'ailleurs pas.

« Pour m'en tenir à la régionalisation, je pense que cette mutation, cette novation, doit être considérée comme ayant un signe positif. Je ne dis pas qu'elle soit entièrement satisfaisante, bien sûr, je dis seulement qu'elle est positive. Pourquoi ? Je constate que je peux faire des choses que je n'aurais pas pu faire auparavant. Ce n'est peut-être pas, d'ailleurs, spécialement le résultat des termes littéraux de la loi, mais c'est un état d'esprit qui a été créé et qui fait que des initiatives qui, auparavant, se seraient heurtées au non-possibilité de l'administration préfectorale, à des entraves de toutes sortes, oh bien ! maintenant, on nous les laisse prendre.

« Tel est le cas pour ce qui concerne par exemple ce que nous

appelons le service vocational des jeunes, la nouvelle expérience de la seconde chance (1), et également quelques autres expériences sociales que je suis en train de préparer avec mes collaborateurs, et notamment M. Vuillemin (2).

« C'est le rôle des régions de bénéficier de la liberté qu'on leur donne et de faire également de nouvelles expériences, par exemple, en faisant travailler ensemble l'Université, les élus et les partenaires économiques et sociaux.

Un texte « napoléonien »

« Précisément, à propos de l'Université, quel jugement portez-vous sur le projet de loi de M. Savary qui donne lieu actuellement à tant d'agitation ?

« Je suis absolument consterné par ce nouveau projet de loi sur l'enseignement supérieur. Je le dis avec regret, parce que j'ai beaucoup de considération pour M. Savary. L'exposé des motifs du projet de loi m'avait donné une très bonne impression. Mais, quant au texte même, je suis obligé de faire beaucoup de réserves, justement à cause de son caractère antidécentralisateur. Le grand défaut de cette loi est qu'elle tourne le dos à toute idée générale de décentralisation. C'est une loi centralisatrice, bureaucratique et, en somme, napoléonienne.

« Or, il est évident que le sujet de l'éducation est tout à fait lié à l'économie, d'autant plus d'ailleurs que la loi « droits et libertés » du 2 mars 1982 marque justement la solidarité de ces thèmes puisqu'elle insiste sur la « professionnalisation ». Il est stupéfiant de voir qu'une politique gouvernementale, qui, dans un domaine général, a augmenté les pouvoirs de

tous les centres secondaires, va absolument en sens inverse dans le domaine de l'éducation.

« Dans notre loi de 1968, dont on découvre les mérites maintenant qu'on veut la modifier, nous avions prévu expressément un conseil régional de l'éducation et de la recherche. Il n'a jamais été créé, ce qui prouve que les gouvernements précédents n'étaient pas non plus spécialement décentralisateurs. Néanmoins, ils n'étaient pas centralisateurs.

« Que reprochez-vous précisément au projet Savary ?

« Eh bien, actuellement, toute l'autonomie des universités est complètement annihilée. Elle est annihilée par le fait que le gouvernement est à la fois maître des habilitations et également, non seulement maître du budget, ce qui est normal, mais de la distribution de ce budget entre les secteurs basiques.

« C'est-à-dire que, au lieu de donner un budget global à l'université — ce qui serait nécessaire pour son autonomie puisqu'alors elle porterait son effort sur tel ou tel pôle, — on distribue d'avance à tel laboratoire et à telle section ce qu'on veut bien lui donner, de sorte que l'autonomie est un vain mot. Comment peut-on faire de la décentralisation administrative

avec de la centralisation autoritaire en matière d'éducation ? Cela est complètement incohérent.

« On avait prévu, dans le texte soumis au Conseil d'État, qu'il y aurait des conseils régionaux. Actuellement, on a simplement prévu de ne pas faire interdiction aux universités de rencontrer les présidents des conseils régionaux. C'est proprement absurde ! Je ferai d'ailleurs des amendements sur ce projet lorsqu'il viendra en discussion au Parlement.

« Voilà donc un gouvernement qui, après avoir proclamé l'urgence de la décentralisation, fait le contraire... Est-ce une attitude générale ?

« Il n'y a que ce domaine de l'éducation qui est touché, mais c'est un domaine considérable parce que toutes les perspectives de l'emploi et de la formation comportent un volet éducatif. Comment voulez-vous, par exemple, que nous dirigions l'université vers tel ou tel grand schéma, électronique ou autre, si nous ne pouvons pas planifier en même temps une éducation universitaire orientée dans ce sens ?

Propos recueillis par CLAUDE FABERT.

ipesup
1ère classe préparatoire
aux concours HEC + ESSEC
Institut privé de Préparation
aux Etudes Supérieures
16 rue du Cloître Notre Dame
75004 Paris - 325.63.30
HEC - ESSEC... SCIENCES-PO...

**médecine
pharmacie**
Stages de préparation
en septembre
Encadrement annuel
par matière
MEDECINE... PHARMACIE...

ipesup
1ère classe préparatoire
aux concours HEC + ESSEC
Institut privé de Préparation
aux Etudes Supérieures
16 rue du Cloître Notre Dame
75004 Paris - 325.63.30
HEC - ESSEC... SCIENCES-PO...

sciences-po
entrée en A.P. et
entrée directe en 2^e année
Préparation
en cours du soir
à partir de février
Stage intensif d'été
MEDECINE... PHARMACIE...



MICROMEGA 32 LE MAXI MICRO

- MICRO-ORDINATEUR DE L'ENTREPRISE
- MULTI-UTILISATEURS, MULTI-TÂCHES
- MICROPROCESSEUR MC 68000 DE 16 / 32 BITS
- MODULARITÉ DE LA MÉMOIRE (1Mo) ET DES DISQUES (5 à 80 Mo)
- LANGAGES NORMALISÉS ET PROGICIELS D'APPLICATIONS PROFESSIONNELLES



MICROMEGA 32 est un micro-ordinateur professionnel spécialement conçu pour les P.M.E., P.M.L. et les services décentralisés des grandes entreprises. D'une conception totalement nouvelle, il associe la puissance et la modularité d'un mini-ordinateur à la souplesse d'utilisation d'un micro.

Sa très grande richesse d'applications, ses possibilités nouvelles de communications et d'échanges dans l'entreprise en font l'atout déterminant de votre développement. Pour l'obtenir la liste des Directions Régionales et des Distributeurs, contactez : THOMSON-CSF - 5/7, rue de Milan 75009 PARIS - Tél. 280.67.11.


THOMSON-CSF
COMMUNICATIONS

société

L'Assemblée nationale examine le projet de réforme du service national

- Une durée allongée pour les volontaires
- Un nouveau statut pour les objecteurs

La dernière victime du gendarme Lamare

De notre correspondant

Beauvais. — Voici tout juste quatre ans, les gendarmes de Chantilly (Oise) arrêtaient l'un d'eux, Alain Lamare, membre du peloton de surveillance et d'intervention, accusé d'être le « tueur de l'Oise ». Le dimanche 8 avril 1979, vers 16 heures, le gendarme Lamare était transféré jusqu'au tribunal de Senlis. Alain Lamare, la tête recouverte d'un sac pour dissimuler son visage aux appareils photos et aux caméras de télévision, était embarqué à bord d'une Peugeot 504 de la gendarmerie qui défilait en trombe, poursuivie par un cortège de voitures de journalistes.

Pour semer leurs poursuivants, les gendarmes empruntèrent les routes secondaires qui, en ce beau dimanche de printemps, étaient très fréquentées. Lors de la traversée du village d'Apremont, ce fut le drame. Surpris par le meute des voitures arrivant face à lui, un jeune cyclotouriste perdit le contrôle de sa machine et tomba. Son passager arrière, Gérard Bastien, seize ans, était heurté par la seconde voiture des journalistes et devait mourir sur le bord de la route.

La voiture s'arrêtait immédiatement. Quant aux journalistes qui continuaient leur poursuite, ils tentaient par divers moyens — notamment des radios-téléphones — d'alerter les gendarmes, qui ne voulaient pas les croire, pensant qu'il s'agissait d'une ruse. Ce n'est que plusieurs heures après décès que la famille de Gérard Bastien était avertie. Le père découvrait alors le corps de son fils dans une dépendance des locaux de la com-

Une course folle

Les parents ont annoncé il y a peu que leur avocat, M. Francis Lacul (Amiens), a déposé un recours en responsabilité et indemnités auprès du ministre de la défense. Ils espèrent obtenir la réponse aux questions qu'ils ne cessent de se poser : qu'est devenu le commandant de gendarmerie qui a organisé cette arrestation à grand spectacle et cette course folle sur un chemin vicinal ? Quelles sanctions ont été prises ? Fin avril, M. Charles Henu a répondu par courrier qu'il demandait à la direction de la gendarmerie des suppléments d'information. M. Henu ajoutait d'autre part qu'une décision serait prise prochainement.

MAURICE LUBATTL

UN COUPLE D'HOMOSEXUELLES EN LUTTE CONTRE LA SÉCURITÉ SOCIALE ET LE FISC

La grève anti-brimades

De notre correspondant

Nantes. — Quand, en janvier 1982, le tribunal de Nantes décida de confier la garde de ses trois enfants à Nadia, jeune mère divorcée de trente et un ans, qui revendiquait avec force son homosexualité et son droit à vivre « à visage découvert » avec son amie Annie, vingt et un ans, dans un petit bourg du vignoble nantais, l'affaire fit grand bruit. « L'enquête sociale détaillée et les examens psychologiques approfondis n'ont pas permis de mettre en

évidence les risques éventuels que l'homosexualité de la mère pouvait faire courir aux enfants sur le plan psychologique et social », certifia alors la justice pour expliquer sa décision de donner la garde de Sylvie, André et Benoît, dix, huit et six ans, à leur mère, alors que le divorce avait pourtant été prononcé à ses torts exclusifs.

Depuis trois ans, les deux femmes vivent parfaitement intégrées dans la petite commune, où elles ont élu domicile, Sainte-Lumaine-de-Clisson. Le maire leur a délivré et renouvelé des certificats de concubinage. Fièrement, le couple dispose de la pension alimentaire de Nadia, des allocations familiales pour les trois enfants dont elle a la garde et du salaire d'Annie, qui est secrétaire.

Les problèmes administratifs sérieux ont commencé avec la Sécurité sociale. Nadia n'a aucune couverture sociale (ni de son ex-mari, puisqu'elle est divorcée, ni des ASSÉDIC, car, ancienne commerçante, son commerce a été liquidé). Elle demande donc à la Sécurité sociale de la considérer comme l'ayant droit d'Annie qui « fait vivre le foyer ». Or la Sécurité sociale refuse de considérer ce « couple » comme légal, malgré le certificat de concubinage délivré par le maire. Nadia a fait appel de ce rejet devant la commission de recours de première instance. L'audience a été fixée au début d'octobre.

Annie, qui est toujours imposée comme cohabitaire, avait en même temps présenté une requête aux services fiscaux pour obtenir la prise en compte de sa « charge de famille ». Elle a essuyé un refus : « Nous ne pouvons pas vous considérer comme ayant à charge des enfants, car vous ne les avez pas recueillis ».

Un élément nouveau — peu encourageant — est toutefois intervenu à la suite de ces démarches. La caisse d'allocations familiales vient d'annoncer à Nadia que « considérant qu'elle et Annie constituent une famille et qu'il faut, en conséquence, tenir compte des ressources d'Annie dans l'appréciation des droits », le montant des allocations va être révisé de 3 220 F à 2 936 F... De plus, un trop perçu de 5 027,62 F correspondant à la période de février à décembre 1982 va lui être retenu sur ses dix prochaines prestations.

Pour protester contre ce qu'elles considèrent comme de nouvelles brimades au moment où leur situation matérielle s'aggrave — Annie vient de perdre son emploi, — les deux femmes ont fait faire une grève sociale symbolique de vingt-quatre heures à Sylvie, André et Benoît.

JEAN-CLAUDE MURGALÉ

POINT DE VUE

Dans un monde livré à la peur, condamné à l'équilibre de la terreur, menacé d'annihilation nucléaire ou bactériologique par la folie des hommes, la reconnaissance du droit à l'objection de conscience est un signe d'espérance, certes limité, mais irremplaçable, car il pose à chacun la question de sa propre responsabilité : s'il ne peut pas tout, de ne pas apprendre à tuer, de refuser de tuer ?

Question immense dans un temps où les problèmes posés par les armes de destruction massive bouleversent nos modes de pensée traditionnelles, mais question essentielle pour ceux qui luttent pour les nécessaires solidarités dans le monde morcelé d'aujourd'hui.

Certes, le législateur français, qui va étudier le projet de loi modifiant le code du service national, aura-t-il à considérer ce problème de l'objection de conscience au milieu de beaucoup d'autres concernant la défense, mais tout au moins peut-on lui demander de ne pas s'écarter des termes du paragraphe 4 de l'exposé des motifs du projet gouvernemental du 8 avril 1983 : « Les dispositions relatives aux objecteurs de

conscience ont pour objet de créer un service civil à vocation sociale et humanitaire considéré désormais comme l'une des formes d'accomplissement du service national ».

Est-ce trop lui demander de faire preuve d'imagination et d'audace pour reconnaître enfin à ceux qui « objectent » cette véritable liberté de l'esprit et de la conscience, affirmée dans toutes nos déclarations des droits et conventions ratifiées par les traités et reconnue justement dans nos démocraties comme d'un prix inestimable ? Un « service civil à vocation sociale et humanitaire », cela veut dire un service rendu à la collectivité par des citoyens jouissant de tous leurs droits, non sanctionnés ou réprimés, non privés de leur liberté, mais libres. Est-il possible d'imaginer un temps où les objecteurs seraient ainsi reconnus et acceptés, où ils ne seraient plus marginalisés et réprimés ?

Le projet de loi du gouvernement est recevable en plusieurs de ses dispositions, et le congrès national de la Ligue des droits de l'homme

L'espérance

par JEAN-JACQUES DE FÉLICE (*)

vient à juste titre de demander au Parlement de réformer le statut dans un sens libéral et conformément aux recommandations adoptées par le Parlement européen — le 7 février 1983 — par 111 voix contre 5 et 35 abstentions. C'est-à-dire de rejeter certaines dispositions d'un projet d'ailleurs fort éloigné des conceptions adoptées par une commission de concertation réunie depuis deux ans à l'Abbaye de Montignac.

En particulier, les futurs objecteurs ne peuvent accepter de voir leurs demandes admises ou rejetées par décision du ministre de la défense, et il est contraire à la logique, comme au principe d'égalité, de reconnaître le droit à l'objection comme un droit de l'homme puis de sanctionner les objecteurs par un service d'une durée double de celle du service armé. Il est évident que le législateur — soucieux d'une réelle reconnaissance de l'objection — fera sienne cette disposition (article L. 48) de la proposition de loi présentée le 19 décembre 1979 par les membres du groupe socialiste, et en particulier M. Charles Henu, sur laquelle « les jeunes gens af-

fectés à une des formations prévues à l'article L. 41 sont astreints à une durée de service actif égale à celle accomplie par la fraction de contingent avec laquelle ils ont été incorporés ».

D'autres dispositions de la loi nouvelle devraient évidemment reconnaître aux objecteurs — outre le droit d'être reconnus comme tels à tout moment — les droits habituels d'association, de réunion, de manifestation : ils deviendraient des citoyens comme les autres. Ainsi on aurait-on terminé avec ces tragiques emprisonnements de jeunes souvent sensibles à l'homme, au respect de la vie, au service des autres. Et une évidence devrait nous apparaître au milieu de la multiplicité des mythes, même les plus sacrés : les problèmes de défense ne peuvent être assumés par les seuls jeunes hommes de vingt ans. Il est complètement anachronique et dérisoire de ne pas faire partager cette préoccupation — et éventuellement ces charges — par tous les hommes et toutes les femmes quel que soit leur âge, d'un pays responsable de son destin.

* Avocat au barreau de Paris.

SCIENCES

L'éruption de l'Etna

Le demi-échec du « Grand sorcier »

Catane (A.P., Rester, U.P.L.). — En tentant de dévier, à l'aide d'explosifs, la lave qui coule de l'Etna, les artificiers, dirigés par M. Rolf Lennart Abersten, ont réussi une prouesse technique. Toutefois, les résultats pratiques de l'expérience restent limités : vingt-quatre heures après l'explosion, on estimait que le débit de la coulée était de

23 mètres cubes par seconde dans le canal naturel et d'à peine 3 mètres cubes par seconde dans le canal artificiel.

M. Abersten a déclaré, dimanche 15 mai, qu'il souhaitait élargir la brèche faite la veille dans la paroi de la coulée. Il a expliqué que des difficultés techniques avaient surgi. « On n'avait dit que j'aurais des températures de

300 à 400 °C, que la paroi aurait 1 mètre d'épaisseur et 3 mètres de haut. En fait, la paroi faisait 15 mètres de hauteur. Et les températures atteignent jusqu'à 900 °C. Mais, à-t-il dit, nous avons appris ici une série de techniques nouvelles et, comme expérience, c'est très intéressant. Si nous arrivons à la refaire, nous irons beaucoup plus rapidement ».

De notre envoyé spécial

dont tout le monde n'est pas vraiment convaincu.

Certes, le flot a dévié, outre les pylônes du téléphérique, quelques refuges à l'usage des excursionnistes, ornés quelques auverges d'altitude et coupés des routes. Mais il progresse fort lentement et reste encore, pour l'heure, très loin de « menacer » les trois villages. Comme le disait un habitant de Nicolosi, « cette fois-ci, le front de lave était visible de Catane alors que les éruptions, bien souvent, ont effacé les faces ouest, nord ou est et il n'en fallait pas plus pour créer une psychose... ».

Autre raison tout aussi politique, l'opération Etna était pour un ministre récemment créé (1) une occasion exceptionnelle de s'affirmer et de faire à la fois la preuve de son existence et de ses capacités. « Une opération publicitaire », c'est ainsi que beaucoup de personnes ont déjà jugé toute cette affaire.

Rien d'étonnant donc à ce que M. Fortuna, dont le visage rond, le sourire facile et l'œil malicieux sont mieux faits pour chanter victoire que pour déclarer forfait, se soit montré, samedi 14 mai lors d'une conférence de presse fort attendue, très satisfait du premier bilan. Après avoir dit sa « totale satisfaction », puis estimé « que les objectifs avaient été atteints à 100 % », M. Fortuna devait toutefois convenir que « lorsqu'on passe de la théorie à la pratique, il y a toujours de nouveaux problèmes qui apparaissent ».

« Mais nous avons trouvé, a-t-il aussitôt ajouté, des solutions sans consulter de livres et sans avoir recours, puisqu'elles existent pas à des expériences antérieures. » Le précédent, a-t-il conclu, nous l'avons créé. Si l'homme a gagné le premier round contre la montagne,

double victoire. « D'abord, nous a-t-il dit, une victoire sur la loi et sur la tradition puisque des textes datant de 1880 interdisaient, jusqu'à présent, de détourner les laves des chemins qu'elles avaient choisis de suivre. C'est aussi une victoire sur la matière elle-même, la preuve étant désormais établie qu'on peut s'y attaquer à l'explosif ».

En attendant, le dimanche 5 mai, le « bon génie », comme l'appellent volontiers les Siciliens, continuait de cracher régulièrement son flot visqueux. Pour combien de temps encore ? « Cela peut cesser ce soir, demain, dans une semaine, six mois ou un an », a répondu M. Le Guen. Demain, il remontera à la cote 2 150 mètres. Aujourd'hui, il faut élargir et remodeler quelque peu le canal artificiel, soit avec des moyens mécaniques, soit à l'aide d'explosifs. La décision n'est pas encore prise. De toute manière, il y a encore beaucoup à faire. Si elle n'était pas aussi « indispensable », que l'on affirmait, avec peut-être un peu trop d'insistance, les supporters de cette opération, sa revanche, il est très probable qu'elle aura été utile. « Nous avons fait là, disait le professeur Cristofolini, une opération chirurgicale difficile parce que sans précédent, sans expérience préalable sur quelque cobaye que ce soit. Maintenant nous sommes devant un malade qui est sous le choc du choc opératoire. Nul ne peut dire comment il se comportera. Mais si lui et les autres hommes de l'art, n'auraient osé parler un seul instant de l'Etna vaincu ».

J.-M. DURAND-SOUFFLAND.

(1) C'est après le tremblement de 1980, où tant de carismes administratifs s'étaient fait jour, que la Commission de la protection civile devint un ministère à part entière.

EDUCATION

La Fédération des parents organise un

Comment soigner le

Comment soigner le

Comment soigner le

Comment soigner le

Comment soigner le

Comment soigner le

Comment soigner le

Comment soigner le

Comment soigner le

Comment soigner le

Comment soigner le

Comment soigner le

Comment soigner le

Comment soigner le

Comment soigner le

Comment soigner le

EDUCATION

La Fédération des parents d'élèves de l'enseignement public organise une semaine d'action début juin

Décision habituelle de la part de la Fédération des parents d'élèves de l'enseignement public (FPEP) : une semaine d'action, début juin. Dès l'ouverture, à Rennes, le 12 mai, le sixième congrès de la fédération qu'il préside, M. Jean-Marie Schliet, a lancé un avertissement au gouvernement. A la clôture, deux jours plus tard, il ne pouvait que souligner le « ras-le-bol des pa-

rents », à propos de la « fausse concertation », des réformes « mal engagées », et des menaces sur la rentrée scolaire de septembre prochain. Président d'une fédération qui tient à rester « indépendante », M. Schliet a dénoncé le danger de « politisation » du système éducatif, mais aussi de sa propre organisation.

Comment se rappeler au bon souvenir du ministre

Rennes. — « Si le ministre a perdu de vue que la FPEP est un mouvement qui compte, nous nous rappellerons à son bon souvenir ». En décidant d'organiser, au cours de la première semaine de juin, des actions « devant permettre d'expliquer publiquement et avec éclat le ras-le-bol des parents, partout en France », les responsables de la FPEP ont tenu à donner un prolongement sur le terrain aux vifs mécontentements exprimés par les quelque cinq cents congressistes. « Le ministre de l'éducation nationale n'a pas jugé nécessaire de recevoir une seule fois en quatorze mois une fédération représentant quatre cent dix mille familles », a souligné M. Jean-Marie Schliet, avant d'interroger : « Qui donc, entre l'enseignant du ministre ou le ministre lui-même, aurait intérêt à faire jouer à la FPEP le rôle que la F.C.P.E. (la fédération « Andrieu ») tenait hier à l'égard d'un gouvernement combattu pour des raisons d'ordre politique ? » Tant que le ministre persistera à ne pas donner lui-même l'exemple de la concertation, la FPEP déclinera toute invitation à rencontrer une direction ou un service technique du ministère et ne participera pas au Conseil supérieur de l'enseignement général et technique ni au Conseil supérieur de l'éducation nationale.

Pas question cependant pour cette fédération « pluraliste et indépendante » de tomber dans le piège d'un combat partisan. M. Schliet a adressé une mise en garde à ceux qui sont, ou seraient, tentés d'utiliser la FPEP comme moyen de reconquête du pouvoir.

Dénonçant dans la « fausse concertation » organisée par le ministre une « forme de manipulation qui consiste à faire endosser par les usagers des synthèses préparées ailleurs et par d'autres », la FPEP refuse toute utilisation de l'école comme moyen de construire une société socialiste.

Dans le « rapport Legrand » et les choix exprimés à son sujet, le 1^{er} février, par M. Savary, la FPEP voit « des mesures dont l'application généralisée nous paraît pour le moins inopportune en l'absence reconnue de tous moyens nouveaux ». D'où cette question : « Et si les incitations de plus en plus pressantes à établir dans les plus brefs délais des projets d'établissement ne constituent qu'un alibi pédagogique aux suppressions d'enseignements, aux réductions d'horaires, aux gonflements d'effectifs, aux diminutions de postes ? ». Des choix

De notre correspondant

solides sont nécessaires dès le premier degré, notamment au cours préparatoire, où s'enclenche un processus d'échec pour près d'un tiers des élèves. Il convient donc d'éviter « l'erreur magistrale consistant encore, ici ou là, à confier le cours préparatoire ou le cours élémentaire aux maîtres débutants, démunis d'expérience et privés du suivi pédagogique ».

La motion d'orientation, adoptée par 89,25 % des suffrages, souligne que l'investissement éducatif doit être une priorité nationale et prise en compte comme telle dans le 9^e Plan. Elle dénonce le faux dilemme entre enseignement de masse et formation d'une élite, et exige pour une école renouée une définition nationale des objectifs et des contenus de formation pour tous les

cycles d'enseignement. « L'autonomie développée à l'intérieur d'un cadre rigoureusement défini pour l'ensemble de la nation doit libérer l'initiative tout en garantissant l'unité et la qualité du système éducatif public ».

Evocant « les graves problèmes de la rentrée 1982 en raison du manque de prévision et d'une mauvaise gestion du personnel », le président Schliet a envisagé la possibilité de recours devant les tribunaux en vue de faire condamner l'administration de l'éducation nationale pour non-respect du contrat qui la lie aux usagers. Si rien n'était tenté pour que la prochaine rentrée se fasse dans de meilleures conditions, « la FPEP demanderait une commission d'enquête parlementaire pour déterminer l'ampleur du préjudice et désigner clairement les responsables à l'opinion ».

CHRISTIAN TUAL.

LE PROJET DE LOI SUR L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR

M. SAVARY : l'esprit est fixé la lettre peut être modifiée

M. Alain Savary, ministre de l'éducation nationale, a durant le week-end réaffirmé publiquement et à plusieurs reprises que la position du gouvernement « est arrêtée » en ce qui concerne l'esprit du projet de loi sur l'enseignement supérieur.

Samedi 14 mai à Paris, devant les députés du quatre-vingt-cinquième congrès de la Ligue française de l'enseignement et de l'éducation permanente, le ministre a déclaré qu'il défendrait devant le Parlement un projet « ouvert aux améliorations, mais pas aux régressions ». « Notre enseignement supérieur a tout à gagner [avec cette loi] », a-t-il ajouté.

Le lendemain, au Club de la presse d'Europe 1, M. Savary a précisé : « Je n'ai pas du tout l'intention d'aller devant le Parlement en disant : c'est à prendre ou à laisser. Je dis aussi que l'esprit de cette loi, avec les dispositions qu'elle contient, ne doit pas être altéré ».

Selon M. Savary, le projet de loi a été rédigé après concertation et « non sans un certain nombre de précautions ». Néanmoins, le ministre se déclare prêt, sur certains points, à « tenir compte de ce qui serait imprécis », et l'article 13 [prévoyant les modalités de passage du premier au second cycle] est un de ces points.

Expliquant que la sélection à l'entrée du second cycle concerne ac-

tuuellement quelque quinze mille étudiants sur plus de huit cent cinquante mille, le ministre a estimé que, pour l'avenir, « dix mille à quinze mille étudiants supplémentaires passeront par ces filières ».

« Insertion »

Evocant les résistances qui risquent de se produire lors de l'application de la loi, le ministre a déclaré : « Tous ceux qui sont pour le changement en général le trouvent plus difficile quand il concerne leur environnement. Je ne voudrais pas employer le terme de corporatisme à propos des enseignants — ce n'est pas un soupçon dont je puis être suspect — mais il est certain que, en général, on préfère continuer ce qu'on fait. Le grand esprit de cette loi, c'est la contractualisation avec les universités. La planification ne sera pas décriée de Paris. Je crois que l'on peut, en concertation avec les universités et avec les enseignants, faire en sorte — et ce ne sera pas fait en un jour — de réajuster les spécialités et les filières... ».

A propos de l'enseignement privé, M. Savary a annoncé qu'il ferait « dans les semaines qui viennent des propositions au gouvernement pour (...) tirer le bilan, le moment venu, de la phase de contacts directs [qui vient d'avoir lieu] ». Le ministre a souligné, au cours de l'émission, qu'il ne parlait pas de « nationalisation, mais d'insertion ».

(1) A ce sujet, un court dépliant, diffusé à cinq cent mille exemplaires par le service d'information du ministère de l'éducation nationale aux présidents d'université pour qu'ils le transmettent aux étudiants dans les conseils, précise : « La règle sera donc d'accueillir plus d'étudiants sans concours dans les différentes filières du second cycle... ».

« La Société des agrégés favorable à la grève du baccalauréat ». La Société des agrégés a réitéré sa menace de « grève du baccalauréat » qu'avait déjà exprimée son président, M. Guy Bayet (Le Monde du 10 mai). « Devant la gravité de la situation à tous les niveaux de l'enseignement », la Société des agrégés a lancé un « solennel appel ». Elle proteste contre le recrutement insuffisant en professeurs, contre « l'école de la misère et du laisser-aller », et contre le projet de loi sur l'enseignement supérieur, qu'elle juge « dangereux ». La Société des agrégés, « n'étant pas un syndicat, ne peut lancer un mot d'ordre de grève », mais elle affirme qu'elle « appuiera toute forme d'action, y compris une grève du baccalauréat ».

SCIENCE PO. Préparations. Documentation sur demande. Stage intensif à été. Stage annuel. Stage parallèle. IPEC. Enseignement supérieur privé. 48, bd Saint-Michel, Paris 6^e. Téléphone : 633.81.21/22/23/24/25/26/27.

RELIGION

LE SYNODE NATIONAL DE L'EGLISE REFORMEE DE FRANCE

« Le courage de nos désaccords »

Villiers-le-Nancy. — Le sixième-synode national de l'Eglise réformée de France (E.R.F.) s'est réuni près de Nancy du 12 au 15 mai. Les soixante-deux délégués avec voix délibérative (sur cent-soixante participants), représentant les huit régions de l'Eglise (trois cent cinquante mille membres recensés), ont renouvelé son conseil national, qui a réélu comme président, pour trois ans, le pasteur Jean-Pierre Monsarrat.

« Il y a trente ans, il a fallu avoir le courage de nos désaccords ; aujourd'hui, il faut avoir le courage de nos désaccords ». Ce jugement du théologien protestant André Gounelle sur l'œcuménisme s'applique aux deux thèmes débattus par le synode : les ministères à l'intérieur de l'Eglise réformée aussi bien que les rapports de celle-ci avec les autres confessions chrétiennes.

En effet, ce ne sont pas les désaccords qui manquent sur le sujet controversé du ministère chez les protestants et, notamment, dans l'E.R.F. Depuis 1959, l'article XII de la Discipline (sur la diversité des ministères) est laissé en blanc, faute d'un accord sur la reconnaissance par l'E.R.F. d'autres ministères que celui de pasteur. Selon la théologie réformée, tous les baptisés participent à un ministère commun (ce que les catholiques appellent le « sacerdoce commun des fidèles »), à l'intérieur duquel il existe des charges et des fonctions diverses pour répondre aux nécessités contingentes.

SOUTIEN AUX INDÉPENDANTISTES DE NOUVELLE-CALÉDONIE

Les membres du synode ont voté un certain nombre de « vœux », parmi lesquels un « message de soutien ferme et fraternel » à l'Eglise évangélique de Nouvelle-Calédonie, qui est engagée dans la lutte pour l'indépendance : un message de solidarité à l'Eglise évangélique de Polynésie, assorti d'un appel aux chrétiens de Polynésie et de France de « participer à des actions communes pour obtenir l'arrêt des essais atomiques et engager le gouvernement français dans une action persévérante en faveur du désarmement ».

A.W.

Or, de même que dans l'Eglise catholique les différents ministères dont il est question dans le Nouveau Testament (1) ont rapidement été absorbés par la triple fonction sacerdotale d'évêque-prêtre-diacon avec ses pouvoirs sur le sacré, de même le pasteur protestant risque, de par son « ordination-consecration » et sa formation spécialisée, de cumuler des fonctions, services ou ministères qui pourraient être exercés par des laïcs. Dans la mesure où il est perçu comme celui qui s'occupe du sacré (ministère des sacrements), qui est l'interprète qualifié de la parole de Dieu et qui dit aux hommes le message de Dieu (la prédication), puisqu'il est le seul payé à plein temps pour remplir ces fonctions, il occupe une place à part, et au-dessus, de la communauté — tout comme son homologue catholique.

Paradoxalement, c'est au moment où les catholiques commencent à contester cette concentration des pouvoirs chez le prêtre, et où les laïcs réclament des ministères propres et reconnus (2), que certains courants du protestantisme sont tentés par une « sacerdotisation » ministérielle. Pour le pasteur André Dumas, l'E.R.F. est guettée par deux « dérapages » : ceux qui sont tentés par le catholicisme glissant vers une « sacerdotisation du ministère », alors que le courant évangélique risque, en multipliant les fonctions ministérielles à l'infini, d'opérer « une dilution du pastoral », qui perdrait son sens.

Selon la théologie protestante, c'est par le baptême que le chrétien accède au « ministère commun », et tout laïc peut célébrer les sacrements ou prêcher la Parole. En quoi consiste alors l'« ordination-consecration » du pasteur ? L'étude de la reconnaissance théologique et de l'accueil liturgique de ministères divers par l'E.R.F. sera menée par les synodes régionaux pendant trois ans : ainsi a décidé le synode de Nancy dans un texte approuvé à la quasi-unanimité, et le vote définitif de l'article XII de la Discipline est rapporté à 1985. En attendant, le synode national « décide de reconnaître comme des ministères de l'Eglise ceux qui sont agrégés notamment pour exercer le ministère pastoral, pour pratiquer l'évangélisation, enseigner la théologie, contribuer à l'étude et à la recherche bibliques, exercer la diaconie, accomplir les missions que l'Eglise leur confie... ».

De notre envoyé spécial

La question des ministères n'est pas sans lien avec l'autre sujet de l'ordre du jour du synode : les relations œcuméniques. Le synode a centré ses débats — trop exclusivement au gré de certains — sur les rapports entre l'E.R.F. et l'Eglise catholique.

« Bienheureuse gifle »

Dans son introduction, le président du conseil national n'a pas caché l'actuelle dégradation du climat œcuménique. « Un certain nombre de circonstances ont provoqué, ces derniers temps, quelques grincements, quelques difficultés dans les relations entre l'Eglise catholique romaine et les Eglises de la Réforme », a dit le pasteur Monsarrat. « Je cite en vrac, et dans le désordre : la publication du rapport de la commission des ministères », « propositions sur la consécration-ordination et le rôle des ministères », la célébration de l'anniversaire sainte l'année même où l'on commémore la naissance de Luther, les débats internes à l'Eglise romaine à propos de la catéchèse, la note de la commission épiscopale sur l'hospitalité eucharistique... ».

La note catholique était au centre des discussions, même si le synode n'a pas voulu préjuger une réaction éventuelle du Conseil luthéro-réformé et s'est borné, dans le texte final sur les relations œcuméniques, à réaffirmer la position exprimée par le synode national d'Orléans, en 1963 : « Pour mieux manifester cette Eglise ouverte aux hommes, nous nous réjouissons d'accueillir à la communion du Seigneur tous ceux qui, membres ou non de notre Eglise, veulent s'en approcher en discernant dans la Cène le corps et le sang du Christ ».

Dans les colloques, cependant, les langues allaient bon train, et, dans un texte distribué par le pasteur Georges Cassalis, intitulé « Bienheureuse gifle », celui-ci ne mâchait pas ses mots. Après avoir parlé du « raidissement », de la « reprise en main

autoritaire » et de la « polonisation » de l'Eglise catholique, en vue de « la reconstruction autoritaire d'une Eglise forte et uniforme, excluant le pluralisme », le pasteur Cassalis estime que la note sur l'hospitalité eucharistique « reforme avec violence la porte de la chambre haute : pas de place à table pour qui n'a pas rempli les conditions fixées par Rome ». Et de conclure que la note « produit un choc salutaire : face à la « lente et insensible dérive [des protestants] vers des pratiques ecclésiales introverties, sacrées et cléricales, la note épiscopale nous réveille pour nous ramener au cœur même de l'Evangile ».

Beaucoup de délégués ne partageaient pas la position extrême du pasteur Cassalis et plusieurs regrettaient la place prépondérante occupée par l'Eglise catholique dans les débats. « Avant de s'attaquer à la ligne Maginot de l'Eglise romaine, suggérât un laïc, on ferait mieux de balayer devant notre porte ».

D'autres ont insisté, en revanche, sur la pertinence du message réformé à l'adresse des catholiques. Le texte final évoque l'Eglise catholique « avec qui nous partageons l'essentiel de la foi apostolique », mais c'est pour ajouter, aussitôt, qu'« il reste un point central sur lequel doit porter le débat œcuménique : cette Eglise n'est-elle pas prisonnière d'un système de garanties institutionnelles se présentant comme une médiation nécessaire de la grâce et se substituant de fait à la certitude de la foi ? ».

ALAIN WOODROW.

(1) Ces différentes charges ou « ministères » ont été décrites par saint Paul de la manière suivante : apôtres, prophètes, évangélistes, pasteurs ou docteurs (Ephèse aux Ephésiens, IV, 11), ou encore : apôtres, prophètes, docteurs (...), le don de guérir, d'assister, de gouverner, les diversités des langues (1^{re} Corinthiens, XII, 28). Calvin proposait quatre ministères : pasteur, ancien, diacon et docteur.

(2) Lire notamment le livre du Père Xavier de Chalendar, Responsabilités ecclésiales pour laïcs, éditions du Cerf, 117 pages, 33 francs.

TREIZIÈME RENCONTRE NATIONALE DE L'ACTION CATHOLIQUE OUVRIÈRE

« Etre des chercheurs de Dieu sur le chemin du changement »

De notre correspondant

Marseille. — Plus de 1 000 délégués se sont réunis durant les trois journées de la treizième Rencontre de l'Action catholique ouvrière (ACO), qui a eu lieu du 13 au 15 mai à Marseille. Ils représentaient plus de 18 000 militants répartis dans 2 252 équipes composées de 8 à 10 personnes. L'ACO, fondée en 1950 sur l'initiative de militants ouvriers chrétiens et des évêques, s'est vue, dès sa création, un mouvement d'évangélisation du monde ouvrier. Aujourd'hui, aux équipes de travailleurs français se sont jointes 9 équipes de travailleurs espagnols et 35 équipes de travailleurs portugais.

Le point commun de ces militants, au-delà des diversités sociales, est d'être également engagés dans des organisations syndicales traditionnelles (C.G.T., C.F.D.T. et Confédération syndicale des familles surtout) et dans les partis politiques de gauche (P.S., P.C., P.S.U.). Ce qui les rassemble, c'est une lecture de l'Evangile sous l'angle de la défense des exploités et des victimes de la vie. « Militier en ACO, précise François Bellec, rédacteur en chef de Témoignage, le journal du mouvement, c'est témoigner que la foi en Jésus-Christ est intimement liée avec la vie professionnelle ».

Cette idée-force a sous-tendu les travaux du congrès de Marseille, qui a défini, pour les trois années à venir, les orientations du mouvement. Le rapport d'orientation présenté aux délégués est en fait une œuvre collective, puisqu'il a été soumis à la réflexion et à la critique de l'ensemble des membres de l'ACO dès juillet 1982. Plus de deux mille cinq cents amendements ont été recueillis et ont permis la rédaction d'un texte définitif adopté à une très large majorité. Les six questions qui l'ont guidées ont été intégrées ont fait l'objet d'un débat particulier afin que le nouveau comité national tienne compte de toutes les sensibilités exprimées dans les orientations futures du mouvement. Plusieurs points forts s'en dégagent : la révision de vie (réunions au cours desquelles les équipes débattent d'une action professionnelle vécue sous l'angle de la foi) ; le partage de foi

(avec les autres travailleurs) ; le besoin de formation des militants et la célébration des sacrements.

Un nouveau comité national de 49 membres (contre 42 précédemment) a été élu à Marseille. Il comprend 41 élus des régions ainsi que, pour la première fois, un élu portugais. Il est composé de 28 hommes et de 21 femmes. La moyenne d'âge est de quarante et un ans. Tous les secteurs sociaux sont représentés. On y relève 26 C.F.D.T., 16 C.G.T., 2 C.S.F., 2 C.S.C.V. (Confédération syndicale du cadre de vie), un représentant de l'Association populaire des familles et un représentant du S.N.I. (Syndicat national des instituteurs). L'éventail politique se répartit ainsi : 13 P.S., 8 P.C., 4 P.S.U., auxquels s'ajoutent huit représentants de la Fédération des conseils de parents d'élèves de l'enseignement public (Fédération Andrieu).

Avant de se séparer, les délégués ont voté une déclaration finale qui souligne notamment : « Le changement voulu par les travailleurs n'est pas acquis ». La déclaration lance un appel à la classe ouvrière en ces termes : « Nos raisons de lutter, de croire et d'espérer sont peut-être différentes mais nous avons quelque chose à nous dire mutuellement. Nous vous invitons à partager ce qui nous fait vivre les uns et les autres et à faire l'expérience d'être, avec nous, des chercheurs de Dieu sur les chemins du changement ».

JEAN CONTRUCCI.

SEJOUR LINGUISTIQUE ET CULTUREL AUX ETATS-UNIS

organisé dans le cadre des programmes d'échanges universitaires Paris - New-York par la formation permanente de l'Université de Paris VIII.

Séjour de 4 semaines : du 2 au 30 juillet 1983. Directeur du programme : Pierre DOUMERGUES, Professeur à l'Université de Paris VIII.

Reinscriptions et inscriptions.

université paris 8 formation permanente
2, rue de la Liberté 93526 SAINT DENIS CEDEX 02
Tél. 829.23.00

Découvrez l'hospitalité de nos cousins d'Amérique

Liaison directe
Paris-Québec 3.100 F AR

Le Canada par Wardair
12, rue de Castiglione, PARIS 75001
Tél.: 261.54.24 ou votre agent de voyage

Le Monde

sports

JUDO

Richard Melillo, la révélation des championnats d'Europe

Excepté le titre obtenu par le Britannique Adams (moins de 75 kg), qui a été désigné comme le meilleur combattant des championnats d'Europe de judo disputés à Paris du 12 au 15 mai, les équipes soviétique et française se sont partagées les médailles d'or sous l'œil des magnétoscopes branchés par les entraîneurs japonais venus explorer le Vieux Continent avant les prochains championnats du monde de Moscou.

Après Biktchev (plus de 95 kg), Divisenko (moins de 95 kg) et Pessiak (moins de 96 kg)

Morosité. C'est un mot curieux à écrire quand une équipe termine un championnat d'Europe avec trois titres sur huit. C'était pourtant le seul mot qui convenait pour définir l'état d'esprit des entraîneurs français au soir du deuxième jour des championnats d'Europe. Casu et Novak venaient d'échouer assez piteusement au poids moyens et le vieux Parisi et Vachon, qui semblaient être les meilleures cartouches de toute l'équipe nationale ne s'étaient pas présentés sous leur meilleur jour, même s'ils avaient eu le bronze et l'argent au cou. Bref, on commençait sérieusement à s'interroger sur la qualité de la préparation de l'équipe, cet entraînement de commando à l'Institut national du sport et de l'éducation physique (INSEP), qui fait depuis des lustres la force du judo français.

Et Melillo est monté samedi sur le tapis. Qui croyait alors sérieusement à ses chances ? Il avait bien gagné quelques semaines auparavant le championnat de France des légers, mais les sélectionneurs lui avaient préféré son dauphin Piétri pour ces championnats d'Europe. Manque d'expérience internationale, avaient-ils jugé. Il est vrai qu'ils n'avaient

pas beaucoup de points de repère : le Marveillais d'origine sicilienne n'avait pas de références en juniors, et à vingt-trois ans il venait seulement de participer à son premier championnat de France. Retenu comme remplaçant, il avait fait normalement le stage de préparation puis était reparti dans le Midi. Il bricolait les 1 000 cm³ de sa moto lorsqu'il apprit qu'il devait remonter d'urgence à Paris : Piétri venait de se blesser sérieusement à un genou et devait se faire opérer.

C'est dire que la cote du petit convoyeur de fonds de la Société marseillaise de crédit n'était pas très forte lorsqu'il salua l'Allemand de l'Est Lehman, ancien champion d'Europe de la catégorie, un habitué des podiums internationaux. Le public du stade Coubertin, qui avait craint de voir un nouveau combattant français inhibé par l'enjeu, découvrit alors un véritable patron des tatamis. Ce n'était pas Lehman, le vieux briscard, qui menait la danse, mais bien le petit Français. Et quelle danse ! Lehman, sur les fesses. Puis Devos, le Belge, étranglé comme un poulet. Nedkov, le Bulgare, retourné comme une crêpe. Vujecic, le You-

goslave, jeté comme un sac de charbon. L'éclair dans la grisaille française. Ce Melillo qui attaquait à droite, enchaînait à gauche, contrôlait, suivait au sol, faisait chavirer de bonheur le public parisien. Les tribunes avaient le coup de foudre pour ce judo total. Passion mais raison. En finale contre Gamba, l'Italien vice-champion du monde, et champion olympique, naturellement cela ne pouvait pas marcher. Le carabinier romain avait trop de métier. Il en avait effectivement assez pour faire trébucher le Français avec un balayage. Mais, une fois en action, la moutonnette Melillo hacha menu le Transalpin. Trois fois il mordit le tatami, projeté de façon insoupçonnée, d'un fanchage de jambe à gauche, d'un mouvement de hanche à droite et d'un contre de bras. Si bien que l'Italien, continuellement sur la défensive, finit par se faire pénaliser pour non-combativité. Un comble pour cet artiste.

Melillo champion, c'était une victoire de la technique dans le droit fil de ces championnats, et le sourire retrouvé pour les entraîneurs français. D'autant que, sur le tapis voisin, Rey décrochait à l'énergie son premier titre européen et devenait

judoka, par le retour au meilleur niveau du champion du monde belge Van de Walle, qui a obtenu les deuxième et troisième places en toutes catégories et en mi-lourds après avoir arrêté deux ans la compétition, par le succès de Melillo, qui avait été retenu seulement comme remplaçant.

Enfin, la R.D.A., qui a obtenu trois médailles de bronze, n'alignait pas sa meilleure formation, car plusieurs de ses combattants ont été grièvement blessés dans un accident de la route.

du même coup le premier judoka en France à faire le grand chelem avec les couronnes européennes, mondiale et olympique. D'autant que le lendemain Paris, déjà sur le podium des mi-lourds, montait sur la plus haute marche en toutes catégories. Trois médailles d'or, une d'argent, une de bronze, il y avait là de quoi contrarier le responsable le plus exigeant. Pourtant, la satisfaction de Pierre Guichard, le directeur technique national de la Fédération, était très mitigée. Les médailles sont toujours bonnes à prendre, mais il faut rester lucide. Or il a sauté aux yeux de tous les observateurs que Rey et Parisi n'auraient peut-être pas eu leur titre autre part qu'à Paris.

Une fois la fièvre de l'or retombée, il fallait donc convenir de s'interroger sur le niveau réel de l'équipe mondiale avant les championnats du monde de Moscou et dans la perspective des Jeux olympiques de Los Angeles. Les entraîneurs vont méditer sur le fait que le combattant le plus brillant et le plus efficace a été celui qui n'a pas suivi continuellement la préparation de l'INSEP : Melillo, la révélation dans tous les sens du terme.

ALAIN GRAUO.

SQUASH-RAQUETTES

L'invincible Jahangir Khan

Cloves, jongleurs, équilibristes et grands fauves ont dû céder la piste du Cirque d'hiver durant une semaine, du 9 au 15 mai, à un phénomène. Pour permettre au public parisien de mieux suivre ses évolutions, une sorte d'aquarium géant de 9,75 m sur 6,40 m et de 5,30 m de haut, aux parois transparentes pour les spectateurs, mais opaques de l'intérieur, avait été aménagé. Brin de peau, noir de poil, petit, mais bien campé sur des jambes hypermusclées, le Pakistanais Jahangir Khan n'est pourtant pas impressionnant à première vue, mais donnez-lui une balle et une raquette de squash, et le spectacle commence.

Par sa maturité précoce, son intelligence de jeu, son assiduité et son sérieux à l'entraînement (deux heures de course à pied ou à vélo et trois heures de travail technique par jour), mais aussi par son style en fond de court, où il excelle à épouser ses adversaires, Jahangir Khan rappelle inévitablement Björn Borg à ses débuts. A quinze ans, il était déjà champion du monde amateur. A dix-sept ans, en 1981, il devenait champion du monde professionnel en battant l'Australien Geoff Hunt. Depuis avril 1981, il est invaincu, et il vient, à dix-neuf ans, de remporter sa troisième victoire consécutive dans le British Open de Wembley qui est au squash ce que Wimbledon est au tennis.

Tout au long de ces premiers championnats internationaux de France, le tournoi de squash- raquettes le plus richement doté du monde avec 270 000 francs de prix, dont 48 600 francs au vainqueur, Jahangir Khan a démontré l'étendue d'un registre qui le met hors de portée de ses adversaires. Face à l'Égyptien Gamal Awad, le « marathonnier », il a soutenu l'échange pendant plus d'une heure et demi

en quarts de finale pour l'imposer en trois jeux. Il y a quelques semaines, à Chichester, leur match avait duré deux heures quarante-sept minutes, et Jahangir Khan avait gagné en quatre jeux. Des performances physiques impressionnantes, quand on sait que le squash- raquettes se place au premier rang de toutes les disciplines sportives pour la dépense énergétique, avec quinze calories par minute.

En finale, face à son compatriote Quammar Hossain, le « magicien », au toucher de balle incomparable, Jahangir Khan avait encore sa chemise parfaitement sèche après un premier jeu (9-5) de plus d'un quart d'heure sur un court surchauffé par un éclairage de 1 600 lux. Le numéro deux mondial sera le seul à chercher un jeu, le deuxième (9-7), à Khan, avant de payer cet effort dans le troisième (9-1 en cinq minutes) et de s'incliner dans le quatrième (10-8).

Champion d'exception, Jahangir Khan a, il est vrai, de qui tenir. Son père, Roshan, avait, lui aussi, gagné le British Open dans les années 60. Plus surprenant, plusieurs Khans appartenaient à la race des Pathans, originaires de la province du Peshawar, à la frontière pakistano-afghane, se sont succédés au palmarès des championnats du monde depuis les années 50. Les premiers, Hashim et son frère Azam, avaient appris le squash- raquettes en jouant en cachette sur une base militaire britannique avec du matériel emprunté. Trois ans après l'indépendance du Pakistan, Hashim avait fait sensation en gagnant le British Open en 1951. Trente ans plus tard, la dynastie des Khans fait toujours école à trois millions de joueurs de squash britanniques.

GÉRARD ALBOUY.

MARATHON

Boxberger à Paris

Pour sa cinquième édition, le Marathon de Paris a trouvé l'équilibre entre la rive, le désert, sur un pied d'égalité avec ses grands frères new-yorkais et londoniens.

Sur le plan de la performance d'abord : en réalisant 2 h 12 min. 38 sec. le Sochalien Jacky Boxberger, qui avait déjà fait une saison hivernale très brillante, a non seulement amélioré de deux minutes la meilleure performance française sur les 42,195 kilomètres, mais l'ancien finaliste olympique du 1 600 mètres a pris rang dans l'élite mondiale du fond. Il s'inscrit désormais comme un prétendant valable au marathon olympique de Los Angeles.

Sur le plan de la participation ensuite : quelques trois mille concurrents doivent se départir, et le niveau moyen des coureurs se révèle nettement supérieur à celui des années précédentes, le cinq centième classé terminant en à peine plus de trois heures.

Sur le plan de l'organisation de la course enfin : la préfecture de police avait bien neutralisé le parcours, évitant tout à la fois aux concurrents d'être gênés par les automobilistes et les embouteillages inextricables des précédentes éditions. Le public a également encouragé avec sympathie « champions » et « ringards », comme si le phénomène marathon était définitivement intégré à la cité.

Restera l'année prochaine à mieux baliser le parcours et à approvisionner plus largement les points de ravitaillement.

A.G.

RUGBY

Nice-Béziers pour une finale inédite

Finale inédite du championnat de France de rugby le 28 mai au Parc des Princes : Béziers-Nice. Le petit poucet azuréen arrivera-t-il à prendre une revanche sur l'ogre languedocien, qui l'avait éliminé à l'occasion d'une demi-finale particulièrement indécise en 1977 ?

L'équipe d'Eric Buchet a montré, le 14 mai, à Clermont-Ferrand, que le temps des erreurs de jeunesse était passé en éliminant Agen, le champion en titre.

Mardi 12-3, les Nipés, qui avaient encaissé deux essais du toulonnais Dupont et du toulonnais Éric Dubreil, transformés par l'arrière Vivès, avaient ensuite à profit le supériorité de leurs avants pour permettre à l'ailier Mery d'exploiter dans l'en-but au terme d'une attaque classique des trois-quarts, mais surtout pour mettre l'ouvreur Pedoutour et le demi de mêlée Pierre, réalisateurs de 14 points (une pénalité, une transformation, trois drops), en position de tir.

La confrontation avec les Biterrois, forts de leurs neuf titres consécutifs à la force de leur pack ces douze dernières années, ne devait donc pas manquer d'intérêt.

Le poids des ans ne semble pas, en effet, avoir de prise sur les vieux gagnards Mérieu, Vignarieu et Palmitier. En début du rythme que les Biterrois tentèrent de donner à la partie ce 15 mai à Toulouse avec, à la clé, un essai de l'ailier Lagoutet, ce furent les hommes de Lescar qui s'assouffirent le moins.

Au bout d'une heure de jeu, le centre Fort marqua et transforma l'essai qui mettait un terme aux espoirs biterrois en portant le marque à 19-12.

TENNIS

Noah vainqueur à Hambourg

Yannick Noah a effacé de mémoire le souvenir de sa dernière impression qu'il avait laissée la semaine dernière en Allemagne fédérale son incertitude à Düsseldorf, où il avait « échoué » son match contre Korda dans la Coupe des nations : il a gagné la finale des Internationaux de Hambourg, dimanche 15 mai, en l'emportant en quatre sets sur l'Espagnol José Higueras (3-6, 7-5, 6-2, 6-0).

Cette victoire de Noah intervenait après celle du tournoi de Madrid, et même sa performance en finale de Liège où il avait compté deux balles de match contre Wilander (il a pris sa revanche à Hambourg, on le sait, en quarts de finale vendredi), révèle ses ambitions pour les Internationaux de France, qui commenceront lundi prochain 23 mai à Roland-Garros.

Ce brillant succès est d'autant plus éloquent qu'Higueras avait dominé prépondéramment Noah en demi-finale et que celui-ci bénéficiait de la cote du public allemand, lequel gardait le souvenir de la finale 1982, que le renvoyeur espagnol avait gagnée, après cinq heures de lutte, sur le volleyeur australien Peter McNamara. Noah, lui, ne s'embarrasse pas de la réputation de crocodile de son adversaire. Fidèle à sa tactique, avantage par sa supériorité athlétique actuelle, il occupe en permanence le filet et délivre des boulets au service.

GRAND PRIX DE MONACO: VICTOIRE GOODYEAR

ROULEZ GAGNANT!

GOODYEAR
les amis de la route

A SUIVRE

Le Finlandais

Mardi 17 mai 1983, le grand...
Le Finlandais...
Le Finlandais...

Le Finlandais...
Le Finlandais...
Le Finlandais...

SURPRISE

LE TELEONIS

5 SOUS

HÉLO

هكسان الاول

FAITS DIVERS

La mort du proviseur du lycée Jean-Bart

Le proviseur du lycée Jean-Bart, à Grenoble, M. André Argouges, cinquante-huit ans, est décédé dimanche 15 mai à l'hôpital des Salins. Il avait été grièvement blessé aux reins, à l'abdomen et à la moelle épinière, le 10 mai, par un élève de dix-sept ans armé d'un couteau à cran d'arrêt (*le Monde* du 12 mai). Ce dernier, pris probablement d'une crise de dévotion à la suite de son renvoi de l'internat, avait aussi touché le censeur et roué de coups une conseillère d'éducation. Cet élève était soupçonné d'avoir commis des vols dans le lycée.

M. Argouges, professeur de philosophie pendant vingt ans, était devenu en 1974 proviseur du lycée Jean-Bart, un établissement difficile qui compte une forte proportion d'élèves d'origine étrangère. M. Argouges s'était efforcé de rendre plus paisible l'atmosphère régnant dans ce lycée. Après de graves incidents survenus en 1978 et 1979, l'établissement n'avait connu aucun accès de fureur. En 1979, M. Argouges avait déclaré à la presse : « La variété des activités et des contacts humains qu'offre ce métier est à la fois le danger et l'attraction. Il faut s'habituer à servir d'exécutoire à toutes les insuffisances de l'éducation nationale, comme aux différents problèmes d'intendance, de relâchement des mœurs, ou de propreté du quartier. » (*Corresp.*)

Des faux dollars et des armes découvertes à Nice

Quatre cent mille dollars en fausses coupures et plusieurs armes — un pistolet-mitrailleur, un fusil à canon scié, quatre pistolets, un masque — ainsi qu'une grande quantité de munitions ont été découverts récemment, dans une voiture abandonnée dans le centre de Nice. Ce véhicule avait été loué, il y a quatre mois, par une jeune femme affirmant résider en Corse et dont l'identité s'est révélée fautive.

Il y a trois semaines, les policiers nîçois avaient arrêté trois individus, dont Marcel Diavoloni dit « Marcel le Bègue », après avoir découvert 500 000 dollars en fausses coupures dans une sacoche transportée par l'un d'eux. On ignore pour l'instant si les deux affaires sont liées.

Les résultats

Athlétisme

99,72 M AU JAVÉLOT
L'Américain Tom Paternoff, un athlète de 23 kg pour 1,88 m, né le 8 avril 1958, a pu détenir le record mondial du lancer de javélot, le 15 mai à Westwood, dans la banlieue de Los Angeles, avec un jet de 99,72 m. L'ancien record appartenait depuis 1980 au Hongrois Ferenc Paragi avec 96,72 m.
A Modesto (Californie), l'Américain Carl Lewis a réalisé la deuxième meilleure performance mondiale sur 100 mètres en 9 sec. 96/100 (vent favorable de 1,48 m/s) soit à 1/100 de sec. du record mondial de son compatriote Jim Hines.
A Bucarest, la Roumaine Anisoara Cusmir (vingt ans) a battu d'un centimètre le record du monde de sa compatriote Veli Ionescu en saut en longueur avec un bond de 7,21 m.

Automobilisme

GRAND PRIX DE MONACO DE FORMULE 1
1. Rosberg (Williams-Ford), 251,712 km en 1 h 56 min 38 sec (12/100 (moyenne) : 129,586 km/h) ; 2. à 18 sec 47/100, Piquet (Brabham-B.M.W.) ; 3. à 31 sec 36/100, Prost (Renault) ; 4. à 1 min 4 sec 29/100, Tambay (Ferrari) ; 5. à deux tours, Sullivan (Tyrrell-Ford) ; 6. Baldi (Alfa Romeo) ; 7. Serra (Arrows-Ford).

Exerime

CHAMPIONNAT DE FRANCE DE SABRE
Jean-François Lamour (la Française) a remporté, le 15 mai à Salon-de-Provence, son sixième titre national de sabre en battant en finale le junior tarbais Guichet (10 touches à 6).

Football

CHAMPIONNAT DE FRANCE
Deuxième division
(Trente-troisième journée)
GROUPE A
Rennes b. Limoges 1-0
Nîmes b. Racing Paris-1 1-0
Guingamp et Valenciennes 1-1
Le Havre b. Châteauroux 3-2
Angoulême b. Corbeil 1-1
Nîmes et Montpellier 2-1
Albi b. Béziers 2-1
Angers b. Alès 2-1
Libourne b. Vichy 1-0
Classement. — 1. Rennes, 52 pts ; 2. Nîmes, 49 ; 3. Valenciennes, 45 ; 4. Racing Paris-1, 41 ; 5. Le Havre, 39 ; 6. Angoulême, 38 ; 7. Montpellier, 35 ; 8. Guingamp, 34 ; 9. Albi, 33 ; 10. Nîmes-les-Mines, 31 ; Béziers, Angers, Châteauroux, 29 ; 14. Libourne, 27 ; 15. Limoges, 26 ; 16. Alès, 24 ; 17. Vichy-Châtillon, 19 ; 18. Corbeil, 14.

Rennes jouera la saison prochaine en première division. Nîmes disputera les barrages. Vichy-Châtillon et Corbeil sont relégués en troisième division avec Alès ou Limoges.

AUTOMOBILISME

Le Finlandais Rosberg (Williams) vainqueur à Monaco

Monaco. — Le Finlandais Keijo Rosberg, champion du monde en titre, a gagné, dimanche 15 mai, le Grand Prix de Monaco, sur Williams à moteur Ford Cosworth atmosphérique. Il a devancé trois hommes-places à moteur turbo : le Brésilien Nelson Piquet, deuxième à 18 sec. 47, la Renault d'Alain Prost, troisième à 31 sec. 36, et la Ferrari de Patrick Tambay, quatrième à 1 min. 40 sec. 29. Sur les vingt voitures qui avaient pris le départ, sept seulement ont terminé la course. Les

écoutes n'ont pas en cette fois la possibilité de ravitailler en course. Motif : un arrêté des autorités monégasques qui, depuis 1976, n'autorise que le stockage de cinquante litres d'essence par voiture dans les stands et le seul transvasement manuel. Au classement du championnat du monde des conducteurs, Nelson Piquet (21 points) prend la première place devant Alain Prost (19 points), Patrick Tambay (17 points) et Keijo Rosberg (14 points).

Pneus pluie ou pneus lisses ?

Pleuvra-t-il, ne pleuvra-t-il pas ? Les courses doivent-elles employer des pneus pour la pluie ou des pneus lisses ? Cette double interrogation a pesé lourd dans le résultat final du Grand Prix de Monaco. Il avait plu toute la matinée sur la principauté, avant qu'une accalmie n'interrompe le déluge. Hélas ! Quelques minutes avant le départ, la pluie, légère cette fois, refaisait son apparition.

Dans les stands, on commençait à s'interroger. Chez Renault, Ferrari et Brabham, les grands de la formule 1, dotés de moteurs suralimentés puissants, le choix ne pouvait être que celui des pneus pluie. Gérard Larrousse dira plus tard :

« Nous n'avons pas comédié d'erreur. Compte tenu des conditions atmosphériques, on ne pouvait pas partir avec des pneus lisses. Nos pilotes ont été catégoriques ».

Les Williams à moteur atmosphérique, moins lourdes, moins puissantes et plus maniables que les voitures à moteur turbo, avaient en revanche porté leur choix sur les pneus lisses. Keijo Rosberg, au terme de la course, constatera : « Le choix des pneus pluie était nécessaire pour les « turbo » ; il ne l'était pas pour les moteurs conventionnels ». La suite des événements devait donner raison aux deux camps. La pluie allait s'arrêter de tomber quelques minutes avant le départ. C'était pourtant trop tard pour que les « turbo » choisissent la deuxième option.

En première ligne sur la grille de départ devant trois autres « turbo » — Arnoux, Cheever et Tambay, — Alain Prost ne garda sa première place que le temps de boucler deux tours de circuit. Sur la piste tourmentée, tracée dans les rues de la ville, les virages sont plus nombreux que les lignes droites. La puissance des moteurs « turbo » ne s'exprime pas aussi bien que sur les circuits rapides du Castellet (Var) ou d'Imola (Italie).

Comme à son habitude, le Finlandais Rosberg a pris un départ ultra rapide. Placé en troisième ligne, il n'a laissé à personne d'autre que lui le soin de prendre la route de France. Tâche d'autant plus aisée que les Ferrari d'Arnoux et de Tambay ont manqué le leur.

Le compte d'Alain Prost est alors déjà réglé, et le champion du monde s'est porté en tête. Il a presque couru gagnée sur un circuit où dou-

blent un concurrent est à la fois une aventure et un risque. Compte tenu de la situation, les « turbo » décidaient alors de changer leurs pneumatiques lisses : Nelson Piquet et Riccardo Patrese d'abord, Eddie Cheever et Alain Prost ensuite, Patrick Tambay enfin. C'était pourtant trop tard, Rosberg avait pris le large. Les Williams roulaient si bien que le Finlandais a entraîné dans son sillage son coéquipier Jacques Laffite. Le Français n'abandonnera qu'à la suite d'un ennui de boîte de vitesses. Derrière, c'est peu ou prou le débandade.

Victorieux d'un grand prix pour la deuxième fois d'une carrière entamée timidement en 1978 chez Theodore, l'une des petites écuries britanniques, le Finlandais est devenu, l'an passé, à trente-trois ans, un champion du monde pas comme les autres. Un titre acquis grâce à de multiples places d'honneur et à une unique victoire dans le Grand Prix de Suisse. Jusqu'à ce jour, Rosberg a surtout prouvé qu'il était un battant parfois dangereux. A Long Beach (Etats-Unis), le Finlandais provoqua un carambolage dès le premier tour, dont René Arnoux fut la première victime, avant d'éliminer de la course Patrick Tambay, le leader, puis Jean-Pierre Jarier. Un véritable festival que les pilotes ne sont pas près d'oublier.

Privé de sa deuxième place dans le Grand Prix du Brésil pour avoir été poussé après un ravitaillement en essence, le champion du monde a désormais l'ambition de justifier un titre sérieusement contesté par ses pairs. Même si sa voiture n'est pas encore dotée de moteur suralimenté.

GILLES MARTINEAU.

SMASH!
SURPRISE :
Couvrez au kiosque, un nouveau magazine de tennis vient de faire une entrée fracassante sur les courts. Il se passionne pour les tournois locaux et pour vos propres progrès. Le N° 1 contient six enquêtes en choc. Vous le reconnaîtrez à la petite balle jaune du centre du titre.
LE TENNIS

5 SOLUTIONS UTA AUX PROBLEMES DES HOMMES D'AFFAIRES.

HELLO BAHREIN. HELLO SINGAPOUR. HELLO JAKARTA. HELLO KUALA-LUMPUR. HELLO SYDNEY.

Ce n'est pas un mystère : les nouvelles réglementations de contrôle des changes ont créé la perplexité dans bien des esprits. Et nombreux sont ceux d'entre vous qui se demandent dans quelles conditions ils vont pouvoir partir en mission.

Avec les formules « Hello » — concernant Bahrein, Jakarta, Singapour, Kuala-Lumpur et Sydney, vous régler sans problème la plus grande partie de vos dépenses avant votre départ, en francs français : transports, hôtels, repas, location de voitures... Votre allocation quotidienne de devises vous permettra ainsi de faire face à vos dépenses imprévues : invitations, cadeaux d'affaires... D'autres formules « Hello » peuvent vous être également proposées pour toutes nos escales UTA : telles Mascot, Colombo, Nouméa, Papeete, Auckland.

Ainsi, la prochaine fois que vous vous rendrez dans le Sud-Est Asiatique ou le Pacifique, vous aurez tout le loisir d'apprécier notre « service à la française », quelle que soit la classe dans laquelle vous avez choisi de voyager : Economique, Galaxy ou Première de Luxe. Et sans avoir à vous soucier de problèmes d'intendance !

Nous sommes sûrs que vous apprécierez ces nouvelles facilités qu'offre UTA aux hommes d'affaires français se rendant à l'étranger.

Consultez UTA, votre agent de voyage ou le bureau de transport de votre Société.

NOS PASSAGERS SONT NOS HOTES.

*Arrêt de la Banque de France N° 243, Avril 1983.

UTA



festival de Cannes

COMPÉTITION D'IMAMURA AU FLAMENCO

(Suite de la première page.)

« Occupe-toi des mots, je me charge des images », dit la main à Hamilton. Pourtant, l'écriture, il s'en occupe aussi, des mots et des images, et il s'occupe tout ce qui leur arrive grâce à lui, et leur évolution, qui lui échappe. Dans l'équipe qu'il forme, il est le regard d'Hamilton. Avant d'être traité, il est aussi un concubinage.

« Que pouvons-nous faire ? », s'interroge le main. Il adopte une famille indolente, mais sa personnalité ne peut rien contre la mort. Il croit au président Sauron, avant de découvrir sa forlitude. Dans ce combat de l'indolence contre l'indolence et la violence, le main perd la vie après un dernier geste de protestation individuelle, et cela ne servira à rien.

« L'année de tous les dangers », de Peter Weir
« Erendira », de Ruy Guerra
« Carmen », de Carlos Saura

Se desine dans ses grandes lignes la réalité du moment - et ce que l'on peut en comprendre : l'espérance du parti communiste de prendre le pouvoir, la guerre civile qui va déferler, la tentation du putsch, l'échec, la répression. Peter Weir installe magistralement l'atmosphère de danger où le journaliste se débat. On devine l'état du pays, on en perçoit la violence, de même que l'on ressent le malaise des Occidentaux fonctionnaires ou envoyés spéciaux blasés, épuisés de chaleur et d'aspirant qu'il y a.

Mais ce qui reste du film, c'est le main, ce prodigieux personnage. C'est une Amérique, Linda Hunt, qui interprète le rôle, et l'écriture, aussi bien que le personnage, constitue une des plus magistrales surprises de ce Festival.

Pas d'autre surprise avec Erendira que celle d'assister à un affligement spectaculaire. L'année de tous les dangers est une démonstration pleine, de magni-

avec un bordel ambulant, l'une se prostituant le plus calmement du monde, l'autre gesticulant sans finir son destin de vieille folle despitée, ce sont quand même des scènes d'artistes d'artistes. Mais Garcia Marquez et Ruy Guerra réussissent ce prodige, qu'il ne se passe, avec elles, quasiment rien d'intéressant.

Erendira a une dette énorme à rembourser : elle a fait flamber la maison de son grand-père. Seules ses ressources, on va le voir, et le commerce marche bien. D'un irréalisme savoureux, le rendement d'Erendira est proprement stupéfiant. Elle croise des êtres singuliers - Rufus en photographie, Michel Lonsdale en assistant, des missionnaires, des contrebandiers, un jeune homme charmant, - qui sont posés là, dans le film, et n'en peuvent mais.

Les plans, les acteurs, les décors, sont les pièces détachées d'un gigantesque montage. Le scénario n'a pas un mot de

une histoire en marche, et le metteur en scène, imperturbablement, suit à la lettre et sans esprit les éléments scénaristiques : une orange avec un diamant dedans, des billets de banque qui volent devant un ventail, un papillon qui devient un dessin, etc. Irène Pappa, la grand-mère, s'efforce de rassembler à Mastroianni dans la Nuit de Varennes. La jeune Claudia Ojeda s'ennuie ferme, à peine illuminée par sa rencontre avec le brave jeune homme qui va quand même l'aider à s'en sortir.

A côté, Corvino, de Carlos Saura, fait figure de chef-d'œuvre. Voilà au moins un film exportable ! Flamenco, castagnettes, guitares, la partie de l'opéra de Bizet qu'on suit par cœur, un peu de corré, un peu de mille jalousies, manilles et « habi de lumbre », l'époque profonde, quel Carlos Saura, qui s'entend merveilleusement avec Antonio Gades (ils ont déjà fait ensemble les Noches de sang), exprime une fois de plus son amour de la danse. On assiste à l'élaboration d'un ballet sur Corvino, avec, en contrepoint, une passion entre le chorégraphe (Gades lui-même) et une danseuse présumée Carmen. Ce qui tombe bien, car elle est juste la Carmen qu'il faut.

Le seul élément intéressant de ce semblant d'ouvrage est la rivalité entre Carmen et Cristina, l'assistante du chorégraphe. L'épisode de la manufacture de tabac, où la haine des deux femmes s'exprime à travers la danse, est un grand moment de bravoure. Puis Carlos Saura abandonne Cristina, pour se tenir à la relation des deux autres. La rivalité rejoint la fiction et vice versa.

On sent trop dans le film que la mise en scène a été pensée à l'avance, on a l'impression de ce fait que le travail des réalisateurs est trop, que rien n'arrive. Saura et ce n'est sa propre passion de flamenco quand il est parfaitement dansé. Pour qui est sensible à cet art, Carmen est évidemment un régal. Pour les autres, la virtuosité est un plaisir qui peut compenser le reste.

CLAIRE DEVARREUX.

Une fable universelle

A Muko-Mura, le « village d'en face », il est honteux pour une vieille femme d'avoir encore des dents. En effet, avec ses dents on mange, et à Muko-Mura où le sol est stérile, où le riz est considéré comme un aliment de luxe, la crainte de la famine obsède ses habitants. De l'autre côté de la vallée, et au-delà des montagnes, s'élève encore une montagne, le Narayama. Un dieu l'habite, et la tradition exige que ceux et celles qui ont atteint l'âge de soixante-dix ans y fassent un pèlerinage. C'est à ce

expressif d'une mise en scène qui ne cache la réalité - une réalité d'ailleurs imaginaire - que pour mieux révéler ce que les actes les plus humbles renferment d'universel et de sacré. La violence régnait à Muko-Mura. On s'y accablait frénétiquement (voire bestialement). On s'y flanquait de formidables raclettes en poussant des cris rauques. On y tue les nouveaux-nés (toujours cette hantise des bouches inutilisées), et, sans même les tuer, on enterre les adultes qui ont transgressé les lois de la

chis et ces squelettes qui nichent les corbeaux. Un instant, il hésite à abandonner sa mère, mais celle-ci le guille pour le décider à partir. Alors, une dernière fois, il la regarde, immobile, en prière, déjà recouverte d'un linceul de neige, déjà parlant au dieu. Et il ne lui reste plus qu'à descendre au village.

Épilogue lyrique qui donne à cette fable si typiquement japonaise, à ce récit apparemment barbare, une portée universelle : on se bat des années pour une poignée de riz, mais vient toujours le moment de monter au Narayama. Un beau film, l'un des plus insolites, des plus originaux, du Festival.

JEAN DE BARONCELLI.

« La Ballade de Narayama », de Shohei Imamura

pèlerinage que pense O Rin, qui vit avec son fils Tappei et ses quatre petits-enfants, et qui voudrait bien trouver une nouvelle épouse à Tappei (sa première femme s'est tuée dans un ravin) avant de partir pour le Narayama.

Adapté d'une nouvelle de Shichiro Fukazawa, nouvelle publiée avec un immense succès en 1956, le film de Shohei Imamura unit le plus cru des réalistes à la poésie des légendes et des mythes. Si l'histoire qu'il raconte semble venir du fond des âges, par le biais du symbole cette histoire nous ramène au Japon d'aujourd'hui. Qu'est-ce qu'être japonais ? Dans quel terroir plongent les racines de l'âme japonaise ? Ces questions, le cinéaste de la Femme fennec, du Pornographe, de Profonds Désirs des dieux, n'a cessé de se les poser. En nous montrant dans la Ballade de Narayama une société primitive dont les lois et la morale ont pour seul but de faire obstacle à une famine endémique, mais que régit en même temps le respect de la volonté divine, il illustre à travers des personnages « archétypiques » l'indomptable volonté de survivre des Japonais et, quelle que soit leur croyance, la force en eux du sentiment religieux.

Tout autant qu'à la qualité littéraire du récit original, le film d'Imamura doit sa réussite au pouvoir

tribu. Mais tout cela s'inscrit dans l'ordre naturel des choses, tout cela fait partie du grand jeu de l'amour, de la vie et de la mort qu'orchestre la nature et auquel participent nos frères les serpents, nos cousins les crapauds, nos rivaux les oiseaux et les rats. La nature est omniprésente dans cette Ballade que ponctuent, comme la voix d'un chœur antique, des couplets naïfs. Beaucoup plus qu'un décor, elle est la source, la matrice, d'où procède tout le film.

L'heure du pèlerinage a maintenant sonné pour O Rin. L'ayant prise sur son dos, Tappei commence à gravir les pentes du Narayama. Aux approches du sommet, il découvre les vestiges de ceux qui les ont précédés : ces tas d'ossements blan-

MARDI

SÉLECTION

- Nostalgie, d'André Tarkowski.
- Le Mur, de Yilmaz Guney (France).

UN CERTAIN REGARD

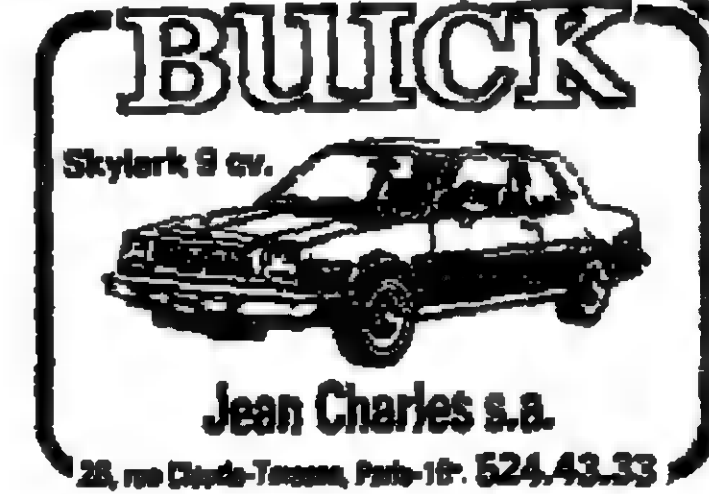
- Le Gardien de chevaux, de Xie Lin (Chine).

QUINZAINE

- La Casa del Tappeto Giallo, de Carlos Lizzani (Italie).

PERSPECTIVES

- Caractères chinois, d'Antoine Fournier.



Jean Charles s.a.
28, rue Diderot-Troussot, Paris-19. 524.43.33

« RECTIFICATIF : Le film de Jean-Charles Brisson, présenté à Perspectives de Cannes daté 15 et 16 mai s'intitule Un feu brûlant et non Un brulé ».

SEMAINE

Juliette et Mariette

Au terme d'une sélection qui proposait des reflets de société, voici l'événement : le Destin de Juliette, film français d'Aline Isenmann.

En 1962, dans un village de la Sarthe, Juliette, qui a 17 ans, est obligée d'épouser un cheminot, Marcel. Cette situation n'est pas un coup de destin, au sens romanesque. Elle a été préparée par le contexte social, remarquablement décrit en quelques séquences.

À la fin des années 60, l'artiste se meurt dans les campagnes, la crise du logement sévit.

Marcel vient de rater un mariage. Il doit en souffrir mais il parle peu, il a un caractère difficile. Pendant vingt ans, cet homme et sa femme vont vivre ensemble sans chercher à se comprendre, à s'aimer, malgré quelques gestes, au début de leur union. Ils portent, chacun, la responsabilité d'un malentendu qui les conduit à la haine. Seul empêche-ment, pour Juliette, au divorce : leur fille Véronique, qui grandit dans un foyer désemparé, témoin des disputes et des crises.

Le film est rigoureusement construit sur des crises dans le temps. Aline Isenmann inscrit, dans chaque plan, les signes d'une entente impossible, des épreuves d'une vie ratée. Au gré des mutations professionnelles de son mari, Juliette

connaît la solitude dans une bicoque de chef de gare désaffectée, au bord d'une plaine triste où elle craint d'être atteinte de la même folie que sa mère, puis se retrouve, malgré par devoir, dans une cité-dortoir de la région parisienne face à Marcel qui sombre dans l'alcoolisme comme son père à elle. A ces déplacements correspondent des changements de société affectant le milieu rural, dont Aline Isenmann indique très bien l'essentiel. Elle donne à Richard Bohringer, trop souvent distribué dans des rôles de films noirs, la vérité d'un prolétaire lésé, violent, obsédé et finalement vaincu. L'acteur prend ici la dimension du Jean Gabin des années 30.

Laure Duthilleul incarne, elle aussi avec entêtement, une femme simple, instable seule avec sa propre morale, son propre instinct de survie, liée à ses racines terribles, son héritage. Histoire de deux êtres venus du peuple et qui n'étaient pas faits l'un pour l'autre. Le Destin de Juliette ne représente pas une revendication féministe contre le pouvoir de l'homme, mais la vie telle qu'elle est, avec son « tragique quotidien ». Aline Isenmann se révèle ainsi l'héritière inattendue de Jean Grémillon.

Une autre femme, Mariette, appartenant à un milieu modeste

mais dans un village de Flandre, supporte l'échec de son mariage avec, cette fois, un rêveur rempli sur lui-même, qui collectionne des coupures de presse relatant des crimes et des images de fleurs. Mariette, production belge-italienne, film réalisé par Lili Rademakers, prend en charge une certaine réalité sociale. Mariette, énergique, adapte son existence à son travail à domicile. Elle subit, contre son gré, un rapport sexuel brutal avec son beau-frère, se trouve enceinte et se rapproche un peu de Paul, son mari, pour qu'il croie être le père de l'enfant. Mais la réalité est envahie par l'imaginaire, les fantasmes que provoque Eva, une gamine de treize ans, aide-ménagère chez Mariette.

Cette gamine perce tous les secrets, traverse le mur d'indifférence élevé par Paul autour de lui-même, et apporte une très curieuse ambivalence dans les mouvements, les figures, de ce Mariette. A trop insister sur les glissements de l'imaginaire, sur un fantastique empreint de cruauté, Lili Rademakers embrouille un peu les arrières plans du récit à trois. Les Son talent et celui de ses interprètes n'en sont pas moins évidents.

JACQUES SICLER.

POL SANDOR

Les raisons incertaines

Hongrie 1956 - insurrection - répression. Deux adolescents, Daniel et un ami, décident de partir, comme 10 % de leurs compatriotes. Le train est plein, des gens de tous âges. Au moment de rompre avec le passé, des souffrances refoulées font déborder la violence. Des comptes se règlent. Daniel et son ami renouent à partir. Au retour, l'ami se jette du train en marche.

En 1956, Pol Sandor, le metteur en scène hongrois de Daniel prend le train avait l'âge de ses jeunes héros. Comme Daniel, un matin, il a décidé de partir. Il a pris le train. Son voyage n'a pas été aussi long que celui du film mais, comme Daniel, il a fait demi-tour, sans raison.

« On m'a souvent reproché, dit-il, la volte face finale. Ce n'est pas une faute dramaturgique. Toute explication aurait été mensonge. J'aurais pu dire : ce garçon aime sa mère, il ne peut pas vivre ailleurs que dans sa maison, sa ville natale. J'aurais pu suggérer qu'il espère pouvoir vivre autrement chez lui, dans son pays, qu'il avait un autre but... Il y a trop de raisons possibles à son retour. Les raisons sont incertaines, pourquoi je ne suis pas parti... je me pose encore la question aujourd'hui, je me la poserais jusqu'à ma mort ».

J'ai pris mon adolescence dans ma mémoire. Puis, avec un écrivain de mon âge, nous avons parlé. Nous nous sommes racontés notre jeunesse. Puis, nous avons pris contact avec un autre écrivain de quinze ans plus âgé et qui avait quitté la Hongrie en 1949. Le film n'est pas exactement autobiographique. Il reflète ma vie personnelle dans la mesure où j'y ai réuni des gens qui l'ont traversée. Après un temps, ils sont devenus si nombreux que j'ai dû sélectionner ceux que je gardais en moi.

Le film porte, c'est vrai, une atmosphère de tristesse, des couleurs sombres. C'est qu'il parle d'une période très grave, oppressive, de notre histoire. D'une période où, chez nous, on ne savait plus croire en rien. Les contradictions étaient trop violentes. On pouvait seulement se demander si le pays

serait capable de se retrouver un jour. Décrire en couleurs vives un tel moment serait aberrant.

« Je déclare des êtres humains qui fuient leur peur et s'en vont recommencer leur vie. A l'est, cela prend une signification particulière, c'est aller à l'autre côté ». De plus, nous appartenons très profondément à notre terre. Cela tient à notre histoire, à notre situation géographique et à quel-ques choses de plus. Nous sommes un petit peuple très coincé de ce qu'il est. Les circonstances nous ont placés en Europe de l'Est. C'est un fait, c'est comme ça. Notre histoire est pleine de guerres perdues, de révolutions... de circonstances qui ne facilitent pas le maintien de notre identité nationale. Et puis, notre langue, elle, ne ressemble à aucune autre et n'appartient qu'à nous. Elle nous ressemble plus profondément et nous isole. S'échapper à une telle situation exige beaucoup d'efforts ».

Nous formons un peuple très serré, mais les contacts entre les individus restent difficiles. Dans le film, les gens sont liés seulement par le même besoin de partir. Le seul moment où ils constituent une communauté, c'est juste quand ils vont passer la frontière. Un moment extrême, très bref. Quitter son pays ne relève pas d'un sentiment collectif. Un train d'émigrés transporte une masse de décisions individuelles. Quand on se sent mal, peu importe que les causes soient objectives ou subjectives, qu'elles soient valables ou non. Emigrer, lâcher son pays, ses parents, tout... il faut bien que le souffrance soit insupportable.

Entre 1948 et 1956, nous avons vécu trop de bouleversements. Il y a des comptes à régler et la violence arrive, inutile et irrépressible. Tous ceux qui sont là sont marqués. Ils rejettent ce qu'ils ont été, ce qu'ils ont vécu, subi, fait. Ils vont vers une utopie, vers un mythe. Il y a celui qui s'arrache à son rêve et retourne, celui qui s'arrache à la vie et se jette dans la mort. C'est toujours un arrachement ».

Propos recueillis par COLETTE GODARD.

HORS COMPÉTITION

« BOAT PEOPLE », de Ann Hui

Avril 1975 : Libération de Danang au Vietnam. Un reportage-photographie japonais partage la joie de la population. Trois ans plus tard, il revient à Danang. Il est reçu comme un ami, les enfants des écoles l'appellent, les officiels se mettent en quatre pour faciliter son travail. Mais, très vite, il se rend compte que ses trop complaisants anges gardiens lui cachent la vérité sur ce qui se passe dans le pays.

malheureux à fuir un pays qu'ils aiment et pour l'indépendance duquel ils s'étaient parfois battus.

Avec son regard de femme, sensible et lucide, son style drû, sans concession ni complaisance, son intelligence et son talent, Ann Hui a

réalisé un film qui aurait pu avoir à Cannes le même retentissement que l'année dernière. Présenté hors compétition, il ne semble pas malheureusement avoir bénéficié du même engouement. Nous les unions cependant dans notre souvenir. Bien

qu'inspirés par des situations politiques très différentes, l'un et l'autre participent au même combat contre le totalitarisme. L'un et l'autre nous disent qu'est hantable tout régime qui perpétue ce « temps du mépris » annoncé par Malraux. - J.B.

Agfa-Gevaert fait chanter les couleurs de l'image.

Prise de son magnétique, reproduction sonore optique, enregistrement synchrone du son et de l'image, avec Agfa-Gevaert, c'est à tous les stades une mise en relief de l'image, image aux couleurs d'une grande stabilité, reconnue comme telle depuis fort longtemps par les professionnels du monde entier, qui choisissent aussi Agfa-Gevaert pour leurs copies cinéma 35 et 16 mm. Et pour leurs copies vidéo.

AGFA-GEVAERT

Division des Communications Audiovisuelles
BP 301 92500 Rueil-Malmaison Cedex.

le Monde

THEATRE

LES VOIX

LA FL

DE L

LA FL

DE L

LA FL

DE L

LA FL

DE L

LA FL

DE L

LA FL

DE L

LA FL

DE L

LA FL

DE L

LA FL

DE L

LA FL

DE L

LA FL

DE L

LA FL

DE L

LA FL

Le Monde

culture

THÉÂTRE

DESCRIPTION D'UN COMBAT
d'après Kafka

A trois voix

Un trio d'émigrants au noir des plaies à la tête - ou plutôt trois Fieds Nihilistes ou trois Marx Brothers campés en service municipal des obliques, résumés à tout de suite des pages du Journal de Franz Kafka (et non pas le texte de lui intitulé Description d'un combat).

Ces pages de Kafka, qui datent des années 1910-1911 (Kafka avait vingt-sept ans), expriment quelque mauvaise humeur. Kafka s'en prend à son père, mais de ses parents, professeurs, décrivait un lacanisme, qui seraient liés à la dévotion de ses jours, de ses pensées. Il s'en prend aussi à lui-même, incapable de faire preuve d'une vraie prière, d'être dans bien des circonstances, surtout lorsque son frère est mal. Alors le théâtre brille très fort entre Kafka et Kafka. Tous ces textes, pleins d'angoisse, d'incertitude, sont admirables.

Lecteur à trois voix, que le metteur en scène Jean-Claude Fall essaie de quelques gags amicaux : les récents lancés sur des roulettes de papier, puis marchant sur la bande de papier en faisant de perdre l'équilibre, comme des filastrophes, en bien ou mal des pages de Kafka, vides, qui avaient toutes ses sur les planches. Images qui figurent en un seul quel titre n'est pas obligé. Images dont Jean-Claude Fall s'est servi déjà pour « baliser » la lecture de textes d'autres auteurs, Beckett notamment.

Philippe Duches récite Kafka avec beaucoup de feu, de savoir-faire, il est presque trop brillant, il appelle presque trop sur la qualité de la chose. Lucien Boudier, qui a travaillé avec le même, vient exprimer l'insécurité, l'angoisse. Jean-Marc Bourg, plus jeune, donne une lecture neutre.


MICHEL COURNOT.

★ Bastille, 21 heures.

M^{me} Catherine Tanc, codirectrice des Amateurs de Nantua, vient d'être nommée membre du conseil d'administration du Théâtre national de l'Opéra de Paris, par arrêté du ministre de la culture.

PARAMOUNT CITY V.O. - PUBLICIS ST-GERMAIN V.O.
OLYMPIC LES HALLES V.O. - PARAMOUNT MAILLOT
PARAMOUNT OPÉRA - PARAMOUNT MONTPARNASSE
PARAMOUNT GALAXIE PASSY - PARAMOUNT BASTILLE
PARAMOUNT ORLÉANS
CONVENTION ST-CHARLES - VILLAGE NEULLY

BETTE MIDLER
LA FLAMBEUSE DE LAS VEGAS



UNE PRODUCTION HERB JEFFE BETTE MIDLER UN FILM DE DON SEGEL
Producteur musical MONSIEUR JEFFE BETTE MIDLER UN FILM DE DON SEGEL
Scénario de BERT BLOOMING et CAROL KIMMEL Musique de BERT BLOOMING Directeur de la photo VALERIE ZEMMEL A.S.C.
Montage de BERT BLOOMING et CAROL KIMMEL Production de HERB JEFFE Distribution par DON SEGEL
Distributeur L'ÉCLAIR

MUSIQUE

8^e CONCOURS DE QUATUORS D'ÉVIAN

L'éclat du Hagen Quartett

Une trentaine de journalistes français et étrangers accueillis comme des princes au Royal Hôtel, le patronage visible du Figaro-Magazine, dont les exemplaires sont généreusement laissés à disposition sur les tables de salons, la présence de quelques musiciens prestigieux (Henryk Szeryng, le Quatuor Borodine, Heinz Holliger, Rada Lapa) : le Festival fondé en 1981 et qui avait remporté l'an passé à Evian l'épreuve réservée aux jeunes quatuors français, s'est vu décerner le prix, tandis que le Quatuor Nardala de Weimar (R.D.A.), constitué en 1978, a reçu une médaille.

L'un et l'autre ont d'ailleurs été retenus pour la finale après s'être mesurés, dans le répertoire romantique, à cette fois l'un d'eux Schubert, l'autre dans Brahms, avec les huit autres concurrents, dont deux - le Nissala String Quartet de Philadelphie et le Hagen Quartett de Salzbourg - ont été également admis en finale. Le programme de cette dernière épreuve comportait le Quatuor en si bémol K. 589 de Mozart, qui fait le parti belle au violoncelle, et un quatuor du vingtième siècle au choix. Ce choix s'est porté respectivement sur le troisième de Bartok, celui de Ravel, le quatrième de Bartok et le premier d'Apostel. Le verdict du jury, rendu le 10 mai, a été le suivant : premier prix à l'unanimité pour le Hagen Quartett, second prix pour le Nissala String Quartet, deux premières médailles, l'une à l'unanimité au Nardala Quartet, qui remporta en outre le prix de la meilleure interprétation d'un compositeur français, et l'autre au Quatuor Rosamonde.

Selon la formule, les décisions du jury sont souveraines mais dans le cas présent, il n'y a pas lieu de les discuter, car le Hagen Quartett, qui a déjà été couronné en 1982 par le public et le jury du concours de Portsmouth (présidé par Yehudi Menuhin), possède d'admirables qualités : forme de trois frères et sœur auxquelles s'est jointe une amie, ce quatuor se distingue par une sonorité rayonnante et une rare intelligence des lois de la musique de chambre, où il faut être tour à tour rival, complice, partenaire et auxiliaire. Chacun possède des qualités individuelles assez marquées pour donner au jeu polyphonique un relief toujours saisissant. C'est le cas dans le quatuor de Mozart, mais également dans celui de Hans-Erich Apostel, composé en 1935 et dédié à Alban Berg, dont il se rapproche par le style.

A l'issue des éliminatoires, on attendait beaucoup du Quatuor Nissala, mais, lors de la finale, il y avait trop de distance entre un Bartok superbe et un Mozart assez terne : le même phénomène s'est produit avec le Quatuor Rosamonde. En revanche, la distinction du Quatuor Nardala pour la meilleure interprétation d'une œuvre française a surpris ceux qui ont une conception moins désincarnée de cette partition ambiguë et réjouit ceux qui considèrent que le style français n'est que retenu et démi-tentes.

GÉRARD CONDÉ.

JAZZ

Moers, Tarbes, Le Mans, Sens...

Fin le temps où les festivals de jazz s'identifiaient à la saison ou au style. Lancé par Coutances (Jazz sous les pommiers) et Angoulême (Spécial Afrique), le printemps s'attaque à l'Europe. C'est plus qu'un prétexte aux grandes migrations estivales : c'est devenu un moment fort en soi. Difficile à ce prix de se singulariser, d'autant que, pour le coup, il s'agit bien de régionalisation : les festivals ne fonctionnent pas comme Cannes ou Venise pour le cinéma, pas davantage comme Newport ou Antibes naguère, mais bel et bien comme des manifestations autonomes, tournées vers l'activité en profondeur et la diffusion locale.

Célébres pour ses anthologies de jazz nord-européen et de « free » musiques en tout genre, Moers reste un exemple à vocation plus ambitieuse (moyens obligent). On ne compte plus les découvertes faites dans ces épuisants marathons de la Pentecôte allemande. Cette année : Laurie Anderson, Skeleton Crew, Karl Berger, D'Umez Band, Carlos Santos, Zakir Hussain, Jeanne Lee, Roscoe Mitchell, George Lewis, Dave Holland, Lol Coxhill, Don Cherry et Ed Blackwell (du 20 au 23).

Troisième incursion du jazz en Bigorre : du 23 au 28 mai, Tarbes accueille toutes sortes de musiques venues de toutes les mémoires : Lionel Hampton, Albert Mangelsdorff, Mi-

chel Portal, Bernard Lubat, George Lewis, Willem Breuker et le Quatuor de saxophones. Grand bal gratuit le 28.

Autre son de cloche au Mans : pendant quatre fois vingt-quatre heures se déroule une rencontre Hollande-France sans autre enjeu que le jeu : Philippe Delettre, Jasper Van Hoff, Charlie Mariano, Han Bennink, Christian Rollet, Maarten Altena, Louis Selavie, Maurice Merle la Marmite infernale (du 26 au 29).

Sens enfin, après trois ans d'interruption de son Music Meeting, reprend ses démonstrations et le cours de ses aventures : Portal, Braxton, Boni Lazo, Diamanda Galas, Berrocal, Michael Lonsdale, Misja Mengelberg, Bennink, Axelotl, Andrea Centazzo, Claude Parle se produisent cette fois dans des salles et des lieux plus variés qu'auparavant (du 27 au 29).

F. M.

James Van Der Zee, photographe noir américain qui a su marquer la vie quotidienne à Harlem, est mort dimanche 15 mai à Washington, à l'âge de quatre-vingt-seize ans, peu après avoir été fait docteur honoris causa de l'université Howard. C'est avec la publication en 1969 de son livre « Harlem of my mind », suivie d'une rétrospective au Metropolitan Museum de New-York, que James Van Der Zee, qui photographia le peuple des quartiers noirs de New-York depuis le début du siècle, a accédé à la notoriété.

VARIÉTÉS

GILBERTO GIL EN TOURNÉE

Une fête enivrante

La musique populaire brésilienne vient de la terre, appartient à ce qu'on appelle une « culture précaire » : elle vit de façon éphémère et se développe, riche et complexe. Parfois, elle ressemble à un feu qui s'extingue et qui s'allume de nouveau, réaffirmant sa vitalité. Il est vrai que cette musique passionnée est encore l'apanage d'un peuple qui continue à créer ses propres traditions, elle est le bien d'honneur de la mer et du soleil qui laissent couler les sonorités entre la vie et la mort, qui s'expriment avec la fraternité la plus humble, la plus naturelle, avec une manière étonnante de rester enfant et, en même temps, d'avoir en soi une force qui ne s'efface.

La musique brésilienne d'aujourd'hui, brille de mille feux. Depuis la retraite de Dorival Caymmi, trois musiciens et chanteurs se détachent pour ainsi dire : Caetano Veloso, le poète, Milton Nascimento, et, enfin, Gilberto Gil. Attentif aux manifestations pures des forces de la nature dans la musique des favelas et du Nord-Est.

Gilberto Gil est né il y a maintenant quarante ans à Salvador. Là où la samba s'est formée autrefois, là où l'on peut encore entendre le berceuse jouer sur les places la dame de la capoeira, la danse maldade, stylisée, inventée par les esclaves noirs. Gil joue d'abord dans les clubs locaux avec le groupe Os Descamisados, compose à dix-huit

ans sa première chanson, lance avec d'autres le mouvement dit « tropicaliste » : de nombreux spectacles avec Caetano Veloso, Gal Costa et Maria Bethânia lui permettent de tisser un jeu subtil constitué de feintes, d'ambiguïtés et de surprises. En 1977, Gilberto Gil participe au Festival mondial des arts et culture afro-américains, à Lagos, au Nigeria, et il se replonge par contrepoint dans sa négritude - ce qui donnera l'album « Bahia » En 1979, il chante sa version de No woman no cry, de Jimmy Cliff, participe à des séries de concerts avec le musicien japonais.

Gil vient de finir un album comprenant dix titres qu'il a lui-même écrits et qui sera disponible, à la fin de ce mois de mai, sous le titre général Funk. Si Queen Pader. Il commence, ce lundi 17 mai, Porte de Pantin, une petite tournée française (1).

Gilberto Gil joue à présent dans leur plénitude de ses qualités de musicien. Insouciant de santé, de richesse et de force, il nous entraîne dans une fête enivrante.

CLAUDE FLÉOUTER.

(1) Elle le mènera le 18 au Palais de l'hiver de Lyon, le 19 aux Halles aux grains de Toulouse et le 20 au Théâtre de verdure de Nice.

DIX OPÉRAS MODERNES A TOURCOING

Un appel bien entendu

Dix petits opéras contemporains, dont cinq créations, en deux séances répétées, l'Atelier lyrique de Tourcoing dirigé par Jean-Claude Malgoire a pris des risques. Mais le public a fort bien répondu à son appel au Fresnoy, étonnant complexe de salles des fêtes datant du début du siècle.

Le premier week-end avait mis en lumière un « opéra minimum » de Peter Maxwell Davies, le Medium, chanté par Mary Thomas, et surtout, nous dit-on, un nouveau chef-d'œuvre de Claude Prey, Pauline, d'après le roman de Pierre-Jean Jouvet, monté par l'Atelier lyrique du Rhin, qui le jouera du 24 au 28 mai à Colmar.

La seconde série s'ouvrira sur un étonnant récit sans accompagnement d'Henry de Rouville, jeune haute-contre français, qui assemble du grégorien, une hymne grecque à Apollon, une vocalise sur un poème d'Alkhatova, une Ode sophistique de G.M. Hopkins, une musique « intuitive » de Stockhausen et une prière de François d'Assise. Cette voix associée sans effort plusieurs registres en des modes d'émotion et d'expression très riches ; une nature spontanée et profonde.

A côté du Socrate de Satie et d'une piécette dépourvue d'intérêt, les Bretelles, une production de

l'Ecole de Bordeaux, deux œuvres brillantes d'un vil écolier. La Voix humaine révélait en Florence Rousille, belle jeune femme sensible et sensuelle, une cantatrice-actrice d'une intensité poignante, entièrement possédée par son personnage. Un personnage retourné sur le gril de l'espoir et du désespoir par l'habileté diabolique de Cocteau que prolongent les grandes ondes lyriques de Poulenc, si mentales et véridiques à la fois, avec un sens très débarrassé du mystère inexplicable des destinées. L'Ensemble instrumental de Flandre wallonne nous a stupéfiés par la qualité de son interprétation de la Voix humaine dirigée par Bruno Membred.

Et puis, pour couronner le tout, la fantaisie malicieuse d'Isabelle Aboulker sur les désolantes Leçons de français aux étudiants américains, un Assommoir à l'envers et suivi par la folie de Joussou, où la musique s'entend aux paroles avec un naturel, une grâce et un humour débridés qui n'ont rien à envier à Chabrier, Satie, Ravel ou Poulenc, sans nul pastiche. La distribution d'une drôlerie et d'un rythme constants alliant Isabelle Poulencard, Bruce Fithian (les étudiants) et Luis Masson (le professeur) à Isabelle Aboulker elle-même à son piano, dans une mise en scène de Patrick Drehan et un décor en bandes dessinées de René Delcourt.

JACQUES LONCHAMPT.

L'ARGENT

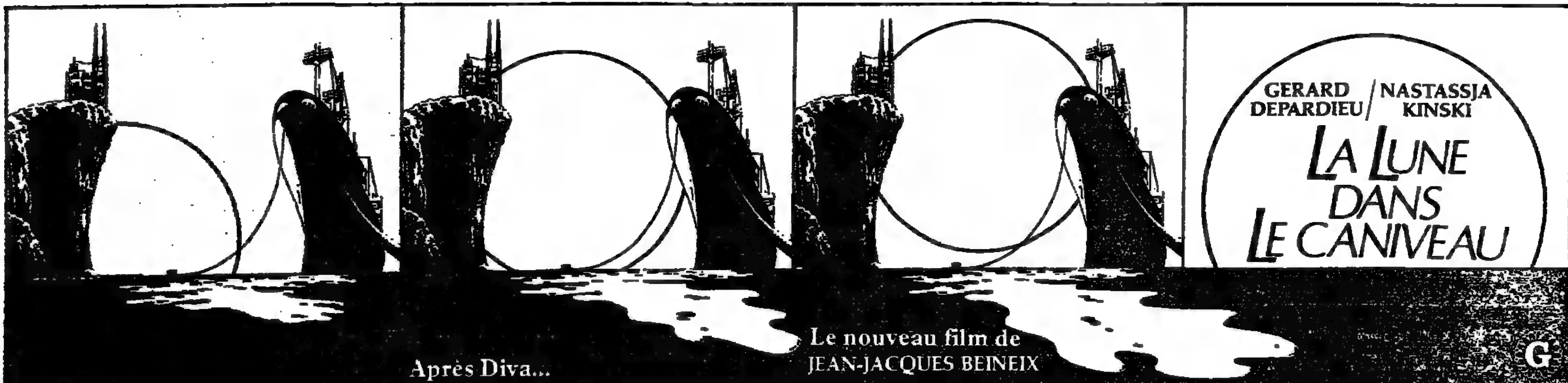


LES FILMS COSMOS PRÉSENTENT
Cinéma COSMOS - 76, rue de Rennes - 75006 Paris - M^o St-Sulpice - Tel. 544.28.80

LA VIE PRIVÉE
de Youli RAÏZMAN avec Mikhaïl OULIANOV
NOMMÉ AUX OSCARS
HOLLYWOOD 1983
LION D'OR DE LA MEILLEURE COLLABORATION ARTISTIQUE VENISE 82

SORTIE MERCREDI 18 MAI

SELECTION OFFICIELLE CANNES 1983



GERARD / NASTASSIA
DEPARDIEU / KINSKI
**LA LUNE
DANS
LE CANIVEAU**
Le nouveau film de
JEAN-JACQUES BEINEIX

théâtre

18 h 30
une heure sans entracte 30 F
du mardi au samedi
17 - 18 - 19 mai
Stravinsky et la danse
John Neumeier
et les danseurs de
l'opéra
de hambourg
du 24 au 28 mai
orchestre
de chambre
franz liszt
de budapest
2 programmes
274.22.77
2, place du Châtelet

CHAI
THEATRE
NATIONAL

MUSIQUE CARLOS
Musique de chambre
en formations
Théâtre
Jeudi 19 mai

POCHE MONTPARNAISE

VERA
MARGUERITE
mise en scène

« ... On marche. On écoute
« ... Deux acteurs fascinants, Je
« ... Il faut courir au Théâtre

Lundi 16 mai

20 h 30 : M. Bergé.
RANELAGH (289-54-44), 19 h : Chénou
accordeur ; 21 h : Dédalo.
TEL. DE PARIS (280-09-30). Petite salle,
à 20 h 30 : Tango II.

Les concerts

TEL. DES CHAMPS-ÉLYSÉES, 20 h 30 :
Cala de la Fédération internationale
des droits de l'homme (Bach, Doppler,
Faure...).

Doctor CÉSARIS
TEL. DES CHAMPS-ÉLYSÉES (286-01-36), 23 h
G. Arvanitis, J. Sanson, Ch. Sandrini.

En région parisienne

BLANC-MESSIER, Clot L. Dugue, (865-
44-58), 20 h 30, F. Vandenbergard
(Weber, Wagner, Scriabin).
VINCENT-NOËL, Daniel Sion
(374-73-74), 21 h. H. Hotté dans l'air de
milliers de pardessus.

cinéma

AMÉRIQUE INTERDITE (A., v.f.)
 (**) : Rio Opéra, 2* (742-62-54).
 ATOMIC CAFE (A., v.f.) : Movies, 1*
 (260-43-99) ; Saint-Sébastien, 9* (354-
 50-91) ; Olympic Estreptôt, 14* (544-
 67-42).
 LES AVENTURES DE PANDA (Jap. v.f.)
 v.f.) : Tempeliers, 3* (272-94-56).
 LES AVENTURIERS DE L'ARCHÉ
 PERDUE (A., v.f.) : Trois Hautemans
 9* (770-47-55).
 LA BALANCE (Fr.) : Maxville, 9* (770-
 72-66) ; Montparnasse Publi, 14* (328-
 42-42).

BALLOTTA (Fr.): Beritz, 27 (74-60-33)
Balthazar (Fr.): Beritz, 27 (74-60-33)
Richelieu, 27 (233-56-70); Marignac,
(339-82-92); Magnifique Pédée, 18
(330-12-46).
LA BELLE LAFFITE (Fr.): Cham
Pérou, 35 (54-20-12).
LA BELLE DE SAIGON (A., v.o.): B
separis, 6 (32-16-12).
HARLIN HARLEM (All., v.o.) (*)
Marsh, 27 (74-67-86).
NIGHT (Fr.): Beritz, 27 (74-60-33)
Night, 27 (295-63-46).
MESSEY ET LE SECRET DE MINO
(A., v.f.): Saint-Ambroise, 17 (70-
88-70); Clichon de St-Germain, 6 (63-
10-82).
LE CHOIX DE SOPHIE (A., v.o.): Ch
Beauport, 37 (271-52-32); U.G.C.
Odéon, 6 (325-71-08); U.G.C. re
Carnegie, 6 (325-71-08); C. Cha
Elysées, 6 (399-12-15); 14 Juillet B
elle, 11 (357-90-41); 14 Juillet B
ville, 6 (375-79-39). V.f.: Capet,
(408-11-69).
U.G.C.-14-72; U.G.C. Boulevard, 9
(246-64-46); Magic Convention, 15
(246-64-46).

CIRCULEZ-YA BIEN A VOIR (Fr.)
Beritz, 27 (74-60-33); Richelieu, 27
(233-56-70); Ambassade, 6 (359-
10-40); Flaubert, 27 (74-60-33);
vél., 18 (330-12-46); Pacha Clichy, 18
(330-12-46); Pacha Clichy, 18

[illegible][illegible]

L'Extrême, 14 (562-67-77); *Olympic Entrepôt*, 14 (562-67-42).

LES DEUX SEINTE TORRES (N. v.): *Le Dixième* (Rest.-A.), v.f.: *Quinzaine*, 9 (562-79-38); *George V*, 9 (562-41-46); *Marignan*, 9 (359-92-82) - v.f.: *Manœuvre*, 9 (770-72-86); *France*, 9 (562-79-38); *Adhès*, 9 (562-79-38); *U.G.C. Gobelin*, 10 (336-23-42); *Montparnasse*, 10 (321-52-37); *Gemmet Convention*, 10 (828-42-27); *Musée*, 16 (661-59-75); *Palais Clichy*, 19 (522-46-01).

DIVA (Fr.): *Paulhan*, 9 (354-15-04); *Marbœuf*, 9 (225-18-45).

EDITH ET MARCEL (Fr.): *Rev.*, 2 (726-82-93); *Le Dixième* (Rest.-A.), 3 (325-49-83); *Palais Olympe*, 6 (770-72-23); *Paramount Opéra*, 9 (742-56-31); *Paramount Montparnasse*, 14 (329-90-10).

ET L'EXTRÊME-TERRIBLE (A. v.f.): *Arta Hansmann*, 9 (770-47-55); *Grand Pavois*, 15 (554-46-85).

L'ÉVÉNEMENT DE NEW-YORK (A. v.f.): *UCC*: *Extrême*, 6 (359-15-75); v.f.: *UCC Retenue*, 6 (359-08-22); *UCC*: *Extrême*, 10 (336-23-42); *UCC Garu de Lyon*, 12 (343-01-59); *Palais Clichy*, 19 (522-46-01).

FANNY ET ALEXANDRE (Suéd. v.f.): *Pagodin*, 7 (705-12-15); *Olympic Entrepôt*, 9 (561-10-40); *Saint-André-des-Arts III*, 6 (326-20-25); *Olympic Entrepôt*, 14 (562-67-42).

LA FEMME DE CAUCHEMER (AIL. v.f.): *UCC*: *Extrême*, 6 (359-15-75).

LA FILLE DE TRIESTE (It. v.f.): *Paramount Odéon*, 6 (325-49-83); *Paramount Marigny*, 9 (562-75-90); v.f.: *Paramount Marigny*, 2 (296-40-40); *UCC*: *Extrême*, 10 (336-23-42).

LE JEUNE MARIE, film français de Raymond Rouleau, 10 (321-52-37); *U.G.C. Opéra*, 2 (261-30-32); *Berlitz*, 2 (742-60-30); *U.G.C. Odéon*, 6 (325-41-08); *Marcin*, 6 (725-69-23); *Marignan*, 9 (562-79-38); *Musée*, 16 (661-59-75); *U.G.C. Garu de Lyon*, 12 (343-01-59); *U.G.C. Gobelin*, 13 (326-23-44); *Gemmet Sud*, 14 (324-54-50); *Mimama*, 16 (320-23-42); *Convention*, 19 (522-46-01); *UCC*, 19 (575-30-03); *Mélayre*, 16 (522-47-06); *Images*, 19 (522-47-04).

PENITENCIER DE FEMMES (**), film franco-italien de Vincent Danz, 10 (321-52-37); *Paramount Marigny*, 2 (296-40-40); *UCC*: *Extrême*, 6 (359-15-75); *UCC*: *Extrême*, 9 (562-45-76); *Man-Lindor*, 9 (770-40-04); *Paramount Bastille*, 12 (343-01-59); *Paramount Galaxie*, 13 (580-16-43); *Paramount Montparnasse*, 14 (329-90-10); *UCC*: *Extrême*, 14 (562-67-42); *UCC Saint-Charles*, 15 (575-30-03); *Paramount Montparnasse*, 16 (666-34-25).

VIE PRIVÉE, film français de Yvon Rabinovitch, v.f.: *Comma*, 6 (261-30-32).

TEP

797 96 06
Mo Gametite

DU 16 AU 21 MAI

semaine de

musiques

d'chants

d'Amérique

latine

un programme différent chaque jour

TEP 797 66 06
M.C. Gambaletta

DU 16 AU 21 MAI
semaine de
**musiques
et chants
d'Amérique
latine**
un programme
différent chaque jour

EDUARDO FALL BOLIVIA MANTA
TOTO LA MONGOSINA GATAN
JOSEFINA TRIO MOSALINI
FERNANDO GUIROGA DANIEL
KIRWAYO PIGINIO MENA
MARCELO TAMAYO DANIEL
VIGLIETTI GILSON MARTINS ET
LETICIA FAPA SACY PERERE
GABRIELA BARRENECHEA
MARIANA VENEGAS ILLAPU

L'ARGENT DE
ROBERT
BRESSION

AT" // // // FRANZ KAFKA // // //
Mise en scène de Jean-Claude Fall

MERCREDI

la sélection COLINE - SUD-FRANCE
UN FILM DE

MARTIN SCORSESE ROBERT DE NIRO JERRY LEWIS



LA VALSE DES PANTINS
(THE KING OF COMEDY)

Théâtre de la Bastille "DESCRIPTION D'UN COMBAT" // // // FRANZ KAFKA // // //
357 42 14... à partir du 6 mai - 9 h. Mise en scène de Jean-Claude Fall

هكذا من الأصل

COMMUNICATION

LES VARIÉTÉS A LA TÉLÉVISION

Une production sans imagination

De notre envoyé spécial

Montreux. — Le succès remporté par la radiotélévision italienne (RAI) au vingt-troisième Concours de la Rose d'or de Montreux, en Suisse (7-13 mai), n'est nullement le signe d'un renouveau dans le domaine des variétés sur petit écran : tout juste la forme accomplie du spectacle de music-hall à valeurs sûres et à gros moyens.

C'est qu'il est plus difficile d'être *Molère* que *Cornelia*, disait jadis M. Arthur Conte, alors P.-D.G. de l'O.R.T.F. Ce manque d'imagination dans la majorité des tentatives de nouvelles présentations, destinées à succéder à *Le Grand orchestre du Splendid* et *FR 3*, L'écho des bananes — étaient du reste les seules — sur vingt-sept pays représentés — à avoir fait l'économie d'un sous-titrage en anglais. Est-ce le refus dogmatique d'admettre l'anglaisisation du marché de la télévision ? Réaction désuète qui suffirait à justifier la création de cette société de commercialisation et vivement combattue par les présidents de chaînes et qui devrait veiller, à l'avenir, à combler ce genre de lacune pour mieux rentabiliser la production française.

Car c'est aussi dans une perspective de marché éventuel, même si le mot n'est pas prononcé comme à Cannes où à Monte-Carlo, que le Festival de Montreux a créé cette année un vidéocircuit, offrant aux délégués la possibilité de voir ou revoir, à la carte et en privé, une cinquantaine de cassettes consacrées aux émissions de variétés. A la veille du lancement de la télévision par câble, de la quatrième chaîne et du satellite de télévision directe, la chasse aux programmes est ouverte.

CLAUDE DUREUX.

LE PALMARÈS

Le jury international de la 23^e Rose d'or, présidé par M. Colin Shaw (Grande-Bretagne), a décerné les prix suivants :

- La Rose d'or de Montreux (accueillant un million de téléspectateurs de 10 000 FS) à la Radiotelevisione Italiana, pour *Al Paradiso*.
- La Rose d'argent à la R.B.C. pour *Three of a Kind*.
- La Rose de bronze à Neri Rikering-Kassing (N.R.K.) pour *Happy New Century*.
- Le Prix spécial de la Ville de Montreux pour l'œuvre la plus gaie à United Kingdom Independent Broadcasting/Thames Television pour *It's Your Move*.
- En outre, des mentions ont été attribuées à *Antenne 2* pour le grand orchestre du Splendid, en raison de la qualité de sa réalisation ; à la Radiotelevisione Portuguesa (R.T.P.) pour *Beleza et de la Côte d'Azur* à la Goutte Radio/TSS (U.R.S.S.) pour l'émission *Quatre interviews avec l'hiver*.

Le jury de la presse, présidé par M. Hans Happel (Pays-Bas) a décerné son prix à *Three of a Kind* (B.B.C.).

« Ouest-France » consolide sa position de premier quotidien français

Plus de 300 pages composées chaque nuit, 38 éditions dans douze départements, 707 661 exemplaires quotidiens vendus en 1982 (dont 180 000 par abonnements et 220 000 par portage à domicile) (1), 15 000 acheteurs, c'est *Ouest-France*, qui vient de fêter par une réception importante à Paris (le Monde du 7 mai) son maintien en tête de la cotation des quotidiens français, largement devant ses suivants immédiats, *France-Soir*, *Le Monde*, *Le Dauphiné libéré*, *Sud-Ouest*.

Selon les dirigeants de *Ouest-France*, qui ont réuni à cette occasion une conférence de presse (2), la progression constante de la diffusion est due à plusieurs raisons : le prix de vente le plus bas (2,60 F excl. taxes) (3), la diversité des éditions qui permet une localisation poussée des nouvelles, le caractère important des effectifs rédactionnels (trois-cent-quarante journalistes et quelques quatre mille correspondants locaux), la qualité du contenu et de la présentation. *Ouest-France* a ainsi gagné cent mille lecteurs depuis 1965 sur l'ensemble de sa zone de diffusion, et sa progression est supérieure à l'accroissement de la population de la région.

Plus intéressant : l'augmentation de sa diffusion ne se fait pas au détriment de ses concurrents, qui diffusent environ 450 000 exemplaires chaque jour sur son territoire. Dans le Finistère, où le *Télégramme de Brest* et le *Ouest* accèdent aussi sa vente (le Monde du 18 décembre 1982), les journaux atteignent un des meilleurs taux de pénétration de France.

Ouest-France, pour autant, aborde avec une extrême prudence le grand virage des nouveaux moyens de communication. Sa diversification a été, jusqu'ici, limitée à l'édition (quatre cent-cinquante titres depuis sept ans), il vient de renouer à publier un supplément « magazine » de fin de semaine et n'envisage pas, dans l'immédiat, d'élargir sa zone de diffusion. La po-

sition du premier quotidien français sur l'extension des médias audiovisuels est comme : méfiance à l'égard de concurrents soutenus par l'État ou « supports de publicité déguisés », non-gratuité et rétribution des journalistes, « transparence » de la propriété (« que l'on sache qui informe et pourquoi »).

Quant au contenu, le quotidien de Rennes se veut, avant tout, un journal d'information, « mais pas forcément neutre et désengagé ». Sa devise des origines, « Justice et liberté », paraît, aujourd'hui encore, à ses responsables, celle de « valeurs essentielles de la démocratie ». Attaché au pluralisme et « respectueux des opinions », *Ouest-France* veut aussi être, avec d'autres, « la voix de la région ». Interrogé sur les projets de réforme de l'entreprise de presse, M. François-Régis Huet a déclaré qu'une réforme du statut devrait permettre d'« accroître l'indépendance par rapport aux divers pouvoirs ». « Des principes existent, a-t-il ajouté, même s'ils ne sont pas toujours correctement formulés. Nous restons très attachés à la notion de transparence contenue dans l'ordonnance de 1944 ».

(1) La plus forte vente (plus de un million d'exemplaires) a été faite le lundi 7 mars 1983, après le premier tour des élections municipales.

(2) MM. Louis Estrangin, président, François-Régis Huet, directeur général, Roger Lavielle, directeur général adjoint et Eugène Brulé, rédacteur en chef, participaient à cette réunion.

(3) Malgré ce prix, les recettes de vente représentent 70 % du chiffre d'affaires, la publicité 30 % seulement.

STAGES D'ANGLAIS
à
OXFORD
OU
NEW YORK

Préparation intensive toute l'année, toute durée : bac, prépa H.E.C. et Sciences-Po, DELUG, Licence, CAPES et Agrégation.

Adultes : cours individuels de toute durée à Oxford.

OXFORD INTENSIVE SCHOOL OF ENGLISH
Approuvé par le British Council
21, rue Théophraste Renaudot, 75001 Paris - (1) 523.13.02

P.T.T.

A.T.T. VA SIGNER UN ACCORD TECHNOLOGIQUE AVEC TROIS FABRICANTS AMÉRICAINS DE CIRCUITS INTÉGRÉS

Le groupe American Telephone and Telegraph (A.T.T.), numéro un des télécommunications aux États-Unis et première firme mondiale, va signer un accord technologique avec trois des grands constructeurs américains de circuits intégrés : Intel, Motorola et National Semiconductor. Selon cet accord, ces trois constructeurs vont développer des microprocesseurs utilisant le logiciel de base « operating system » Unix développé par A.T.T. Il y a quelques années. Ce premier pas d'A.T.T. vers l'industrie des circuits intégrés est important à plus d'un égard.

D'abord, parce que la taille d'A.T.T. fait de chacune de ses décisions un événement dans l'électronique mondiale. Ensuite, parce que Unix, qui est devenu rapidement un logiciel standard dans les micro-ordinateurs, risque ainsi de le devenir dans les « proces », consacrant son succès et révélant — pour la première fois dans l'électronique — qu'un logiciel peut s'imposer aux fabricants du matériel (hardware) qui jusqu'ici dominaient. Enfin, parce que la reconnaissance d'UNIX donne un avantage de poids à A.T.T. dans l'industrie des circuits intégrés. Certains analystes prévoient qu'A.T.T. n'en restera pas là, et sa filiale Western Electric pourrait lancer un microprocesseur complet nommé Bell Mac, dès la fin de cette année.

Que plusieurs firmes américaines de pointe s'accordent sur un événement à rapprocher de la percée japonaise dans les circuits intégrés. Les Américains dominent encore la production mondiale, mais les Japonais contrôlent maintenant les deux tiers du marché américain des microprocesseurs (64 K). Très inquiets, les Américains commencent à s'entendre pour tenter de faire front.

ENVIRONNEMENT

A Gardanne (Bouches-du-Rhône)

De la chaux pour réduire les fumées de soufre

Mme Huguette Bouchardien, secrétaire d'État à l'environnement et à la qualité de la vie, ouvre lundi 16 mai, à Paris, le sixième congrès mondial pour la qualité de l'air, qui réunit au Palais des congrès, jusqu'au 20 mai, plusieurs centaines de médecins, d'industriels et de chercheurs de toutes disciplines.

Sur le terrain, on s'efforce de limiter la pollution atmosphérique dans les grands ensembles industriels, par exemple à Gardanne (Bouches-du-Rhône). Mais c'est une lutte qui coûte cher.

De notre correspondant

Marseille. — Le principe de l'injection de chaux dans la flamme pour assurer la désulfuration de la future centrale thermique de Gardanne-Meyrueil — en cours d'achèvement — a été retenu par le groupe de concertation formé d'élus et de fonctionnaires après des essais satisfaisants. C'est ce que vient d'annoncer M. Maurice Janetti, sénateur (P.S.) du Var et président de l'agence régionale pour l'énergie, chargé de suivre ce dossier.

Le procédé classique dit de « lavage humide alcalin », qui assure une désulfuration à 95 %, avait coûté 600 millions de francs. On s'est donc tourné vers une formule plus économique mise au point par les Houillères de Provence, avec le concours de la Fondation de recherche internationale sur la flamme et le constructeur de la chaudière, et le centre d'études et de recherches des Charbonnages de France (Cercar). Les essais ont montré que les émissions de dioxyde de soufre produites par la combustion du charbon étaient réduites de 40 % à 70 % par l'injection de chaux dans la chaudière. Si le procédé n'atteint pas le rendement de ceux qui sont en fonctionnement notamment en Allemagne fédérale, il a un avantage certain en ces temps de rigueur : il ne nécessite qu'un investissement de 43 millions de francs pour un coût d'exploitation de 2,91 F le kilowatt, et il pourrait être mis en place au moment même de l'entrée en service de la centrale (juillet 1984).

« Ce rendement de désulfuration », souligne M. Roger Jourdan, directeur des Houillères de Provence,

CARNET

Naissances

— Anne-Bénédicte et Alain ERLANDE-BRANDENBURG ont la joie d'annoncer la naissance de Jean-Tristan, Paris, le 8 mai.

— M^{re} Robert Bargas a la joie de faire part de la naissance de son petit-fils, Michaël, chez Dominique et Bruno FORMIGGNI, Bolognes, le 4 mai 1983.

— Jean GEX et Anne-Marie, née Bouffé, partagent avec Cyrille, Anne-Catherine et Françoise leur joie en annonçant la naissance de Vincent, 1^{er} mai 1983, Lyon.

— Le professeur et M^{re} Marc REINHORN, M. et M^{re} Michel ROUSSEAU, ont la joie d'annoncer la naissance de leur petit-fils, François, le 8 février 1983 chez Thierry et Françoise.

REINHORN-ROUSSEAU.

— Véronique et Yves SALMON, Aymeric et Estelle-Yvonne, ont la joie d'annoncer la naissance de Lionel, le 26 avril 1983, à Paris.

— Antigone et Jean-Luc SCHELLING ont la joie de faire part de la naissance de leur fils, Arthur, Paris, le 8 mai 1983, 4, boulevard Saint-Michel.

— M^{re} Abadie et ses deux filles ont la tristesse de faire part du décès de Gilbert ABADIE, commissaire de l'Armée du salut, le 7 mai 1983.

« J'ai combattu les bons combats, j'ai échoué la course, j'ai gardé la foi. » (II Tim. IV, 7).

Décès

— Les familles de Castro, Dumoulin, Malah, Faraggi, Anar ont le chagrin de faire part du décès de M^{re} Léo de CASTRO, née Malah, Les obituaires ont en leur sein le plus strictement intime, 24 rue Philibert-Delamare, Paris-17^e.

— On nous prie d'annoncer le décès de M. Gaston GUILLOU, ingénieur des travaux publics, La Roche-sur-Yon, 7 juillet 1913, Joux-Poussé (Bretagne), 29 avril 1983.

— On nous prie d'annoncer le décès, le 25 avril 1983, de HANS EL HAUSSE, (1915-1983), officier de la Légion d'honneur, ancien conseiller culturel auprès de l'Ambassade de la République Fédérale d'Allemagne à Paris.

— M. et M^{re} Christian MANEN, Et toute la famille ont le chagrin de faire part du décès de M. Marcel MANEN, ingénieur expert, leur père, grand-père et parent, survenu, le 11 mai 1983, dans sa quatre-vingt-deuxième année.

— La cérémonie religieuse sera célébrée le mercredi 19 mai 1983, à 10 h 30, en l'église Saint-Nicolas-du-Chardonnet, 23, rue des Bernardins, Paris-5^e, où l'on se réunira.

— L'inhumation se fera dans le caveau de famille au cimetière principal de Bouviers (Oise), à 15 heures.

27, rue Staël, 92600 Asnières.

— Tunis, Constantine, Paris, M. Edouard NATAF, M. et M^{re} Edouard NATAF et leurs enfants, M. et M^{re} David Gmach et leurs enfants, M. et M^{re} Edouard NATAF et leurs enfants, Les familles Nakache, Toubiana, Natas, Sfax, parents et alliés, ont le grand chagrin de faire part du décès de leur chère et regrettée Gilette Esther NATAF, née Nakache, survenue le samedi 14 mai 1983.

Les obituaires auront lieu le mardi 17 mai.

On se réunira à la porte principale du cimetière de Bouviers, à 8 h 45. Ni fleurs ni couronnes. 90, avenue Parmentier, 75011 Paris.

— M. et M^{re} Raymond VULSER, leurs enfants et petits-enfants, Ses sœurs, beaux-frères, neveux et nièces, Et toute la famille ont le chagrin de faire part du décès de M^{re} Marie-Anne VULSER, née Marie-Anne Chassat, survenue le 14 mai 1983 dans sa quatre-vingt-cinquième année, à Versailles.

Une messe sera célébrée le mardi 17 mai, à 15 h 30, en l'église Sainte-Jeanne-d'Arc à Versailles, suivie de l'inhumation au cimetière de Saint-Louis.

76, rue de Rennes, 75006 Paris.

Remerciements

— Le grand rabbin Alain Goldmann et sa famille, très sensibles aux nombreuses marques de sympathie qui leur ont été témoignées lors de la disparition de M. Skyline GOLDMANN, prient toutes les personnes qui se sont associées à leur grand deuil de trouver ici l'expression de leur profonde reconnaissance.

Avis de messes

— Une messe de requiem sera célébrée le mardi 17 mai, à 18 h 30, par le R.P. Carré, O.P., en l'église Saint-Pierre du Gros-Cail, 92, rue Saint-Dominique, Paris-7^e, à la mémoire de M. Olivier MOREAU-NÉRET, appelé à Dieu le 20 avril 1983.

Communications diverses

— Le groupe « 8 d'Annuaire International » organise, le 3 juin 1983, en l'église de Notre-Dame-des-Accidents, à Lagny (Seine-et-Marne), un concert de musique baroque avec la participation de J.-L. Vieille-Girardet (orgue), R. Aubier (trompette), P. Neumann (basse), O. Papillon (clavessin) et A. Le Bourdais (violoncelle). Le programme : Vivaldi, Tartini, Torelli, en Prix : 40 F et 20 F.

GALERIE LAMBERT
14, rue Saint-Louis-en-l'Île (4^e)
Exposition-vente
TABLEAUX CHOISIS
de la collection de la galerie
Tél. : 325-14-21

Le Monde des PHILATÉLISTES
Le journal de la philatélie

Dans le numéro de mai (84 pages)

La Poste maritime en Méditerranée sous l'Ancien Régime

...et les nouveautés du monde entier

En vente dans les kiosques : 10,50 F

24, rue Chancel, 75009 Paris
Tél. (1) 824-40-22

JEAN CONTRUCCI

JACQUES GAUTIER

BIJOUX CRISTAL SUR ARGENT
Incrusté d'un grenat
35, r. Jacob, PARIS-6^e - 280-84-33

Luxembourg

Petit pays d'atmosphère...
Le Luxembourg est un pays d'atmosphère unique, où la nature et l'histoire se mêlent harmonieusement. C'est un pays où l'on peut profiter pleinement de la vie, où l'on se sent en sécurité et en paix. Le Luxembourg est un pays qui a su préserver son caractère unique, tout en s'ouvrant au monde. C'est un pays qui a su trouver le juste équilibre entre tradition et modernité, entre culture et économie. Le Luxembourg est un pays qui a su faire de sa diversité une force, et qui a su transformer ses défis en opportunités. Le Luxembourg est un pays qui a su rester fidèle à ses valeurs, tout en évoluant avec le temps. Le Luxembourg est un pays qui a su créer une véritable identité, et qui a su la partager avec le monde. Le Luxembourg est un pays qui a su devenir un modèle, et qui a su inspirer les autres. Le Luxembourg est un pays qui a su montrer que la diversité est une richesse, et que la coopération est la seule voie vers le progrès. Le Luxembourg est un pays qui a su prouver que la paix est possible, et que la justice est à portée de main. Le Luxembourg est un pays qui a su devenir un véritable laboratoire de l'humanité, et qui a su offrir à tous un exemple à suivre. Le Luxembourg est un pays qui a su devenir un véritable trésor, et qui a su offrir à tous un lieu de vie idéal. Le Luxembourg est un pays qui a su devenir un véritable paradis, et qui a su offrir à tous un avenir radieux. Le Luxembourg est un pays qui a su devenir un véritable espoir, et qui a su offrir à tous une véritable promesse. Le Luxembourg est un pays qui a su devenir un véritable rêve, et qui a su offrir à tous une véritable réalité. Le Luxembourg est un pays qui a su devenir un véritable amour, et qui a su offrir à tous une véritable passion. Le Luxembourg est un pays qui a su devenir un véritable bonheur, et qui a su offrir à tous une véritable vie. Le Luxembourg est un pays qui a su devenir un véritable paradis, et qui a su offrir à tous un véritable amour. Le Luxembourg est un pays qui a su devenir un véritable espoir, et qui a su offrir à tous une véritable promesse. Le Luxembourg est un pays qui a su devenir un véritable rêve, et qui a su offrir à tous une véritable réalité. Le Luxembourg est un pays qui a su devenir un véritable amour, et qui a su offrir à tous une véritable passion. Le Luxembourg est un pays qui a su devenir un véritable bonheur, et qui a su offrir à tous une véritable vie. Le Luxembourg est un pays qui a su devenir un véritable paradis, et qui a su offrir à tous un véritable amour. Le Luxembourg est un pays qui a su devenir un véritable espoir, et qui a su offrir à tous une véritable promesse. Le Luxembourg est un pays qui a su devenir un véritable rêve, et qui a su offrir à tous une véritable réalité. Le Luxembourg est un pays qui a su devenir un véritable amour, et qui a su offrir à tous une véritable passion. Le Luxembourg est un pays qui a su devenir un véritable bonheur, et qui a su offrir à tous une véritable vie. Le Luxembourg est un pays qui a su devenir un véritable paradis, et qui a su offrir à tous un véritable amour. Le Luxembourg est un pays qui a su devenir un véritable espoir, et qui a su offrir à tous une véritable promesse. Le Luxembourg est un pays qui a su devenir un véritable rêve, et qui a su offrir à tous une véritable réalité. Le Luxembourg est un pays qui a su devenir un véritable amour, et qui a su offrir à tous une véritable passion. Le Luxembourg est un pays qui a su devenir un véritable bonheur, et qui a su offrir à tous une véritable vie. Le Luxembourg est un pays qui a su devenir un véritable paradis, et qui a su offrir à tous un véritable amour. Le Luxembourg est un pays qui a su devenir un véritable espoir, et qui a su offrir à tous une véritable promesse. Le Luxembourg est un pays qui a su devenir un véritable rêve, et qui a su offrir à tous une véritable réalité. Le Luxembourg est un pays qui a su devenir un véritable amour, et qui a su offrir à tous une véritable passion. Le Luxembourg est un pays qui a su devenir un véritable bonheur, et qui a su offrir à tous une véritable vie. Le Luxembourg est un pays qui a su devenir un véritable paradis, et qui a su offrir à tous un véritable amour. Le Luxembourg est un pays qui a su devenir un véritable espoir, et qui a su offrir à tous une véritable promesse. Le Luxembourg est un pays qui a su devenir un véritable rêve, et qui a su offrir à tous une véritable réalité. Le Luxembourg est un pays qui a su devenir un véritable amour, et qui a su offrir à tous une véritable passion. Le Luxembourg est un pays qui a su devenir un véritable bonheur, et qui a su offrir à tous une véritable vie. Le Luxembourg est un pays qui a su devenir un véritable paradis, et qui a su offrir à tous un véritable amour. Le Luxembourg est un pays qui a su devenir un véritable espoir, et qui a su offrir à tous une véritable promesse. Le Luxembourg est un pays qui a su devenir un véritable rêve, et qui a su offrir à tous une véritable réalité. Le Luxembourg est un pays qui a su devenir un véritable amour, et qui a su offrir à tous une véritable passion. Le Luxembourg est un pays qui a su devenir un véritable bonheur, et qui a su offrir à tous une véritable vie. Le Luxembourg est un pays qui a su devenir un véritable paradis, et qui a su offrir à tous un véritable amour. Le Luxembourg est un pays qui a su devenir un véritable espoir, et qui a su offrir à tous une véritable promesse. Le Luxembourg est un pays qui a su devenir un véritable rêve, et qui a su offrir à tous une véritable réalité. Le Luxembourg est un pays qui a su devenir un véritable amour, et qui a su offrir à tous une véritable passion. Le Luxembourg est un pays qui a su devenir un véritable bonheur, et qui a su offrir à tous une véritable vie. Le Luxembourg est un pays qui a su devenir un véritable paradis, et qui a su offrir à tous un véritable amour. Le Luxembourg est un pays qui a su devenir un véritable espoir, et qui a su offrir à tous une véritable promesse. Le Luxembourg est un pays qui a su devenir un véritable rêve, et qui a su offrir à tous une véritable réalité. Le Luxembourg est un pays qui a su devenir un véritable amour, et qui a su offrir à tous une véritable passion. Le Luxembourg est un pays qui a su devenir un véritable bonheur, et qui a su offrir à tous une véritable vie. Le Luxembourg est un pays qui a su devenir un véritable paradis, et qui a su offrir à tous un véritable amour. Le Luxembourg est un pays qui a su devenir un véritable espoir, et qui a su offrir à tous une véritable promesse. Le Luxembourg est un pays qui a su devenir un véritable rêve, et qui a su offrir à tous une véritable réalité. Le Luxembourg est un pays qui a su devenir un véritable amour, et qui a su offrir à tous une véritable passion. Le Luxembourg est un pays qui a su devenir un véritable bonheur, et qui a su offrir à tous une véritable vie. Le Luxembourg est un pays qui a su devenir un véritable paradis, et qui a su offrir à tous un véritable amour. Le Luxembourg est un pays qui a su devenir un véritable espoir, et qui a su offrir à tous une véritable promesse. Le Luxembourg est un pays qui a su devenir un véritable rêve, et qui a su offrir à tous une véritable réalité. Le Luxembourg est un pays qui a su devenir un véritable amour, et qui a su offrir à tous une véritable passion. Le Luxembourg est un pays qui a su devenir un véritable bonheur, et qui a su offrir à tous une véritable vie. Le Luxembourg est un pays qui a su devenir un véritable paradis, et qui a su offrir à tous un véritable amour. Le Luxembourg est un pays qui a su devenir un véritable espoir, et qui a su offrir à tous une véritable promesse. Le Luxembourg est un pays qui a su devenir un véritable rêve, et qui a su offrir à tous une véritable réalité. Le Luxembourg est un pays qui a su devenir un véritable amour, et qui a su offrir à tous une véritable passion. Le Luxembourg est un pays qui a su devenir un véritable bonheur, et qui a su offrir à tous une véritable vie. Le Luxembourg est un pays qui a su devenir un véritable paradis, et qui a su offrir à tous un véritable amour. Le Luxembourg est un pays qui a su devenir un véritable espoir, et qui a su offrir à tous une véritable promesse. Le Luxembourg est un pays qui a su devenir un véritable rêve, et qui a su offrir à tous une véritable réalité. Le Luxembourg est un pays qui a su devenir un véritable amour, et qui a su offrir à tous une véritable passion. Le Luxembourg est un pays qui a su devenir un véritable bonheur, et qui a su offrir à tous une véritable vie. Le Luxembourg est un pays qui a su devenir un véritable paradis, et qui a su offrir à tous un véritable amour. Le Luxembourg est un pays qui a su devenir un véritable espoir, et qui a su offrir à tous une véritable promesse. Le Luxembourg est un pays qui a su devenir un véritable rêve, et qui a su offrir à tous une véritable réalité. Le Luxembourg est un pays qui a su devenir un véritable amour, et qui a su offrir à tous une véritable passion. Le Luxembourg est un pays qui a su devenir un véritable bonheur, et qui a su offrir à tous une véritable vie. Le Luxembourg est un pays qui a su devenir un véritable paradis, et qui a su offrir à tous un véritable amour. Le Luxembourg est un pays qui a su devenir un véritable espoir, et qui a su offrir à tous une véritable promesse. Le Luxembourg est un pays qui a su devenir un véritable rêve, et qui a su offrir à tous une véritable réalité. Le Luxembourg est un pays qui a su devenir un véritable amour, et qui a su offrir à tous une véritable passion. Le Luxembourg est un pays qui a su devenir un véritable bonheur, et qui a su offrir à tous une véritable vie. Le Luxembourg est un pays qui a su devenir un véritable paradis, et qui a su offrir à tous un véritable amour. Le Luxembourg est un pays qui a su devenir un véritable espoir, et qui a su offrir à tous une véritable promesse. Le Luxembourg est un pays qui a su devenir un véritable rêve, et qui a su offrir à tous une véritable réalité. Le Luxembourg est un pays qui a su devenir un véritable amour, et qui a su offrir à tous une véritable passion. Le Luxembourg est un pays qui a su devenir un véritable bonheur, et qui a su offrir à tous une véritable vie. Le Luxembourg est un pays qui a su devenir un véritable paradis, et qui a su offrir à tous un véritable amour. Le Luxembourg est un pays qui a su devenir un véritable espoir, et qui a su offrir à tous une véritable promesse. Le Luxembourg est un pays qui a su devenir un véritable rêve, et qui a su offrir à tous une véritable réalité. Le Luxembourg est un pays qui a su devenir un véritable amour, et qui a su offrir à tous une véritable passion. Le Luxembourg est un pays qui a su devenir un véritable bonheur, et qui a su offrir à tous une véritable vie. Le Luxembourg est un pays qui a su devenir un véritable paradis, et qui a su offrir à tous un véritable amour. Le Luxembourg est un pays qui a su devenir un véritable espoir, et qui a su offrir à tous une véritable promesse. Le Luxembourg est un pays qui a su devenir un véritable rêve, et qui a su offrir à tous une véritable réalité. Le Luxembourg est un pays qui a su devenir un véritable amour, et qui a su offrir à tous une véritable passion. Le Luxembourg est un pays qui a su devenir un véritable bonheur, et qui a su offrir à tous une véritable vie. Le Luxembourg est un pays qui a su devenir un véritable paradis, et qui a su offrir à tous un véritable amour. Le Luxembourg est un pays qui a su devenir un véritable espoir, et qui a su offrir à tous une véritable promesse. Le Luxembourg est un pays qui a su devenir un véritable rêve, et qui a su offrir à tous une véritable réalité. Le Luxembourg est un pays qui a su devenir un véritable amour, et qui a su offrir à tous une véritable passion. Le Luxembourg est un pays qui a su devenir un véritable bonheur, et qui a su offrir à tous une véritable vie. Le Luxembourg est un pays qui a su devenir un véritable paradis, et qui a su offrir à tous un véritable amour. Le Luxembourg est un pays qui a su devenir un véritable espoir, et qui a su offrir à tous une véritable promesse. Le Luxembourg est un pays qui a su devenir un véritable rêve, et qui a su offrir à tous une véritable réalité. Le Luxembourg est un pays qui a su devenir un véritable amour, et qui a su offrir à tous une véritable passion. Le Luxembourg est un pays qui a su devenir un véritable bonheur, et qui a su offrir à tous une véritable vie. Le Luxembourg est un pays qui a su devenir un véritable paradis, et qui a su offrir à tous un véritable amour. Le Luxembourg est un pays qui a su devenir un véritable espoir, et qui a su offrir à tous une véritable promesse. Le Luxembourg est un pays qui a su devenir un véritable rêve, et qui a su offrir à tous une véritable réalité. Le Luxembourg est un pays qui a su devenir un véritable amour, et qui a su offrir à tous une véritable passion. Le Luxembourg est un pays qui a su devenir un véritable bonheur, et qui a su offrir à tous une véritable vie. Le Luxembourg est un pays qui a su devenir un véritable paradis, et qui a su offrir à tous un véritable amour. Le Luxembourg est un pays qui a su devenir un véritable espoir, et qui a su offrir à tous une véritable promesse. Le Luxembourg est un pays qui a su devenir un véritable rêve, et qui a su offrir à tous une véritable réalité. Le Luxembourg est un pays qui a su devenir un véritable amour, et qui a su offrir à tous une véritable passion. Le Luxembourg est un pays qui a su devenir un véritable bonheur, et qui a su offrir à tous une véritable vie. Le Luxembourg est un pays qui a su devenir un véritable paradis, et qui a su offrir à tous un véritable amour. Le Luxembourg est un pays qui a su devenir un véritable espoir, et qui a su offrir à tous une véritable promesse. Le Luxembourg est un pays qui a su devenir un véritable rêve, et qui a su offrir à tous une véritable réalité. Le Luxembourg est un pays qui a su devenir un véritable amour, et qui a su offrir à tous une véritable passion. Le Luxembourg est un pays qui a su devenir un véritable bonheur, et qui a su offrir à tous une véritable vie. Le Luxembourg est un pays qui a su devenir un véritable paradis, et qui a su offrir à tous un véritable amour. Le Luxembourg est un pays qui a su devenir un véritable espoir, et qui a su offrir à tous une véritable promesse. Le Luxembourg est un pays qui a su devenir un véritable rêve, et qui a su offrir à tous une véritable réalité. Le Luxembourg est un pays qui a su devenir un véritable amour, et qui a su offrir à tous une véritable passion. Le Luxembourg est un pays qui a su devenir un véritable bonheur, et qui a su offrir à tous une véritable vie. Le Luxembourg est un pays qui a su devenir un véritable paradis, et qui a su offrir à tous un véritable amour. Le Luxembourg est un pays qui a su devenir un véritable espoir, et qui a su offrir à tous une véritable promesse. Le Luxembourg est un pays qui a su devenir un véritable rêve, et qui a su offrir à tous une véritable réalité. Le Luxembourg est un pays qui a su devenir un véritable amour, et qui a su offrir à tous une véritable passion. Le Luxembourg est un pays qui a su devenir un véritable bonheur, et qui a su offrir à tous une véritable vie. Le Luxembourg est un pays qui a su devenir un véritable paradis, et qui a su offrir à tous un véritable amour. Le Luxembourg est un pays qui a su devenir un véritable espoir, et qui a su offrir à tous une véritable promesse. Le Luxembourg est un pays qui a su devenir un véritable rêve, et qui a su offrir à tous une véritable réalité. Le Luxembourg est un pays qui a su devenir un véritable amour, et qui a su offrir à tous une véritable passion. Le Luxembourg est un pays qui a su devenir un véritable bonheur, et qui a su offrir à tous une véritable vie. Le Luxembourg est un pays qui a su devenir un véritable paradis, et qui a su offrir à tous un véritable amour. Le Luxembourg est un pays qui a su devenir un véritable espoir, et qui a su offrir à tous une véritable promesse. Le Luxembourg est un pays qui a su devenir un véritable rêve, et qui a su offrir à tous une véritable réalité. Le Luxembourg est un pays qui a su devenir un véritable amour, et qui a su offrir à tous une véritable passion. Le Luxembourg est un pays qui a su devenir un véritable bonheur, et qui a su offrir à tous une véritable vie. Le Luxembourg est un pays qui a su devenir un véritable paradis, et qui a su offrir à tous un véritable amour. Le Luxembourg est un pays qui a su devenir un véritable espoir, et qui a su offrir à tous une véritable promesse. Le Luxembourg est un pays qui a su devenir un véritable rêve, et qui a su offrir à tous une véritable réalité. Le Luxembourg est un pays qui a su devenir un véritable amour, et qui a su offrir à tous une véritable passion. Le Luxembourg est un pays qui a su devenir un véritable bonheur, et qui a su offrir à tous une véritable vie. Le Luxembourg est un pays qui a su devenir un véritable paradis, et qui a su offrir à tous un véritable amour. Le Luxembourg est un pays qui a su devenir un véritable espoir, et qui a su offrir à tous une véritable promesse. Le Luxembourg est un pays qui a su devenir un véritable rêve, et qui a su offrir à tous une véritable réalité. Le Luxembourg est un pays qui a su devenir un véritable amour, et qui a su offrir à tous une véritable passion. Le Luxembourg est un pays qui a su devenir un véritable bonheur, et qui a su offrir à tous une véritable vie. Le Luxembourg est un pays qui a su devenir un véritable paradis, et qui a su offrir à tous un véritable amour. Le Luxembourg est un pays qui a su devenir un véritable espoir, et qui a su offrir à tous une véritable promesse. Le Luxembourg est un pays qui a su devenir un véritable rêve, et qui a su offrir à tous une véritable réalité. Le Luxembourg est un pays qui a su devenir un véritable amour, et qui a su offrir à tous une véritable passion. Le Luxembourg est un pays qui a su devenir un véritable bonheur, et qui a su offrir à tous une véritable vie. Le Luxembourg est un pays qui a su devenir un véritable paradis, et qui a su offrir à tous un véritable amour. Le Luxembourg est un pays qui a su devenir un véritable espoir, et qui a su offrir à tous une véritable promesse. Le Luxembourg est un pays qui a su devenir un véritable rêve, et qui a su offrir à tous une véritable réalité. Le Luxembourg est un pays qui a su devenir un véritable amour, et qui a su offrir à tous une véritable passion. Le Luxembourg est un pays qui a su devenir un véritable bonheur, et qui a su offrir à tous une véritable vie. Le Luxembourg est un pays qui a su devenir un véritable paradis, et qui a su offrir à tous un véritable amour. Le Luxembourg est un pays qui a su devenir un véritable espoir, et qui a su offrir à tous une véritable promesse. Le Luxembourg est un pays qui a su devenir un véritable rêve, et qui a su offrir à tous une véritable réalité. Le Luxembourg est un pays qui a su devenir un véritable amour, et qui a su offrir à tous une véritable passion. Le Luxembourg est un pays qui a su devenir un véritable bonheur, et qui a su offrir à tous une véritable vie. Le Luxembourg est un pays qui a su devenir un véritable paradis, et qui a su offrir à tous un véritable amour. Le Luxembourg est un pays qui a su devenir un véritable espoir, et qui a su offrir à tous une véritable promesse. Le Luxembourg est un pays qui a su devenir un véritable rêve, et qui a su offrir à tous une véritable réalité. Le Luxembourg est un pays qui a su devenir un véritable amour, et qui a su offrir à tous une véritable passion. Le Luxembourg est un pays qui a su devenir un véritable bonheur, et qui a su offrir à tous une véritable vie. Le Luxembourg est un pays qui a su devenir un véritable paradis, et qui a su offrir à tous un véritable amour. Le Luxembourg est un pays qui a su devenir un véritable espoir, et qui a su offrir à tous une véritable promesse. Le Luxembourg est un pays qui a su devenir un véritable rêve, et qui a su offrir à tous une véritable réalité. Le Luxembourg est un pays qui a su devenir un véritable amour, et qui a su offrir à tous une véritable passion. Le Luxembourg est un pays qui a su devenir un véritable bonheur, et qui a su offrir à tous une véritable vie. Le Luxembourg est un pays qui a su devenir un véritable paradis, et qui a su offrir à tous un véritable amour. Le Luxembourg est un pays qui a su devenir un véritable espoir, et qui a su offrir à tous une véritable promesse. Le Luxembourg est un pays qui a su devenir un véritable rêve, et qui a su offrir à tous une véritable réalité. Le Luxembourg est un pays qui a su devenir un véritable amour, et qui a su offrir à tous une véritable passion. Le Luxembourg est un pays qui a su devenir un véritable bonheur, et qui a su offrir à tous une véritable vie. Le Luxembourg est un pays qui a su devenir un véritable paradis, et qui a su offrir à tous un véritable amour. Le Luxembourg est un pays qui a su devenir un véritable espoir, et qui a su offrir à tous une véritable promesse. Le Luxembourg est un pays qui a su devenir un véritable rêve, et qui a su offrir à tous une véritable réalité. Le Luxembourg est un pays qui a su devenir un véritable amour, et qui a su offrir à tous une véritable passion. Le Luxembourg est un pays qui a su devenir un véritable bonheur, et qui a su offrir à tous une véritable vie. Le Luxembourg est un pays qui a su devenir un véritable paradis, et qui a su offrir à tous un véritable amour. Le Luxembourg est un pays qui a su devenir un véritable espoir, et qui a su offrir à tous une véritable promesse. Le Luxembourg est un pays qui a su devenir un véritable rêve, et qui a su offrir à tous une véritable réalité. Le Luxembourg est un pays qui a su devenir un véritable amour, et qui a su offrir à tous une véritable passion. Le Luxembourg est un pays qui a su devenir un véritable bonheur, et qui a su offrir à tous une véritable vie. Le Luxembourg est un pays qui a su devenir un véritable paradis, et qui a su offrir à tous un véritable amour. Le Luxembourg est un pays qui a su devenir un véritable espoir, et qui a su offrir à tous une véritable promesse. Le Luxembourg est un pays qui a su devenir un véritable rêve, et qui a su offrir à tous une véritable réalité. Le Luxembourg est un pays qui a su devenir un véritable amour, et qui a su offrir à tous une véritable passion. Le Luxembourg est un pays qui a su devenir un véritable bonheur, et qui a su offrir à tous une véritable

Le Monde ECONOMIE

Quelles conditions réunir pour un nouveau Bretton-Woods ?

A supposer que la proposition de M. François Mitterrand de préparer un « nouveau Bretton-Woods » pour réformer le Système monétaire international soit prise en considération, quelles seraient les conditions à réunir pour créer enfin les bases d'une stabilité durable après les échecs essuyés par toutes les expériences tentées jusqu'à maintenant pour l'obtenir ?

Si l'est une initiative internationale du président Mitterrand qui s'inscrit dans la tradition laissée par ses prédécesseurs, c'est bien celle qu'il a prise le 9 mai, devant les ministres des affaires étrangères et les ministres des finances des vingt-quatre pays membres de l'O.C.D.E., de proposer un « nouveau Bretton-Woods » pour réformer le système monétaire, ou plutôt pour en créer un puisque depuis 1973 le monde vit sous un régime de change qu'on a raison de qualifier de « non-système ».

Ce que le monde appelle la crise du capitalisme est en réalité une crise monétaire, avertit M. Valéry Giscard d'Estaing en juillet 1975, et c'est pour discuter de ce thème qu'il avait convié le président des États-Unis et les chefs de gouvernement de la R.F.A., de la Grande-Bretagne, de l'Italie, du Canada et du Japon, à participer avec lui à une conférence qui allait se tenir en novembre de la même année à Rambouillet, inaugurant la pratique des sommets annuels à sept.

Un peu plus de dix ans auparavant, le général de Gaulle avait demandé, au cours d'une conférence de presse qui avait fait beaucoup de bruit, le rétablissement des disciplines de l'étalon-or pour empêcher la dérive du système or-dollar insti-

tué à Bretton-Woods vers un système dollar pur (ce qui s'est produit par la suite, sans qu'il soit prouvé que cette malheureuse évolution ait servi les intérêts bien compris des États-Unis eux-mêmes).

Il serait trop simple d'opposer la constance d'une doctrine française attachée à la fixité des taux de change (à l'exception pour un pays qui pratique de si fréquentes dévaluations) à la volonté américaine de faire confiance aux forces du marché pour déterminer la valeur du dollar par rapport aux devises européennes et au yen et d'expliquer par l'allergie des États-Unis à toute action concertée dans ce domaine l'instabilité régnante. C'est en termes plus subtils et plus appropriés que s'est exprimé le chef de l'État français : « Retrouver, a-t-il dit, les conditions d'un système monétaire stable, avec des monnaies fixes de valeur économiquement raisonnable... Retrouver les conditions, et non pas instituer d'emblée. Et d'ajouter : « Ce n'est pas hors de portée, à condition de le vouloir ».

Aucun progrès ne pourra effectivement être réalisé avant que ne soient clairement posées les conditions à réunir pour assurer une stabilité des changes, souhaitée par tout le monde, mais qui s'est révélée impossible à obtenir aussi bien sous le système dit des taux de change fixes, qui s'est pratiquement effondré dès 1971 (suspension de la convertibilité du dollar en or par le président Nixon) pour disparaître en 1973 (flottement du dollar), que sous celui des taux de change flottants.

Il ne suffira pas de le vouloir pour atteindre un objectif apparemment aussi insaisissable. Il faut faire des propositions concrètes propres à en rendre la réalisation enfin possible. Les responsables français se félici-

tent de l'adoption unanime par les Sept des conclusions du groupe de travail sur les « interventions sur les marchés des changes », le 29 avril dernier à Washington (tout en déplorant qu'aucun accord n'ait été conclu sur ce document M. Donald Reagan a réaffirmé la position traditionnelle de Washington sur l'opportunité de laisser flotter librement le dollar sans essayer de corriger artificiellement les tendances fondamentales du marché). Dans quelle mesure le texte élaboré par le groupe de travail constitue-t-il une base de départ pour une réflexion sur l'éventuelle réforme à entreprendre ?

C'est un fait que les parisiens les plus déterminés des changes flottants, ceux qui proscrivaient toute intervention de la part des banques centrales sur les marchés des changes, estimaient eux aussi que leur solution était la plus apte à assurer une véritable stabilité. Leur raisonnement, accepté pour argent comptant par la majorité des experts à la fin des années 60 et au début des années 70, reposait sur une interprétation superficielle de la vieille loi (formulée dès le dix-huitième siècle en Angleterre) dite de la parité des pouvoirs d'achat. Selon cette loi, le taux de change d'une monnaie par rapport à une autre est à son point d'équilibre lorsque ce taux égalise leurs pouvoirs d'achat respectifs. Le franc vient-il à perdre de son pouvoir d'achat en France, où l'inflation est plus forte qu'en Allemagne, la monnaie française tendra à se déprécier par rapport au mark, parce que les Français auront intérêt à vendre leurs francs pour acheter des marks aussi longtemps qu'en se livrant à cette opération ils pourront acquérir davantage de biens et de services outre-Rhin qu'en dépensant leurs revenus sur leur propre territoire. Le

processus de dégradation prendra fin lorsque globalement aura cessé l'écart entre le pouvoir d'acquisition des deux monnaies sur les deux marchés (ce qui ne veut pas dire qu'il ne restera pas avantageux d'importer d'Allemagne certaines marchandises et pour les Allemands d'acheter tel ou tel produit en France). Toute intervention, sinon pour de faibles montants et dans des circonstances particulières, des banques centrales sur les marchés des changes aura pour seul effet de retarder le moment où le taux d'équilibre sera atteint. A supposer, ajoutaient encore les théoriciens des changes flottants, que les politiques économiques et financières tendent à « converger », les taux de change, quoique établis librement sur le marché, tendraient aussi à se stabiliser, en dehors des interventions, arbitraires par nature, des autorités monétaires.

Comme nous avons déjà eu l'occasion de l'expliquer dans ces colonnes (Le Monde du 23 mars), les théoriciens en question ne se sont pas donné la peine (on pourrait citer maints autres exemples d'erreur de ce genre commise par les économistes contemporains) de se demander quelles étaient les hypothèses — très strictes — retenues par ceux qui avaient les premiers formulé la loi de la parité des pouvoirs d'achat. Jacques Rueff les avait pourtant mises en lumière il y a aujourd'hui plus de cinquante ans... La loi en question ne vaut qu'à la condition que le système bancaire, entendu au sens large (banques nationales plus la Banque centrale d'émission), n'accepte dans ses actifs que des effets de commerce liés par définition à la vie économique.

PAUL FABRA.

(Lire la suite page 23.)

Endettement et équilibre de la balance des paiements

DANS une note confidentielle écrite à la fin de l'année dernière, le directeur de la Prévision du ministère de l'économie et des finances — bienheureux pays qui telle l'Égypte des pharaons entretient tout un service de fonctionnaires rompus à une tâche aussi périlleuse ! — écrivait : « A partir de 1985, le poids de la dette (intérêts et amortissements) risque de compromettre toute perspective de redressement de la balance des paiements. » Il entrait effectivement dans le devoir de l'auteur de ce texte d'attirer l'attention du gouvernement sur les conséquences de sa dispendieuse politique d'emprunts à l'étranger, mais n'hésitons pas à dire que sa façon de prévoir les conséquences en question dénote de sa part une méconnaissance du problème posé par l'équilibre extérieur.

Pour payer ses créanciers étrangers, la France sera obligée d'acheter sur le marché des changes un montant croissant de dollars et de toutes autres devises, marks ou yens, en lesquelles elle s'est endettée. Les francs qu'elle cédait en contrepartie seront nécessairement utilisés par leurs acquéreurs pour acheter des produits français de toutes sortes, marchandises et services, mais aussi des actifs immobiliers (usines, appartements, etc.) ou financiers, actions ou obligations et titres de la dette publique (bons du Trésor). C'est seulement dans la mesure où les non-résidents acceptent de dépenser les francs dont ils seront devenus possesseurs pour souscrire à des obligations et autres titres d'emprunt émis par des sociétés françaises ou par le Trésor français qu'on pourra dire que la France rembourse ses dettes passées en en contractant de nouvelles. Pour tout le reste,

le remboursement s'effectuera par cession d'une fraction de plus en plus importante du produit annuel de la « maison France » ou de son patrimoine.

Tel sera le véritable impact du fait qu'aujourd'hui la France vit à crédit : demain, elle devra travailler davantage pour l'exportation, c'est-à-dire renoncer à consommer une part plus grande des fruits de son effort, ou consentir à aliéner une portion plus ou moins importante de ses actifs. La question se posera en termes de sacrifices (relatifs) du bien-être collectif, non pas en termes d'équilibre de la balance des paiements, tant il est vrai que l'obligation de remboursement, de par les conséquences qu'elle entraîne sur le fonctionnement du marché des changes, tendra à susciter les ressources en devises propres à la satisfaire. Autrement dit, de puissantes forces joueront en faveur du réajustement automatique de la balance des paiements, comme le montre une expérience constante, tant française qu'étrangère (la Grande-Bretagne et l'Italie n'ont pas remboursé autrement les emprunts qu'elles avaient dû contracter vers le milieu des années 70), mais ce sera au détriment de l'augmentation du niveau de vie.

Quant à l'hypothèse du défaut de paiement, nous n'avons aucune raison de la retenir pour la France. Elle se réalise quand l'effort de contraction de la demande intérieure qu'il serait nécessaire d'exiger de la population excède les limites du supportable, compte tenu des facultés d'adaptation de l'appareil productif national. L'état actuel de l'endettement du pays n'implique pas que ces limites doivent être atteintes.

P. F.

Luxembourg : des banques hyperdynamiques dans un pays aux prises avec le déclin de l'acier

Petit pays d'atmosphère bourgeoise, presque oublié aux confins de la France, de l'Allemagne, de la Belgique, le Luxembourg a une économie originale, voire démodée qui, à intervalles réguliers, attire l'attention sur elle d'une manière qui contraste étonnamment avec les habitudes d'aimable discrétion d'une population de seulement 365 000 habitants. Ses traits caractéristiques sont une sidérurgie surdimensionnée, dont le repli constitue le principal casse-tête national, et une place bancaire et financière hyperdynamique qui s'est déve-

loppée en moins de vingt ans. Le souci de préserver sa prospérité a conduit les dirigeants grands-ducs, voici un peu plus d'un an, à des aménagements dont on se remet à peine à Bruxelles : irrités de la débauche dont les autorités belges avaient fait preuve à leur égard, en février 1982, au moment de la dévaluation du franc, n'ont-ils pas menacé de séparer le franc luxembourgeois du franc belge ? La ville de Luxembourg, l'un des trois sièges « provinciaux » des institutions européennes, est en

passé, malgré ses efforts, de perdre le Parlement européen, qui tient ses sessions plénières à Strasbourg et agrandit progressivement ses installations de Bruxelles. Elle abrite aussi la C.L.T., la Compagnie luxembourgeoise de télévision, la maison mère de R.T.L. ; situation privilégiée qui, à l'heure du câble et de la télévision par satellite, conduit les responsables luxembourgeois plus souvent que le poids de leur pays pourrait le faire penser, à la table de négociations avec les gouvernements belge ou français.

« L'Europe luxembourgeoise vit de l'acier comme l'Égypte vivait du Nil », raconte M. Pierre Werner, président du gouvernement. L'image correspond toujours à la réalité, sinon que la sidérurgie est entrée en décadence. L'Arbed, le tout-puissant groupe luxembourgeois, a été durement frappé par la crise. Le second semestre 1982 a été catastrophique. Dans la déclaration du gouvernement sur la situation économique, sociale et financière de la nation qu'il a présentée devant la Chambre des députés le 8 mars 1983, M. Werner parle d'« évolution désastreuse des exportations sidérurgiques en fin d'année » et note, qu'au cours des deux premiers mois de 1983 la production a diminué de 23,4 %. Le gouvernement ne peut pas laisser les choses aller : la sidérurgie représente encore 50 % de la production industrielle, 12 % de l'emploi, près de 60 % des échanges extérieurs. Des pans entiers de la vie économique, depuis la Sécurité sociale jusqu'aux chemins de fer, dépendent de la survie de l'industrie de l'acier. Quel que soit le dynamisme des autres secteurs, la sidérurgie n'est pas remplaçable du jour au lendemain. Dans sa déclaration gouvernementale, le chef du gouvernement parle encore de « l'impact colossal que la crise sidérurgique... a sur l'état économique du pays ». L'objectif prioritaire de la nation est donc de sauver l'Arbed, de lui éviter la faillite. Comment faire ? Les décisions sont préparées au sein d'une « tripartite sidérurgique » créée en 1977 pour gérer la crise et où se retrouvent les représentants de l'Arbed, des pouvoirs publics et des syndicats. Au cours des cinq dernières années, cette instance avec concertation a joué son rôle avec efficacité. Son premier titre de gloire est d'être parvenue à éviter toute tension sociale sérieuse. « Un des avantages de l'exigüité, c'est

que tout le monde se connaît », commente à ce sujet M. Henri Ahlborn, le directeur de la chambre de commerce.

Une sagesse précoce ?

Aujourd'hui, compte tenu de l'importance des obstacles à vaincre, le « consensus » au sein de la tripartite sera peut-être plus difficile à atteindre. Parmi ces obstacles figure en bonne place la nécessité, l'Europe oblige, de faire approuver le nouveau plan de restructuration par la Commission de Bruxelles. Or, apparemment, le courant ne passe guère entre Luxembourg et les services du vice-président Davignon. Pour guider leurs travaux, les pouvoirs publics, les syndicats et les industriels du Grand-Duché disposent d'un rapport rédigé à la demande du gouvernement par M. Jean Gandois, ancien P.-D.G. de Rhône-Poulenc et de Sactlor. Une expertise qui a mis du bon sens au cœur des dirigeants grand-ducaux car elle souligne le caractère très efficace d'une partie des installations de l'Arbed sans dissimuler pour autant l'ampleur des difficultés. L'opération de sauvetage comporte trois volets — industriel, financier et social, — étroitement liés entre eux.

Le schéma industriel d'abord. Les Luxembourgeois essaient de résister à la pression exercée par Bruxelles pour qu'ils réduisent, à l'image de ce qui est demandé aux autres pays membres, leur capacité de production d'environ 20 %.

Il faut voir qu'ils ont agi plus tôt que la plupart de leurs voisins. Ils n'ont pas accordé de subventions publiques pour maintenir en vie des exploitations condamnées. Ils estiment légitime que compte tenu de leur sagesse précoce. « Entre la fin 1974 et la fin 1982, la production d'acier au Luxembourg a

baissé de près de 42 % contre une moyenne communautaire de 20 %... Il ne nous paraît pas raisonnable de fixer des normes de réduction globale pour toutes les sidérurgies européennes », déclare M. Werner. Quel qu'il en soit, la chute des commandes, conjuguée au peu de moyens financiers disponibles pour de nouveaux investissements, oblige à programmer des fermetures d'usines supplémentaires. L'Arbed a des atouts : la « phase liquide », c'est-à-dire la fonte de l'acier, est très performante, ainsi que la fabrication de produits longs, lourds et moyens. En revanche, ses laminoirs pour produits plats, situés à Dudange, sont vétustes. A terme, ils semblent menacés. Une négociation complexe est engagée avec les Belges. L'objectif est d'opérer des « synergies », de parvenir à un commun accord, par des échanges de quotas de production, à une meilleure spécialisation.

La plus grande faiblesse de l'Arbed

Cette négociation comporte un volet financier. « La plus grande faiblesse de l'Arbed est sa situation financière ; son endettement réel, fin 1982, est de l'ordre de 55 milliards de francs luxembourgeois... Les charges financières, qui ont atteint près de 5 milliards en 1982, vont encore augmenter en 1983... Il s'agit là d'une fragilité mortelle. Le niveau annuel maximal de charges financières supportable par l'Arbed, pour maintenir un équilibre, est de 3,5 milliards de francs luxembourgeois », écrit M. Gandois. Le gouvernement luxembourgeois s'apprête à consentir un effort considérable pour aider l'Arbed. Mauvaise affaire pour le citoyen, dont les impôts vont sérieusement augmenter, il vient d'en être pré-

venu. Néanmoins, il n'y a pas de relations entre les besoins considérables de l'Arbed et les possibilités financières limitées de l'État. Conséquence, le groupe luxembourgeois sera probablement contraint de céder des actifs qu'il possède à l'étranger, notamment une partie du capital qu'il détient dans Sidmar à Gand. L'acquéreur final pourrait être le gouvernement belge.

Les crédits rassemblés par le gouvernement serviront en particulier à financer les conséquences sociales du programme de restructuration. En 1974, à la veille de la crise, l'Arbed employait 27 000 personnes. Aujourd'hui, les effectifs atteignent à peine 17 000. D'après les prévisions de M. Gandois, reprises comme hypothèse de travail par le gouvernement, ils devraient tomber à 10 500 en 1987. Un « dégraisage » que la tripartite souhaite opérer dans des conditions aussi peu douloureuses que possible, comme elle a réussi à le faire jusqu'ici. Rappelons ce succès conduit à évoquer une expérience originale, celle de la DAC (division anticipée de l'Arbed). La formule a été conçue en 1977 comme un recours provisoire, quand on croyait que la crise ne durerait que quelques années. Il y a une tradition dans la sidérurgie. Les ouvriers étaient attachés à leur métier et à leur entreprise, d'autant plus que l'Arbed payait mieux que quiconque. Lors des fermetures d'atelier, au lieu de les licencier, ils furent transférés à la DAC et restèrent ainsi formellement membres du personnel de l'Arbed. Une partie d'entre eux travaillaient dans d'autres usines de l'Arbed. Certains suivaient des stages de formation, d'autres encore étaient « prêtés » par la DAC à des entreprises extérieures.

PHILIPPE LEMAITRE.

(Lire la suite page 22.)

Le poids croissant des dépenses militaires dans l'économie mondiale

par ALAIN COTTA

EN dépit des espoirs et des prévisions qui courent maintenant depuis plus de dix-huit mois, le dollar ne baisse pas. Il est indiscutablement surévalué, quelles que soient l'année de référence choisie et les normes de pouvoir d'achat adoptées, de 15 à 20 %. C'est un fait que le président Reagan aura réussi à faire beaucoup mieux que le président Carter ne l'eût jamais rêvé et n'avait osé le proposer. Que l'on en juge (1). Les dépenses publiques auront augmenté de 2 % du P.N.B., en même temps que les recettes. La croissance de l'endettement public aura égalé 50 % en deux ans, passant de 1 000 à 1 500 milliards de dollars de 1980 à fin 1982. Et toute la politique économique, dont l'objectif est de sortir de la plus longue récession connue par les États-Unis

depuis la seconde guerre mondiale, est désormais clairement inspirée par de bonnes vieilles recettes keynésiennes. La politique budgétaire s'est infléchie dans sa volonté de bâtir la reprise sur la reviviscence de la demande, stocks et consommation notamment, alors que la politique monétaire a régressé dans son importance et est modifiée dans son contenu. La nécessité d'une croissance plus élevée de la masse monétaire a finalement été imposée par la Maison Blanche aux banquiers et au Système fédéral de réserve.

(Lire la suite page 24.)

(1) Sur ce point, cf. W. Heller, « M. Reagan is a Keynesian now », Wall Street Journal, 23 mars 1983.

La technologie d'Alusuisse en route partout

Talso Pendular

Trains voyageurs espagnols construits en profils extrudés d'aluminium de grandes dimensions. En service international.

Engineering et Conseil:
Alusuisse France SA, Route de Tommeré
F-39600 St-Florentin, Tél. 86/35 06 11, Tx. 800 398

isa INSTITUT SUPÉRIEUR DES AFFAIRES
78350 JOUY-EN-JOSAS - TEL (3) 956 80 00 - POSTE 476
CENTRE D'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR DES AFFAIRES (HEC-ISA-GEC)
CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE PARIS

En vue de la rentrée de septembre 1983,
**date limite de dépôt des dossiers de
candidature pour la dernière session :**
lundi 30 mai.

(Publicité)
AVIS

LE PRÉFET DU LOIRET communique :

Le projet de construction du poste 400 KV de BOISMORAND (et installations annexes) présenté par ÉLECTRICITÉ DE FRANCE fera l'objet des enquêtes conjointes préalables à la déclaration d'utilité publique et parcellaire, qui se dérouleront dans les communes de BOISMORAND et SAINT-GENEVIÈVE-DES-BOIS, du lundi 9 mai 1983 au mercredi 22 juin inclus.

Le dossier du projet, qui comprend : notice explicative, plan de situation, plan parcellaire, plan d'ensemble des travaux, schéma unitaire, estimations sommaires des dépenses et étude d'impact, sera déposé :

- à la mairie de BOISMORAND,
 - le lundi et le vendredi de 17 heures à 19 heures.
 - le mercredi, de 10 heures à 12 heures.
 - excepté les jours fériés.
- à la mairie de SAINT-GENEVIÈVE-DES-BOIS,
 - le lundi, mardi, jeudi, vendredi, de 17 heures 30 à 19 heures.
 - le mercredi, de 9 heures à 12 heures.
 - excepté les jours fériés.

où quiconque pourra en prendre connaissance.

Le public pourra consigner ses observations sur le registre d'enquête ouvert à cet effet dans chacune de ces mairies ou les adresser par écrit au maire ou à M. Jacques DERUELLE, qui assure les fonctions de commissaire-enquêteur.

Le commissaire-enquêteur recevra en personne à la mairie de BOISMORAND les observations verbales du public les vendredis 17 juin et lundi 20 juin 1983, de 17 heures à 19 heures, ainsi que le mercredi 22 juin 1983, de 10 heures à 12 heures.

Outre les mairies des deux communes sus-indiquées, l'étude d'impact pourra également être consultée dans les lieux ci-après :

- à la PRÉFECTURE D'ORLÉANS - Service de la coordination et de l'action économique - S.C.A.E. 3 - (1^{er} étage),
 - du lundi au jeudi inclus, de 8 h 30 à 12 heures et de 14 heures à 17 heures.
 - le vendredi, de 8 h 30 à 12 heures et de 14 heures à 16 heures.
 - le samedi 4 juin 1983, de 13 heures à 17 heures.
 - excepté les jours fériés.
- à la SOUS-PRÉFECTURE de MONTARGIS,
 - du lundi au jeudi inclus, de 8 h 15 à 16 h 45.
 - le vendredi, de 8 h 15 à 15 h 45.
 - le samedi 28 mai 1983, de 9 heures à 13 heures.
 - excepté les jours fériés.
- à la Direction Interdépartementale de l'Industrie région Centre 16, rue Adolphe-Lesclapart, à SAINT-JEAN-LE-BLANC (Loiret) (division énergie - 4^e étage),
 - tous les jours ouvrables, du lundi au vendredi inclus, de 9 heures à 12 heures et de 14 heures à 17 heures.

A partir du 22 juillet 1983, il pourra être pris connaissance du rapport du commissaire-enquêteur sur l'utilité publique de l'opération soit à la PRÉFECTURE D'ORLÉANS, soit à la SOUS-PRÉFECTURE de MONTARGIS, soit à la mairie des communes de BOISMORAND et de SAINT-GENEVIÈVE-DES-BOIS.

Fait à Orléans, le 15 avril 1983.
Le préfet,
commissaire de la République,
Jean ROCHET.

Luxembourg : des banques hyperdynamiques dans un pays aux prises avec le déclin de l'acier

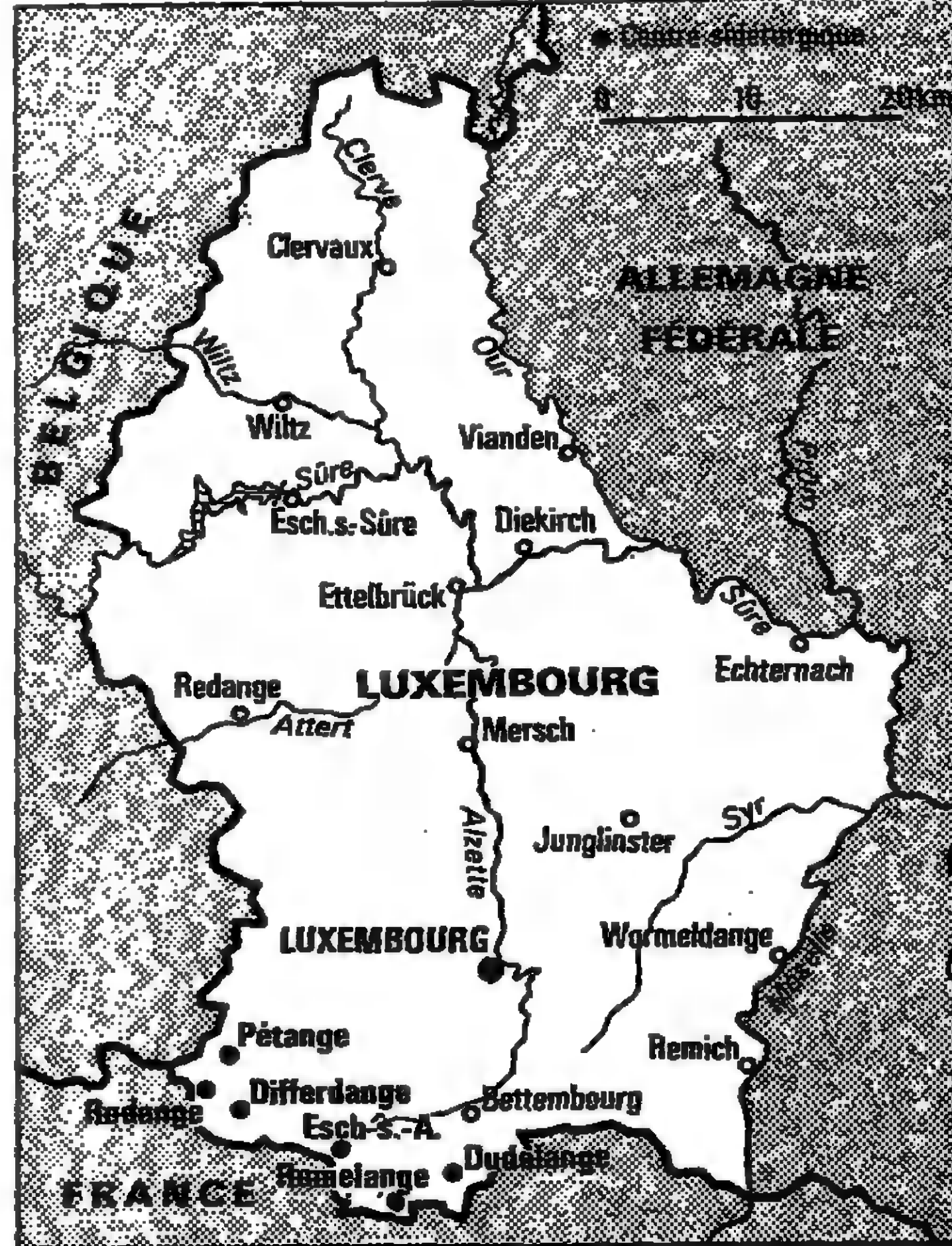
(Suite de la page 21.)

Le noyau le plus difficile à « casser », au bon millier en 1981-1982, était occupé à des travaux dits d'intérêt national : nettoyer les forêts, refaire les sentiers... Ils sont aujourd'hui 2 500 à la DAC, dont des ouvriers belges et français. Le système qui a permis d'atténuer les effets de la crise a suscité des critiques et est appelé à disparaître. C'est qu'il crée des rigidités : les travailleurs de la DAC hésitent souvent à la quitter pour aller tenter leur chance ailleurs, là où des emplois sont créés. Le coût pour l'État, et de plus en plus pour l'État, est trop élevé. Ce dernier y engouffre plus d'un milliard de francs luxembourgeois par an.

Ainsi, davantage de mobilité va être exigée. La partie est jouable car il se crée des emplois au Luxembourg, y compris dans l'industrie, même si elle ne représente plus que 30 % du PIB contre 45 % en 1973. L'effort de diversification a commencé dans les années 60, alors surtout pour donner du travail aux agriculteurs qui quittaient la terre. Il s'est en particulier déployé autour de la ville de Wiltz, dans le nord du pays. C'est là que s'est installé, puis a grandi Goodyear, le fabricant de pneumatiques, au point de devenir la deuxième industrie nationale.

Un contrepoids

La politique de diversification a eu pour principal objet de créer un contrepoids à la sidérurgie. Elle a connu quelques échecs mais au total ce sont près de quatre-vingt entreprises nouvelles qui ont été créées au Grand-Duché au cours des vingt dernières années. Ce zèle prend sa source dans une grande préoccupation. « Nous ne voulons pas devenir entièrement une économie de services », commente M. Paul Helminger, le secrétaire d'État aux affaires étrangères. Les principaux axes de la diversification sont outre la chimie (Goodyear, Dupont de Nemours), l'aluminium, le verre, et ce qu'on appelle ici les services industriels : engineering, laboratoires de recherches dans des techniques nouvelles, distribution, etc. Les quarante-sept entreprises nouvelles implantées avec l'aide de l'État depuis 1976 ont permis d'offrir deux mille cinq cents emplois nouveaux. Au total, il s'est créé au Luxem-



bourg, durant cette période, plus d'emplois qu'il n'en a disparu. Paradoxalement, cet apport n'a pas empêché le chômage de surgir. Il y a dans le pays une inadéquation entre la formation, les mentalités aussi, et les emplois offerts. Déjà 26 % de la population sont des étrangers (sur tout des Italiens et des Portugais) mais, s'agissant de la main-d'œuvre industrielle on atteint le taux exorbitant de 35 %. Le gouvernement a freiné l'immigration portugaise. Elle a été remplacée par des ressortissants de la communauté française, allemands et belges. L'appel a été parallèlement nécessaire pour assurer le démarrage, puis le développement du secteur bancaire voici une quinzaine d'années.

source. Certes les banques sont imposées à plus de 30 % sur leurs bénéfices nets (30 % en Suisse) mais, disposition bien pratique, les opérations bancaires ne sont pas taxées. Le marché de l'or, exempt de T.V.A. et protégé par l'anonymat, alors qu'il est étouffé à Paris, progresse ici peu à peu.

Le régime favorable appliqué depuis l'avant-guerre aux sociétés holding est propice au développement de l'activité bancaire. Sociétés purement financières à qui il est interdit d'avoir des activités commerciales, elles ne paient pas d'impôts sur les revenus mais acquittent une simple taxe d'abonnement établie en fonction du capital. Elles sont ainsi cinq mille installées au Luxembourg. La plupart étrangères, domiciliées auprès de banques, d'avocats ou de sociétés spécialisées, elles procèdent à des opérations financières s'adressant au marché des capitaux pour répriser à leurs maisons mères.

Une belle aventure

Superbe aventure que celle de la place financière de Luxembourg, la troisième d'Europe après Londres et Paris. On y compte maintenant cent vingt-quatre banques au lieu d'une petite quinzaine il y a moins de vingt ans. Le secteur emploie huit mille cinq cents personnes, soit 6 % de la population active, et crée près de cinq cents emplois chaque année. Il représente 18 % du PIB du pays. Le boom bancaire a été progressif ; chacune de ses étapes correspond à des restrictions décidées ailleurs. Le coup d'envoi a été l'instauration aux États-Unis en juillet 1963 de l'Inter-Equalization Tax, qui était un prélèvement à la source pour les émetteurs étrangers d'obligations sur le marché américain. C'est alors que se sont développées en Europe les émissions d'obligations libellées en dollars. Ce fut ensuite le tour des banques allemandes de s'installer massivement au Grand-Duché pour y mener leurs opérations internationales, après l'introduction en R.F.A. du « bar depot », qui faisait obligation aux banques de constituer des réserves auprès de la banque centrale sur les dépôts des non-résidents. L'assujettissement à la T.V.A. des transactions sur l'or en Suisse, en Allemagne et au Royaume-Uni, a joué également un rôle.

« Une place où l'on peut faire beaucoup de choses mais avec sérieux », observe M. Jacques Poes, ancien ministre des finances, P.D.G. de l'établissement luxembourgeois de Paribas. M. Albert Dondlinger, le président du directoire de la banque internationale de Luxembourg, insiste, lui aussi, sur le caractère à la fois « strict et souple » du contrôle. Le secret bancaire a été renforcé par une loi récente. Bref une place qui se veut éminemment respectable, où le phénomène de concentration, de voisinage, contribue au succès. « La collaboration bancaire est excellente ici, on réunit comme un rien deux milliards de francs belges pour un débiteur important », note M. Poes.

L'installation à Luxembourg des institutions financières de la Communauté, en particulier de la Banque européenne d'investissements, joue dans le même sens. Le succès est impressionnant. Luxembourg traite environ 10 % des euro-monnaies ! Certes, la place ne s'agrandit plus au même rythme qu'il y a quinze ans. On compte désormais une ou deux banques nouvelles par an alors qu'il en surgissaient dix et vingt chaque année, de 1968 à 1973. Mais l'activité s'élar-

git. Luxembourg développe ainsi la gestion de portefeuilles. Elle déborde sur les services : conseils juridiques, expertises techniques et comptables, et assurances ; deux grandes compagnies de réassurances se sont récemment installées.

Le gouvernement est bien décidé à faire le nécessaire pour que rien ne vienne porter atteinte à cette nouvelle source de prospérité : « La compétitivité et l'attraction financière reposent tant sur des facteurs matériels que sur un climat psychologique, ne doivent en aucun cas être mises en cause », a souligné M. Werner dans sa déclaration de mars sur l'état de la nation. Nulle menace ne semble venir de la Communauté, qui a renoncé à venir enquêter ou réglementer les diverses activités financières grand-ducales. M. Dondlinger ne croit pas à une harmonisation restrictive des législations des Dix. « Si, par hasard, il y a une harmonisation, elle se fera dans le sens de la libéralisation, et alors - observe-t-il - c'est celui qui a de l'avance qui est le bénéficiaire ».

La querelle du franc

Ce souci de conserver intactes toutes ses chances à la place financière explique en partie la grogne des autorités luxembourgeoises à l'encontre du gouvernement de Bruxelles en février 1982 lors de la dévaluation du franc commun. Les Luxembourgeois étaient fâchés d'avoir été placés devant le fait accompli. Mais, au-delà de la susceptibilité, leurs réactions avaient des fondements bien réels : renchérissement des importations, accélération de l'inflation, et surtout difficultés accrues pour la place financière. Une fraction très importante des dépôts au Luxembourg est placée en devises fortes. La dévaluation a donc entraîné une réévaluation de ces devises dans les bilans des banques, ce qui leur a posé un difficile problème de recapitalisation. « Il est mauvais pour nous d'être liés à une devise faible ; tout dérapage supérieur à 5 % par rapport au mark est dangereux ; le problème est de savoir si nous pouvons le reproduire », commente M. Dondlinger. On a évoqué à l'époque avec beaucoup de sérieux la possibilité d'un divorce entre le franc luxembourgeois et le franc belge. Théoriquement du moins, toutes les dispositions techniques ont été prises pour permettre, le cas échéant, de dérocher. Le gouvernement l'a-t-il vraiment souhaité ? L'économie du pays a-t-elle une dimension suffisante pour posséder une monnaie qui naviguerait plus ou moins seule ? Sinon, à quelle devise ou à quel panier de devises rattacher le franc luxembourgeois ?

Autant de questions auxquelles les Luxembourgeois donnent des réponses différentes. Une conclusion qui n'est pas définitive car le problème pour l'instant est déposé. Les Belges ont fait amende honorable et promis-juré de traiter avec moins de désinvolture leurs partenaires du Grand-Duché. Surtout, le gouvernement chrétien-libéral en place à Bruxelles même une politique dont l'ambition est de faire du franc belge l'une des monnaies les plus stables du système monétaire européen. Le franc belge et son aîné, le franc luxembourgeois, sont redevenus des monnaies fortes, le calvaire est revenu sur ce front ; le gouvernement peut se concentrer sur le seul mais gigantesque problème national : sauver la sidérurgie. Engagé dans une course-poursuite pour gagner ce pari, le Grand-Duché fait preuve, on s'en rend compte, d'une vitalité exemplaire.

PHILIPPE LEMAITRE.

Un paradis fiscal ?

Les raisons de ce succès sont multiples. A la faveur de l'existence d'un double marché des changes, la Belgique et le Luxembourg assurent une liberté absolue aux mouvements de capitaux internationaux. Le Grand-Duché est-il un paradis fiscal ? Les Luxembourgeois s'en défendent. Cependant la législation est assurément très favorable. Les intérêts sur les dépôts des clients étrangers de même que les revenus des coupons encaissés par des non-résidents sont exempts de tout impôt, y compris de toute retenue à la

LE PROGRAMME DES CADRES DÉCIDEURS.

Sous l'égide de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Paris, le Groupe ESCP propose un programme de « Généraliste », **Stège Gestion-Direction**. Il a pour vocation de permettre aux spécialistes opérationnels d'élargir leur domaine de compétence, leur champ d'activité et de développer leur aptitude à la direction des entreprises.

Sur 20 jours de formation, le **Stège Gestion-Direction** consacre une semaine à un diagnostic d'entreprise, « sur le terrain ».

Stège
groupe ESCP

79, avenue de la République - 75011 Paris - TEL : 355.39.08.

Votre nom : _____
Votre Société : _____
Adresse : _____
TEL : _____

S'IL VOUS FAUT UNE CONFIGURATION GOUPIL QUI PUISSE SUIVRE VOTRE EXPANSION.



S'il vous faut une configuration Goupil qui puisse suivre votre expansion, il vous faut un distributeur prêt à vous suivre.

Distributeur exclusif du micro-ordinateur Goupil, Microfrance met toute sa puissance d'intervention à votre service : les compétences techniques et le savoir-faire d'une équipe qui maîtrise toutes les extensions de Goupil,

notamment en multiposte-multitâche ; et puis le choix d'une vaste gamme de logiciels, jusqu'aux applications rigoureusement professionnelles que Microfrance a fait

développer par les meilleures SSGI.

Pour un système Goupil modulable selon vos besoins, appelez Microfrance au 776.25.37.

microfrance

LES HOMMES QUI VOIENT GOUPIL EN GRAND.

50 DISTRIBUTEURS EN ÎLE-DE-FRANCE.

73, avenue du Président-Wilson - 92806 Puteaux-La Défense.

Revue Politique et Parlementaire
SPÉCIAL NATIONALISATIONS - AN 1
(120 pages - 45 F)
Pour achat et abonnement :
17, avenue Gourgaud
75017 Paris - 267.05.43

Savoir aussi indien

L'Inde est un pays à la culture riche et ancienne. Elle a connu de nombreuses transformations au cours de son histoire. Aujourd'hui, elle est un pays en développement, avec une population croissante et une économie en pleine expansion. Le savoir indien est un trésor inestimable, qui mérite d'être mieux connu et valorisé.

Quel pour un

Le monde est en constante évolution. Les technologies avancées, les nouvelles découvertes scientifiques, les changements sociaux et économiques, tout cela nous oblige à nous adapter et à nous améliorer. Quel est le rôle de l'individu dans ce monde ? Quel est son devoir ? Ces sont des questions auxquelles nous devons répondre.

LE COLLOQUE DU BISCHENBERG

Savoir désinvestir est souvent aussi indispensable que savoir investir

« **L**e désinvestissement est parfois aussi indispensable que l'investissement (...). La crise économique, pour reprendre les thèses de l'économiste Schumpeter, c'est la liquidation des investissements qui n'ont plus leur marché (...). L'aide de l'Etat pour sauver les entreprises faibles est une erreur, sur le plan économique et social; il faut, au contraire, aider les forts, les gagnants... » Telles sont les fortes paroles qui ont pu être entendues au cœur des Journées d'études du Bischenberg, près d'Oberrhein, les 6 et 7 mai 1983. Dans un site admirable, sur les premières pentes des Vosges, face à la plaine d'Alsace et à la Forêt-Noire, M. Théo Braun, président du conseil de surveillance de la Banque fédérative du crédit mutuel et de la Confédération, accueillait rituellement, comme chaque année — sauf la dernière, — de nombreux représentants de la banque et du monde des affaires français et étrangers, allemands notamment. Le thème du colloque, présidé par M. Yves le Fort, président de la Banque européenne d'investissement, était « Mutations industrielles et financement ».

Sur la nécessité absolue de ces mutations, tout le monde est tombé d'accord. Elles sont d'abord commandées par l'évolution des marchés et le progrès des technologies, terriblement rapides. Venu en voisin, M. Henri Lachmann, P.-D. G. des Forges de Strasbourg, a pu montrer comment, en neuf ans, une entreprise régionale a pu passer de cinq mille sept cents personnes à six mille quatre cents, en abandonnant une activité sidérurgique (laminatoire) et mécanique (machine-outil et charpente) pour devenir un des premiers fabricants européens de mobilier métallique et de cloisons.

Pratiquer simultanément et de façon progressive l'investissement et le désinvestissement, devenir chef de file dans les activités où l'on est fort, au besoin grâce à l'achat de licences, et sortir ou se contracter dans les métiers où on ne peut plus faire le poids : nul ne peut plus éluder ce choix. C'est ce qu'a exprimé, avec brio, M. Robert von Kunitzki,

membre de l'état-major du groupe sidérurgique luxembourgeois Arbed, selon lequel « des dirigeants d'entreprises devraient non pas chercher à proscrire à tout prix qu'ils ont raison dans chaque projet qu'ils entreprennent, mais se rappeler que le désinvestissement est aussi honorable, et souvent plus profitable, que l'investissement ».

Le guest-apens intellectuel

Il a saisi l'occasion pour dénoncer « l'énorme guest-apens intellectuel » qui consiste à penser que, avec l'inflation et avec le temps, tout investissement finit par être rentable. Si dérangeant, M. von Kunitzki parlait d'or... Il s'est taillé un franc succès en évoquant la différence essentielle entre un train et un ingénieur : lorsque le train déraile, il s'arrête... M. Georges Besse, président du géant nationalisé Pechiney-Ugine-Kuhlman (PUK), a rencontré le même succès en parlant de « l'élimination des secteurs à génération de liquidités négatives », métaphore pudique pour qualifier les filiales lourdement perdantes (Ugine-Acier, PUK-Chimie, etc.) qui ont coûté à PUK 8 milliards de francs depuis 1972. Abandonnant toute retenue polytechnicienne, il a fini par les appeler « incinérateurs à cash flow », dont il faut se débarrasser le plus vite possible, ce qu'il est parvenu à faire pour la chimie tout récemment.

En ce qui concerne le financement — l'un des deux thèmes du colloque, — M. Besse devait répondre que, pour lui, président d'entreprise publique depuis longtemps, il « avait toujours considéré qu'il fallait gagner le plus d'argent possible, et en demander le moins possible à l'actionnaire (l'Etat) ». « L'autonomie ne se conçoit que pour ceux qui gagnent vraiment de l'argent. » Voilà qui devrait satisfaire M. Delors !

Les gagnants, les forts... Il faut les aider, les renforcer encore, et non pas continuer à porter à bout de bras les « canards boiteux », dont le soutien pèse sur les entreprises viables, le budget des Etats, et retarde les

ajustements au préjudice, finalement, des travailleurs, qui, au bout du compte, n'en perdent pas moins leur emploi. Ce thème, développé par M. Franz Andriessen, membre de la Commission de la C.E.E., a réuni un large consensus. L'argent est rare et cher, il faut donc l'employer à bon escient (que l'on pense à la sidérurgie). M. Andriessen a tout de même concédé que, temporairement, des entreprises pouvaient être faibles, et qu'il fallait les aider, au besoin, dans le cadre communautaire.

Dans quelles conditions et à quel rythme ? Tout est là. M. Tokuda, membre de l'état-major de la Long Term Credit Bank of Japan, a fait rêver les Européens lorsqu'il a décrit la prodigieuse rapidité avec laquelle l'industrie japonaise a changé de cap après le premier choc pétrolier, abandonnant des pans complets d'activité, comme l'aluminium, pour se concentrer sur la haute technologie. Evoquant cet exemple, M. Jean Saint-Geours, président du Crédit national, a pu montrer que, même en France, de nombreuses entreprises profitent de la mutation générale dans l'industrie pour progresser très vivement. Hélas ! l'écart s'accroît avec celles qui régressent, vouées à une mort plus ou moins prochaine.

Un autre consensus a été réalisé sur le fait que, en dépit de toutes les difficultés, le protectionnisme n'est qu'un anesthésiant, et qu'en définitive, rien ne remplace l'art du chef d'entreprise. Aucun accord n'a été réalisé, en revanche, sur le rôle du banquier vis-à-vis de l'entreprise : simple fournisseur qui n'a pas à se mêler de la gestion, ou partenaire à part entière associé aux décisions à caractère industriel ? Cette indécision en dit long si on la rapproche de la progression vertigineuse des engagements des banques : combien de crédits bancaires ont-ils été accordés sans garantie à des monstres sacrés, des « porte-avions incouables » ? Venu en voisin par-dessus le Rhin, le spectre d'A.E.G., le géant allemand tombé en faillite l'année dernière, est venu planer sur l'assemblée.

FRANÇOIS RENARD.

Quelles conditions réunir pour un nouveau Bretton-Woods ?

(Suite de la page 21.)

On comprend intuitivement (une démonstration rigoureuse est possible) que dans ces conditions la valeur des devises (crédences offertes sur le marché des changes) tendra à être déterminée par des facteurs de nature exclusivement économique, tel le niveau général des prix dans les pays dont les monnaies sont échangées.

Mais dans la réalité les systèmes bancaires achètent d'autres actifs, et en particulier des bons du Trésor. La valeur respective des monnaies tend alors à être déterminée par des facteurs de nature plus financière qu'économique. C'est une première et puissante raison pour mettre en échec la loi de la parité des pouvoirs d'achat. Aujourd'hui, les Etats-Unis et la R.F.A. sont parvenus à réduire considérablement l'inflation de leurs prix intérieurs. On pourrait s'attendre que le taux de change entre le dollar et le mark se stabilise progressivement à un niveau correspondant à l'équilibre.

Pourtant le dollar est manifestement surévalué par rapport au mark (et à d'autres monnaies européennes). Le fait qu'attirés par des taux d'intérêt élevés les investisseurs étrangers achètent d'énormes quantités de bons du Trésor américains (contribuant ainsi à financer le déficit budgétaire des Etats-Unis) n'est évidemment pas étranger à ce phénomène.

Bien qu'il donne lui aussi plus qu'un simple coup de chapou à l'idée selon laquelle les taux de change refléteraient l'évolution des « données économiques fondamentales sous-jacentes », le rapport auquel il vient d'être fait allusion est bien obligé d'admettre que les faits ne se conforment pas toujours aux conclusions d'une théorie admise sans examen approfondi. « On estime en général, écrivent ses auteurs, que les mouvements des taux de change tendent à refléter à long terme les taux respectifs d'inflation, bien que ceux-ci ne se soient pas révélés être des indicateurs fiables de ces mouvements dans le court terme. » Quel est le long terme ? Quel est le court terme ? Les auteurs du rapport sont incapables de nous le dire avec précision, de même que dans un autre passage ils avouent leur impuissance à proposer une « définition claire des données économiques fondamentales et, par là, de l'existence d'une relation entre les niveaux de

taux de change et les données fondamentales ».

Au moins à titre implicite, le rapport fournit une première critique — fondée sur des arguments hélas exclusivement empiriques — du postulat qui a été responsable de tant d'erreurs de jugement depuis une bonne quinzaine d'années (sous l'inspiration en particulier de Milton Friedman et de son école), à savoir que le marché avait toujours raison. Or ce sont des arguments tirés d'une interprétation correcte des phénomènes de marché qui permettent de dénoncer l'illusion des « monétaristes » modernes. Les Américains devraient y être sensibles si toutefois ils ne se laissent pas obnubilés (comme on peut le craindre à la lecture du rapport) par les pseudo-conclusions des théories à la mode sur les « anticipations » et « l'efficacité du marché » ; mais laissons de côté ces arguments pour spéculer.

Débarrassés de l'illusion en question, les négociateurs éternels d'une réforme monétaire feraient un grand pas en avant s'ils essayaient d'établir :

1) Des règles de conduite communes s'appliquant aux banques centrales en matière d'intervention non pas seulement sur les marchés des changes mais d'abord, et surtout, sur leurs marchés monétaires respectifs, dont l'évolution commande en dernier ressort l'évolution des marchés des changes. Le rapport contient dans ce domaine quelques excellentes choses. Quand une banque centrale intervient sur le marché des changes pour soutenir sa monnaie (en vendant par conséquent des devises qu'elle avait en réserve), son intervention se révèle vite inefficace si elle neutralise simultanément l'effet de contraction sur la masse monétaire intérieure, que cette perte de réserve entraîne automatiquement, par des opérations en sens contraire sur le marché monétaire (achat de titres libellés en monnaie nationale par la Banque centrale pour remplacer dans son actif les devises perdus). On doit se féliciter que le rapport, pour la première fois depuis longtemps, dénonce l'effet négatif de ces opérations de « stérilisation ». Ce faisant, il fait plus pour le rétablissement éventuel, dans un avenir plus ou moins lointain, des disciplines de l'étalon-or que maints zélés de l'orthodoxie monétaire.

2) Des règles communes s'appliquant aux différents Trésors publics

qui devraient strictement limiter l'accès aux investisseurs étrangers des bons et obligations qu'ils émettent. Le système de Bretton-Woods des taux de change fixes s'est effondré à cause de l'accumulation indéfinie par les banques centrales d'Europe occidentale et du Japon de bons du Trésor américains. Le même phénomène se reproduit aujourd'hui sur une échelle beaucoup plus large, provoquant l'effet contraire : il pousse à la hausse du dollar, mais tôt ou tard l'accumulation des actifs libellés en dollar finira sans doute par jeter une nouvelle fois un doute sur la valeur à long terme de ces actifs, provoquant une baisse exagérée du dollar aux conséquences non moins malheureuses (quoique évidemment différentes) que sa surévaluation actuelle.

Bien d'autres questions sont soulevées par la proposition française, et notamment celle-ci : suppose-t-elle ou non une nouvelle modification des statuts du F.M.I., déjà modifiés de fond en comble il y a cinq ans ?

D'un strict point de vue juridique la réforme n'est pas devant nous mais derrière nous. En janvier 1976 ont été signés entre les principaux intéressés d'importantes accords portant amendement des statuts du F.M.I. : légalisation des taux de change flottants, mais faculté ouverte aux pays membres d'en revenir à un système de taux de change « fixes mais ajustables » — une expression pleine d'ambiguïté. — à condition que la décision soit prise par 85 % des suffrages, procédure qui donne aux Etats-Unis un droit de veto (ce qui est normal puisque toute l'affaire repose sur la question de savoir si le dollar doit être stabilisé ou non). Une autre disposition fondamentale des accords de la Jamaïque entrée en vigueur en 1978 (1) est qu'ils proscrirent le rétablissement de l'or en tant qu'étalon ; en conséquence de quoi les pays membres du F.M.I. ont pour le présent et l'avenir perdu le droit de définir par un poids d'or la valeur de leur monnaie. Une interdiction qui, à la lumière de l'expérience (sans parler du raisonnement) acquise en la matière depuis un bon demi-siècle, laisse planer un sérieux doute sur la possibilité effective d'instaurer un système de parités fixes à l'échelle internationale.

PAUL FABRA.

(1) Ils n'ont pas été ratifiés par le Parlement français, mais s'appliquent à la France puisque le quorum prévu a été atteint.

Pour vos messages urgents et confidentiels

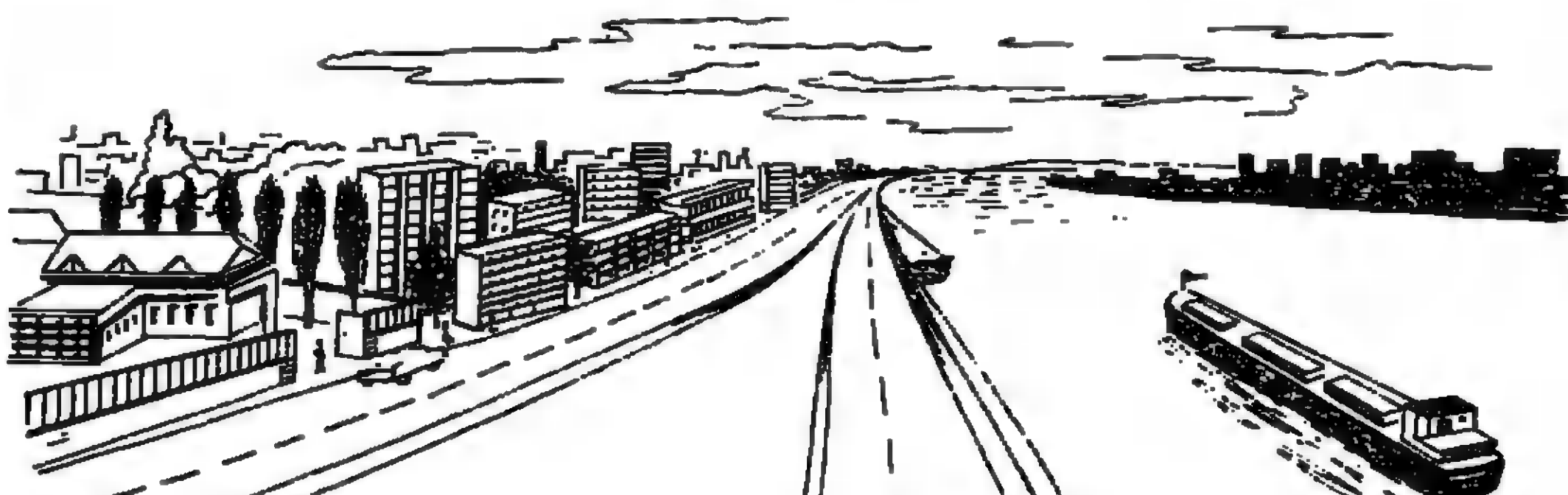
louez une boîte aux lettres électronique

Missive, service de messagerie électronique, vous permet instantanément, de RECEVOIR, LIRE, REPONDRE et ARCHIVER, sur tout le globe, vos notes et courriers confidentiels. Conçu pour les responsables d'entreprises, il leur permet de correspondre, dans l'instant de leur décision, avec un ou plusieurs partenaires en toute confidentialité. Renseignements à :

MISSIVE
MESSAGERIE ELECTRONIQUE

FRANCE CABLES ET RADIO
Produits et Services Nouveaux 73, rue de Richelieu 75002 PARIS. Tél. : (1) 296-14-77

UN BASSIN INDUSTRIEL DYNAMIQUE pour industriels dynamiques.



AU NORD-OUEST PARISIEN D'ARGENTEUIL A SARTROUVILLE EN PASSANT PAR BEZONS, DES TERRAINS, DES LOCAUX EN VENTE ET LOCATION.



DE LA PME A LA GRANDE INDUSTRIE : Un centre économique à 10 mn de Paris.

Pour tous renseignements, Micheline BUSSON : 947 29.33 97, rue Paul-Vaillant-Couturier 95100 Argenteuil

Ingénieurs ou Universitaires équivalents

l'industrie du logiciel a sa Grande Ecole... faites votre M.S. en France

Le CERICS a été créé par la CERAM, CII HONEYWELL BULL, l'INRIA, avec le soutien de l'Agence de l'Informatique.

CERICS

Le CERICS vous permet d'accéder aux fonctions d'INGENIEUR LOGICIEL en un an de formation dans un programme de niveau international.

Des bourses d'étude sont offertes aux étudiants par le CERICS et par les grandes entreprises associées qui se proposent de les recruter.



Sophia Antipolis 06561 Valbonne Cedex. Tél. (93) 33.95.95.

مركز الأبحاث

itaires

A travers les revues étrangères

Le ralentissement des progrès de productivité

par DANIEL VITRY (*)

L'ECONOMIC JOURNAL a consacré une grande partie de sa dernière livraison à l'analyse de la productivité. Trois articles au moins doivent retenir l'attention.

Le premier, écrit par Assar Lindbeck, s'intéresse au « Ralentissement récent de la croissance de la productivité » (1). Le taux de croissance de la productivité du travail a été divisé par un peu moins de deux entre les périodes 1960-1973 et 1973-1979 aux Etats-Unis et en Europe, et par un peu plus de deux au Japon. Quatre causes permettent d'expliquer ce ralentissement : la première est l'inflation, à la fois par ses effets directs propres et par les conséquences des politiques économiques menées pour la combattre. La deuxième est la baisse des taux de profit ; la troisième est le mauvais fonctionnement des marchés, en particulier le marché financier et le marché du travail ; la quatrième cause enfin est une modification des comportements traditionnels des agents économiques. A ces quatre causes s'ajoutent les perturbations de 1972-1974 puis de 1979-1981 qui constituent la hausse des prix des matières premières et la réduction de la demande et de l'utilisation des capacités de production. D'autre part, il y a eu en 1970-1971 une très forte hausse du coût de l'heure de travail, puis une seconde hausse en 1974-1975 et une chute des investissements.

Par quels canaux les forces ralentissent la croissance de la productivité se manifestent-elles ? L'auteur en distingue cinq pour lesquels il peut calculer combien ces forces ont pesé dans les pays de l'O.C.D.E. La substitution du capital au travail entraîne automatiquement un ralentissement de la croissance de la productivité du facteur travail, ralentissement évalué de 0,5 à 1 point. La hausse du prix de l'énergie et des matières premières contribue pour 0,1 à 0,2 point au ralentissement, par les effets de substitution qui ont suivi. La sous-utilisation du capital a fait perdre environ un demi-point de croissance, et la mauvaise répartition du travail entre les secteurs de l'activité économique est responsable de 0,5 à 0,7 point de croissance en moins. Enfin, les pays de l'O.C.D.E. ont été moins capables de tirer avantage du progrès technique, ce qui explique environ 0,5 point de moins de croissance de la productivité. Au total, c'est donc une perte de 2,1 à 2,6 points de croissance de la productivité du travail qui se trouve expliquée.

Herbert Giersch et Frank Wolter ont recherché « Une explication de la baisse de la productivité en faisant une hypothèse d'accélération-décélération » (2). Selon cette hypothèse, une accélération de la productivité a pris fin au cours des années 60 dans l'ensemble des pays occidentaux. Pendant toute la période antérieure, l'écart entre les taux de profit réels et les taux d'intérêt réels sur le marché financier a stimulé les investissements productifs. Comment s'expliquent l'arrêt puis le retournement de la tendance ?

Les auteurs soulignent l'importance du phénomène de désaffection de la croissance quantitative et de la recherche d'une croissance plus qualitative, terme vague s'il en est. Or, autant la croissance quantitative avait donné confiance aux producteurs et aux investisseurs, autant la croissance qualitative les a rendus pessimistes, car elle implique des ajustements constants. D'autre part, les efforts de recherche ont diminué : aux Etats-Unis, la part du produit national brut consacrée à la recherche a baissé de 3,14 % à 2,41 % entre 1964 et 1979. Cette part est restée stable en France, autour de 1,8 % ; elle a augmenté en Allemagne de 1,41 % à 2,27 %, mais a globalement baissé dans les pays de l'O.C.D.E. de 2,4 % à moins de 2,1 %.

Les auteurs recommandent une accélération de l'investissement stimulé par des coûts salariaux plus faibles que maintenant, une meilleure localisation de l'investissement et un effort de rationalisation dans l'utilisation du capital déjà installé. Tout ceci permettrait d'améliorer l'emploi, mais n'est possible qu'à trois conditions : un changement dans le fonctionnement institutionnel du marché du travail, la disparition des obstacles à l'exercice de l'initiative des entreprises, et une clarification des rapports entre les Etats et les marchés.

Edward Denison, enfin, a analysé « L'arrêt de la croissance de la productivité aux Etats-Unis » (3). Les performances de l'économie américaine se sont détériorées depuis la guerre. Le revenu national d'augmentation plus que de 2 % après 1973 au lieu de 3,7 % avant et le revenu par tête de 0,1 % au lieu de 2,2 %.

En utilisant une méthode d'analyse des sources de la croissance mise au point il y a longtemps déjà et qui l'a rendu célèbre, Denison parvient à déceler des résultats intéressants, en concluant de son champ d'analyse le secteur de la construc-

tion. Il s'agit alors d'expliquer pourquoi le revenu national américain a tellement ralenti sa croissance.

Le taux de croissance des facteurs de production aux Etats-Unis est - malgré la crise - passé de 1,6 % par an en moyenne avant 1973 à 2,13 % après. Avant 1973, ce taux de 1,6 % se décomposait en 1,03 point pour la croissance du travail, 0,15 point pour la croissance des stocks et 0,42 point pour la croissance des investissements. Après 1973, le taux de croissance des facteurs de production de 2,13 s'explique pour 1,67 point par la croissance du travail, 0,18 pour les stocks et 0,38 pour l'investissement. Mais la croissance plus forte des facteurs de production s'est accompagnée d'une baisse de la productivité (voilà la crise) : la production par unité de facteur augmentant de 1,99 % par an avant 1973, elle baisse de 0,33 % par an depuis. La méthode de Denison ne permet d'expliquer que le tiers environ de la chute. Les facteurs principaux sont : une mauvaise répartition de l'emploi entre les secteurs, du fait surtout de l'agriculture, l'évolution de la réglementation concernant en particulier la pollution, et enfin la diminution des économies d'échelle.

Pour remédier à cette évolution défavorable, Denison estime qu'un effort d'investissement serait sûrement utile, à condition que son coût ne soit pas trop élevé ; mais il ne faudrait pas en attendre une stimulation très importante de la croissance économique. En effet, étant donnée la structure de l'économie américaine, un point de plus de croissance du capital ne conduirait qu'à 0,115 point de plus de croissance de la production.

L'équilibre de concurrence

L'article de E. Roy Weintraub publié dans le *Journal of Economic Literature* sur « L'existence d'un équilibre de concurrence, 1930-1954 » (4) vise à montrer comment s'est élaboré et mis au point un concept central de la théorie économique : l'équilibre. L'auteur ne suit pas la tradition qui conduirait à partir des écrits de Walras, mais débute avec Gustav Cassel qui publia en 1918 une *Théorie de l'économie sociale*, en allemand. A la différence de Walras, Cassel construit un système d'équilibre sans faire référence à la théorie de l'utilité, mais en recherchant directement les conditions de formation des prix des produits. Il pose que l'offre et la demande de chaque bien dépendent non seulement du prix de ce bien mais aussi du prix de tous les autres biens ; les prix d'équilibre sont ceux qui permettent d'égaliser l'offre et la demande de chaque bien dans ce système d'interdépendance. Cassel s'intéresse aussi aux situations de croissance économique d'une période à l'autre, ce qui lui permet de faire apparaître le taux d'intérêt.

Karl Schlesinger fit faire dans les années 30 un progrès décisif à ces théories et contribua au bouillonnement intellectuel du Cercle de Vienne (il se suicida quand les nazis entrèrent en Autriche). Il souligne que le prix d'un bien ou d'un facteur de production rare doit nécessairement être positif (puisque le chiffre d'affaires doit au moins couvrir les charges). Le système d'équations de l'équilibre général doit comporter des inégalités à la place d'égalités (le profit faisant la différence). Sur un point, Schlesinger diffère de Cassel : ce dernier, en effet, exprimait que les quantités demandées dépendent des prix des biens, alors qu'au contraire Schlesinger fait dépendre le prix des biens demandés des quantités. C'est une inversion des fonctions analogue à celle qui permet d'opposer Walras et Marshall.

C'est à Abraham Wald que revient le mérite d'apporter la preuve que la solution d'équilibre général est unique, sous certaines conditions découvrant du principe de l'utilité marginale, c'est-à-dire qu'il n'y a qu'un seul système de prix qui permet de réaliser l'équilibre.

En liaison avec la recherche de l'équilibre général se développe à la même époque la théorie des jeux, sous l'impulsion de von Neumann. C'est von Neumann qui a approfondi l'analyse d'une économie en croissance et qui démontre que le taux d'intérêt d'équilibre est égal au taux de croissance. Il publia de nombreux articles avec Morgenstern sur ces sujets, mais c'est John Nash qui, après la guerre, a généralisé à n agents les résultats obtenus par von Neumann et Morgenstern dans l'analyse de l'équilibre d'un jeu à somme nulle opposant deux agents. Le point entre la théorie des jeux et celle de l'équilibre général était définitivement établi.

A la fin des années 30, John R. Hicks publie son ouvrage *Value and Capital* dans lequel il développe la théorie de l'équilibre général à

partir d'une théorie du comportement des ménages et des entreprises. Il y distingue nettement deux questions, celle de l'existence de l'équilibre et celle de sa stabilité.

A la fin des années 40 fut organisée à Chicago une conférence qui réunissait tout le gotha de l'économie mathématique de l'époque. C'est à partir de là que s'est développée l'analyse d'activité, avec Koopmans. L'idée est d'aller en amont des techniques de production que les économistes considéraient comme des données : il faut analyser ces techniques comme le résultat de décisions des entrepreneurs. Le dernier thème important de la fin de cette période, c'est celui de l'optimisme. C'est à Gérard Debreu et à Kenneth Arrow que l'on doit d'avoir démontré que l'équilibre de concurrence, se traduisant par un système de prix, est efficace au sens de Pareto, c'est-à-dire qu'il n'y a plus aucun autre choix possible, une fois trouvé l'équilibre qui permettrait d'améliorer la satisfaction d'un individu.

La fonction de consommation

Tournons-nous enfin vers l'analyse de la consommation, avec un article de John Muellbauer portant sur « Les surprises dans la fonction de consommation » (5). Les surprises portent sur les développements récents de la vieille hypothèse du cycle vital. Selon cette hypothèse, les ménages décident de leur consommation non pas en fonction de leur revenu courant, mais en fonction des perspectives d'évolution de ce revenu pendant toute leur durée de vie. On détermine la richesse d'un individu en actualisant ses revenus futurs et les éléments de sa richesse financière ; la consommation est proportionnelle à cette richesse, et le facteur de proportionnalité dépend des prévisions d'évolution du taux d'intérêt. Les difficultés d'estimation de la richesse sont considérables ; mais la richesse donne à penser que la consommation des périodes passées pourrait en définitive assez bien expliquer celle de la période étudiée, tout simplement parce que la richesse varie peu d'une période à la suivante. Si l'on combine cette hypothèse avec celle des anticipations rationnelles, la consommation d'une période devient alors parfaitement expliquée et déterminée par celle de la période antérieure, à l'élément de surprise près (d'où le titre de l'article). Il y a un moyen simple pour vérifier la raisonnablement : il suffit d'ajouter une variable explicative dans la fonction de consommation ;

LES AUTEURS CITES :

Assar Lindbeck est diplômé de l'université d'Uppsala et professeur à l'université de Stockholm en Suède. Herbert Giersch est professeur à l'université de Kiel, en République fédérale. Frank Wolter travaille dans la planification économique. Edward F. Denison est directeur adjoint du Bureau d'analyse économique du département du Commerce aux Etats-Unis. Il a publié de nombreux travaux sur les sources de la croissance, dont le dernier en 1979. E. Roy Weintraub est professeur à Dalhousie University aux Etats-Unis. C'est un spécialiste de la théorie de l'équilibre général.

Ordinateurs personnels Digital: difficile de faire plus facile.

(En informatique personnelle, l'avenir s'appelle Digital).



Avec ses ordinateurs personnels, Digital (2^e constructeur mondial d'ordinateurs) ouvre une fois de plus une nouvelle ère de l'informatique. Celle de l'ordinateur personnel aussi sophistiqué que simple à utiliser.

Voyez plutôt : les ordinateurs personnels Digital peuvent être utilisés soit comme postes de travail indépendants, soit connectés directement à tout réseau comme terminaux ultra-performants.

Mais ce qu'ils ont peut-être de plus extraordinaire, c'est leur incroyable confort d'utilisation. Pour commencer, ils parlent français et sont livrés avec un programme d'autoformation. Finies les interminables heures d'apprentissage, les journées passées le nez dans un manuel obscur. Chez Digital, c'est l'ordinateur qui vous forme, à votre rythme.

Et le moindre de vos problèmes est prévu. Une touche "aide" sur le clavier peut vous donner des informations sur l'opération en cours. Vous pouvez également trouver la réponse à vos questions dans un de nos manuels rédigés en français. Et le cas échéant, un service téléphonique répondra à vos questions concernant matériel ou logiciel.

Notre ordinateur personnel va encore plus loin : dès la mise en marche, il s'autodiagnostique automatiquement et en cas de difficulté, il vous signale l'élément en cause. Il vous suffit alors d'appeler Digital : les ordinateurs personnels bénéficient tous d'une garantie d'un an sur site, pièces, main-d'œuvre et déplacement. Et si une réparation est nécessaire, elle s'effectuera dans les meilleurs délais. Avec les ordinateurs personnels Digital, entrez dans l'informatique de demain.

Digital. Quelque chose en plus.

Pour obtenir la liste de nos distributeurs agréés et pour tous renseignements, appelez le

(1) 687 31 52

Digital Equipment France - Département Marketing Communications
2 rue Gaston Remieux, BP 136 - 91004 Evry-les-Épinettes cedex

Je désire recevoir votre documentation sur vos ordinateurs personnels et la liste de vos distributeurs agréés.

Nom _____ M 12

Fonction _____

Société _____ Activité _____

Adresse _____

Tel _____

Application _____

digital

TTC

INFORMATIONS « SERVICES »

Honni soit ce « troisième âge »

Cela a été dit et redit aux dernières assemblées nationales des personnes âgées. Aucune commission n'a échappé au leitmotiv : « Nous ne voulons plus de cette appellation de « troisième âge » ». M. Daniel Benoit, secrétaire d'Etat chargé des personnes âgées, avait lui-même en installant la commission de terminologie (1), le 13 janvier dernier, « mis qui refuse les termes de troisième et quatrième âge, je ne trouve embarrassé pour parler de ces personnes qui, sans être vieilles, ne sont plus jeunes alors je dis « les retraités » et pour ceux qui sont un peu moins jeunes encore, « les personnes âgées ».

Il est vrai qu'une connotation un peu bouffonne évoquant les couches-culottes et les petits pots, en référence au « premier âge », se profile derrière ces mots et suscite l'irritation. Et pourtant, né dans les années 60, porteur d'une image de la retraite jeune, dynamique, et plutôt nautique, le « troisième âge » a été tout de suite à la mode, adopté sans guère soulever de réticences. Aujourd'hui, son rejet provient surtout de la réputation des jeunes retraités et préretraités, que le simple passage du statut de travailleur à celui de non-travailleur ferait basculer de l'âge adulte dans le « troisième âge », sans autre geste. Ceux-là n'ont aucune envie d'être des « vieux » avant d'avoir été âgés.

Il va donc falloir trouver un autre terme, susceptible lui aussi de cerner cette population complexe et qui comme « troisième âge » n'inspire ni pitié ni compassion, s'éloigne de la rigidité des définitions administratives et d'ailleurs d'une certaine neutralité qui convient bien aux médias et... à la rédaction du « Monde ».

La commission de terminologie, dont M. Benoit a hérité en succédant à Mme Dufoux au secrétariat d'Etat, va devoir proposer une formule neuve et satisfaisante. Elle figurera dans la future loi - « adhésion et grand public » - de cinq cents termes gérontologiques, actuellement en préparation, afin de « faciliter la communication entre les partenaires de l'action en gérontologie ».

LA VILLE DE PARIS RECRUTE DES BÉNÉVOLES. - Afin d'aider les personnes âgées qui se trouvent isolées pendant la période des vacances estivales, la Ville de Paris, dans le cadre de son opération annuelle « Spécial troisième âge », fait appel aux concours de personnes bénévoles.

Le leuque, composé de rubriques médicales, sociologiques, démographiques, administratives (sécurité sociale, aide sociale, etc.), devrait être disponible avant la fin de l'année. Les usagers y trouveront des définitions utiles pour déterminer s'ils sont « ressortissants » ou « ayants droit » ou quand commence « leur entrée en jouissance ». Chaque terme sera accompagné d'un historique et fera l'objet d'un commentaire.

Mais, en plus de l'analyse et de la critique, la commission est en charge d'une deuxième mission : « veiller à la correction et à l'enrichissement de la langue française dans le domaine concerné ». La gérontologie ne s'accommoderait pas sous les anglicismes. La plupart ont déjà leur traduction. « Senior » n'a pas fait mouche. Quant à « nursing », il devrait se traduire par « soins courants » et non « nursing » qu'une certaine pratique tend à généraliser.

En matière de nouveauté, la commission va donc proposer des « mots issus des sciences humaines et sociales », à reprendre si besoin est. On s'interroge déjà sur « gérance », qui désignerait le processus de vieillissement d'une population - en opposition à « sénescence », le vieillissement individuel - et sur « géré », l'état de vieillissement de la population.

La commission souhaite, également, trouver la bonne expression pour signifier les « classes croisées », journalistiquement efficaces, mais, semble-t-il, peu rigoureuses démographiquement. Quant au « troisième âge » son tour viendra d'être examiné. Mais, en attendant, toutes les suggestions de mots nouveaux seront bienvenues, car si la commission n'a pas pour attribution « de légiférer, d'interdire ou d'autoriser », ses propositions seront suivies de recommandations.

CHRISTIANE GROLIER.

(1) Secrétaire de la commission de terminologie. Secrétaire d'Etat chargé des personnes âgées - 61-65, rue Dutoit, 75015 Paris.

* Arrêté de création du 17 février 1983. J.O. du 8 mars 1983.

Le travail de ces bénévoles consiste à visiter les personnes âgées isolées, à les accompagner dans leurs déplacements, à les aider dans leurs démarches administratives, etc. Il suffit de prendre contact avec le service social de la section du bureau d'aide sociale de leur arrondissement.

LÉGION D'HONNEUR

DÉFENSE

Nous achevons la publication de la liste des nominations dans l'Ordre de la Légion d'honneur (le Monde des 13 et 14 mai).

Sont nommés chevaliers :

MM. Henri Le Nize, Jean Lepetit, Paul Leterrier, Charles Lefebvre, Jean Lefebvre, Serge Lefebvre, Pierre Lefebvre, Fernand Lefebvre, André Lefebvre, Roger Lefebvre, Marcel Lefebvre, Jean Lefebvre, Robert Lefebvre, Yves Lefebvre, Pierre Lefebvre, Paul Lefebvre, Henri Lefebvre, Florent Lefebvre, Eugène Lefebvre, Jean Lefebvre, Vincent Rapp, Paul Remicourt, Jean Rousseau, Albino Rizzo, Edouard Rogin, Michel Roby, Denis Roussel, Camille Roussel, Jean Sabatier, Honoré Salata, David Santa Elena, Marcel Segal, Antoine Siris, Roger Servais, Jean Simon, Valère Sorlin.

MM. Charly Thummes, Roger Tochon-Ferdollet, Michel Tozard, Jean Trialet, Robert Vaz, Robert Waryn.

MM. Guy Aboniot, Jean Adobati, Timothée Affand, Fernand Barrachet, Jean Barraque, Jean Batut, René Baudart, Antoine Beauvy, Jacques Benard, Florin Bérthoulet, Gilbert Beurrier, Marie Bigon, Lucien Bigon, Georges Boileaud, Benoît Boiteau.

MM. Ernest Bonaccorsi, Guy Bonchard, Jacques Bonde, André Brana Lopez, Adolphe Bresson, Marcos de Brito, Jacques Buchart, Maxime Bugnot, René Cabley, Sauveur Camu, Didier Carbot, Robert Casagosa, Jacques Cas-

teble, Charles Cavallia, Louis Costantini.

MM. Pierre Césari, Léon Chambon, Roger Charlat, Robert Chassagnol, Joseph Chira, René Chellier, Jean Clément, André Cochot, Robert Cohen, Daniel Compagnon, François Crémons, Lucien Croc, Joseph de Cruz, Jean Cuny, Georges Curia.

MM. Gaston Daudet, René Delahaye, René Delort, François Delmas, Marcel Demouquing, Marcel Dethier, Jean-Pierre Dreyfus, Antoine Duchon, Jean Dufau, André Duguet, Pierre Duleux, Martial Durand, Alphonse Dutreux, Henri Duval.

MM. Jean Fall, Albert Favier, Léopold Figeures, Augustin Fiorani, Victor Folmer, Louis Francillon, Joseph Fringuello, Joseph Garcia, Ramon Garcia, Roger Gaudard, Auguste Gillet, Raymond Givonnet, Roger Grange, Jean Grosjean, François Guéhenne.

MM. Auguste Guichoux, Paul Guerin, Louis Guen, Julien Haeg, Robin Hiva, André Hochschiller, Ernest Huet, Alfred Imbert, René Jacques, Toussaint Jacquet, Gérard Jagne, René Kuchnicki, Richard Lafont, André Lahaye, Jacques Lambin.

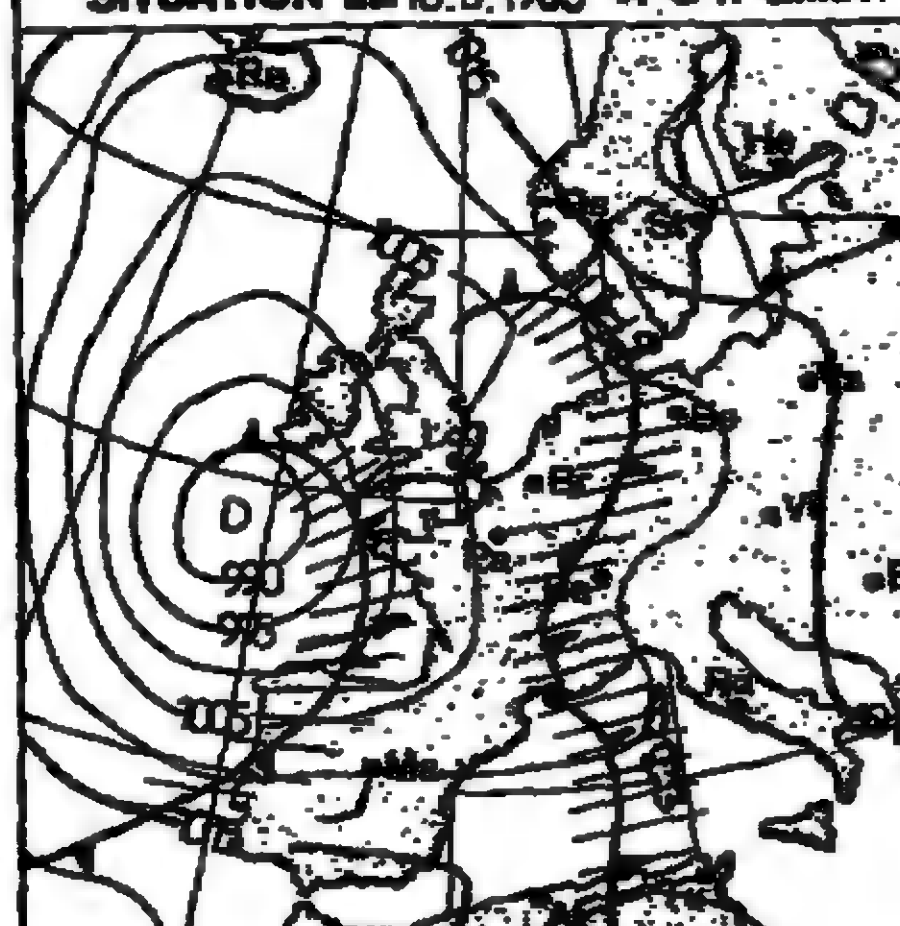
MM. Marie Laroque, Henri Laurent, Gaston Lebarbier, René Lebeigle, Pierre Le Bris, Camille Ledde, Joanny Legendre, Eugène Le Guédon, Georges Le Men, Albert Le Moed, Aimé Lénest, Manuel Lopez, Charles Loth.

MM. Pierre Marcellin, Jean Marce, Antoine Marcelli, Paul Mascaret, Albert Masson, Jean Mathison, Georges Matthews, Henri Monin, Robert Morel, Jacques Mongot, Jean Munier, Jean Mur, Aron Naj, Jean-Marie Nicolay, Emile Orango, Daniel Ott.

MM. André Pailhade, André Prast, Marcel Pasquier, Jean-Marie Pellegrin, Léonce Peloux, André Pionon, Louis

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 16.5.1983 A 0 h G.M.T.



Evolution probable du temps en France entre le lundi 16 mai à 8 heures et le mardi 17 mai à minuit.

La France restera sous l'influence d'un courant de sud-ouest instable apportant encore de l'humidité. Mais l'atténuation de la dépression du Roussillon apportera une relative accalmie dans le mauvais temps.

Mardi matin il fera environ 10 degrés au lever du jour. Les régions à l'est du Rhin et de la Saône, ainsi que le Nord-Est, seront encore sous les pluies ou les orages localement violents. Sur les autres régions, temps très variable avec pas mal de nuages et des ondées locales assez fréquentes.

Au cours de la journée, le mauvais temps s'éloignera vers l'Allemagne et la Suisse. Le ciel sera très changeant en toutes régions, de belles éclaircies pourront par places se développer. Une menace d'ondées orageuses planera sur l'ensemble du pays. Sous les grains, il y aura encore de fortes rafales de sud-ouest.

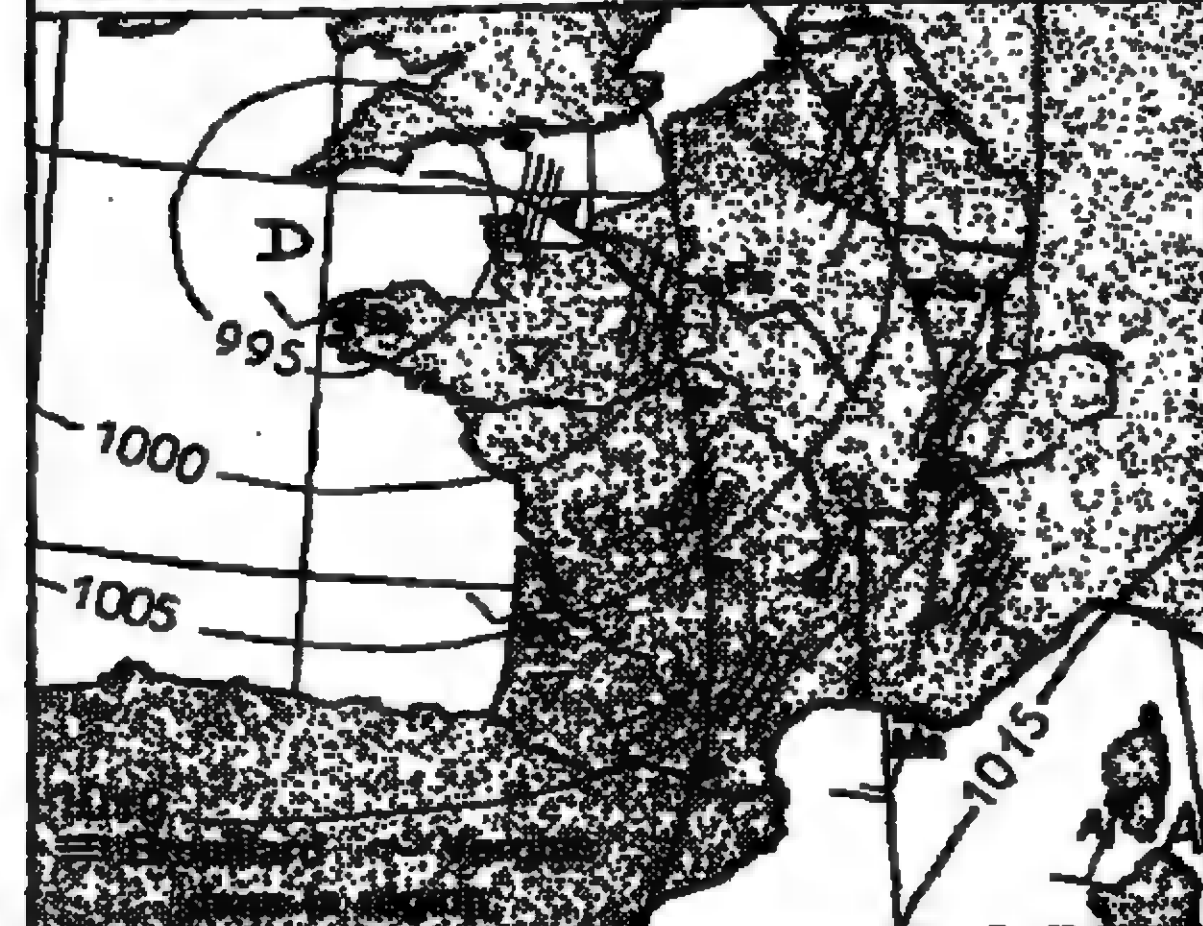
La température atteindra au meilleur moment de l'après-midi 17 degrés à 18 degrés sur le quart sud-est et 14 degrés à 16 degrés sur les autres régions, suivant la durée des éclaircies.

La pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était à Paris, le 16 mai, à 8 heures, de 1003,8 millibars, soit 752,9 millimètres de mercure.

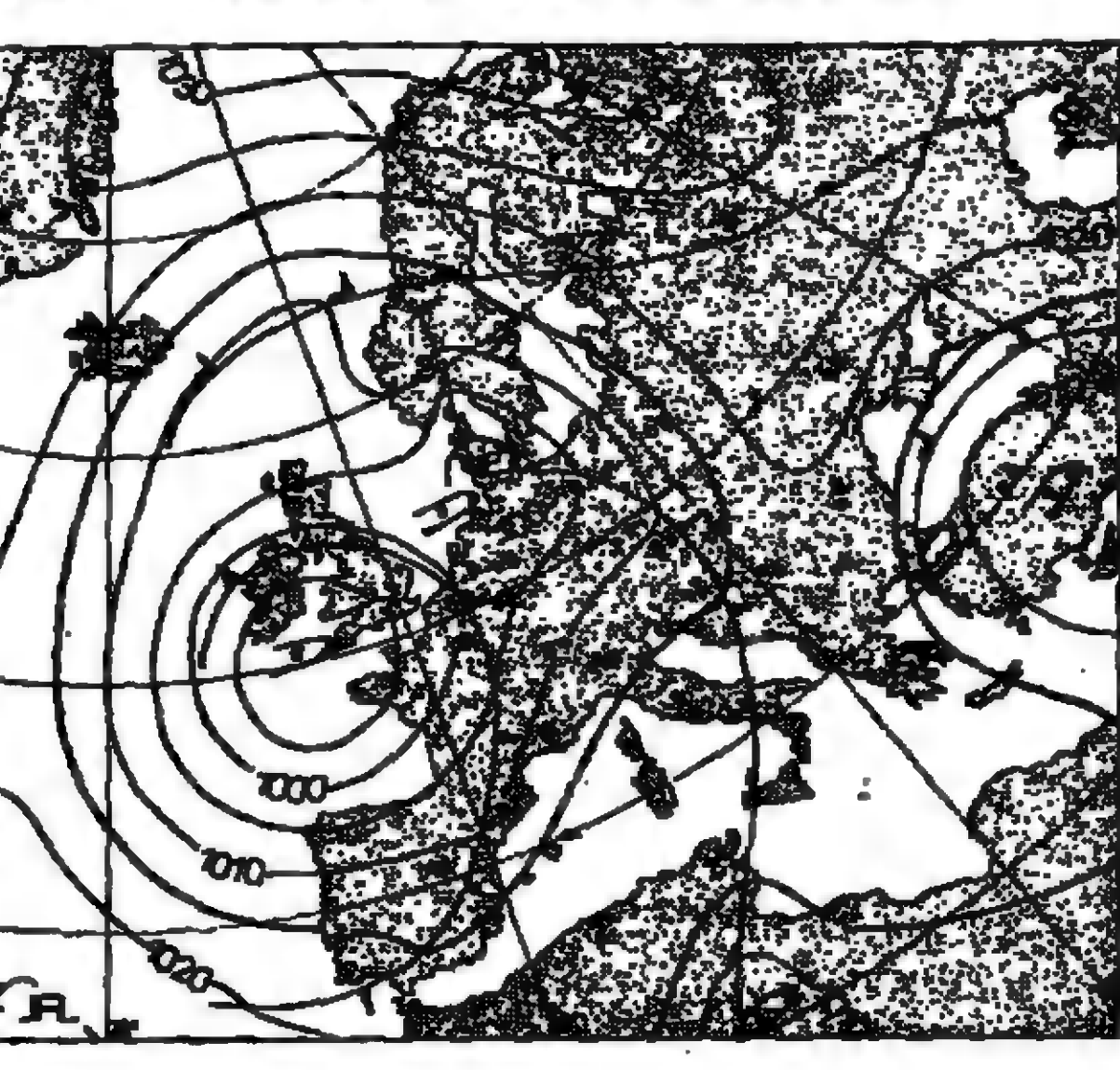
Températures (le premier chiffre indique la moyenne sur l'ensemble de la journée du 15 mai; le second le minimum de la nuit du 15 mai au 16 mai) :

Ajaccio, 27 et 17 degrés; Biarritz, 20 et 14; Bordeaux, 19 et 10; Bourges, 17 et 9; Brest, 13 et 8; Caen, 17 et 7;

PRÉVISIONS POUR LE 17.5 DÉBUT DE MATINÉE



PRÉVISIONS POUR LE 17 MAI A 0 HEURE (G.M.T.)



Cherbourg, 14 et 9; Clermont-Ferrand, 18 et 6; Dijon, 15 et 10; Grenoble, 17 et 11; Lille, 16 et 6; Lyon, 16 et 11; Marseille-Méditerranée, 22 et 13; Nancy, 18 et 10; Nantes, 16 et 10; Nice-Côte d'Azur, 21 et 14; Paris-La Bourget, 17 et 7; Pau, 19 et 7; Perpignan, 21 et 8; Rennes, 15 et 10; Strasbourg, 16 et 12; Toulon, 17 et 8; Toulouse, 17 et 6; Poitiers-La Roche, 29 et 22.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 23 et 10 degrés; Amsterdam, 17 et 6; Athènes, 28 et 20; Berlin, 21

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

BREF

EXPOSITIONS

CONNAISSANCE DES ABELLES. - La Maison de la nature des Hauts-de-Seine organise jusqu'au 3 juillet une exposition intitulée « Reportage au rucher ».

qui traite les thèmes suivants : la société des abeilles, les ennemis des abeilles, l'apiculture d'hier et d'aujourd'hui.

* Maison de la nature, 9 mai du 4-Septembre, 92100 Boulogne. Tél. : 603-33-55.

FORMATION DES NOUVEAUX MAIRES. - Le Centre de formation permanente de l'Université Paris-II et le Centre de formation des élus locaux (Cefel) organisent, le samedi 25 juin à l'amphithéâtre 1 (12, place du Panthéon, 75005 Paris), un séminaire sur « Les nouvelles compétences des communes ; rapports Etat-communes ; nouvelles compétences en matière d'urbanisme, etc. ».

* Tél. : 325-15-25 ou 329-21-48, postes 445 et 538.

L'ANGLAIS PAR LE THEATRE. - Le service des échanges universitaires et scolaires du Centre culturel canadien organise des cours d'anglais pour adultes les 16 et 30 mai, de 18 h 30 à 21 h 30, et pour adolescents les 11, 14, 18, 25 et 28 mai, de 14 heures à 17 heures. Ces cours visent à l'apprentissage ou au perfectionnement de l'anglais à l'aide du jeu théâtral et de l'improvisation dramatique.

* Tél. : 551-35-73, poste 222.

CONNAITRE LE ROUERGUE. - Dans le cadre de ses week-ends en ville, le Centre de formation permanente de l'Université Paris-II et le Centre de formation des élus locaux (Cefel) organisent, le samedi 25 juin à l'amphithéâtre 1 (12, place du Panthéon, 75005 Paris), un séminaire sur « Les nouvelles compétences des communes ; rapports Etat-communes ; nouvelles compétences en matière d'urbanisme, etc. ».

* Tél. : 325-15-25 ou 329-21-48, postes 445 et 538.

LE TRAVAIL DU BOIS. - Le Centre des arts et techniques appliquées organise à l'intention des amateurs de travaux manuels des cours d'initiation au travail du bois : menuiserie, ébénisterie, restauration de meubles, le mercredi soir et en semaine.

* C.A.T.A., 121, rue de Choisy, 75001 Paris, tél. : 371-61-43.

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel du dimanche 15 mai :

DES DÉCRETS

● Modifiant le décret du 10 juillet 1968 relatif à l'organisation et à l'encadrement des services de la Caisse des dépôts et consignations ;

● Portant promotion, nominations et affectations (enseignements supérieurs et inspection générale de l'administration).

UN ARRÊTÉ

● Portant interdiction de la vente de certaines espèces de gibier de montagne (chamois, isard, lièvre).

17 heures. Ces cours visent à l'apprentissage ou au perfectionnement de l'anglais à l'aide du jeu théâtral et de l'improvisation dramatique.

* Tél. : 551-35-73, poste 222.

CONNAITRE LE ROUERGUE. - Dans le cadre de ses week-ends en ville, le Centre de formation permanente de l'Université Paris-II et le Centre de formation des élus locaux (Cefel) organisent, le samedi 25 juin à l'amphithéâtre 1 (12, place du Panthéon, 75005 Paris), un séminaire sur « Les nouvelles compétences des communes ; rapports Etat-communes ; nouvelles compétences en matière d'urbanisme, etc. ».

* Tél. : 325-15-25 ou 329-21-48, postes 445 et 538.

LE TRAVAIL DU BOIS. - Le Centre des arts et techniques appliquées organise à l'intention des amateurs de travaux manuels des cours d'initiation au travail du bois : menuiserie, ébénisterie, restauration de meubles, le mercredi soir et en semaine.

* C.A.T.A., 121, rue de Choisy, 75001 Paris, tél. : 371-61-43.

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel du dimanche 15 mai :

DES DÉCRETS

● Modifiant le décret du 10 juillet 1968 relatif à l'organisation et à l'encadrement des services de la Caisse des dépôts et consignations ;

● Portant promotion, nominations et affectations (enseignements supérieurs et inspection générale de l'administration).

UN ARRÊTÉ

● Portant interdiction de la vente de certaines espèces de gibier de montagne (chamois, isard, lièvre).

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 3459

	1	2	3	4	5	6	7	8	9
I									
II									
III									
IV									
V									
VI									
VII									
VIII									
IX									
X									
XI									

HORIZONTALEMENT

I. Font partie des très bons fromages. - II. Article. Découvert. Ne ramène plus. - III. Comme un paillard dépourvu de colonnes latérales. Deuxième d'une série. - IV. Des femmes qui doivent savoir bien taper. - V. Sur le Danube. Article. - VI. Perdus quand tout est noir. Abréviation précédant un numéro. - VII. Les petites annonces. - VIII. Utile pour mettre de l'ordre. - IX. Rome aurait été fondée par ses descendants. Hés de l'archipel britannique des Hébrides. - X. Un étranger. Pile des Pyrénées. - XI. Jourdain dans le Gers. Cercle en Solde.

VERTICALEMENT

I. Certaines sont remplies de vers. - 2. Un mouvement en arrière. - 3. Pas trop crues. - 4. Qui a donc trop attendu. Un doigt. - 5. Dans le Bassin parisien. Mot qui s'adresse souvent à un bétail. Au monde. - 6. En France. Qui n'avait peut-être pas été bien digéré. - 7. Pas acquiescé. Possesseur. Port de la République d'Irlande. - 8. N'importe quel gosse, qu'un moment d'insouciance. Avec un certain front. - 9. Ville de l'Orne. Sert parfois pour l'observation.

Solution du problème n° 3449

Horizontalement

I. Escadrotiers. - II. Lemigo. Braconnier. - III. Arc. Motteux. Tas. - IV. Gamme. Anse. Mère. - V. Aile. Glénère. - VI. Dur. Terre. - VII. Epave. Enorme. - VIII. Inc. Car. Ur. - IX. Enterré. Cl. Col. - X. M. Ruelles. Hor. - XI. Potes. Assiette. - XII. Inc. Oisam. AL. - XIII. Ile. Sabote. - XIV. Eline. SOS. Rose. - XV. Rasée. Recol. leau.

Verticalement

I. Elagage. Empiler. - 2. Xérés. Panier. La. - 3. Camille. Seins. - 4. R. Moutier. Lee. - 5. Dime. Ré. Rueil. - 6. Ego. Rires. Et. - 7. No. tit. Sol. Or. - 8. Entéré. Laise. - 9. Abuser. Cesse. - 10. Irlande. - 11. Rte. Inc. Inc. - 12. E. M. Oratoire. - 13. Suture. Out. Sou. - 14. Rte. Moutier. - 15. Lise. Ver. Rebus.

GUY BROUTY.

Le Monde

Service des Abonnements
5, rue des Italiens
75001 PARIS CEDEX 09
C.A.P. Paris 4207-23

ABONNEMENTS

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE

341 F 554 F 767 F 980 F

TOUS PAYS ÉTRANGERS

PAR VOIE NORMALE

414 F 1 074 F 1 547 F 1 928 F

ÉTRANGER

(par mandat)

1 - BELGIQUE-LUXEMBOURG

PAYS-BAS

381 F 634 F 887 F 1 140 F

II - SUISSE, TUNISIE

454 F 779 F 1 105 F 1 430 F

Par voie aérienne

Tarif sur demande.

Les abonnés qui paient par chèque postal (tous pays) ou par mandat postal (tous pays) doivent joindre au chèque à leur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines au plus) : les abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ.

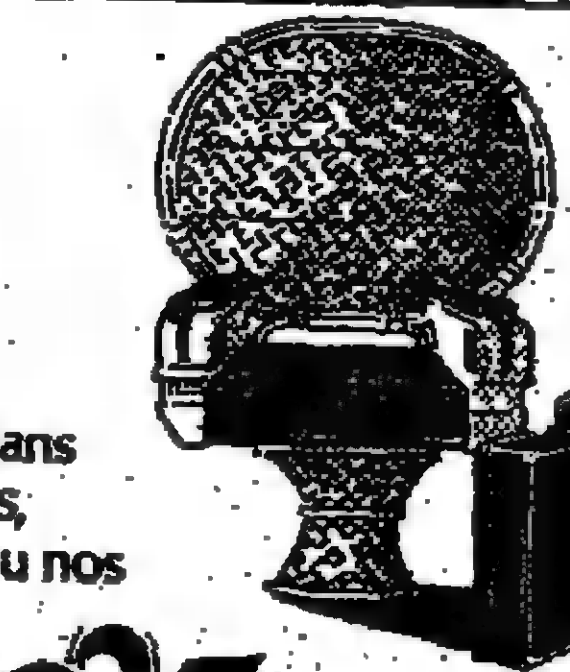
Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance de s'adresser à nos seuls agents ou capitales d'imprimerie.



Prenez Bangkok par la Thai.

La Thai donne une dimension royale à sa classe affaire en créant la Royal Executive Class. Ce plaisir nouveau, vous le savourerez confortablement installé dans l'un des quarante larges fauteuils de nos B 747. Alors, vous goûterez le raffinement d'un service royal : assistance spéciale, vins sélectionnés, plateaux de fromages, corbeille de fruits. Et mille petites attentions à l'image de l'éternelle et accueillante Thaïlande. Pour voyager comme un roi, contactez notre agence de voyages ou nos bureaux : THAI INTERNATIONAL, 123, Champs-Élysées, 75008 PARIS. Tél. : 720.86.15 - Park Hôtel, 6, avenue Gustave-V, 06000 NICE. Tél. : (93) 53.39.82.



الهوان النصار

مکان العمل

REPRODUCTION INTERDITE

*** LE MONDE - Mardi 17 mai 1983 - Page 27

OFFRES D'EMPLOI	77,00	91,32
DEMANDES D'EMPLOI	22,80	27,04
IMMOBILIER	82,00	61,67
AUTOMOBILES	82,00	61,67
AGENDA	52,00	61,67
PROP. COMM. CAPITAUX	151,80	180,03

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADREES	La mm/col.	La mm/col. T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	43,40	51,47
DEMANDES D'EMPLOI	13,00	15,42
IMMOBILIER	33,60	39,85
AUTOMOBILES	33,60	39,85
AGENDA	33,60	39,85

* Dégressifs selon surface du nombre de parutions.

DIRECTIONS . DIRECTIONS . DIRECTIONS

Fonctions Nationales et Internationales

Nous sommes une Société de l'Ouest de la France
170 personnes - 60 millions C.A.
axée sur la fabrication de produits d'emballage
nouveau.

Nous offrons poste de

DIRECTEUR GENERAL

pour remplacer notre Directeur actuel
appelé à de plus larges fonctions

Il prendra en charge l'Entreprise, définira en
commun les orientations et objectifs, les fera
appliquer sur le terrain, gèrera et dynamisera
l'ensemble.
Ce poste s'adresse à un homme de 32 ans minimum
R.E.C. - INSEAD - ou équivalent, ayant eu des
responsabilités élevées, dans une entreprise de
transformation de moyenne importance.
Il doit être autonome avec de l'ambition, être
minutieux, dans une optique de développement.

Merci d'adresser C.V. manuscrit,
photo, prétentions s'él. 1973 à
Mme A. GARET
11, rue Marvoisin 44200 NANTES
Discrétion assurée.



Chef de département comptabilité - fiscalité

300.000 F

Toulouse - Un important groupe industriel français (7 milliards de francs de
chiffre d'affaires), leader européen sur son marché, recherche son chef de
département comptabilité-fiscalité. Rapportant au Directeur Administratif et
financier du groupe, il aura sous sa responsabilité trois centres comptables
principaux répartis en France et couvrira les domaines suivants : comptabilité
générale, analytique, recouvrement, contrôle filiales, méthodes et organisa-
tion comptable, fiscalité, soit 50 personnes dont 10 cadres. Sa mission consis-
tera à donner les grandes lignes de l'organisation et du projet comptable et à
veiller à l'application uniforme des procédures. Nous recherchons un profes-
sionnel de haut niveau de la comptabilité, âgé d'au moins 35 ans, diplômé
d'études supérieures et possédant, si possible, le niveau expertise comptable.
Il devra justifier d'une expérience approfondie de la fonction acquise en entre-
prise ou en cabinet. Une bonne connaissance du droit commercial et des affai-
res sera appréciée. Le poste est basé à Toulouse. La rémunération annuelle,
de l'ordre de 300.000 francs, sera fonction de l'expérience du candidat retenu.
Ecrire à D. DELRIEU. Réf. A/T7010M

Aucun renseignement ne sera transmis sans l'accord préalable des candidats.
Adresser C.V. en rappelant la référence à :

PA Conseiller de Direction S.A.

71 bis, allée Jean-Jaurès - 31000 TOULOUSE - Tél. (61) 63.70.63

Amsterdam - Bruxelles - Francfort - Lille - Londres - Lyon
Madrid - Milan - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse



Directeur administratif

280.000 F

Un organisme social privé, interprofessionnel de la région parisienne,
employant plus de 900 personnes et gérant un nombre important d'entreprises
adhérentes, crée le poste de Directeur Administratif. Rapportant au Directeur
Général, et assisté des différents chefs de service, il aura autorité sur une quar-
taine de personnes. Il aura notamment la responsabilité de l'informatique
(IBM 34, temps réel), de la gestion administrative des adhérents, et de certains
services généraux (immeubles, assurances, travaux neufs et entretien, maté-
riel, mobilier, parc automobile, courrier, roulage...). Ce poste conviendrait à un
candidat âgé d'au moins 35 ans, possédant une formation supérieure (école de
gestion, sciences politiques, droit, sciences économiques...), disposant d'une
solide expérience de l'animation de services administratifs importants, et
familiarisé avec la gestion informatique de gros fichiers (banques, assuran-
ces, caisses de retraite, mutuelles, etc...). Une forte autorité personnelle et un
sens aigu de l'organisation sont indispensables. La rémunération, qui pourra
atteindre 280.000 francs par an, sera essentiellement liée à l'expérience du
candidat retenu. Le poste est situé à Neuilly. Ecrire à J.A. DENNINGER.
Réf. A/2346M

Aucun renseignement ne sera transmis sans l'accord préalable des candidats.
Adresser C.V. en rappelant la référence à :

PA Conseiller de Direction S.A.

3, rue des Gravières - 92200 NEUILLY - Tél. 747.11.04

Amsterdam - Bruxelles - Francfort - Lille - Londres - Lyon
Madrid - Milan - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

DIRECTEUR MARKETING

300 000 F +

Notre société (C.A. + 200 Millions de F. + 600 personnes), en progression
constante depuis 20 ans, filiale d'un grand groupe Nord Américain, est
spécialisée dans la fabrication et la vente de produits chimiques d'hygiène
et d'entretien en agriculture, industries alimentaires, et collectivités.

Nous confierons à un candidat de valeur, motivé par ce type de marchés :
- la définition des stratégies,
- la gestion d'une gamme de produits très diversifiée,
- les études et lancement de nouveaux produits.

Placé sous l'autorité de la Direction Générale, vous animerez une équipe
de 8 personnes.

Issu d'une Grande Ecole, vous êtes âgé d'au moins 35 ans, vous parlez
l'anglais et maîtrisez les techniques de Marketing depuis 7 ans.

Vous exercerez cette fonction avec de réelles et sérieuses possibilités
d'évolution au sein d'une société à forte rentabilité.

Adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions sous
référence 5318 M, à Henry LANG, à qui nous avons confié
cette recherche.



Personnel conseil
85, rue de Lille 75007 PARIS
CSC/CL

CLUB DE PREVENTION
DANS L'ESSONNE

DIRECTEUR

Devant assurer en partie une
fonction d'encadrement
Réf. France C.N. 65
Poste à pourvoir rapidement.
Ecrire sous le n° T 040.296 M
RÉGIE-PRESSE
85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

Secteur tourisme
cherche

DIRECTEUR

ADMINISTRATIF ET
FINANCIER

30 ans environ. H.E.C. ou
équivalent + D.E.C.S.,
complète expérience souhaitée.
Ecrire sous le n° T 040.296 M
RÉGIE-PRESSE
85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

Nous prions les
lecteurs répondant
aux « ANNONCES
DOMICILIEES » de
vouloir bien indiquer
lisiblement sur l'en-
veloppe le numéro de
l'annonce les
intéressant et de
vérifier l'adresse,
selon qu'il s'agit du
« Monde Publicité »
ou d'une agence.

Filiale de deux très importants groupes Français de plusieurs Milliards de C.A., nous exploitons
des complexes commerciaux de standing. Nous avons démarré en 80 et réalisons plus de 150 M.F.
en 82 ; nous attendrions les 200 M.F. en 83. Ces résultats nous permettent d'aller plus loin. Aujourd'hui,
nous recherchons, pour PARIS, un

directeur financier

Sous l'autorité de la Direction Générale, vous êtes responsable du contrôle de gestion et des ser-
vices comptables. Vous concevez, mettez en place et gérez l'ensemble des systèmes, procé-
dés et travaux de votre direction. Vous dirigez une équipe d'une dizaine de personnes, dont 3
cadres, au siège et en exploitation. Vous avez 32 ans minimum, un diplôme Grande Ecole Com-
merciale, option Finances + DECS et vous avez déjà exercé cette fonction de préférence dans le
secteur des Services, vous avez particulièrement fait vos preuves en contrôle de gestion. Le choix
de votre candidature et votre réussite seront liés à vos compétences certes, mais surtout à vos
qualités personnelles : rigueur, sens de l'organisation, esprit d'équipe, passion du métier et goût
d'une gestion qui prépare l'avenir. (Réf. 50 LM)

responsable développement

Sous l'autorité du Directeur Commercial vous êtes chargé de prospecter, d'étudier, de coordonner
et de mener à bien de nouvelles affaires, de nouveaux produits sur de nouveaux sites, en France
et à l'étranger. Après un diplôme d'études supérieures sur le commercial et la gestion, vous
avez pratiqué le terrain, exercé des responsabilités du type chef de produits ou adjoint marketing,
de préférence dans les secteurs des biens de consommation ou dans la distribution moderne.
Votre profil concilie les qualités d'un homme entreprenant, innovateur, audacieux, avec celles du
gestionnaire rigoureux, méthodique, et ayant le sens de la rentabilité. Par ailleurs, vous possédez
de l'aisance dans les contacts, et une excellente pratique de l'anglais. (Réf. 50 MM)

Adresser votre dossier (lettre man., C.V. dét., sal. act., tel. pers.) en précisant la référence à :

Hervé Le Baut-Consultants TI, rue la Boétie - 75008 PARIS - Tél. 265.38.39

DIRECTEUR DE ZONE

180 - 200 000 F

Centre-Ouest
Pièces détachées automobiles

Une société française spécialisée dans la commercialisation de pièces
détachées pour l'automobile, recherche UN DIRECTEUR DE ZONE
pour l'une des filiales de son réseau de grossistes. Sous l'autorité du
Directeur de cette société et dans le cadre d'un budget et d'objectifs qu'il
aura fait approuver, il sera entièrement responsable des résultats de sa
zone considérée comme centre de profit. Dans cette optique, il animera et
contrôlera les activités de plusieurs magasins de vente, d'un atelier
pièces lourdes et d'une équipe de représentants chargés de suivre une
clientèle traditionnelle (garagistes, électriciens autos...). Il mènera
les négociations les plus importantes. Il veillera particulièrement à la
gestion des stocks des différents points de vente (40 000 références). Il
aura autorité sur une cinquantaine de personnes. Le candidat retenu,
âgé d'au moins 30 ans, de formation type ESC ou équivalent, possèdera
une expérience professionnelle analogue de plusieurs années acquise
dans le secteur des pièces détachées autos. La connaissance de la
langue anglaise constituerait un atout supplémentaire.
Ecrire sous référence 594/M à :

GRH conseils

3, avenue de Ségur 75007 PARIS.
Discrétion assurée.

DIRECTEUR COMMERCIAL

Matériel de levage

Dans ses deux usines, la Société (160 personnes)
fabrique des matériels de levage. L'une de ses lignes
de produits spécialisés a acquis une réputation in-
ternationale.
Pour développer ses ventes en France et à l'étranger,
elle crée le poste de Directeur Commercial dont le rôle sera de coordonner l'activité des trois
Chefs des Ventes en France, de visiter les clients
les plus importants et de prendre personnellement
en charge la partie exportation.
40 ans environ. Formation ESC ou niveau équiva-
lent. Anglais courant impératif. Expérience de la
vente de biens d'équipement industriels. Connaissances
souhaitées des matériels de levage. Le cadre
recherché sera membre du Comité de Direction
et pourra accéder à des responsabilités plus im-
portantes. Résidence ville région Rhône-Alpes.
Adresser CV détaillé s'él. 232/19M à :

France
Toussaint 22, rue St-Augustin 75002 Paris.

DIRECTEUR D'AGENCE

16 - 17 millions CFA

Afrique Equatoriale
Bâtiment T.P.

Une société française de Bâtiment-T.P. (CA 350 millions de F. - effectif
1 200 personnes), qui exerce ses activités en France et à l'étranger,
recherche UN DIRECTEUR D'AGENCE pour l'une de ses filiales
(CA 35 millions de F. - effectif 400 personnes) implantée en Afrique
Equatoriale. Sous l'autorité du Directeur Général « Afrique » de la
Société, il sera chargé de la gestion financière (budgets - trésorerie -
comptabilité), commerciale (suivi et développement de la clientèle),
technique (réponse aux appels d'offre, devis, études, travaux), et
humaine de son Agence. Il assurera les relations avec les administrations,
les banques et les assurances. Le candidat retenu, âgé d'au moins
35 ans, de formation Ingénieur, possèdera plusieurs années d'expérience
de la conduite de chantiers de bâtiment - TP ou constructions Indus-
trielles. L'expérience de l'exportation, si possible en Afrique, est très
fortement souhaitée.
Ecrire sous référence 595/M à :

GRH conseils

3 avenue de Ségur 75007 PARIS.
Discrétion assurée.

précision mécanique
labinal

7200 personnes, 20 Usines, C.A. 1,8 Milliard de F.
recherche pour son Siège Social
situé à BOIS D'ARCY

LE FUTUR DIRECTEUR DE SES SERVICES COMPTABLES

De formation supérieure (Expertise Comptable - Grandes Ecoles
de Gestion), le candidat devra obligatoirement posséder une
expérience d'au moins 8/10 ans dans un groupe industriel à un
poste de responsabilité dans les Services Comptables et de Gestion.

Engagé dans un premier temps au sein de la Direction Adminis-
trative et Financière, il devra se préparer à remplacer à moyenne
échéance l'actuel Directeur lors de son départ en retraite.

Pour ce poste, une connaissance de l'anglais est souhaitable.

Adresser C.V. et prétentions à PM LABINAL
Direction des Affaires Sociales 5, avenue Newton
78390 BOIS D'ARCY.

BANQUE POMMIER

BANQUE POUR L'INDUSTRIE ET LES SERVICES

PARIS 8ème
recherche un

directeur de succursale confirmé

pour développer à partir de structures existantes
une clientèle d'ENTREPRISES MOYENNES.

Ce poste implique :

- Une très bonne connaissance des produits et
services bancaires
- Une expérience réussie de plusieurs années
en clientèle d'entreprises.

Ecrire en joignant C.V. détaillé, photo et
prétentions à L. CLAVEY
86 rue de Courcelles - 75008 PARIS

Important Groupe Mécanique Français

cherche
pour sa filiale dans le JURA
PRODUITS DE SERIE, HAUT DE GAMME,
A USAGE PROFESSIONNEL ET PUBLIC

directeur

Le titulaire, âgé d'au moins trente cinq ans devra :
• avoir une formation Grande Ecole ou équivalente,
• présenter des références de premier plan en matière de
fabrication mécanique de grande série et être capable de
concevoir et de conduire tout programme de réorganisa-
tion industrielle et d'automatisation,
• avoir une bonne pratique de la gestion d'entreprise,
• maîtriser la langue anglaise.
Le titulaire habitera sur place et aimera la vie à la campagne.
En cas de réussite il sera appelé à succéder d'ici deux ans au
Président lors de son départ à la retraite.

Ecrire avec C.V. et photographie à
YVES BOSSARD
INGENIEUR CONSEIL
8, avenue de Verzy - 75017 Paris



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

Filiale du C.E.A. recherche
Jeune ingénieur
« recherche appliquée et développement »

Il devra assurer le développement expérimental de produits et procédés (mesure... contrôle) en vue de leur qualification industrielle ou de leur amélioration technique ainsi que la surveillance de procédés spéciaux en production. Rattaché au Directeur Technique il doit être à même de travailler de manière autonome en utilisant les compétences des différents services concernés.

Nous recherchons pour ce poste un ingénieur diplômé (IEG, INSA...) option génie physique matériaux - quelques années d'expérience dans le domaine des contrôles non destructifs et certification COFREND appréciées. Anglais indispensable.

Lieu de travail : 15 km de Grenoble

Adresser lettre manuscrite, C.V. détaillé, photo et rémunération souhaitée sous référence 73676M à Mme CLERE: Sels-CEGOS, Tour Chenonceaux, 204, Rond Point du Pont de Sèvres - 92516 BOULOGNE Cédex.

séle CEGOS

100 km au Nord-Est de Paris

RESPONSABLE RELATIONS SOCIALES

Cette importante entreprise du secteur agro-alimentaire emploie plus de 1000 personnes dans 4 unités de production et réalise un Chiffre d'Affaires de 1,2 Milliard de Francs. A la suite de la promotion au siège de l'actuel titulaire, elle recherche le Responsable des Relations Sociales de son établissement industriel principal qui occupe plus du tiers des effectifs.

Rattaché au Chef d'Etablissement et en liaison fonctionnelle avec la Direction Centrale des Relations Humaines, sa mission est d'étudier et de mener toutes les actions relatives à l'amélioration du climat social. Il assiste et conseille les différents responsables et prend en charge la gestion dynamique de l'emploi. Il assure les liaisons avec les partenaires sociaux (CE, DP, CHSCT...). Possiblement il entretient et contrôle les services généraux, en particulier sur le plan de l'organisation et de l'administration.

Nous souhaitons rencontrer un professionnel confirmé de la fonction personnel ayant acquis au moins une partie de son expérience en milieu industriel. Il est particulièrement motivé par la perspective d'un poste sur le terrain, susceptible d'évoluer rapidement vers des responsabilités plus larges.

Les conditions offertes sont de nature à intéresser une personnalité de valeur.

Ce poste est basé dans une ville agréable à 100 km au Nord-Est de Paris.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle, sous réf. M 9765 B, à :

EGOR INDUSTRIE
 63 rue de Pontivy 75008 Paris.

egor

PARIS LYON NANTES TOULOUSE MILANO PERUBIA ROMA DUSSELDORF LONDON MADRID

BISCUITS BEUN créent dans leur Centre Technique situé à CHATEAU-THIERRY (02) le poste de

RESPONSABLE ASSURANCE QUALITE

Le titulaire du poste aura à concevoir les règles de contrôle de la qualité de l'ensemble des produits de la Société, de les mettre au point, d'en rédiger les spécifications.

Il aura, également à préparer le programme d'Audits aux différentes phases de fabrication et de distribution du produit et d'en contrôler le respect.

Si vous avez déjà une expérience dans un poste similaire, une formation type E.N.S.I.A.A., une bonne connaissance de la législation sur les produits alimentaires et une parfaite maîtrise de la langue anglaise, adressez votre C.V. et prétentions à J.S. JOUVE rue Henri Petit - 02400 CHATEAU THIERRY

Filiale Française d'un grand groupe Américain 49.000 pers. dans 135 pays

Notre vocation : le RECHERCHE orientée vers l'AGRICULTURE.

Tous les produits de la division phytosanitaire sont en premières places au fil de la profession. Vous avez une formation supérieure, et une première expérience du marché agricole (produits phytosanitaires, engrais, semences...) que vous voulez valoriser. Nous vous proposons pour Est ou Sud-Ouest le poste

ingénieur commercial marché agricole

Autonome, à la fois manager et homme de marketing, vous aurez la responsabilité de l'analyse du marché de votre région ainsi que l'animation des réseaux de distribution. Possibilité d'évolution : France ou l'étranger. Volonté de fonction.

Si cette proposition retient votre attention, contactez Patrice CAUMON qui nous assiste dans cette recherche :

EXPERIENCE
 10, rue de Rome 75008 PARIS ☎ 522.21.70

FAMICREDIT

Nous sommes un établissement financier spécialisé dans le crédit à la consommation; nous faisons partie d'un groupe bancaire privé international et nous recherchons immédiatement

pour notre division distribution un

Responsable national du réseaux de correspondants

Ce département, basé à notre siège social est en plein développement. Son responsable devra animer et compléter un réseau national de distributeurs agréés, distinct des agences traditionnelles. Ce poste suppose une bonne connaissance des produits de crédit aux particuliers, d'excellentes qualités commerciales et de manager. De fréquents déplacements de courte durée sont à prévoir. Il s'agit d'un poste d'avenir pour un candidat faisant preuve de qualités requises.

pour notre division crédit un

Chef du service risques emprunteurs

Le candidat retenu pour ce poste devra joindre à une formation de base de haut niveau une expérience réelle des évaluations de risques en matière de crédit à la consommation ainsi que de la conception et de la mise en œuvre des outils statistiques d'aide à la décision (scoring). Ceci suppose une bonne aptitude à travailler au contact de l'informaticien sur des projets complexes ainsi que la capacité de communiquer en particulier avec les services de la distribution.

La réussite conditionne une évolution des responsabilités vers de plus haut niveau. Anglais courant indispensable.

Ces 2 postes sont à pourvoir à Dijon. Les niveaux de rémunération proposés seront attractifs, de plus s'y ajouteront les avantages traditionnels de la profession.

Adresser candidature manuscrite, CV, photo et prétentions, en précisant la référence du poste choisi, à Franck de Bucy - Service du Personnel. BP 449. 21000 Dijon.

DIRECTIONS
 Nationales et Internationales

directeur export
 240 000 F/an - Franche-Comté

Notre PMI, l'un des trois leaders mondiaux sur son marché, fabrique et distribue des produits destinés au grand public. Nous avons une bonne croissance à l'export et y réalisons en 1983, 40 MF. Notre volonté est d'intensifier cette croissance.

Nous cherchons notre directeur export pour animer et dynamiser le réseau existant des filiales, des partenaires et des agents implantés aux USA, en Extrême-Orient, en Afrique, et, bien sûr, en Europe.

Homme de terrain, vous êtes aussi un homme de politique. Vous dépendez du D.G. auquel vous proposez une stratégie à l'export; vous la mettez ensuite en œuvre. Vous avez nécessairement plusieurs années d'expérience d'animation d'un réseau à l'export et parlez couramment anglais et allemand.

Notre consultant, Mme G. DILL, vous remercie de lui écrire (réf. 856 LM).

ALEXANDRE TIC SA
 7, RUE SERVIENT - 69003 LYON
 PARIS - LILLE - BRUXELLES - LONDRES

MEMBRE DE SYNTec

SOCIETE SECTEUR ENERGIE
 recherche

2 ingénieurs thermiciens

LYON et NANTES 180.000 F +

Assistance clientèle et usine.
 Contact avec organismes professionnels.
 Une expérience d'une dizaine d'années dans le secteur énergie est requise.
 Pour ces diplômés d'une école nationale d'ingénieurs, de réelles perspectives d'avenir sont offertes.

Prière d'adresser C.V., photo et prétentions sous réf. 70536 à CONTESSA PUBLICITE 20, avenue de l'Opéra - 75040 PARIS CEDEX 01 qui transmettra.

BANQUE REGIONALE DE L'EST
 cherche

le responsable de sa direction inspection

Une parfaite connaissance des techniques et circuits bancaires est indispensable. Le poste ne peut convenir qu'à un cadre bancaire actuellement au moins en classe VII.

Ecrire avec C.V. détaillé et photo sous référence 70214, CONTESSA PUBLICITE 20, avenue de l'Opéra, 75040 PARIS CEDEX 01 qui transmettra.

Société de renommée internationale, filiale d'un groupe anglais, 200 Km Ouest Paris, recherche son

responsable administratif et financier

Mission : rattaché au Directeur Général, il devra

- intervenir au niveau du contrôle de gestion
- régler divers problèmes financiers, juridiques, contentieux
- prendre en charge l'organisation administrative
- établir les dossiers de tarification et les négocier auprès des administrations.

Profil : formation supérieure (Droit, Sciences Eco, DECS...)

- 5 ans minimum dans une fonction similaire
- anglais indispensable.

Adresser lettre de candidature + CV + photo sous référence 556/M à Jocelyne TOBLE

CENTRE DE PSYCHOLOGIE DU TRAVAIL
 3, Bd René Levasseur 72000 LE MANS

LE MANS - ANGERS - LIMOGES

CONSTRUCTION EQUIPMENT MANUFACTURER

Notre client est une importante société industrielle, spécialisée dans le matériel de construction, implantée en France et à l'étranger. Des facteurs conjugués de restructuration et d'expansion lui permettent de pouvoir proposer à des professionnels qualifiés et motivés des postes de tout premier plan.

DIRECTEUR pour les ventes à l'exportation, réf. RP 101.
 Nous cherchons une personnalité bilingue français/anglais (autres langues bienvenues), qualifiée ou montrant un réel intérêt pour le domaine technique, pouvant justifier d'expérience dans les ventes à l'exportation de matériel de construction, soit par l'intermédiaire d'un réseau de distribution ou directement. Le candidat devra également savoir diriger et motiver une équipe restreinte mais en plein développement et se sentir très concerné par les résultats. Basé initialement à Paris, il devra être prêt à faire de fréquents déplacements et sera au bénéfice d'une grande autonomie d'action dans son travail dès le début de son engagement. Géographiquement parlant, son expérience doit couvrir les exportations en Europe, au Moyen-Orient et en Afrique. Rémunération de départ environ FF 500 000 à négocier.

DIRECTEUR DIVISION, unités mobiles de concasseurs, réf. RP 102. Basé à Lyon, le candidat idéal doit connaître plusieurs langues (au minimum français et anglais), avoir une bonne qualification technique, de solides connaissances dans la vente et le management et connaître parfaitement l'industrie concasseurs mobiles, française et étrangère. Agissant de manière autonome, il dirigera l'équipe existante et sera chargé du développement du chiffre d'affaires, tout particulièrement en ce qui concerne les marchés d'exportation. Rémunération FF 400 000 à négocier.

Pour une information confidentielle, veuillez contacter Lach Thorburn au téléphone 021/26 10 28, télex 24 159 ou adressez votre C.V. et photo récente en rappelant la référence à :

PLANTMEN

Case postale 3967, 1002 Lausanne, Suisse

emplois internationaux emplois internationaux
 (et départements d'Outre Mer) (et départements d'Outre Mer)

Vendre du service et du matériel de forage dans le Golfe Persique ...

C'est ce que vous propose cette société française en pleine expansion, spécialisée dans le forage directionnel. Les clients : les milieux pétrolier et minier. L'objectif : s'emparer du marché du golfe Persique et de la mer d'Oman. Les moyens : à vous de les définir et de les mettre en œuvre. Vous souhaitez une assistance ? Le chef de base d'Abu-Dhabi et ses collaborateurs vous attendent de pied ferme ! Vos principales responsabilités seront d'évaluer le marché potentiel, de définir la position de la société face à ses concurrents, de mettre en place votre structure commerciale, d'établir les prévisions annuelles de besoins en services et en produits, de suivre toutes les activités de forage dans la région afin de vous tenir informé Et bien sûr, vous devrez prendre en charge le suivi de vos affaires jusqu'à leur réalisation.

Si vous êtes prêt à vous installer près de Dubaï, si vous êtes un « mordu » de l'offshore après y avoir passé quelques années dans une fonction d'ingénieur d'affaires et si vous avez envie de trouver une société qui vous donne les moyens de réaliser vos ambitions, écrivez vite sous réf. 344 à Françoise Meyer qui vous assure de toute sa discrétion.

Meyer & partenaires 100, cours Julien 13006 Marseille (91) 48.36.94.

ETABLISSEMENT PUBLIC
 recherche pour quatre postes suivants

UN TECHNICIEN AQUACOLE

Titulaire BTS ou équivalent. Première inscription en Côte d'Ivoire. Bonne formation polyvalente en aquaculture régionale. Spécialisation aux problèmes de développement.

et expérience préalable région tropicales comprises.

Ecrire ORSTOM, 24, rue Bayard, 75006 PARIS.

Petit restaurant de la banlieue Sud de Londres cherche

SERVEUSE/FILLE

de comptoir et assistant cuisinier pour service immédiat. Adresser vos offres à Danyse Schwartz, Moorlands, Longhurst Road, Wokingham, Surrey-England.

emploi

INGENIEUR GRAN ECO

THOMSON D.A.S.M. CAGNES

INGENIEUR

Responsable Organisation

هنا من الاول



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

IN.R.S.
NANCY

recrute

RESPONSABLE LABORATOIRE PHARMACOLOGIE

Ce sera de préférence un pharmacien titulaire d'un C.E.S. ou d'une thèse dans cette discipline.

Assisté de 6 Techniciens, il sera chargé de la conception et de la réalisation d'études méthodologiques et ponctuelles dans le domaine de la toxicologie expérimentale des produits chimiques industriels.

Une expérience de quelques années de l'expérimentation animale, une aptitude à la rédaction de rapports scientifiques et la maîtrise de la langue anglaise sont considérées comme indispensables.

PSYCHOLOGIE INDUSTRIELLE

pour le laboratoire « analyse des accidents ». Titulaire d'un D.E.S.S. de psychologie industrielle ou sociale et possédant quelques années d'expérience en psychologie appliquée.

Pour ces postes, faire offre de candidature par lettre manuscrite + c.v. à Monsieur BARTOLL.

ANPE 12, place Croix-de-Bourgogne, 54042 Nancy Cedex.



Jeune responsable comptable

180.000 F

Comptabilités générale, analytique - informatique - Lyon - La division installations-chantiers (chiffre d'affaires : 450 millions de francs dont 75% à l'export) d'un groupe industriel français de tout premier plan recherche son responsable comptable. Dépendant du directeur administratif et assisté de 4 collaborateurs qu'il supervisera, il prendra en charge les comptabilités analytiques et générales de la division, ainsi que la trésorerie des chantiers. A terme, il devra s'occuper de l'informatique pour assurer la maintenance du système, mais aussi en gérer les modifications de programmes. Ce poste s'adresse à un professionnel de la comptabilité, âgé d'au moins 32 ans, diplômé de l'enseignement supérieur de gestion et/ou DECS, possédant au minimum 5 années d'expérience dans un poste similaire acquise de préférence dans le secteur bâtiment, travaux publics et idéalement à l'exportation. Ce poste sédentaire est basé à Lyon. La réussite dans ces fonctions devra ouvrir à son titulaire de nombreuses opportunités au sein du groupe notamment pour un candidat mobile géographiquement. La rémunération ne sera pas inférieure à 180.000 francs. Ecrire à M. FOBY. Réf. A3738M

Aucun renseignement ne sera transmis sans l'accord préalable des candidats. Adresser C.V. en rappelant la référence à :

PA Conseiller de Direction S.A.
78, boulevard du 11 Novembre - 69100 VILLEURBANNE - Tél. (7) 893.90.63

Amsterdam - Bruxelles - Francfort - Lille - Londres - Lyon
Madrid - Milan - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse



Jeune ingénieur électromécanicien Centre

Adjoint chef d'agence contrôle technique - L'un des principaux organismes français spécialisé dans le contrôle et le conseil aux entreprises, fortement implanté et reconnu sur toute la France, recherche l'adjoint de son chef d'agence région Centre. Il devra, dans un premier temps, prendre en charge et superviser toutes les activités de contrôle électrique aux niveaux technique, administratif et commercial. Puis, progressivement, ses responsabilités s'étendront à des prestations plus variées faisant appel à des techniques diverses et multidisciplinaires pour, enfin, recouvrir l'ensemble des missions (levage, appareils à pression, prévention accident et incendie, actions de formation...). Cette opportunité s'adresse à un jeune ingénieur électromécanicien diplômé, âgé d'au moins 28 ans, possédant déjà 3 ou 4 années d'expérience industrielle acquise de préférence en production électrique et/ou mécanique. De réelles perspectives de carrière existent à terme pour un élément de valeur. La rémunération de départ sera de l'ordre de 150.000 francs. Ecrire à M. FOBY. Réf. A3735M

Aucun renseignement ne sera transmis sans l'accord préalable des candidats. Adresser C.V. en rappelant la référence à :

PA Conseiller de Direction S.A.
78, boulevard du 11 Novembre - 69100 VILLEURBANNE - Tél. (7) 893.90.63

Amsterdam - Bruxelles - Francfort - Lille - Londres - Lyon
Madrid - Milan - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse



INGENIEUR GRANDE ECOLE
(A.M. ou équivalent)

BESANCON

BOST (260 personnes, 60 millions de C.A.), filiale du groupe FACOM, est le plus grand fabricant français de pinces destinées aux industries et au bricolage.

Dans le cadre de notre développement nous créons un poste d'organisation industrielle, qui sera rattaché au Directeur Technique.

Il mettra en œuvre les changements de méthodes, de planification et de gestion de production dans le but d'accroître la productivité de notre outil industriel, déjà performant.

Ce poste s'adresse à un jeune ingénieur débutant (dégradé des O.M.) ou ayant une première expérience. Il a le goût des contacts humains, une grande rigueur intellectuelle, une forte capacité de travail et de la disponibilité.

Nous assurons sa formation initiale.

Sa personnalité de premier plan et sa motivation doivent lui permettre d'évoluer, en fonction de ses performances, vers un poste de responsabilité.

Adressez votre dossier de candidature (lettre manuscrite, c.v., photo et prétentions) à :

BOST S.A.
Direction du Personnel
25820 LAISSEY.

V.V.T. JEUNES recrute pour son département 15/17 ans à caractère spécial
UN DIRECTEUR
bonne expérience et des
ANIMATEURS
spécialisés (jeu, loisir, sport, etc.)
Ecrire V.V.T. JEUNES, 12, rue du Plat, 69002 LYON.

FRANLAB consultants

Bureau d'études de systèmes pétroliers
recherche pour son département Développement de modèles numériques

INGENIEURS DEBUTANTS ET/OU EXPERIMENTES

Dans la réalisation de modèles de simulation de systèmes d'hydrocarbures.

Adressez C.V. et prétentions à : **FRANLAB Consultants** B.P. 14, 06561 Vellbonne

LA FEDERATION DEPARTEMENTALE A.D.M.R. aide à domicile en milieu rural de Rouen recherche un (a) personnel (a) chargé (a) des relations avec les Associations locales, compétences administratives, motivation sociale, travail en équipe, disponibilité (indication en écriture deux fois par semaine en moyenne). Adressez C.V. détaillé + lettre man. à M. BENOÎT ROUSSEAU, A.D.M.R., 20, rue de Fontaine, 78000 Rouen.

THOMSON-CSF

D.A.S.M. CAGNES-SUR-MER (06)

recherche pour son nouveau département en pleine expansion, chargé des études et fabrications de composants et modules acoustiques haute fréquence, un

INGENIEUR

pour créer puis développer son SERVICE QUALITE.

Expérience industrielle indispensable.

Adressez curriculum vitae à THOMSON-CSF Service du Personnel, B.P. 53, 06801 CAGNES CEDEX.

THOMSON
BRANCHE SYSTEMES ET DETECTION

Responsable organisation et méthode

Un organisme bancaire en pleine expansion recherche son responsable organisation et méthode. Il sera chargé de l'étude et de la mise en place des procédures d'organisation, et assurera la liaison avec le bureau d'études et le centre de traitement informatique.

Ce poste conviendrait à un candidat ayant une première expérience de responsable dans un secteur similaire, et attiré par les problèmes de communication.

Lieu de travail : CAEN, fréquents déplacements régionaux.

Adressez lettre manuscrite, C.V. détaillé et prétentions à notre Conseil qui étudiera votre candidature en toute discrétion sous référence M/5012.

SRG
PARIS - LILLE - LYON

57, rue de Richelieu
75002 PARIS
Tél. 16 (1) 297.54.11

ingénieur responsable d'un service technique

Leader sur son marché, notre Société conçoit, fabrique et distribue du matériel scientifique pour l'enseignement et les laboratoires. Notre responsable du service technique venant d'être promu, nous recherche aujourd'hui son successeur. Celui-ci fera partie de l'équipe de Direction et, à la tête d'un Service comprenant 30 personnes et représentant 40 % de notre Chiffre d'Affaires, il sera responsable non seulement de la production actuelle mais aussi de la création de nouveaux modèles. Nous souhaitons recruter un jeune ingénieur, ayant une première expérience professionnelle acquise au sein d'un bureau d'études ou d'un atelier de montage et ayant déjà encadré une équipe. Pour réussir à ce poste, il faut avoir le sens de l'organisation et de réelles qualités de contact. Le poste est basé à 1 heure de Paris et à 1 heure de la mer, dans une ville de Normandie. Si cette proposition vous intéresse, nous vous demandons d'adresser votre dossier de candidature sous référence 266.83 M à notre Conseil - 61, boulevard Haussmann - 75008 PARIS



Chantal Baudron. s.a.

MEMBRE DE SYNTHEC

Bull renforce son potentiel industriel



Plus de 100 Millions de Francs par an sont investis dans l'établissement industriel d'Angers pour nous permettre de rivaliser avec les plus grands constructeurs mondiaux d'informatique et rester maître de nos technologies.



A Angers, 3500 personnes, dont 1000 ingénieurs et techniciens supérieurs assurent, en liaison étroite avec les équipes de développement de la région parisienne, l'industrialisation, la production et la mise au point des moyens et grands systèmes d'informatique.



utilise des technologies avancées : • Microélectronique à haute ou très haute densité d'intégration • Connectique par T.A.B. (développement - fabrication) • Tests dynamiques des chips (Analyse d'image électrique) • Techniques de commutation rapide C.M.L. (et leurs applications) • Circuits couches épaisses à très haute densité • Soudure par équipements laser • Assemblage automatisé de circuits hybrides • Circuits imprimés multicouches professionnels (150 µ>10 couches) • Testeurs de plaques logiques - Analogiques de hautes performances • Techniques CAD - CAM (et leurs applications).



étudie et met au point des machines spéciales qui mettent en œuvre : • Micro-mécanique • Optique • Automatismes - Robotique • Pilotage/Ordinateur, etc...

Vous êtes : Ingénieur Grandes Ecoles : X, Centrale, Sup. Elec., Télécom., ENSAM ou équivalent, débutant ou avec une première expérience industrielle réussie.

Nous vous offrons :

- * A court terme : Toute votre place dans nos équipes de haut niveau pour nous apporter vos compétences, enrichir votre expérience et participer à l'amélioration continue de nos procédés de fabrication : **Qualité, Fiabilité, Testabilité, Industrialisation de technologies de pointe, Ordonnancement central de production...**
- * A moyen terme : De multiples possibilités de développement de carrière au sein du groupe BULL (+ de 20.000 personnes).

Adressez votre Curriculum Vitae avec lettre manuscrite, photo et prétentions à :

Cii Honeywell Bull
Direction du Personnel
331, avenue Patton
49005 ANGERS CEDEX



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

Responsable des Services Comptabilité, Contrôle de Gestion et Informatique

— 270 000 F + —

Nous sommes un groupe industriel de taille internationale. Nous pratiquons une politique de décentralisation et nous cherchons, pour une unité industrielle dont le chiffre d'affaires est de l'ordre d'un milliard de francs, un responsable des services comptabilité, contrôle de gestion et informatique.

Sa fonction :

- Mettre au point et faire appliquer des procédures liées à un système de gestion informatique, en pleine évolution.
- Superviser l'informatique : ce service comprend quinze personnes dont trois ingénieurs. Les applications sont traitées sur IBM 4341.
- Former son personnel, cadres et employés et ses interlocuteurs dans les unités opérationnelles, à l'utilisation des outils de gestion.

Ce poste, rattaché directement au directeur de l'usine, convient à un homme de 33 ans minimum, diplômé d'une école de commerce ou équivalent + DECS, ayant déjà l'expérience de la direction d'un service comptabilité, de contrôle de gestion et d'informatique d'une usine importante.

Le poste est situé dans une ville de province, proche d'un centre universitaire. Notre groupe offre de réelles possibilités de carrière.

Nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature à
Mme Catherine de la ROCHE, sous la réf. 301 LM.

Jacques Tixier S.A.
7 rue de Logelbach, 75017 Paris

CHEF COMPTABLE

recherche
FILAIRE GROUPE IMPORT.
- Formation niveau D.E.C.S.
- Age minimum : 30 ans.
- Rem. selon exp.

Lieu : SARTHE
Sect. C.V. : 12, rue de la République, 72000 LA FLEURIE
SWEET'S, B.P. 268, 75434 PARIS, Cedex 08, qui v.

REVEUR

DE HAUT NIVEAU
avec expérience, 3 ans Audit.
Formation supérieure (Université ou Grande École).
Disponible rapidement.
Fournir C.V., m.n. et photo.
Sect. C.V. : 12, rue de la République, 72000 LA FLEURIE
SWEET'S, B.P. 268, 75434 PARIS, Cedex 08, qui v.

Lycée technique privé
Saint-Sauveur,
16, place Saint-Sauveur,
35000 Redon
recherche pour le rentrée scolaire 1983 :

1 professeur en informatique à temps complet (maîtrise, école supérieure de commerce, institut supérieur de gestion, etc.) pour enseigner en S.T.S. et/ou en lycée.

1 professeur en gestion à temps complet (maîtrise, école supérieure de commerce, institut supérieur de gestion, etc.) pour enseigner en S.T.S. et/ou en lycée.

Env. C.V. dé. sv. ph. d'ident. à M. Georges Hégaud, directeur.

Degrémont

LEADER MONDIAL DU TRAITEMENT DE L'EAU

recherche afin de poursuivre le développement de son activité conditionnement dans le Nord de la France

Ingénieur Technico-Commercial

Basé à notre agence de Lille, il sera responsable du développement d'une activité commerciale et d'appui technique auprès d'une clientèle d'utilisateurs de produits chimiques destinés au conditionnement d'eau.

Ce poste s'adresse à un ingénieur chimiste, ayant quelques années d'expérience industrielle et désireux de s'investir dans une activité technico-commerciale le conduisant à accéder à des responsabilités plus larges.

Adresser C.V. photo et prétentions à :
LAURENCE MALCORT - Relations du Travail
183 Avenue du 16 Juin 1940 - 92500 RUELLY-MALEMAISON

ANNONCES CLASSÉES
TÉLÉPHONÉES
296-15-01

L'EFFICACITÉ PASSE AUSSI PAR L'AUDIT OPÉRATIONNEL

Vous êtes à un carrefour de votre carrière. Vous cherchez maintenant un poste d'Étude et de Conseil auprès de sociétés très différentes, par leur taille et par leurs activités.

Votre diplôme de commerce et votre première expérience réussie, vous permettent de prendre en charge des missions complexes.

Au sein du holding, vous intégrerez notre équipe Audit (opérationnel). Vos domaines d'intervention seront variés. Ils couvriront toutes les sociétés du groupe (La Redoute, Prémaman, Editions Rombelet, etc.). Sous la responsabilité du Directeur de l'Audit, vous rendrez compte de vos activités au Directeur. Il attend de vous, que vous dépassiez le simple constat, pour que, par vos conseils et le suivi des résultats concrets, vous participiez à l'efficacité de notre Société.

Vous intégrerez un groupe qui, par son dynamisme (progression du CA), vous offrira des possibilités de carrière.

Merci d'adresser votre candidature, sous référence 83.55.06, à Marie-Agnès CAVANOL - LA REDOUTE - Direction des Affaires Sociales - 57, rue de Blanchemaille - 59100 ROUBAIX.

La Redoute

PONTICELLI frères S.A.

recherche

pour assurer la responsabilité de la coordination, de la réalisation des travaux neufs et de l'entretien de ses activités dans la région de DUNKERQUE, un

INGENIEUR TRAVAUX DIPLOME

Age limités 40 ans.

Sera également responsable de l'établissement des études de prix et du suivi commercial des dossiers.

Connaissance antérieure des travaux de tuyauterie et de montage, nécessaire.

Effectif actuel à encadrer : 100 personnes.

Basé à BOURBOURG (59630), il dépendra du Directeur du centre Nord.

Ecrire avec C.V. à l'attention du Secrétaire Général
Etablissements PONTICELLI Frères
B.P. 22 - 94401 VITRY Cedex.

Bakoon

Jeune Ingénieur Agro, ENSIAA.....

Nous avons en commun la passion de la qualité. Vous avez une première expérience du contrôle qualité et nous vous proposons d'être à NOYON (Oise).

RESPONSABLE QUALITE

Rattaché au Directeur de Production, vous animer un service de six personnes et assurez :

- le contrôle qualité des matières premières et des produits finis de nos usines de NOYON et NIMES ;
- la coordination de la RECHERCHE pour l'amélioration des produits ;
- le suivi et l'application des dispositions législatives.

Si vous souhaitez avoir une fonction très opérationnelle au sein de la filiale (500 personnes) d'un important groupe européen, merci de nous écrire en joignant C.V. détaillé en précisant votre rémunération actuelle, sous réf. 367 M à Denis JOUSSET

plein emploi
10 Rue du Mail - 75002 PARIS
Conseils en Ressources Humaines

Audit interne

Laboratoire de produits pharmaceutiques, nous créons à notre siège de Lyon, un poste d'

au sein de la direction financière, avec comme principales fonctions :

- de mettre en place et de suivre les procédures administratives du groupe ;
- d'intervenir ponctuellement auprès des filiales sur des problèmes spécifiques dans les domaines financiers et comptables ;
- d'assurer la liaison avec nos commissaires aux comptes et nos audits externes.

Le candidat sera âgé de 28 ans minimum, aura une formation de type ESC + DECS, quelques années d'expérience et une bonne connaissance de l'anglais.

Adresser votre candidature sous réf. 315 M à notre Conseil qui la traitera confidentiellement.

SRC 57 rue Edouard Herriot 69002 Lyon.

L'EFAB joue, au sein du GIAT - Groupement Industriel des Armements Terrestres, rattaché au Ministère de la Défense - un rôle moteur dans le secteur Armes et Munitions.

Pour conduire son action il recherche des

Ingénieurs Mécaniciens

qui seront intégrés dans une équipe, dans le secteur études et développement d'armes et de systèmes d'armes, ou dans le secteur production.

Profil requis :

- jeunes ingénieurs diplômés grande école, formation de base mécanique,
- intéressés par les études et développements ou le secteur production
- expérience de quelques années souhaitée.

Adresser lettre manuscrite + CV + photo + rémunération souhaitée à :
Monsieur le Directeur de l'EFAB
6, route de Guerry 18015 Bourges Cedex

GROUPE INDUSTRIEL FRANÇAIS DE PREMIER PLAN

implantation internationale
Recherche pour Région Ouest

CONTROLEUR DE GESTION

- Formation supérieure de gestion
- Pratique de l'anglais
- Connaissance de l'outil informatique
- 3 ans d'expérience au moins dans la mise en place et le suivi d'un contrôle de gestion
- Il sera rattaché directement au Chef de Service

Ecrire à : H.A.P. hall des petites annonces n° 95187
1 X - 44040 NANTES CEDEX

Importants Industrie en expansion

Produits Modernes pour le bâtiment à Strasbourg recherche

JEUNE CADRE COMMERCIAL

ESCE - ESC + formation export ou similaire
Disposant d'une expérience de 3 à 5 ans, parlant bien l'anglais + une seconde langue (espagnol ou italien, ou allemand).

Missions :

- Développement et gestion des marchés d'Europe de l'Ouest + Scandinavie, Grèce, Proche Orient.
- Missions ponctuelles dans le monde entier.
- Voltaire de fonction type 19.
- Larges possibilités d'avancement.
- M.n. à la volonté exportée de la D.G.

Ad. CV dé. sv. réf. 1007 à SELETEC Conseil 67001 STRASBOURG CEDEX

Banquier en Bretagne

La banque, votre métier. Passionnante en elle-même : par ses techniques, ses produits et par le pouvoir qu'elle donne. Mais, de plus en plus, vous êtes sensible au rôle qu'elle peut et doit aussi jouer dans une économie locale. Banque régionale à caractère mutuel, nous sommes particulièrement convaincus de cette responsabilité. Et nous vous proposons d'y prendre votre part. Dans le Sud Finistère.

Une double mission vous attend. D'abord, l'animation d'un groupe d'agences (avec une trentaine de collaborateurs) ; le fonds de commerce est important, il se développe bien, on peut faire mieux encore. Et aussi un mandat de la direction générale pour la représenter auprès des organisations professionnelles très actives du secteur. C'est, bien entendu, à un praticien du réseau, qui a déjà dirigé une agence ou un groupe d'agences, que nous voulons donner cette double responsabilité ; auquel sa formation supérieure économique ou bancaire et sa personnalité bien assise donneront par ailleurs le poids nécessaire.

Les consultants de SIRCA, qui nous aident pour ce recrutement, vous en diront davantage. En vous recevant sur notre activité. Faites-leur part, sous réf. 812 925M, de votre expérience bancaire (cinq à dix ans), de votre intérêt pour les problèmes économiques (notamment sous l'angle coopératif et mutualiste) et de votre goût pour tout ce qui touche à la mer...

Sirca
64, rue La Boétie - 75008 PARIS

SOCIÉTÉ AMÉRICAINE DE COMPOSANTS ÉLECTRONIQUES TOURS

recherche

INGÉNIEUR GRANDE ÉCOLE DÉBUTANT

- Vous aimez l'organisation.
- Vous souhaitez acquérir une première expérience sur IBM 43/31, CICS, VSAM.
- Vous avez des idées d'avant-garde proches de la bureautique.

Alors, nous vous proposons d'étudier en détail les réalisations informatiques au sein de notre service commercial : commandes clients, tarifs, stock, import-export.

Vous profiterez de notre expérience pour mener à bien l'analyse et la réalisation d'un nouveau projet.

Envoyer curriculum vitae et prétentions sous référence 8.232 à : PIERRE LICHOU S.A., B.P. 220, 75063 PARIS CEDEX 02 qui transmettra.

LA SOCIÉTÉ DE BANQUE DE L'ORLÉANAIS

BANQUE PRIVÉE RÉGIONALE
recherche pour son Siège d'Orléans

RESPONSABLE DU SERVICE TITRES

Le candidat devra :

- avoir 30 ans minimum et plusieurs années d'expérience au sein d'un service Titres ;
- être apte à animer une petite équipe de collaborateurs ;
- collaborer en liaison étroite avec le service informatique, toutes les procédures d'organisation des travaux de son service.

Adresser C.V. manuscrit avec photo et prétentions à : S.B.O., Département de l'Administration Générale, 35, rue de la Bretanerie, 45000 ORLÉANS.

Importants Industrie en expansion

Produits Modernes pour le bâtiment à Strasbourg recherche

JEUNE CADRE EXPORT

ESCE - ESC - formation export ou similaire
Disposant d'une première expérience de l'exportation de 3 à 5 ans, parlant bien l'anglais + une seconde langue (espagnol ou italien, ou allemand).

Missions :

- Développement et gestion des marchés d'exportation.
- Missions ponctuelles dans le monde entier.
- Voltaire de fonction type 19.
- Larges possibilités d'avancement.
- M.n. à la volonté exportée de la D.G.

Ad. CV dé. sv. réf. 8 à SELETEC Conseil 67001 STRASBOURG CEDEX.

ORGANISME D'EXPANSION

Région VOSGES offre un poste de

Secrétaire général

à JEUNE DIPLOMÉ D'ÉTUDES SUPÉRIEURES (H.E.C. - ESSEC - E.S.C.A.E., Maîtrise de Sciences Économiques ou équivalent) ayant quelques années de pratique en entreprise industrielle ou commerciale.

Pour détails téléphonez au (8) 335 42.63 ou écrivez sous référence P.340 au Cabinet Claude BLIQUE B.P. 3097 - 54013 NANCY Cedex

OFFRES

198

Profession

Votre au

pour Elec

de Gestion

recherche

matiques

radical

alors

vous offro

formation

familia

est tout

la dent, et pro

la remanera

la p

notre

HP, un po

chef de

Préparer l'ave

LABORATOIRE DE MARCOUS

techniciens exp

ingénieur prati

ou technici

Centre de Recherche de la Compagnie d'Electricité

1983, et après...

Professionnels de la vente informatique
"Votre avenir, nous y croyons."

Ingénieur Electronicien ou Informaticien ou diplômé d'une Ecole de Gestion, vous parlez anglais et avez maintenant une expérience réussie d'au moins 3 ans de la vente de systèmes informatiques, qui vous permet de participer avec succès à la commercialisation de notre informatique scientifique ou de gestion; alors vous avez tout à gagner à évoluer avec nous.

Nous vous offrons:

- Une formation technique et commerciale de 6 à 9 mois, qui vous familiarisera avec le H.P. WAY (car pour nous, vendre, c'est avant tout jouer un rôle de conseil, analyser les besoins du client, et proposer des solutions spécifiques).
- Une rémunération très attractive, une voiture de fonction.
- Et surtout la perspective d'une évolution rapide à Paris et en Province, notre croissance en est le meilleur garant.



- 2200 personnes réparties dans 24 bureaux de vente et une unité de Recherche et Fabrication à Grenoble.
- Une très forte croissance du chiffre d'affaires.
- Un programme d'investissement de 300 Millions de francs.
- La maîtrise des technologies de pointe (9 % du C.A. consacrés à la Recherche et Développement).
- Une gamme complète, de l'ordinateur personnel au méga-mini, permettant une véritable stratégie de réseau de production industrielle.
- Des équipes restreintes qui évoluent dans un contexte professionnel sympathique.

Voilà quelques uns des atouts de H.P. France, 3^e exportateur français de matériel informatique (Source MOCI).

HP, un partenaire de la vie économique française.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (CV, photo et prétentions) en précisant la référence 052 à Gérard Kloppel, Directeur des Ressources Humaines, Hewlett-Packard France 91947 Les Ulis Cédex, qui vous contactera personnellement et vous convoquera confidentiellement.

**hp HEWLETT
PACKARD**

Une IMPORTANTE SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE FRANÇAISE appartenant à un GROUPE AMÉRICAIN souhaite confier le lancement d'un NOUVEL ISOLANT THERMIQUE à un

chef de produit

Le poste s'adresse à un candidat de 35 ans minimum ayant une connaissance du marché français, si possible européen, de l'isolation thermique de presses (compression, injection, presses à plateaux) et disposant d'une expérience commerciale ou technico-commerciale dans le marketing ou la vente de produits similaires.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV détaillé et photo s/réf. 264 à SODERHU

22, rue St-Augustin 75002 Paris

Membre de Synzee

Soderhu

Une société agro-alimentaire recherche pour une de ses usines en pleine expansion, hautement mécanisée et automatisée, son

Responsable relations sociales

170 000 F 70 km Nord de Paris

- Directement rattaché au directeur de l'usine et en liaison fonctionnelle avec le directeur des affaires sociales, il :
- conseille le directeur de l'usine et les opérationnels en matière de législation sociale et de droit du travail ;
- maintient, par ses actions, un bon climat relationnel ;
- participe aux négociations avec les syndicats, les délégués du personnel et le comité d'établissement ;
- suit les problèmes de qualification de poste et de rémunération ;
- prend part aux actions mises en place dans le cadre du C.H.S.C.T. ;
- assure la gestion administrative du personnel ; organise la formation (2 %).

Il aura, à moyen terme, la charge des services généraux et entretiendra des rapports avec les sociétés extérieures implantées sur le site.

Ce poste s'adresse à un candidat âgé d'au moins 28 ans. De formation supérieure (droit du travail), il possède une première expérience similaire réussie de 3 à 5 ans dans une unité de production. Habitué à traiter avec les syndicats, il a de solides connaissances en matière de droit du travail, le sens de l'organisation et celui des relations humaines.

Sylvie CATHELAIN vous remercie de lui adresser votre candidature qu'elle traite confidentiellement sous la référence 5061/LM.

argos

Département Conseil en Recrutement
135, avenue de Wagram - 75017 PARIS
Tél. : (1) 227.96.49

Préparer l'avenir à long terme

**LABORATOIRES
DE MARCOUSSIS**

- TELECOMMUNICATIONS
- TECHNIQUES DE L'INFORMATION
- OPTRONIQUE
- ROBOTIQUE ET PRODUCTIQUE
- ENERGIE

techniciens expérimentés

- Dépôt de couches minces pour composants opto-électroniques, expérience en technique du vide souhaitée.

Réf. T/2934/TV

- Technologie de montage de composants opto-électroniques, expérience en micromécanique souhaitée.

Réf. T/2935/MM

- Réalisation de bancs de mesures pour caractérisation de fibres optiques.

Réf. U/455/FO

ingénieur praticien

ou technicien expérimenté

Pour études et mise en route d'appareillages spécifiques de caractérisation de composants opto-électroniques. (Electronique analogique et digitale).

Réf. T/1346/EJ

Adresser lettre manuscrite et CV, en indiquant la référence choisie, au Service du Personnel des LABORATOIRES DE MARCOUSSIS, Route de Nozay - 91460 MARCOUSSIS.



**CENTRE DE RECHERCHES
DE LA COMPAGNIE GÉNÉRALE
D'ÉLECTRICITÉ**

CABINET DE CONSEIL JURIDIQUE CENTRE DE PARIS

- offre à collaborateur (trice) niveau 3^e cycle de droit des affaires
- La connaissance et l'accès à une profession passionnante.
- Une formation pratique de haut niveau.
- Un travail varié et une réflexion en équipe.
- L'assurance d'une évolution de carrière privilégiée.

Ecrire M^{re} Benayoun, 44, rue Étienne-Marcel, Paris-1^{er} (C.V. + photos et prétentions) ou téléph. au 261-58-38.

Vous souhaitez développer votre carrière et assumer un poste de responsabilité

VOUS ÊTES INTÉRESSÉ PAR LA DIRECTION COMMERCIALE

Une telle activité dans UN IMPORTANT CABINET DE COURTAGE représente pour vous un projet personnel qui rejoint votre projet professionnel.

- La prise en charge effective : d'un plan d'action négocié avec vos collaborateurs ;
- l'animation d'une équipe expérimentée de chargés de clients ;
- le développement d'une activité commerciale dans un créneau clientèle de haut niveau, vous paraissant du domaine du possible.

Alors, envoyez votre C.V. avec prétentions (lettre manuscrite et photographie) sous le T 040 299 M à RÉGIE-PRESSE 85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS Discretion assurée



LES CAFES JACQUES VABRE

C.A. 2 Milliards
recherchent

ASSISTANT CHEF DE SERVICE TRESORERIE

AVEC :

- gestion des comptes bancaires en valeur,
- contrôle des frais financiers,
- participation à la mise en place d'un nouveau système informatique de trésorerie,
- «reporting».

Ce poste conviendrait à un jeune diplômé HEC, ESSEC, SUP de CO, disposant si possible d'une première expérience dans le domaine de la finance (1 à 2 ans) et qui occuperait ce poste avant de prendre d'autres responsabilités au sein de la société.

Anglais indispensable.

Env. C.V., photo et prétentions aux
CAFES JACQUES VABRE

Département du Personnel - Z.I. des Petites Haies - 5, rue Charles Martigny
94701 MAISONS ALFORT.

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS



Direction Technique

Le Département « Techniques et Méthodes » est chargé de l'étude, de la conception et de la mise en place des moyens ou techniques nouvelles pour l'ensemble du groupe (évaluation, validation des matériels et logiciels, transfert de technologie, maquettes d'exécution). Matériels : IBM 43xx, 308x, DEC, PDP 10, PDP 11, VAX, CII mini 6, Terminaux : Vidéotex, TPV, ordinateurs personnels... Réseaux : Transpac, Tymnet, SNA. Systèmes : MVS/TSO, TOPS 20, VMS... Langages : Assembleur, APL... Il recherche

Jeunes Ingénieurs ou Universitaires

pour assurer le développement technique des applications monétique et télématique.

Plusieurs postes sont à pourvoir dans les domaines suivants :

- développement d'interpréteur APL,
- développement d'outils et de spécifications de protocoles,
- mise en place de moyens homogènes sur de gros centres de traitement IBM ou DEC,
- développement de logiciel de base sur grands systèmes IBM.

Certains postes conviennent à des ingénieurs débutants, d'autres seront confiés à des ingénieurs ayant acquis une première expérience de 2 à 3 ans chez un constructeur, un utilisateur ou une SSCI. Nous recherchons des candidats susceptibles d'assumer rapidement des responsabilités dans le cadre de projets importants. Une formation aux techniques spécifiques de l'activité sera assurée. Connaissance de l'anglais appréciée. Lieu de travail : PUTEAUX.

Nous avons demandé à Madame CLERE de nous aider à étudier les candidatures. Adresser lettre manuscrite, C.V. détaillé, photo et rémunération souhaitée sous la référence 73678/M à Mme CLERE, Tour Chenonceaux, 204, Rond Point du Pont de Sévres, 82516 BOULOGNE.

TOTAL

Compagnie Française des Pétroles

La Direction EXPLORATION de TOTAL EXPLORATION PRODUCTION recherche

2 INGENIEURS INFORMATIENS

1 Basé à BORDEAUX, vous serez responsable d'un centre de calcul (HP 3000 + CONTROL DATA) et aurez en charge la conception, le développement et l'exploitation d'applications dans différents domaines : géologie, gestion de mesures de laboratoire, gestion documentaire, gestion de données administratives et financières internes... Vous êtes issu d'une école d'ingénieur et avez acquis une première expérience d'au moins 2 - 3 ans en informatique scientifique et technique. Vous recevrez une formation préalable de 3 à 6 mois au service informatique correspondant de Paris.

2 Basé à PARIS, vous serez responsable de projets en informatique scientifique et technique, développerez des systèmes d'information dans les domaines de la géologie et de la géophysique, piloterez des centres de calcul HP 3000, effectuerez des expertises en bases de données et systèmes de connaissances... Vous êtes issu d'une grande école (Mines de préférence) et avez acquis une expérience d'une dizaine d'années en gestion de données et informatique scientifique.

Tous deux serez intégrés à des équipes de haut potentiel, œuvrant dans le monde entier. Une réelle mobilité tant géographique que fonctionnelle sera le gage de votre évolution de carrière.

Si l'une ou l'autre de ces perspectives vous intéresse, veuillez adresser une lettre manuscrite + CV + photo au Service Recrutement de TOTAL EXPLORATION PRODUCTION - Tour Vendôme - 204 Rond-Point du Pont de Sévres 92516 BOULOGNE-BILLANCOURT CEDEX, sous la référence 3MOD8.

MINISTÈRE DE LA DÉFENSE

La SEFT (600 personnes), établissement dont le rôle essentiel est la satisfaction de besoins de l'armée de terre en équipements et systèmes électroniques, recherche pour son Service Technique un

INGÉNIEUR DÉBUTANT

pour assurer et assurer la conduite de programmes, de leur conception à leur réalisation, par le biais de contrats avec l'industrie privée.

Ce poste conviendrait à un Ingénieur de formation Electronique/Automatismes de préférence. Il sera chargé de :
- l'élaboration de spécifications techniques,
- la préparation et le lancement dans l'industrie des études et des fabrications,
- l'animation et la coordination des travaux.

Le goût du travail varié, l'aisance dans les contacts et l'esprit de synthèse, sont des qualités indispensables. Le lieu de travail se situe en proche banlieue parisienne, des déplacements de courte durée seront à prévoir.

Si cette offre vous intéresse, merci d'adresser votre dossier de candidature sous référence 8323 M à EUREQUIP à qui nous avons confié la recherche et qui vous garantira la plus grande discrétion.

EUREQUIP

Département Conseil en Recrutement
15, avenue d'Eylau - 75110 PARIS Tél. 553.84.73

PARIS-LONDRES-HOUSTON-ROME

ingénieur

vous avez acquis une expérience (5 à 10 ans) complète et diversifiée du monde industriel dans les domaines :

DEVELOPPEMENT, INDUSTRIALISATION, PRODUCTION

Venez donc tirer profit de cette expérience en vous joignant à nous pour piloter et animer notre effort de productivité

Nous sommes un Important Groupe Industriel Français, en expansion constante, et déterminé à continuer à jouer les premiers rôles sur le marché mondial.

Nos produits s'adressent aux milieux industriels et professionnels et font appel à des technologies avancées en constante évolution.

Merci d'adresser CV, photo et prétentions sous référence 70349 à CONTESSA PUBLICITE, 20, avenue de l'Opéra, 75040 PARIS Cedex 01 qui transmettra.

PARIS

Jeunes diplômés HEC - ESSEC - IEP...

LA CHAMBRE SYNDICALE DES BANQUES POPULAIRES, dans le cadre de sa mission légale de contrôle des banques et établissements du Groupe, offre à des jeunes diplômés HEC - ESSEC - IEP ou équivalent (double diplôme...) dérogés des obligations militaires, la possibilité de débiter leur carrière dans son

Inspection

Après une première période de formation, ils auront pour mission de porter un diagnostic sur les divers aspects de la gestion d'établissements du Groupe : sécurité, rentabilité, développement, perspectives. Au cours des premières années de carrière, ils effectueront en province des déplacements d'environ trois/quatre mois chacun (deux ou trois par an) alternant avec des séjours plus brefs à Paris. Ces fonctions, qui nécessitent une forte personnalité caractérisée par de bonnes facultés de synthèse, le sens de la rigueur, l'aptitude à la négociation et à l'expression, peuvent conduire à terme à d'importantes responsabilités au sein du Groupe. Les candidatures manuscrites, accompagnées du curriculum vitae détaillé avec photo et numéro de téléphone si possible, sont à adresser sous réf. M2 à M. CASTETS.



Chambre Syndicale des Banques Populaires
131, avenue de Wagram 75017 PARIS CEDEX 17

GROUPE SNECMA

SNECMA - Centre de Villaroche près Melun

UN INGENIEUR D'ETUDES

Expérimenté responsable de l'unité mesures et circuits électriques bancs d'essais

UN INGENIEUR

Expérimenté spécialisé en mesures physiques chargé d'animer l'unité méthodes de mesures nouvelles.

HISPANO-SUIZA - Bois-Colombes

UN INGENIEUR ELECTRICIEN

qui participera aux études d'automatismes et de systèmes d'acquisition de mesures sur bancs d'essais.

UN INGENIEUR

Responsable du bureau d'études électriques spécialisé basse et moyenne tension, automatismes et instrumentation.

SNECMA - Siège social à Paris

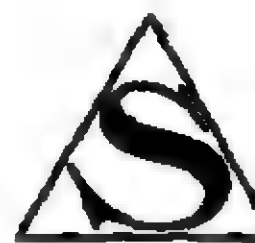
UN INGENIEUR

Chargé des études et réalisations des installations électriques liées au réseau de distribution industriel, aux procédés et moyens de fabrication.

Les candidats retenus seront diplômés d'une grande école d'ingénieurs.

Merci d'adresser lettre et C.V. à SNECMA - Département Encadrement
2, boulevard Victor - 75724 PARIS CEDEX 15

une fonction stratégique pour un médecin...



Laboratoires SANDOZ (Rueil-Malmaison)

Notre notoriété s'appuie sur le développement de produits majeurs, dans les principaux axes thérapeutiques suivants : cardio-vasculaire, neurologie, gériatrie, gynéco-endocrinologie, rhumatologie.

Associé au développement, le Médecin que nous cherchons contribue à optimiser la connaissance clinique des produits commercialisés.

Il suit et gère les essais cliniques, mais il a aussi un rôle relationnel et pédagogique dans lequel une large place est donnée au conseil, à l'animation de réunions, à l'information du corps médical et à la formation des visiteurs médicaux.

Homme ou femme, 28 ans minimum, vous avez une première expérience de cette fonction dans l'industrie pharmaceutique ou une pratique de la clientèle en cabinet ou une expérience hospitalière. Votre réussite dépend surtout de vos qualités de rigueur, de votre sens relationnel et de votre volonté de travailler en équipe.

Nous vous remercions d'adresser votre candidature à notre Conseil, sous la réf. 307 LM.

Jacques fixier s.a.

7 rue de logelbach. 75017 paris

membre de syntec

Analyste Programmeur Confirmé Responsable de la cellule informatique

De formation niveau D.U.T. Informatique de Gestion, âgé d'au moins 27 ans, vous avez une réelle expérience de la mise en place et du maintien d'applications administratives. Vous voulez maintenant valoriser cet acquis en animant une petite cellule informatique.

Dans ce cas, nous vous proposons d'intégrer, près du R.E.R. Saint-Maur Créteil, une entreprise d'aménagement et de construction en croissance rapide mettant en place une gestion par objectifs. En liaison étroite avec tous les services utilisateurs, vous maintiendrez et ferez évoluer les applications existantes - paie, comptabilité, gestion locative... Dans le cadre du plan informatique et bureautique, vous développerez la plupart des nouvelles applications.

Si ces perspectives vous intéressent, écrivez sous référence 9201 M à notre Conseil, qui traite confidentiellement cette recherche.



EQUIPES ET ENTREPRISES

33, rue Vivienne 75002 PARIS - Tél. 233.18.72

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

IMPORTANTE SOCIÉTÉ DE LA BANLIEUE SUD

le responsable de son service assurance qualité des composants électroniques

L'intéressé sera chargé :
- de développer les moyens d'essai et de tests,
- d'assurer la recherche au niveau de l'analyse des défaillances,
- de prospecter, évaluer et négocier chez les fabricants au niveau européen et aux Etats Unis.

Le candidat retenu, de formation Ingénieur Electronicien (grandes écoles) devra avoir une solide expérience dans le domaine de l'utilisation des composants électroniques.

Cette fonction nécessite une forte personnalité, un réel intérêt pour l'investissement et la production, ainsi qu'un goût prononcé pour la recherche technologique.

Ce poste comporte des déplacements courts et fréquents en France et à l'étranger.

Adresser C.V., photo et prétentions au réf. 69765 - CONTEXTE PUBLICITE 20, av. Opéra 75040 Paris cedex 01 q.r.



Juriste

Juriste, vous êtes par votre formation (maîtrise au minimum), mais vous ne l'êtes pas vraiment dans l'âme. Ce qui vous intéresse, c'est l'entreprise, particulièrement industrielle, sa complexité, sa dynamique.

La Branche Industrielle d'HACHETTE devrait vous convenir (1.500 personnes, 500 millions de CA). Grâce à d'importants investissements, elle est promise à un bel avenir.

Vous serez le second du Secrétaire Général de la Branche. Vos 2 ou 3 années d'expérience en entreprise vous rendent capable d'organiser Conseils d'Administration et Assemblées Générales, d'étudier certains aspects de droit des affaires, de droit du travail, de fiscalité, de gérer un patrimoine immobilier, etc.

Si cette offre vous intéresse, écrivez à HACHETTE, Service Gestion des Cadres - 12, rue François 1^{er} - 75008 Paris, sous réf. 169

CGEE ALSTHOM

EQUIPEMENTS ET ENTREPRISES ELECTRIQUES



COMSIP ENTREPRISE

Contrôle Bailey

2700 Ingénieurs - 38 filiales à l'étranger
12 milliards de commandes en 1982 (dont 7 à l'export)

Nous recherchons des :

Ingénieurs informaticiens

pour développer les logiciels du contrôle industriel :
régulation - automatisation - optimisation des procédés.

Ingénieurs de développement

en électronique industrielle et en électrotechnique
pour participer à la conception et la réalisation des automatismes dans les grands contrats du contrôle industriel, en France et à l'étranger.

Nous vous invitons à contacter le :

Service des Ressources Humaines : 13 rue Antonin Raynaud 92309 Levallois Perret.

CGEE ALSTHOM

EQUIPEMENTS ET ENTREPRISES ELECTRIQUES

RICHIER

Importante Société de fabrication et de distribution de Bâti d'équipement, recherche un

RESPONSABLE ADMINISTRATIF EXPORT

MISSION :

- Secourir le Directeur Export dans toutes les questions administratives export.
- Relations avec les Vendeurs, les autres Services de l'entreprise, les Administrations, les Banques (COFACE et BFCE), les Ambassades.
- La préparation des statistiques de Ventes du Service.

Il sera responsable de l'exécution des marchés à l'exportation (de la prise de commandes à la livraison du matériel).

PROFIL :

- Excellente connaissance de l'anglais impérative et si possible d'autres langues.

Le candidat recherché aura une bonne connaissance de l'Administration d'un Service Export.

Il devra faire preuve d'autorité naturelle mais aussi de diplomatie.

Lieu de travail : BANLIEUE SUD.

Adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions à la Direction du Personnel Distribution Internationale

RICHIER S.A.
4, Bd Arago - Z.I. de Villémilan - 91320 WISSOUS

SOCIÉTÉ FORTEMENT EXPORTATRICE BANLIEUE SUD, recherche

UN CONTROLEUR DE GESTION

D.E.C.S. - ANGLAIS NECESSAIRE 5 ANS D'EXPERIENCE

Dans un premier temps, il aura pour mission de s'occuper des prix de revient et de la consolidation de plusieurs sociétés, pour préparer le reporting à la maison mère.

Dans un deuxième temps, il sera amené à encadrer l'ensemble de la comptabilité générale.

Adresser lettre manuscrite, C.V., détaillé et photo sous référence 3143 à PIERRE - MULOT PUBLI-CITE - 39, rue de l'Arcade 75008 PARIS.

Conseiller et développer la clientèle de particuliers et d'entreprises dans une banque réputée

Fort d'une première expérience de cette fonction, exigeante mais passionnante, vous aspirez à rejoindre une Banque où vous vous sentirez véritablement responsabilisé : tout en assurant notre croissance, nous avons su rester à taille humaine et la souplesse de notre structure implique autonomie plus large, prises de décisions plus promptes... et évolution de carrière plus rapide.

Vous êtes également sensible à la qualité de votre environnement : vous aurez à développer des contacts personnalisés avec des interlocuteurs de haut niveau, vous bénéficierez d'un cadre de travail particulièrement agréable, à Paris, ainsi que d'une rémunération fixe attractive.

Assisté d'une logistique efficace, vous serez avant tout un homme de terrain, de conseil, dont les objectifs seront qualitatifs autant que quantitatifs.

Nous avons confié cette recherche à notre Conseil, Raymond Poulain Consultants, qui traitera votre dossier (lettre manuscrite, C.V., photo et salaire actuel) et ne nous le fera connaître qu'avec votre accord (réf. 7/BPE/LM7).



Raymond Poulain Consultants 74, rue de la Fédération - 75015 PARIS

Société internationale recherche

JEUNE ANALYSTE COMPTA/INDUSTRIELLE

La fonction :

- Recherche, exploitation et analyse de données relatives à des coûts de revient.
- Intervention dans des entreprises de taille très diverses.

Le poste :

- Au sein d'une société spécialisée, relation directe avec la clientèle, impliquant quelques déplacements.

Le candidat :

- Formation : grande école de commerce, Sc. Eco, DECS apprécié.
- De préférence ayant 1 ou 2 années d'expérience.
- Dynamique. Sous de la relation. Disponible de temps et d'esprit.

Ecrire avec C.V., photo et prétentions à :
RÉGIE-PRESSE, N° T 040.335 M, 85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS.

SETEX

Société de promotion et d'exploitation d'ouvrages recevant du public, filiale d'un des premiers groupes français, recherche un

Cadre technique

Rattaché au Directeur Technique, il sera responsable de la maintenance d'équipements variés (réseaux de distribution électrique, ordinateurs industriels, machines tournantes, etc.).

Il participera en outre à la programmation et au suivi des travaux de renouvellement. Il aura à animer 40 professionnels encadrés par 4 chefs d'équipe, à coordonner et contrôler les prestations sous-traitées et à assurer les relations commerciales correspondantes.

Ce poste peut intéresser un candidat ayant une première expérience d'au moins 3 ans comme conducteur de travaux ou chef de chantier électrique. Une formation BTS DUT ou équivalente est souhaitée.

Ce poste requiert des qualités de coordination dynamique et de négociation. Lieu de travail : La Défense.

Merci d'adresser CV manuscrit, photo et rémunération actuelle à SETEX, Direction Technique, 18 avenue Parmentier 75011 Paris.



AERONAUTIQUE - ESPACE - INFORMATIQUE

Dans le cadre de l'expansion de nos activités informatiques, recherche pour sa Direction des Etudes :

INGÉNIEURS LOGICIELS

Réf. DE-28

ayant une expérience de 1 à 4 années dans l'informatique.

Ces ingénieurs participeront à la conception et à la réalisation de logiciels de base dans les domaines suivants :

- les systèmes d'exploitation ;
- les systèmes de télétransmission et réseaux ;
- les systèmes de gestion de base de données et langages ;
- divers autres.

La rémunération tiendra compte de l'expérience des candidats.

Le développement de la société leur assure de bonnes perspectives de carrière.

Nombreux avantages sociaux par accord d'entreprise, dont prime de fin d'année, restaurant d'entreprise.

Adresser C.V., avec prétentions, en précisant la référence de l'annonce, à la Direction du Personnel.

INTERTECHNIQUE B.P. N° 1 - 78374 PLAISIR CEDEX

STÉ D'INFORMATIQUE ET D'ELECTRONIQUE EN PLEINE EXPANSION recherche

COLLABORATEUR (TRICE) COMPTABLE

Niveau D.E.C.S. ou équivalent. Exp. souhaitée.

Envoyer C.V. et prétentions à : I.E.F., 228, rue Lecourbe, 75015 PARIS.

U-BIX FRANCE
Filiale de MITSUBISHI et KONISHIROKU
recherche

UN FORMATEUR COMMERCIAL

Ce cadre s'intégrera à l'équipe existante qui accueille 700 stagiaires par an.

Il participera à l'établissement du plan de formation, au choix des supports pédagogiques, à l'organisation des sessions et assurera l'animation de stages destinés aux nouveaux vendeurs et aux techniciens approchant la clientèle.

Salaire : 110 000F.

Adresser CV et lettre de motivation à

U-BIX FRANCE - Service Développement Humain
15 rue des Sorins - 92000 Nanterre

CAISSE NATIONALE DE CRÉDIT AGRICOLE

recherche pour son Département Développement

des animateurs consultants

Vous aurez pour mission :

- l'animation des séminaires de techniques commerciales
- le suivi pratique des formations
- ponctuellement, une participation à la création ou à la mise à jour des programmes de formation.

Il vous est demandé :

- un diplôme de l'enseignement supérieur (Sup de Co ou équivalent)
- une expérience de 2 ou 3 ans en matière de techniques bancaires et/ou d'animation commerciale.

Ce poste, basé à Paris, nécessitera de fréquents déplacements en province.

Adresser CV, photo, salaire et prétentions sous réf. CC 35/74 à
CNCA Gestion des Personnes 75710 Paris Brune

هك ان الرول

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

IBM IBM IBM IBM IBM

Recherche
pour sa Direction Générale de l'Administration
et du Support aux Opérations

DES JEUNES CADRES DE GESTION

Les candidats doivent être diplômés d'une école de commerce et de gestion (HEC - ESSEC ESCP - ESCAIE - IEP Paris - DECS) ou titulaires d'un doctorat de troisième cycle de gestion.

Possédant 3 à 5 ans d'expérience professionnelle, ils devront être motivés par l'utilisation de systèmes informatisés de gestion, et avoir le goût du management. Ils auront de préférence une expérience professionnelle de la gestion administrative

d'une entreprise commerciale.

Nous attendons d'eux de bonnes connaissances en anglais, et l'acceptation du principe de la mobilité géographique. Nos postes sont à pourvoir à Paris et en province.

Adresser lettre de candidature et C.V. à IBM France Département Recrutement - 2, rue de Marango - 75001 Paris, en mentionnant la référence DGAM1.

MARS

IBM IBM IBM IBM IBM

GENERAL MOTORS FRANCE

Usine de
Gennevilliers

recherche pour
LIAISON CONTROLE - QUALITE

ingénieur mécanicien

Intégré au service «composant sales», il assurera les contacts commerciaux et sera chargé du suivi de la clientèle, négociera notamment les réclamations, contrôlera les normes de qualité et le fonctionnement du matériel. Il repérera la faute technique et apportera la solution adéquate. Ingénieur diplômé, c'est un homme de terrain et de contact qui aime voyager. Anglais courant + notions d'espagnol (et éventuellement italien ou allemand).

Adresses: C.V. et prétentions
- Service des ressources
humaines -
GENERAL MOTORS
FRANCE



50-44, avenue Louis-Roché
92241 Gennevilliers Cedex
sous réf. YM.



SINTRA
4catel
INGENIEUR
DEVIS

Notre société en expansion, spécialisée dans la réalisation de matériels électroniques de haute technicité, recherche pour son

SERVICE METHODES

son

FUTUR RESPONSABLE DE L'EQUIPE DEVIS

De bonne formation universitaire, le candidat sera chargé d'établir les prix de revient prévisionnels de fabrication des matériels de notre Département Détection Sous-Marine.

Une première expérience industrielle dans un Service Méthodes sera appréciée.

Adresser lettre manuscrite, CV et niveau de rémunération sous réf. 16/11 à SINTRA -ALCATEL - Martine BIALOBOS - Service des Relations Sociales et de l'Emploi - 1, avenue Aristide Briand 94117 ARGUEIL.

CHEF DE SECTION TRÉSORERIE FRANCS

usinor Une nouvelle sidérurgie est en train de naître et se dote de moyens modernes en Production, Recherche, Marketing et Gestion.

Pour participer à ce mouvement, nous recherchons le Chef de Section Trésorerie Francs, au niveau du groupe.

Au sein d'un service à taille humaine :

- il animera une équipe de 5 personnes chargées de l'ensemble des opérations classiques de trésorerie.
- il participera à l'amélioration des procédures et de leur informatisation.

Ce poste conviendrait à un candidat de bonne formation générale (BP banque, DUT, BTS...) ayant 3 ans minimum d'expérience en gestion de trésorerie, acquise soit en entreprise (de préférence industrielle), soit dans une banque.

Poste d'Agent de Maîtrise (assimilé cadre en matière de retraite et de prévoyance), ouvrant de réelles possibilités de promotion à un candidat qualifié, motivé, ayant de bonnes connaissances en informatique.

Poste : La Défense.

Ecrire sous réf. FU 584 AM.

4 rue Massenet 75016 Paris

etap

L'Européenne de Banque

Dans le cadre de la mise en place de son Schéma Directeur Informatique (Réseau de Mini-Ordinateurs et base de données) recherche

Ingénieur système

(2 à 3 ans d'expérience)

Spécialiste Mini-Ordinateurs connaissant de préférence l'un des domaines suivants : TRANSACTIONNEL - TELECOMMUNICATIONS - VIDEOTEX.

- Il participera :
 - au support technique des Etudes (conseil et développement d'outils systèmes).
 - à l'assistance et à la formation du personnel d'exploitation, et proposera des améliorations aux procédures existantes.

Ingénieur analyste

(2 à 3 ans d'expérience)

pour prendre la responsabilité de la conception et de la réalisation de projets.

Une première expérience dans le domaine bancaire serait un atout.

Merci d'adresser votre candidature à : L'EUROPEENNE DE BANQUE, à l'attention de Madame DUCLOUX, 21 rue Laffitte 75009 Paris.

média-système

Adjoint au responsable de la comptabilité

Direction étranger

Les ASSURANCES GENERALES DE FRANCE recherchent, pour leur Direction Etrangère, l'adjoint au responsable de la comptabilité.

Vous avez une formation initiale de type BTS en comptabilité renforcée obligatoirement par le DECS.

Vous maîtrisez parfaitement la langue anglaise.

Vous avez pu, pendant votre expérience de 3 ans minimum, prouver vos qualités d'animation et d'organisation.

Nous vous proposons de secondar, pour l'ensemble de ses activités, le responsable de la comptabilité.

Notre système comptable étant en cours d'informatisation, vous réaliserez les études portant sur la réorganisation de votre service (18 personnes).

Lieu de travail : Paris-2^e (siège social).

Veillez adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions aux A.G.F. - Service Recrutement - 33, rue Lafayette - 75009 PARIS.



ASSURANCES GENERALES DE FRANCE

ENTREPRISE SECTEUR TERTIAIRE
recherche pour PARIS

ORGANISATEUR HF

LE RÔLE :

- organiser et contrôler les circuits administratifs
- concevoir les procédures internes et suivre leur application
- bureaucratiser la gestion administrative
- dialoguer avec le centre informatique.

PROFIL :

- expérience (10 ans) en organisation et informatique dans société de services (assurance, banque, etc...)
- formation universitaire ou Ecole d'Ingénieurs ou ISTO

Poste évolutif pour élément privilégiant l'action à long terme.

Adresser C.V., photo et prétentions à N. 3064 - PUBLICITÉS REUNIES - 112, Bd Voltaire - 75011 Paris qui transmettra.

ÉTABLISSEMENT PUBLIC D'ÉTAT
A CARACTÈRE INDUSTRIEL ET COMMERCIAL

RECRUTE

INGÉNIEUR OU UNIVERSITAIRE (niveau maîtrise) possédant une excellente connaissance et une excellente pratique des méthodes de traitement mathématique, statistique et informatique de résultats de mesure.

En outre des connaissances de la théorie de la mesure seraient appréciées.

Le collaborateur aura à participer à la définition et à la réalisation de systèmes d'acquisition, de centralisation, de stockage et de traitement des mesures obtenues sur les réseaux de surveillance de la pollution atmosphérique.

La formation propre au domaine de la pollution de l'air pourra être assurée.

Faire acte de candidature, adresser un curriculum vitae détaillé, accompagné d'une photo et mention des prétentions.

AGENCE POUR LA QUALITÉ DE L'AIR
Tour Gan, Cadex 13, 92082 PARIS LA DÉFENSE 2.

Masonellan

Spécialiste mondial des capteurs et systèmes
recherche pour Paris, Suisse, Belgique

jeune ingénieur diplôme

Nous recherchons :

- de bonnes connaissances en mécanique générale et mécanique des fluides
- un homme de contact (bonnes relations Techniques/Production et Services Commerciaux)
- une bonne maîtrise de l'anglais (indispensable).

Nous sommes une entreprise performante et offrons :

- une période d'initiation à nos produits
- des déplacements en France, périodiquement à l'étranger
- un poste à l'évolution : après la période d'initiation, cet jeune ingénieur rejoindra le Directeur du Marketing.

Envoyer Curriculum Vitae, lettre manuscrite et prétentions, à Monsieur J.L. MACHINO, MASONELLAN, IGE, Avenue Charles de Gaulle, 92521 NEUILLY Cedex.

publité

LCT

Laboratoire Central de Télécommunications
recherche

ingénieurs grandes écoles

ESE - ENST - ENSEEIHT - ECP - ENSERG

- pour participer à ses études dans le domaine de la télématique et des réseaux locaux pour téléphonie et données.

ingénieurs électroniciens

débutants ou quelques années d'expérience en étude de circuits analogiques ou logiques, utilisation des technologies LSI et des microprocesseurs. réf. C

ingénieurs logiciel temps réel

débutants ou quelques années d'expérience dans la programmation de systèmes à microprocesseurs. réf. NT

Pour ces postes, la nationalité française est exigée. Bonne connaissance de l'anglais. Avantages sociaux.

Merci d'adresser votre candidature (CV et prétentions) en rappelant la référence du poste, à LCT - BP 40 78141 VELIZY - VILLACOUBLAY Cedex.



UN ORGANISATEUR

Dans le cadre de son expansion rapide BMW France, filiale de BMW AG recherche un homme d'étude et de terrain.

Après recensement des besoins, il mettra en œuvre les projets qu'il suivra jusqu'à leur complète réalisation en matière de techniques de bureau performantes (bureautique), de modification ou d'implantation de locaux.

En outre il centralisera la gestion du programme des définitions de fonctions, des procédures internes, du parc de voitures.

Connaissance de l'allemand ou de l'anglais nécessaire.

Adresser votre lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions à :

BMW France
J.F. GUTHMANN, Direction du Personnel
3, avenue Ampère - 78390 BOIS D'ARCY

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

LE CRÉDIT LYONNAIS

recrute pour sa
DIRECTION DE L'INFORMATIQUE ET DE L'ORGANISATION
des
INGÉNIEURS GRANDES ÉCOLES SCIENTIFIQUES
ou de formation universitaire équivalente ayant de 3 à 6 ans d'expérience

Ils auront déjà participé à des développements de systèmes ou d'applications utilisant des techniques avancées (réseaux, SGBD) sur grands systèmes IBM ou sur mini et micro-ordinateurs en temps réel.

Les postes offerts concernent :

- soit des activités d'assistance technique, méthodologique ou de formation, nécessitant une expérience de conduite de projet et une bonne pratique de méthodologies, telles que MERISE et AXIAL ou de programmation structurée.

- soit la responsabilité d'études, de développements ou d'encadrement de projets qui représentent un état très avancé dans la technologie et les applications :

- RÉSEAU DE TRANSPORT X25 - ISO
- SYSTÈME DE GESTION DE BASES DE DONNÉES RELATIONNELLES
- SYSTÈMES ET RÉSEAUX LOCAUX D'INFORMATIQUE DISTRIBUÉE ET DE BUREAUTIQUE.

Un profil de carrière très ouvert devrait leur permettre d'évoluer dans les différents services de la Banque, tant en France qu'à l'étranger. Cette évolution exige non seulement des compétences techniques indiscutables mais aussi des aptitudes à la gestion, à la négociation et à l'exercice des responsabilités d'encadrement.

Envoyer lettre manuscrite,
CV, photo et prétentions
sous référence
M/02 C



à Crédit Lyonnais
Direction de l'informatique et
de l'organisation
Secrétariat Général
CEDEX N° 10 - 92081 PARIS-LA DÉFENSE.



Chef de service achats

200.000 F

Une importante centrale d'achats, spécialisée en papeterie, et agissant pour le compte d'une centaine de papeteries réparties dans toute la France, traitant un volume d'achats de l'ordre de 200 millions de francs recherche un acheteur de haut niveau, responsable de son service achats. Directement rattaché à la direction générale, il prendra en charge un service composé de 5 personnes. En liaison avec les filiales de la centrale, il participera à la politique d'achats et de vente, en suivant de très près le marché. Ce poste s'adresse à un candidat âgé d'au moins 30 ans, d'un bon niveau de formation générale, possédant une très solide expérience d'acheteur de papeterie générale et fourniture de bureau notamment. Il devra posséder une excellente connaissance des différents circuits de distribution (vente en magasin, vente à l'extérieur, etc.). Le sens de l'organisation et du marketing sont nécessaires. La rémunération sera de l'ordre de 200.000 francs environ. Elle sera surtout fonction de l'expérience du candidat. Le poste est situé à Paris. Il comporte des déplacements en province. Ecrire à J.A. DENNINGER. Réf. A2394M

Aucun renseignement ne sera transmis sans l'accord préalable des candidats.
Adresser C.V. en rappelant la référence à :

PA Conseiller de Direction S.A.
3, rue des Graviers - 92200 NEUILLY - Tél. 747.11.04

Amsterdam - Bruxelles - Francfort - Lille - Londres - Lyon
Madrid - Milan - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

**Jeunes
diplômés
HEC-ESSEC-
ESCP
Sciences Po
Paris (Eco-Fi)**

Des opportunités
dans le secteur bancaire...
... à des postes de
Direction d'Agence.

Un dossier d'information et de
candidature vous sera retour-
né sur simple demande.

Ecrivez en précisant votre
diplôme et son année d'obten-
tion s/réf. 4912 à

PIERRE LICHOU S.A.
BP 220 - 75063 PARIS Cédex 02.
qui transmettra.

Importante société industrielle
recherche pour son siège situé à Paris

**L'ADJOINT DU CHEF DU SERVICE
ACHATS-APPROVISIONNEMENTS
MATIÈRES IÈRES**

Dans un contexte international, ce jeune collaborateur, 25 ans mini-
mum, devra secondar le responsable de ce département et prendre en
charge rapidement la gestion de toutes les opérations de stockage et
d'acheminement des matières premières vers leurs destinations finales.
Il contrôlera la bonne réalisation des contrats, le respect des coûts,
des facturations et des délais. Ce poste implique de très nombreux
contacts avec les transitaires, transporteurs, stocks et usines du
groupe.

Nous souhaiterions rencontrer un candidat ayant un DUT gestion
des Entreprises ou équivalent, connaissant la langue anglaise et pou-
vant justifier d'une première expérience en entreprise (1 an minimum),
où il aura su développer des compétences en organisation, comptabi-
lité, gestion.

De réelles aptitudes aux contacts, beaucoup d'aisance téléphonique, un
esprit rapide, adaptable et très méthodique ainsi qu'une bonne mémoire
permettront à ce futur collaborateur d'agir avec initiative et autonomie
dans cette fonction.

Une connaissance de l'outil informatique sera un atout.
Merci d'adresser votre lettre manuscrite, CV, photo + rémunération
actuelle sous référence 143 M à :



DENE CONSULTANTS
6, rue Lincoln 75008 PARIS
qui garantit le secret des candidatures.



BANQUE PRIVEE
PARIS 8ème
recherche pour son Service Organisation

**jeune
diplômé(ee)**

Ecole de Commerce ou Ecole d'Ingénieurs
2 ans d'expérience environ, de préférence dans
le secteur bancaire.

Il (elle) participera dans un premier temps
à l'analyse puis à la mise en place d'un système
automatisé de traitement de la compensation.
(Référence 1040 M)

BANQUE PRIVEE
PARIS 8ème, recrute

**gradé classe IV
bourse étrangère**

justifiant de plusieurs années à ce poste.
Connaissance de l'anglais.

(références 2010 M)

Envoyer lettre manuscrite, C.V.,
photo et prétentions à OCBP,
66, rue de la Chaussée d'Antin
75009 Paris s/réf. du poste choisi.
services
vous assisteront dans le recrutement bancaire

Important groupe bancaire
recherche dans le cadre de son activité
AFFACTURAGE

**ATTACHE
DE DIRECTION**

FONCTIONS :

- COMMERCIALE
• Il établira des relations personnalisées
avec les banques régionales du Groupe
afin de favoriser la diffusion du produit.
• En outre, il sera chargé de l'approche des
prospects (PME) et de la négociation des
contrats.

• Résidant à PARIS, il interviendra réguliè-
rement en province.

- ANALYSE DU RISQUE.

• Il sera responsable de l'étude et du dia-
gnostic de ces prospects.

PROFIL :

• Agé de 28 ans environ, il aura une forma-
tion supérieure en gestion (sup. de Co.
ou équivalent) et de bonnes connais-
sances comptables.

• Il fera preuve de dynamisme commercial
et sera un négociateur confirmé.

• Il justifiera d'une expérience de 3 à 5 ans
soit dans l'affacturage, soit en exploita-
tion bancaire ou en gestion financière
d'entreprise.

Position CADRE et STATUT BANCAIRE.

Discrétion assurée.

Envoyer CV, photo et prétentions
s/réf. 10349 à PIERRE LICHOU S.A.
BP 220 - 75063 PARIS Cédex 02
qui transmettra.



**LEADER INTERNATIONAL
DE LA MICRO-INFORMATIQUE**
recherche

CHEF DE PRODUIT
200 KF +

MICRO-EXPO

Premier Salon International de la micro-informatique

Fonction : élaboration stratégie marketing et commerciale, recherche des
marchés, vente des produits et services.

Profil souhaité : notre préférence ira à un(e) candidat(e) de 28 à 35 ans
ayant l'expérience de la vente de produits et services liés à l'informatique.
Très motivé, négociateur émérite, rigoureux dans son organisation, parlant
très bien l'anglais.

Adresser C.V. + photo à SYBEX,
4, place Félix-Eboudé, 75583 PARIS CEDEX 12.

ASEA

FILIALE FRANÇAISE DU GROUPE SUÉDOIS
DE CONSTRUCTION ÉLECTROMÉCANIQUE
C.A. 26 MILLIARDS FF - 53.000 EMPLOYÉS

recherche son

**CHEF DE SERVICE
GESTION PRODUCTION
ET ACHATS**

150.000 F

Ingénieur, 30 ans, ayant une première expérience de gestion de production informatique, vous
prendrez en main l'ensemble de la logistique industrielle :

lancement atelier, gestion des stocks (en temps réel), achats.

Vos meilleurs atouts pour ce poste : sens de l'organisation et du service rendu aux utilisateurs,
capacité à négocier et à mener une politique d'achat dynamique.

La connaissance de l'anglais est indispensable.

Adresser C.V. et rémunération actuelle au service du personnel.
ASEA, B.P. n° 5, 95340 PLESSAN

UCC

LE LEADER INTERNATIONAL
DES PRODIGES D'EXPLOITATION
ET DE MIGRATIONS IBM
recherche des

**INGÉNIEURS COMMERCIAUX
INGÉNIEURS SUPPORT-PRODUITS**

Responsables de la vente et de l'installation d'outils logiciels performants
sur un large marché en forte expansion.

Les candidats retenus :

- Posséderont 2 à 5 années d'expérience proches de l'OS/IBM et
des impératifs d'exploitation.
- Auront de solides motivations commerciales et/ou techniques
(aptitudes à la formation appréciées).
- Disposeront de l'anglais informatique.



Adresser C.V. détaillé et prétentions
88, rue de Javel 75015 PARIS

technicien supérieur

Votre domaine, c'est l'électronique bien sûr, mais également la
micro-informatique, l'électricité et la petite mécanique. Vous
êtes bilingue anglais, titulaire BTS ou DUT électronique, nous
vous offrons comme mission la prise en compte et la
qualification du système bureautique, ainsi que la définition de
la politique de maintenance et la préparation de la logistique
correspondante.

Un grand Groupe Français, leader dans le domaine de la bureautique, vous
offre une opportunité d'intégration dans sa filiale basée à Paris Nord
Ouest 92.
Elle s'adresse à un jeune Technicien désireux faire une carrière réellement
évolutive dans un groupe performant.

Merci de faire parvenir votre lettre manuscrite, CV, photo et prétentions
sous réf. 9971 à notre agence L.T.P. 31, Bd Bonne Nouvelle 75003 Paris
Cedex 02 qui transmettra

Le Cabinet PANISSOD-SUHNER

Conseil - Diagnostic - Formation - Recrutement
bien implanté dans le secteur de la grande distribution
recherche pour faire face à son expansion

UN FORMATEUR DE HAUT NIVEAU

Responsable à part entière des stages de Relations Humaines qu'il prépare
et anime, il en assure également le suivi, il participe à la mise en place de
réseaux de communication au sein d'entreprises de tailles diverses. Il est
amené à être le conseil des différentes directions.

Il travaille en collaboration avec l'ensemble de l'équipe et à toutes les quali-
tés humaines pour intégrer à celle-ci : notamment son dynamisme et sa
capacité à se remettre en cause.

De formation supérieure, il a au minimum 30 ans, avec, entre autres, l'expe-
rience de l'entreprise à un poste proche d'une Direction des Relations
Humaines lui ayant permis d'aborder la gestion de personnel et la législa-
tion sociale.

Disponibilité appréciée. Anglais souhaité.
Les conditions de rémunération seront déterminées en fonction des compé-
tences acquises.

Veuillez adresser votre candidature (lettre manuscrite, C.V., photo et vos
prétentions) sous la référence 1605 M au :
Cabinet PANISSOD-SUHNER - 109, rue de Turenne 75003 PARIS.

OFFRES

IBM

La Direction

UN CA
TTU

produit

de 20 à 30 ans

fonction

de 20 à 30 ans

de 20 à 30 ans

de 20 à 30 ans

de 20 à 30 ans

de 20 à 30 ans

de 20 à 30 ans

de 20 à 30 ans

de 20 à 30 ans

de 20 à 30 ans

de 20 à 30 ans

de 20 à 30 ans

de 20 à 30 ans

de 20 à 30 ans

de 20 à 30 ans

de 20 à 30 ans

de 20 à 30 ans

de 20 à 30 ans

de 20 à 30 ans

de 20 à 30 ans

de 20 à 30 ans

de 20 à 30 ans

de 20 à 30 ans

de 20 à 30 ans

de 20 à 30 ans

de 20 à 30 ans

de 20 à 30 ans

de 20 à 30 ans

de 20 à 30 ans

de 20 à 30 ans

de 20 à 30 ans

de 20 à 30 ans

de 20 à 30 ans

هكسان الاول

REPRODUCTION INTERDITE

... LE MONDE - Mardi 17 mai 1983 - Page 37

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

IBM IBM IBM IBM IBM

La Direction des Relations Humaines de la Compagnie Recherche

UN CADRE CHARGÉ D'ÉTUDES TITULAIRE D'UNE MAÎTRISE DE DROIT SOCIAL

possédant, si possible, une pratique de 2 ou 3 ans du droit du travail dans une fonction "personnel" d'entreprise. Une bonne connaissance de l'anglais est souhaitable. Ce poste est à pourvoir à Paris.

Adresser lettre de candidature et curriculum vitae détaillé à : Compagnie IBM France, Département Recrutement - 2 rue de Marengo - 75001 Paris, en mentionnant la référence RHM 1.

IBM IBM IBM IBM IBM

Equipements
électro-
mécaniques

Banlieue Sud
de Paris

Responsable service après-vente

Agé de 30 ans minimum, mécanicien ou électro-mécanicien, titulaire d'un diplôme d'ingénieur de préférence, vous avez acquis une solide expérience de l'après-vente ou de la production et vous maîtrisez l'allemand. Filiale d'un groupe international, nous bénéficions d'une grande notoriété dans la fabrication de matériels très spécialisés pour l'industrie et les centres de recherche scientifique. Pour accroître encore les performances de notre service après-vente, nous vous confions la gestion complète de ce centre de profit. Rattaché au Directeur Commercial, vous animez une équipe de 10 personnes, décidez des priorités, coordonnez les interventions, en attachant une grande importance à la qualité de nos relations avec les clients et en travaillant en liaison étroite avec notre maison mère. Nous vous remercions de bien vouloir écrire, sous référence 3903/M, à Hélène REFREGIER qui étudiera confidentiellement votre candidature.

SERTI
SELECTION 49, av. de l'Opéra
75002 Paris

Chef des services COMPTABILITE GESTION INFORMATIQUE

Nous sommes une Société d'Édition et de Documentation Commerciale en expansion (effectif 60, C.A. 35 M; produits leader : "le MOCI"). La politique de développement menée par notre Direction Générale exige un aménagement de nos structures et l'intégration de collaborateurs capables de suivre notre évolution. Le poste que nous vous proposons implique non seulement d'assumer des fonctions relativement classiques en comptabilité et en gestion, mais aussi d'innover, d'optimiser, de développer. Directement rattaché au Directeur Général, le cadre que nous recherchons devra diriger et animer un service d'une dizaine de personnes. Il sera responsable de la comptabilité générale, analytique, de la fiscalité, de la gestion financière et de la trésorerie, du contrôle de gestion. En informatique, il gèrera le matériel et les applications existantes (traitement des commandes, suivi d'une clientèle VPC...) et s'occupera du renouvellement et de l'extension du système informatique. Une solide formation de base ESC, DECS... ainsi qu'une expérience d'environ 5 ans de la fonction acquise en PME sont indispensables pour réussir dans le poste. Lieu de travail : Paris 16°.

Merci d'adresser C.V., photo et prétentions sous la référence 2926 M à Danielle Jellert.
65, avenue Kléber 75116 PARIS.
MEMBRE DE SYNTIC

Telemecanique

LES SOLUTIONS DE PROGRÈS

Un des leaders européens des constituants pour automatismes industriels utilisant des techniques avancées dans les domaines :
ÉLECTROTECHNIQUE - ÉLECTRONIQUE
AUTOMATISME - PNEUMATIQUE

INGENIEUR BREVETS confirmé

Formation Grandes Ecoles + CEIPI

(Référence 1 F 8303)

INGENIEUR BREVETS

Pour études de liberté d'exploitation et de documentation brevets étrangers. Formation Grandes Ecoles (la CEIPI constituerait un avantage).

(Référence 1 F 8304).

Pour ces 2 postes langues : Anglais - Allemand.
Lieu de travail : banlieue Ouest de PARIS.
Déplacements Province à prévoir.

Adresser lettre manuscrite avec CV, photo et présent. à la Direction du Personnel des Directions Fonctionnelles en rappelant la réf. TELEMECANIQUE ELECTRIQUE, 33 bis, Avenue du Maréchal Joffre, B.P. 204, 92002 NANTERRE CEDEX.

Banque Populaire

BANQUE POPULAIRE FEDERALE
DE DEVELOPPEMENT
recherche pour Paris

SECOND D'AGENCE

- Il assistera le Chef d'Agence aussi bien pour le suivi de la clientèle que pour l'encadrement du personnel (20 personnes, ressources : 175 M.F., emplois 60 M.F.).
- Il animera l'équipe commerciale et poursuivra l'action de développement engagée auprès d'une clientèle d'entreprises.
- Exploitant confirmé, il assure déjà une fonction d'encadrement et possède une bonne expérience d'animation.

Position cadre classe V ou VI.

Envoyer lettre manuscrite, CV, photo et prétentions à : Pascal REGIS
Direction des affaires générales et sociales B.P.F.D.
78, rue Olivier de Serres
75739 PARIS Cédex 15

Nous sommes une importante Société de Construction de matériel de manutention, périmètre MARNE LA VALLÉE. Nous venons de créer une équipe informatique industrielle, pour assurer notre compétence et faire face aux besoins du marché.

Nous recherchons un

CHEF DE PROJET INFORMATIQUE

Son rôle :
- Sous la responsabilité directe du Chef de Service :
- participera aux analyses fonctionnelles
- pilotera la part informatique industrielle de projets depuis l'analyse organique jusqu'à la mise en service.

Sa formation :
Ingénieur diplômé grande école ou école informatique.

Son expérience :
2 à 5 ans dans le domaine informatique industrielle (mini et micro-informatique) si possible dans le domaine de la manutention.

Adresser CV détaillé, photo et prétentions sous réf. 69757 à Contesse Publicité 20, avenue de l'Opéra 75040 Paris cedex 01, qui transmettra.

CONSEIL ET CONTROLE DE GESTION

Cette importante société de Caution Mutuelle renforce l'équipe de son département « engagements et contrôle des risques », et crée deux nouveaux postes :

- Région parisienne • Nord et Est France (15 départements).

Sous l'autorité du directeur de service, il intervient chez les adhérents de sa région afin de détecter et apprécier les risques en contrôlant les comptabilités et le respect de la réglementation applicable à la profession. Il contribue par ses recommandations à conseiller l'adhérent dans sa gestion comptable.

De niveau D.E.C.S., ce candidat est, soit un jeune diplômé ayant une première expérience acquise dans un service financier ou en cabinet d'expertise comptable, soit un professionnel de la comptabilité. Les premiers entretiens se dérouleront dans votre région.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle, sous référence M 7324 AD, en précisant la région, à :

EGOR PROMOTION

63 rue de Ponthieu 75008 Paris.

PARIS LYON NANTES TOULOUSE MILANO PERUGIA ROMA DUSSELDORF LONDON MADRID MONTREAL

cogema Vélizy

La COGEMA (9000 personnes, 8.6 Milliards de francs de C.A.), première Société mondiale sur son secteur d'activité, le cycle complet du combustible nucléaire, recherche pour son secteur Convention de la Métallurgie (6000 personnes) son :

RESPONSABLE DU PERSONNEL

Dépendant du Directeur des Relations Sociales de la Société et dans le cadre d'une large délégation, il assure une double mission :

- D'une part, il prend en charge, depuis l'étude jusqu'à la négociation un certain nombre de dossiers très importants pour l'entreprise : gestion prévisionnelle des carrières, amélioration des conditions de travail, travail posté, formation, réglementation, etc... Sur ces dossiers, il est le conseil de l'ensemble des hiérarchies opérationnelles.

- D'autre part, il assure la responsabilité complète de la Fonction Personnel du Siège (700 personnes) : recrutement, formation, relations sociales, gestion administrative et financière. Il est entouré d'une équipe de 15 personnes, dont 4 Cadres.

Pour ce poste de haut niveau, nous souhaitons rencontrer un professionnel de la Fonction Personnel très expérimenté (40 ans au moins) diplômé de l'enseignement supérieur, dont l'expérience s'est déroulée dans un contexte industriel, en partie à un niveau de poste similaire. La taille et l'importance de l'entreprise, où la politique du personnel est partie intégrante de la politique générale, permettent de prévoir une évolution de carrière. Le poste est basé à Vélizy (78).

Les conditions offertes sont de nature à motiver un candidat de grande valeur.

Pour recevoir informations complémentaires, écrire sous réf. M 14416 K à :

EGOR SA

8, rue de Berri 75008 Paris.

PARIS LYON NANTES TOULOUSE MILANO PERUGIA ROMA DUSSELDORF LONDON MADRID MONTREAL

Systèmes électroniques appliqués aux Sciences de la Vie

SPECIALISTE PRODUITS OPERATIONNEL

Cette Société conçoit et réalise des systèmes électroniques sophistiqués et possède un leadership mondial sur des créneaux bien définis, notamment médical. La structure française est légère et polyvalente, sur le plan technique et commercial. Le Directeur de cette filiale recherche le Responsable du Département Médical.

Sa mission est multiple. D'une part, il assure la vente et la promotion de deux gammes d'équipements sur la moitié Nord de la France, auprès des centres hospitaliers et des praticiens spécialisés, participe à leur congrès et tire parti des références acquises et de la qualité des prestations. Egalement spécialiste produits, il travaille en relation étroite avec le service Développement et contrôle l'assistance technique. Il coordonne aussi les activités de ce département : études de marchés, logistique, gestion.

Nous souhaitons rencontrer un jeune ingénieur électronicien à fort tempérament commercial E.S.E. ou équivalent, ayant acquis une première expérience en laboratoire d'études ou dans un domaine similaire. Basé à Paris (Sud-Ouest), il est mobile et disponible, se déplaçant 50 % de son temps. Les conditions offertes sont de nature à intéresser une personnalité de valeur. Véhicule de fonction.

Merci d'envoyer CV complet, photo et rémunération actuelle, sous réf. M 7393 C à :

EGOR SA

8 rue de Berri 75008 Paris.

PARIS LYON NANTES TOULOUSE MILANO PERUGIA ROMA DUSSELDORF LONDON MADRID MONTREAL

digital

N° 1 de l'informatique interactive

Venez nous aider à gérer notre croissance: notre population double tous les 3 ans, notre chiffre d'affaires tous les 2 ans. Nous sommes aujourd'hui 1200 personnes en France.

Responsable de formation

Au sein de la Direction du Personnel, vous imaginez, proposez et réalisez les actions de formation en sciences humaines et management. Intervenant sur le terrain, vous assistez les responsables opérationnels dans la conduite d'actions aidant au développement de l'organisation.

Psychologue praticien, votre expérience du milieu industriel est d'au moins 5 ans. Vous voulez concrétiser vos idées et réaliser des projets.

Ecrivez sous REF. M 35 à la Direction du Personnel, DIGITAL EQUIPMENT FRANCE, 2 rue Gaston Crémieux, B.P. 136, 91004 Evry Cédex.

GROUPE SPÉCIALISÉ DANS LES LOISIRS

recherche le collaborateur
qui deviendra à moyen terme

ADJOINT A SON DIRECTEUR FINANCIER

Ce poste sera confié à un débutant, diplômé d'Ecole Supérieure de Commerce (option comptabilité, finances).

Sa mission sera de :

- Mettre en place tous les éléments financiers nécessaires aux opérations de développement (prévisions, planning trésorerie).
- Superviser les comptabilités de certaines Sociétés du Groupe.

Merci d'adresser lettre manuscrite, photo et C.V. (avec Tél.) à PROWAY, 27, rue de Marignan 75008 PARIS en précisant la référence 1579.

proway

HAVAS CONTACT

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

IMPORTANT GROUPE INDUSTRIEL FRANCAIS

5000 personnes, forte expansion : + 30% l'an
Dans le cadre de l'extension des moyens de sa DIRECTION INFORMATIQUE
actuellement plusieurs 4341 sous MVS, 200 terminaux, 3083 - IBM attendu,
recherche

ingénieur système

Expérimenté MVS et logiciels de base IBM
Pour assister son
Responsable Système.

Réf. S.1

programmeur système

Première expérience système MVS souhaitée.

Réf. S.2

concepteurs informatiques

INGENIEURS MIAGE ou IUT
Expérience d'applications de gestion
administrative et/ou industrielle.

Réf. D.1

ingénieurs-analystes

MIAGE ou IUT
COBOL, CICS et Base de données

Réf. D.2

analystes programmeurs

Niveau IUT, COBOL exigé, CICS souhaité.

Réf. D.3

Lieu de travail : PARIS SUD ou PROCHE BANLIEUE SUD-OUEST.

Adresser C.V. détaillé, photo et prétentions en précisant la référence du poste choisi sous no 70042 à
CONTESSÉ PUBLICITE 20, av. Opéra 75040 PARIS Cedex 01, qui transmettra.



General Foods France

Filiale du groupe alimentaire multinational
(HOLLYWOOD, KREMA, MAXWELL, LEGAL, TANG, MALABAR...)
renforce son équipe d'ingénieurs et recherche

Ingénieur développement process
Génie alimentaire (ENSIA ou analogue)

Dans le secteur Recherche et Développement une équipe dynamique
d'une dizaine de personnes a pour mission d'améliorer l'outil et les procédés
de fabrication de produits leaders sur leur marché. Vous aurez à :

- imaginer et tester des équipements nouveaux faisant appel aux technologies de pointe,
- contribuer à l'automatisation des procédés (stage pilote et industriel),
- participer avec l'Engineering à la sélection des équipements industriels.

Ingénieur projets industriels
Généraliste et/ou mécanicien

Nous vous proposons d'intégrer notre secteur industriel dans le département
chargé d'aider les usines à optimiser le fonctionnement des installations
et à en améliorer la productivité. Vous aurez à :

- définir les normes d'utilisation des équipements nouveaux,
- promouvoir des actions de réduction des coûts,
- étudier les besoins en moyens de production dans la ligne du plan à 5 ans.

(Réf. 1/PG/LM)

Ces deux postes, à la fois techniques, novateurs et concrets vous ouvrent les portes d'une carrière au sein d'un groupe multinational performant.
Anglais indispensable. Première expérience industrielle nécessaire. Lieu de travail : Montreuil (93).

Merci d'adresser votre dossier complet (lettre manuscrite, C.V., photo et salaire actuel) en indiquant la référence choisie à notre Conseil



Raymond Poulain Consultants 74, rue de la Fédération - 75015 PARIS

Grande entreprise industrielle française située à la Défense
recherche pour son département

EVALUATION D'AFFAIRES

Ingénieur

ENSAM, ICAM..., vous possédez une expérience
professionnelle technico-commerciale ou aux achats, dans des
entreprises fournissant des usines clés en main (pétrole, chimie,
nucléaire de préférence).

Nous vous confierons, au sein de projets France ou export,
l'analyse et l'évaluation des coûts d'achat de matériel pour de très
importants marchés de travaux.

Ce poste de coordination-estimation implique de nombreux
contacts avec divers secteurs de l'entreprise (commercial,
projets, études..., et avec ses fournisseurs.

Il suppose une bonne maîtrise de l'anglais.

Merci d'adresser un dossier de candidature sous référence 80088 à
HAYAS CONTACT - 1, place du Palais-Royal - 75001 Paris,
qui transmettra.

Lanvin Parfums

Export

Maison renommée de parfums de prestige,
nous fabriquons et commercialisons dans le
monde entier.

Des promotions internes nous amènent
aujourd'hui à rechercher deux

Inspecteurs des ventes

Hémisphère Nord

Bons négociateurs et hommes de terrain avant
tout, ils contrôleront, animeront et dynamiseront
nos distributeurs sur cette zone et développeront
la diffusion de nos produits à travers le
réseau des Duty-Free Shop. Les déplacements
n'excéderont pas 30 à 40 % du temps.

Les atouts qui vous permettront de réussir : un
bon sens commercial, des qualités
opérationnelles.

Votre expérience peut être courte (2 à 3 ans)
si elle a été riche et acquise dans les milieux
de produits de consommation.

Les langues nécessaires selon les zones seront
soit l'anglais, soit l'anglais et l'allemand.

Merci de prendre contact avec Elisabeth
GREFF qui vous parlera plus longuement de
cette opportunité, sous référence 683 M.

Cabinet KEY MEN
10, rue de Rome
75008 PARIS



Institut Pasteur Production
recherche
pour son unité de production en Normandie
(100 km de Paris)

**TECHNICIEN SUPERIEUR
ou
MAITRISE ES-SCIENCES**

Expérience souhaitée en expérimentation
animale (souris, cobayes, lapins).

ADJOINT AU RESPONSABLE DE
L'EXPERIMENTATION ANIMALE.

- Animation d'une équipe de 5 techniciens.
- Contrôles biologiques sur animaux de
vaccins et sérum.

Adresser Curriculum-Vitae détaillé et photo à :
Institut Pasteur Production
Service du Personnel
Parc Industriel d'Incarville
B.P. 101 - 27100 Le Vaudreuil

**jeune ingénieur
électromécanicien**

AM - INSA - SUDRIA...

Implantée en proche banlieue Est de Paris, notre Société
leader sur son marché dans le domaine agro-alimentaire,
recherche un JEUNE INGENIEUR ELECTROMECANICIEN pour assurer
l'animation du service, la mise au point, l'optimisation et les études
de matériels nouveaux de fabrication et de conditionnement.

Dépendant directement du Chef de Division, il assurera les liaisons
avec le Service Entretien pour la réalisation et le suivi des
travaux demandés.

Ce poste s'adresse à un jeune ingénieur, débutant ou non, ayant
outre ses compétences techniques, le goût des contacts, du travail
en équipe, de l'innovation et de la responsabilité.

De larges possibilités d'évolution et une rémunération motivante
existent pour un candidat de valeur.

Adresser lettre manuscrite, C.V., prétentions sous réf. 8833-M à
I.C.A., 3 rue d'Hauteville 75010 Paris, qui transmettra.

I.C.A. International Classified Advertising
NEW YORK PARIS

**Cadre confirmé dans l'emploi de
bureau, la distribution, le tourisme.**

Vous avez environ 35 ans, une formation commerciale ou économique
supérieure (niveau Maîtrise ou grande école) et une expérience professionnelle
d'au moins 5 années. Vous exercez aujourd'hui une fonction
d'organisateur, de gestionnaire ou de Conseil en formation dans une
entreprise du Tertiaire. Vous avez vécu l'introduction et le développement
des méthodes modernes de travail telles que l'informatique, la
bureautique...

L'Association Nationale pour la Formation Professionnelle des Adultes
vous propose de

participer à sa politique d'évolution des formations

en intégrant le Service Central de sa Direction de la Formation.

En liaison étroite avec les professionnels spécialisés et en collaboration
avec les autres secteurs professionnels, vous assurerez un rôle essentiel
dans l'élaboration et la mise en œuvre de modernisation des formations
concernant ces 3 secteurs d'activité. Cette mission fera appel à
vos compétences techniques et à votre créativité.



Si cette offre vous intéresse, adressez votre C.V. détaillé en
mentionnant votre salaire actuel à Madame CRETE - A.F.P.A.
13, place de Villiers - 93108 MONTREUIL CEDEX

Ingénieurs

de formation physico-chimie, textile, papeterie ou équivalent.
Vous voulez être associés à la création d'un Laboratoire de
Recherche et développement
spécialisé en produits d'hygiène?

A vos qualités de méthode, de rigueur, de sens du concret s'associent de
fortes capacités créatives? Celles-ci pourront s'exprimer dans l'étude de
textiles, fibres plastiques, cellulosiques et dérivés?

Vous êtes intéressés par le développement de nouveaux produits depuis
la création de prototypes jusqu'à la mise en production?

Vous avez une bonne connaissance de l'anglais et souhaitez travailler en
proche banlieue parisienne?

Si oui vous pouvez nous adresser votre dossier : lettre manuscrite, CV et
prétentions, en précisant sur l'enveloppe la réf. 7354 LM,
à Média-System, 104 rue Réaumur 75002 Paris.

Construction - Recrutement

GRUPE FINANCIER DIVERSIFIE (notamment Immobilier de Loisirs)
recherche un

**responsable
de programmes**

pour seconder le Directeur de Programmes.

Il sera chargé de la gestion d'opérations immobilières - Loisirs (administratif,
financier, juridique, technique et suivi commercial).

Agé d'une trentaine d'années, vous êtes diplômé d'une grande école
(ESSEC, HEC, SUP DE CO, ...), vous venez de l'immobilier et possédez
une expérience réussie dans des fonctions similaires.

Nous vous proposons pour ce poste une rémunération de l'ordre de 150.000
francs, et attendons votre candidature (lettre manuscrite, C.V. et photo)
adressée sous référence 6054 à CONSTRUCTION RECRUTEMENT
145, avenue Malakoff - 75016 PARIS
qui traitera votre candidature confidentiellement.

Chef Comptable

Notre nom, bien connu dans le monde des jeux éducatifs,
regroupe plusieurs sociétés réalisant un chiffre d'affaires de 230
millions. Nous souhaitons confier à un candidat d'une trentaine
d'années environ la responsabilité de l'ensemble des activités
comptables : supervision des travaux comptables (fournisseurs,
clients, trésorerie, comptabilité générale et analytique),
déclarations fiscales et sociales, arrêté de bilans de fin d'année,
préparation des dossiers de consolidation et relations avec les
commissaires aux comptes. Il sera assisté par une équipe de 7 à 8
personnes qui attendent un animateur ouvert et dynamique, dont
la compétence est justifiée par un DECS complet et 3 ans
d'expérience réussie dans la fonction. Le poste est basé à Paris.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV
détaillé, photo et prétentions sous
référence 305241 M à ORION 35, rue
du Rocher 75008 Paris, qui vous garantira
réponse et discrétion.



**ANALYSTE
PROGRAMMEUR
CONFIRME HF**

Vous êtes familier avec le matériel HP 3000.
Vous avez une solide connaissance des problèmes relatifs aux
bases de données (la connaissance du langage SPL et du logiciel
ASK serait un atout supplémentaire).

Venez nous rejoindre au sein d'un environnement médical de
recherche. Vous travaillerez sur les données recueillies au cours
d'essais cliniques menés sur de nouveaux médicaments tant en
France qu'à l'étranger.

Vous serez intégré à l'équipe Informatique du groupe Biométrie et
vous participerez au développement de nouvelles bases de
données et de nouveaux logiciels.

Lieu de travail : Paris

Envoyer CV avec photo et prétentions en précisant sur l'enveloppe
la référence 4397 à Média-System, 104 rue Réaumur 75002 Paris

مركز الاموال

	1 ligne	1 ligne 1/2
OFFRES D'EMPLOI	27,00	31,32
DEMANDES D'EMPLOI	22,80	27,04
IMMOBILIER	52,00	61,67
AUTOMOBILES	52,00	61,67
AGENDA	52,00	61,67
PROP. COMM. CAPITAUX	181,80	180,03

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADREES	1 ligne/100	1 ligne/100
OFFRES D'EMPLOI	43,40	51,47
DEMANDES D'EMPLOI	13,00	15,42
IMMOBILIER	33,80	39,85
AUTOMOBILES	33,80	39,85
AGENDA	33,80	39,85

* Dégressifs selon surface ou nombre de personnes.

OFFRES D'EMPLOIS

Société spécialisée dans l'éclairage scénique, recherche d'urgence pour la région parisienne

1 technicien électronique

niveau BTS ou équivalent pour laboratoire de maintenance.
Le candidat devra maîtriser la langue anglaise, être disponible, accepter de fréquents déplacements de courte durée, posséder une expérience des systèmes à micro-processeur.

1 agent technico-commercial

Le candidat devra être disponible, accepter de fréquents déplacements de courte durée, maîtriser la langue anglaise, posséder une bonne expérience de la vente.
La connaissance du matériel d'éclairage scénique est souhaitable.

Envoyer C.V. et présentations, s/éff. 3406 à :
PIERRE LICHIAUS A. - B.P. 220
75063 PARIS Cedex 02 qui transmettra.

Cadre de gestion

30 ans minimum, formation supérieure type Sciences Eco. Droit, afin de participer à d'importantes tâches de gestion, en particulier dans le domaine des activités sociales de la Caisse : supervision du service des prêts, suivi des actions sociales individuelles et collectives, supervision de la gestion des résidences sociales.

Pour ce poste éprouvé qui demande un goût réel pour les problèmes administratifs une expérience dans un organisme d'assurance ou de prévoyance serait très appréciée.
Veuillez écrire en précisant vos prétentions, sous la réf M 4505 à

INTERCARRIÈRES
5 rue du Halder 75009 Paris

Pour son Département
VENTE PAR CORRESPONDANCE

LAROUSSE

recherche un (e)

assistant (e)

d'un niveau minimum BAC + 2, il (elle) sera rattaché (e) au responsable opérationnel et sera chargé (e) du contrôle et du suivi :

- des plannings de fabrication des matériels publicitaires.
- des campagnes VPC (messages + annonces presse).
- des procédures de traitement des remontées.

Expérience VPC appréciée.

Envoyer lettre manuscrite, photo, C.V. et prêt. à : Librairie LAROUSSE - Direction du Personnel 17, rue du Montparnasse 75298 Paris Cedex 06.

LA SOCIÉTÉ DES AUTOROUTES DU NORD ET DE L'EST DE LA FRANCE,

recherche pour la Direction d'Exploitation à SENLIS (60)

UN INGENIEUR

de formation travaux publics (INSA-ENSAIS, ETP) débutant ou avec 1 à 2 ans d'expérience en travaux voirie.

Placé sous les ordres du chef des services techniques, il aura notamment pour mission la conduite :

- d'opérations de réparation de voirie, de réseaux ou d'ouvrages d'art,
- d'opérations d'amélioration et de travaux neufs.

Le poste est à pourvoir pour le 3ème trimestre 83
Salaire brut annuel toutes sujétions incluses, compris entre 109.000 et 125.000 francs.

Adresser C.V. photo, à S.A.N.E.F.
B.P. 73 - 60304 SENLIS

IMPORTANTE SOCIÉTÉ MULTINATIONALE

recherche

AUDITEUR INTERNE

DEBUTANT

- Il devra participer au contrôle des Sociétés Françaises du Groupe
- Il sera de formation supérieure (école supérieure de commerce, etc...)
- Il aura de sérieuses connaissances comptables et il sera apprécié des connaissances informatiques.

Lieu de travail : REGION PARISIENNE. Déplacements Province.

Adresser C.V., photo et présentations sous réf. 70.316 Contesse Publicité 20, Avenue de l'Opéra 75040 Paris Cedex 01, qui tr.

ÉTABLISSEMENT PRIVÉ D'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

PRÉPARANT AU BTS « ACTION COMMERCIALE »

PROFESSEURS VACATAIRES

d'action commerciale de droit

de France

de méthodologies

EXPERIENCES PÉDAGOGIQUES

SEMAINE ÉCOGEE

En. s/r 8490 - M. J. Pub.

ANNUES CLASSEES

5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Laboratoire photo recherche

ÉLECTROMÉCANICIEN

Niveau BTS

Libre de suite

Tél. 01 242-78-88

IMPORTANTE CENTRALE

Métre Galland, recherche

ACHETEUR

Jouets - sport - camping

Thésaire BTS ou DUT +

quelques années d'expérience dans la fonction et connaissances de la distribution.

Disponible pour déplacements de courte durée France et étranger.

Deviser et gérer les collections.

Anglais indispensable.

Adresser C.V. et prêt. à : 70, 530 Courbevoie 75004 PARIS Cedex 01 qui transmettra.

Service de Documentation

agronomique recherche : Documentation 1/2 temps pour remplacement d'un an. licence biologie végétale, anglaise, allemande.

Adresser C.V. : Unité centrale de Documentation, route de Saincy-Dur, 78000 Versailles

DOO

78, Champs-Élysées

recherche pour son service

CONTRÔLE DE PROCESSUS INDUSTRIELS

Ingénieurs

TEMPS RÉEL

LOGICIEL

HARD/SCOT.

sur MICRO 8086 et 8088.

Langues étrangères appréciées.

Préciser au 368-17-88.

STYLISTE cherche jeune femme ayant une expérience pour une boutique esp. vende non obligatoire mais PERSONNALITÉ demandée.

Se présenter 47, quai des Grands-Augustins de 11 à 14 h et 17 à 18 h.

Notre Société est mondialement connue pour sa compétence dans le contrôle qualité et qualité des productions et alimentaires, elle recherche pour son siège social à PARIS CHATEL

JEUNE DIPLOMÉ (E)

Chargé (e) du secteur commercial ALLEMAGNE, qui aura pour mission de développer notre part du marché Allemand et de coordonner les opérations de contrôle qui y sont liées. C'est de premier ordre un tel rôle dans l'enseignement supérieur agricole et/ou agro-alimentaire débutant ou justifiant d'une courte expérience, détenteur d'un diplôme technique (licence ou maîtrise) possédant également de bonnes notions en anglais.

Merci d'adresser C.V. et prêt. à : 8470 à PARFRANCE 4, rue Robert-Schuman, Paris-8 qui transmettra.

INGÉNIEURS ÉLECTRONIQUE

DUT électronique

DUT mécanique

Bat. L.E.T. 7, rue, cour des Petites Ecoles, 10 - 75010.

Office public d'H.M.M. d'Amboise-sur-Seine (Mairie de Seine), recherche un rédacteur expérimenté pour administration générale, la connaissance comptable et l'expérience d'un service technique (maintenance et suivi de matériel) seront appréciées.

Adresser candidature + curriculum vitae + photo à M. le Président de l'O.P.H.M.M. d'Amboise-sur-Seine, 12, rue de la République, 92-800 Amboise-sur-Seine.

Importante société PARIS-XIV recherche

COMPTABLE

Pour son service de comptabilité générale, B.T.S. références exigées, dévoué, G.M., poste stable à pourvoir rapidement.

Envoyer C.V. photo et prêt. à : 70.607 Contesse Publicité, 75040, Paris cedex 01 qui transmettra.

Si vous êtes

ASSISTANT (E) SOCIAL (E)

diplômé (e) d'État, si vous avez acquis une expérience en travail social pendant au moins 10 ans, si vous désirez travailler pour un travail d'étude et de synthèse, adressez votre curriculum vitae à : S.S.A.E. qui souhaite compléter son équipe de cadres chargés, sur niveau national et international, de contribuer à l'action sociale auprès des dévants. Anglais, le et parlé, vivement souhaité pour l'un des postes à pourvoir.

C.V. à adresser au Service Social d'Aide aux Étrangers, A l'attention de M. FOURNIE, 72, rue Régnault, 75013, Paris. Lieu de travail.

Banque privée (Paris 8^{ème})

recherche son Responsable du Service

Conservation des titres HF

pour gestion administrative et comptable d'un important portefeuille.

Ce poste requiert :

- une expérience de plusieurs années dans la fonction ;
- la capacité de gérer avec efficacité et dynamisme un portefeuille en croissance rapide.

Adresser lettre manuscrite, CV, photo + prétentions à SOGENOR Sélection, 13 Bd Haussmann, 75009 Paris, sous réf 510 D. Discretion assurée.

LA FÉDÉRATION NATIONALE DES TRAVAUX PUBLICS

recherche

JURISTE HF

Maîtrise de Droit Public

35 ans minimum

Expérience professionnelle pour un poste de Consultant et Chargé d'Études (Droit des Marchés Publics, dommages des travaux publics).

Envoyer C.V., lettre manuscrite, mention du salaire souhaité au Chef du Service "Marchés et Prix"

F.N.T.P.

3, rue de Berri 75008 PARIS

contrôle de gestion

NEUILLY

Un Groupe américain ayant une importante activité de production en Europe (CA Europe 75 millions de \$, 180 au niveau mondial) recherche son Contrôleur de Gestion Europe.

Dépendant du Vice-Président celui-ci, après une période de formation aux procédures du Groupe, sera chargé d'assister les sociétés dans la préparation de leurs plans et budgets et de contrôler le bon déroulement de leurs opérations.

Les candidats auront de préférence une ou deux années d'expérience au sein d'un cabinet d'audit anglo-saxon et parleront couramment anglais.

Envoyer C.V. et salaire actuel, sous référence 8848-M à I.C.A. 3, rue de Hauteville, 75010 Paris, qui transmettra.

I.C.A. International Classified Advertisers NEW YORK PARIS

représentation offres

BOUVET BRUT CRÉANT SAUMUR

constitue équipes de vente pour Paris et région parisienne

recherche

bien introduits et motivés :

V.R.P. MULTICARTES

Agents commerciaux ou distributeurs pour particuliers, comités d'entreprise C.H.R., travaux, Duty Free, bases militaires, marines, ministères, etc.

Réception le 17 mai de 14 h à 18 h

38, boulevard Gouvion-Saint-Cyr (1^{er} étage)

Bureau Société du Louvre (Concorde-Lafayette).

secrétaires

GRUNDIG FRANCE

recherche pour son Directeur Général

SECRÉTAIRE DE DIRECTION

BILINGUE ALLEMAND

Si possible de langue maternelle allemande. Possédant une exp. d'environ 5 ans dans un poste similaire. Possède à pourvoir rapidement.

Adresser votre lettre manuscrite + C.V. + photo et prétentions à : GRUNDIG FRANCE, 107/111, avenue Georges Clemenceau, 92005 NANTERRE.

Mission pour. évangélique de France rech. secr. 36 h/semaine. coopr. associative. Connaiss. protestantisme. Adresser C.V. 47, rue de Clotry, 75009 Paris.

STENOGRAPHE

Pour secrétaire : plusieurs années d'expérience - 28 ans minimum.

Env. lettre de candid., C.V. et photo, inscrite à M. le Chef du Personnel ALURA, 28, rue des Poissiers, 75013 PARIS.

Import. Société, 8^{ème} recherche pour un Directeur Général

SECRÉTAIRE ADMINISTRATIVE

Qualités et expériences. Libre de suite, Bas G1 - BTS

28 ans minimum.

Recherche professionnelle dans un environnement stimulant. Salaire annuel : 80.000 F environ. Possibilité d'évolution. Statut social intéressé.

Adresser C.V., photo sous réf. 88.891 à Contesse Publicité, 20, avenue Opéra 75040 PARIS Cedex 01 qui transmettra.

Société d'importation de vêtements d'enfant grande diffusion. Recherche pour Paris :

COLLABORATRICE DE DIRECTION

Pour éducation et profession de collection. Expérience professionnelle exigée.

Adresser C.V. à M. S. O&P Publications Réunion, 112, Bd Voltaire, 75011 PARIS.

Cabinet Conseil en stratégie d'entreprise et études marketing dans les domaines de l'informatique télécommunications et biotechniques.

recrute

2 CHARGES D'ÉTUDES

Expérience dans les domaines suivants de 2 à 5 ans.

Env. lettre manuscrite C.V. + photo à : PROSPECTIVE 2, rue Villeneuve-Mareuil, 75017 Paris

ORGANISME FORMATION CONTINU D'INGÉNIEURS

recherche

CHARGÉ (E) DE MISSION

Diplômé (e) d'une maîtrise pour l'organisation pédagogique et technique de missions de formation dans le domaine des transports

Adr. C.V. photo, prétentions à : M. MAHEU - D.P.A.J. 28, rue des Saints-Pères, 75007 Paris

IMPORTANTE SOCIÉTÉ D'AMÉNAGEMENT EN PAYSAN

Recherche

CHARGÉ (E) D'OPÉRATIONS

Connaissances procédurales et financières approfondies, expérience relative d'ouvrage, logement rural.

Adresser C.V. et prétentions. Lettre sous la réf M 4505 à

INTERCARRIÈRES 88 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

RABIAL

DES DE COMPOSANTS ÉLECTRONIQUES

Leader européen dans sa branche recherche

TECHNICO-COMMERCE

Formation technique :

- 25 ans minimum
- 2 ans d'exp. mil. vente.

Envoyer C.V. et prétentions à : 101, rue Ph.-Maurice, 93116 Noisy-le-Sec.

BUREAU VERTAS

recherche

1 BTS-DUT

ELECTRONICIEN

CONFIRME

pour inspection technique en usine, correction d'essai de machines tournantes et stations surveillance des essais physiques s'y rapportant.

Bilingue anglais souhaité. Libre rapidement.

Adress. C.V. et prétentions sous référence n° 14 à

BUREAU VERTAS

Direction des Matériaux Industriels

36, rue Paul-Vaillant-Couturier, 92000 LEVALLOIS-PERRET

BOUVEAU BRUT CRÉANT SAUMUR

constitue équipes de vente pour Paris et région parisienne

recherche

bien introduits et motivés :

V.R.P. MULTICARTES

Agents commerciaux ou distributeurs pour particuliers, comités d'entreprise C.H.R., travaux, Duty Free, bases militaires, marines, ministères, etc.

Réception le 17 mai de 14 h à 18 h

38, boulevard Gouvion-Saint-Cyr (1^{er} étage)

Bureau Société du Louvre (Concorde-Lafayette).

secrétaires

BOUVET BRUT CRÉANT SAUMUR

constitue équipes de vente pour Paris et région parisienne

recherche

bien introduits et motivés :

V.R.P. MULTICARTES

Agents commerciaux ou distributeurs pour particuliers, comités d'entreprise C.H.R., travaux, Duty Free, bases militaires, marines, ministères, etc.

Réception le 17 mai de 14 h à 18 h

38, boulevard Gouvion-Saint-Cyr (1^{er} étage)

Bureau Société du Louvre (Concorde-Lafayette).

secrétaires

BOUVET BRUT CRÉANT SAUMUR

constitue équipes de vente pour Paris et région parisienne

REPRODUCTION INTERDITE

OFFRES D'EMPLOI	71,00	51,32
DEMANDES D'EMPLOI	22,80	27,04
IMMOBILIER	72,00	61,87
AUTOMOBILES	52,00	61,87
AGENDA	52,00	61,87
PROP. COMM. CAPITAL	151,80	180,03

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADREES	Le m²/col	Le m²/col
OFFRES D'EMPLOI	43,40	51,47
DEMANDES D'EMPLOI	13,00	15,42
IMMOBILIER	33,60	39,85
AUTOMOBILES	33,60	39,85
AGENDA	33,60	39,85

* Dégraisés selon surface ou nombre de parutions.

DEMANDES D'EMPLOIS

COTE-D'IVOIRE ABIDJAN

CADRE DIRIGEANT 45 ANS, FRANÇAIS EXPATRIÉ
BIEN INTRODUIT SUR MARCHÉ IVOIRIEN, AU TOGO,

cherche poste RESPONSABILITÉS

Formation expertises comptable, 15 ans direction, audit,
business développement, anglais, espagnol, italien. Gestion
financière, commerciale, organisation. Aptitude contacts
commerciaux haut niveau. Expérience
RESTRUCTURATION.

Disponible rapidement.

Ecrire sous n° 8234, « LE MONDE » Publi-
cité, SERVICE ANNONCES CLASSEES,
5, rue des Italiens, 75009 PARIS.

RECHERCHEZ-VOUS

un collaborateur sérieux et effi-
cace en Allemagne, Suisse, Aus-
triche ? Français, + de 10 ans
en R.F.A. Bonne présentation,
ser., discr., sérieux, expé-
rience sous n° 385 à l'adresse
KG-Bismarck, 7 D 0000
Frankfurt/Main 1.

ORGANISAT. INFORMATIEN
37 ans, C.N.A.M., + ISSTO
d'années d'expérience, manager
d'hommes, école commerciale
recherche
nouveau poste dans
société FRANÇAISE, dé-
cisé à se battre (rép. parvenue
au 1er poste).

Ecr. s/n° 1.308 le Monde Pub.
service ANNONCES CLASSEES,
5, rue des Italiens, 75009 Paris.

ANIMATEUR NATURE CH. emploi
pour mois d'été, possibilité en-
cadrement photo, organisation.
Animation. T. 270-90-37.

10 ANS D'EX-
PÉRIENCE EN
FORMATION

Haut niveau, expérience réf. en
GESTION

FINANCES, PRODUCTION,
MANAGEMENT.

Je mets mon expérience et ma
compétence à votre service.
Collaboration souple, selon be-
soins. Voeux, temps partiel...

Ecrire sous le n° 1040.288 M
RÉGIE-PRESSE
85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

CADRE COMMERCIAL, 42 ans
C.N.A.M., directeur de bureau
d'études d'engineering
construction industrielle et bâti-
ment, anglais courant, forte ex-
périence commerciale et techni-
que, recherche emploi salarié ou
honoraire. Ecr. n° 3246 à
P. DUCHAU, S.A.S., 8 P. 220,
75003 PARIS. Coder 02 qui
transmettra.

Docteur 3^e cycle de physique
des gaz et des plasmas. For-
mation scientifique, relation-
nel, sérieux, 31 ans. Ch. em-
ploi dans un établissement
français ou international.
Ecrire sous le n° 1040.288 M
RÉGIE-PRESSE
85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

J.F., 22 ans, dipl. code auto-
mobile, Jean d'Estes, certificat de
maîtrise prof., dipl. de méca-
nisme et d'optique. Anglais, né-
cessaire. Ch. emploi. Ecr. n°
250-64-10 avant 10 h.
ou de 17 à 22 h.

Jeune femme, 28 ans, BEC +
3 ans d'exp. en recrutem-
ent d'informaticiens, rech.
un poste à responsabilité au
sein d'une dir. du personnel.
Ecr. s/n° 1.320 le Monde Pub.
service ANNONCES CLASSEES,
5, rue des Italiens, 75009 Paris.

INGÉNIEUR + I.A.E.
H., 31 ans, expérience ingé-
nieur conseil pour la P.M.E., +
direction S.A. Bonne connais-
sance informatique. Recherche
poste à responsabilité.

Ecr. s/n° 8455 le Monde Pub.
service ANNONCES CLASSEES,
5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Dr. Ing./Ing. chimiste Franc.
cadre H. 40 ans interprète tra-
ducteur Français-Alle., 14 ans
dans industrie chim. Recherche
et applications, très mûre,
française, rétrospective, com-
pétence, forte motivation. Ecr.
s/n° 8455 le Monde Pub.
service ANNONCES CLASSEES,
5, rue des Italiens, 75009 Paris.

H., 36 ans, ingénieur + éco-
nomiste/gestion, exp. économi-
que, pers. projet, création
entreprise, forte motivation.
PONS, 83, rue Jules-Guesde,
92300 Levallois.

**CHEFS
D'ENTREPRISE**
RECHERCHE + SÉLECTION
RIGORISEUSE DE VOS
CADRES
PAR SPÉCIALISTES
GARANTIE 1 AN
CABINET D.G.
DISCRÉTION ASSURÉE
236-00-33

automobiles
ventes

de 5 à 7 C.V.

Vente cause départ retraite
VW Polo N 1981, 31.000 km.
Révision récente, 1^{er} main.
Prix 22.500 F.
Tél. après 18 h. 983-87-23.

plus de 18 C.V.
CAUSE DÉCÈS
BMW 635 CSI, 0 KM
Tél. (73) 78-11-41.

boxe - parking
MÉTRO GAMBETTA
PARK COVERTS BOXES
Tél. 382-08-37, cf. ann. 2.

Représentation demandes

RÉSIDENT A LONDRES
J.H. 30 ans. Études sup. de commerce
ayant excellentes connaissances et expérience du
marché britannique

CHERCHE
à représenter société française
désireuse d'établir un d'élargir
contacts en Grande-Bretagne.
(Courtiers missions aussi envisagées)
Veuillez envoyer propositions
au n° 6498 LE MONDE PUB.
service ANNONCES CLASSEES,
5, rue des Italiens - 75009 PARIS.

L'immobilier

appartements ventes

1^{er} arrdt
Tulleries-Vendôme charmé,
130 m², 4^e étage, asc., soléil,
cuisine, balcon, service.
DE VILLERS. 527-86-98.

Cause départ, part. vend 130 m²
TULLERIES. Pour R.V.
250-67-35, ce jour, à partir mid.

2^e arrdt
HALLS FORUM
Original, dern. ét., à aménager.
60 m², autres surf., 272-40-18.

3^e arrdt
MARAIS, 125 m²
TRÈS BEL RESTAURATION
MAGNIFIQUE LIV. + 2
CHAMBRES.
2 bains. Parking. 562-16-40.

5^e arrdt
NEUF
JARDIN PLANTES
143 RUE POLYVAU
CONSTRUCTION GD LUXE
2-3-4-5 PIÈCES et DUPLEX
Vie ténail 10 jours 14-19 h.
surt mercredi et dimanche.

GRAND STUDIO VUE
Val-de-Grâce. 354-95-10.

6^e arrdt
11, R. DE L'ÉCHAUDÉ
appt lux et charmé, gd living,
3 fenêtres + chère + dressing,
de bns moderns, asc. équip.
ch. ch. conc. individuel, visite
mardi 14/18 h. 730.000.

LUXEMBOURG 6 P.
Duplex, diviellé, asc., part.
170 m². Terrasses. 354-42-70.

7^e arrdt
CHAMP-DE-MARS
BEAU SÉJOUR + CHAMBRE
et ch. impeccable
4/5rd. Bel imm. P. 850.000 F.
Visite lundi, mardi 14 h - 18 h.
133, R. SAINT-DOMINIQUE.

AV. LA BOURDONNAIS
Beau 6 P. en duplex, magnifi-
que, dernier étage, dernier ét.
imm. récent part., soléil.
4.250.000 F. 567-01-22.

8^e arrdt
CHAMPS-ÉLYSÉES
SÉL. + CHÈRE, entrée, cuis.,
w.c., s.d. asc., cuisine, p. 2.
375.000 F. Vis. tous, mardi
13 h - 18 h. 19, RUE DE BERRI.

9^e arrdt
2 PCE EN DUPLEX
Tr. ch. impeccable, vue Paris.
50.000 F. VERNIS. 335-01-50.

Centre, superbe studio équipé
confort, 3^e étage, bns p. vue
urbanisme. Tél. 579-45-41.

LA BROÛÈRE
APPT DE RÉCEPTION
2^e ét., 240 m², PARFUM
ETAT, POSSIB. LIBÉRALE.
PARKING. 562-16-40.

10^e arrdt
Gare du Nord
immeuble P. de T. en angle
5 P. ETAT NEUF
dile 43, 3 chbres, gde cuis.,
office, s.d. b., chauff. indiv.
780.000 F. Asc 228-08-16.

**cours
et leçons**
RÉVISIONS DU BAC
Stages français, du 4 au 11/8
MATHS, PHYSIQUE, CHIMIE
6 heures maximum par jour
MATH CONTACT
16, rue du Mail, 75002 PARIS.
Tél. : 238-31-63. M. LEVI
M. Sauter, Hédas, Montmartre.

**propositions
diverses**
Recherche PERSONNELLE DE
PROFESSEUR LIBÉRALE pour
possibilité de recyclage ou
d'enseignement.
Ecr. à M. MEDINA, S.P. 27,
98400 VILLIERS-LE-BEL.

Les possibilités d'emploi à
l'étranger sont nombreuses à la
verrière (Canada, Australie, Afri-
que, Amérique, Asie, Europe).
Demandez une documentation
sur notre revue spécialisée
MIGRATIONS (LM)
3, rue Montoye
75428 PARIS CEDEX 08.

**TROUVER
UN
EMPLOI**
LE CENTRE D'INFORMATIONS
DE L'EMPLOI vous propose
GUIDE COMPLET (250 pages)
• Les 3 types de C.V.
• Bonnes réponses aux tests.
• Psychologie et ses pièges.
• 12 méthodes détaillées,
etc.
Pour inform., écrire CIDEM
5, sq. Mondovi, 78 Le Che-
navy.

11^e arrdt
MÉNILMONTANT
2.65 p. gd stand, tt ch.
PRET CONVENTION
Imm. n° 1. Livraison immédiate
« LES COURTIÈRES »
PRIMA. Tél. 788-11-23.

12^e arrdt
REUILLY-DIDEROT, bel imm.
Pierre de t., superbe 2^e pos-
sibilité, bns p. vue, asc.,
Crédit 100 p. pos. 347-57-07.

13^e arrdt
REUILLY-DIDEROT, rue Croix-
à-Bois, 2/3 P. 11 ch. 60 m²
cuis., bns p. vue, asc.,
350.000 F. Tél. 247-57-07.

13^e arrdt
PLACE D'ITALIE, 55 m²
7^e asc., double living, 1 cham-
bre, 525.000 F. 522-06-88.

RARE MAISON
CAMPAGNE A PARIS
BEAU JARDIN FLEURI
Living + 4 chbres, 50 m², w.c.,
cuisine, asc. P. 1.500.000 F.
à débattre al. paiement cash.
SERGE KAYSER, 328-80-50.

MAISON INDÉPENDANTE
clair, calme, 100 m² env. part.
dét., dble liv., 3 ch., s. de bns,
jdn aménagé. Tél. 325-33-08
av. 18 h 325-13-07.

15^e arrdt
EXCEPTIONNEL
Rén. par. par de Vaugrand
4^e p., 2 chbres, gde cuis. équip.
ch. ch. conc. individuel, visite
mardi 14/18 h. 730.000.

M^e CONVENTION
9^e et dernier étage, immeuble
récent, TRÈS BEAU 100 m² +
2 chbres, gde cuis. équip.
ch. ch. conc. individuel, visite
mardi 14/18 h. 730.000.

DE MICHEL
873-50-22 - 47-71.

ISSY, PTE DE VERSAILLES
5 p., confort, 4^e ét., asc.,
698.000 F. 677-86-88.

M^e PLAISANCE
Rén. par. par de Vaugrand
4^e p., 2 chbres, gde cuis. équip.
ch. ch. conc. individuel, visite
mardi 14/18 h. 730.000.

ATELIER + 2 chbres, 97 m²
terrasse, p.-pld, 80 m², et ch.
sans vis-à-vis. 550-00-00.

VUE EXCEPTIONNELLE
PARIS TOUR EIFFEL
CONVENTION. Récent, stand.
4 p., 2 chbres, gde cuis. équip.
ch. ch. conc. individuel, visite
mardi 14/18 h. 730.000.

29, BD DE GRENELLE
Beau 5 pièces, 2 bns,
lundi, mardi, 14-18 h.

16^e arrdt
CHARDON-LAGACHE
gd 2 p., double, asc., 1^{er}
étage, clair, 64 m², 550.000 F.
GARBI. 567-22-88.

DAUPHINE-MAILLOT
5 p., terrasse, asc., 5 p.,
180 m², service, bns, dble,
553-31-32.

AV. MOZART, 2 P., cuis., bns
p. vue, asc., 420.000 F.
GARBI. 567-22-88.

17^e arrdt
STUDIO
doble 5 P./RUE
150.000 F.
367-71-55.

Rue Lavoisier, beau studio tt ch.
1^{er} ét., sur rue, 525-00-35.

45 BIS, AV. DE VILLIERS
M^e MALESHERBES
DUPLEX avec MEZZANINE
de 2-5 P. et 2 STUDIOS
LUXUEUSE RÉHABILITATION
Visite lundi, mardi, 13 h - 18 h.

BOULEVARD PERRE, 100 m²
séjour double, 2 chbres, 1^{er}
étage, bns, 3^e ét., ascenseur.
GARBI. 567-22-88.

18^e arrdt
BAS DE LA BUTTE
LOFT
620.000 F. 367-71-55.

MONTMARTRE, rue Berthe,
imm. ancien, studio, cuisine,
w.c., salle d'eau, refait neuf.
138.000 F.
Imm. Marcadet, 252-01-82.

Près pl. Cligny, imm. ancien,
2 bns, entrées, cuis., w.c.,
175.000 F. IMMO MARCA-
DET. Téléphone : 252-01-82.

19^e arrdt
BUTTES-CHAUMONT
20-31, rue de Crimée
2 p., bns, ou terr., cave, part.
A P. DE 600.000 F
FINANC. EXCEPT. :
1) PRET CONVENT.
2) PRET VENDEUR
90.000 F. s/10 ans à 2 %
3) PR. 1 % PATRON. POS.
Tél. 362-59-37, cf. ann.

Prêt nouveau par. ven-
deur.
RECENT 5 PIÈCES
Dble séjour, 3 chbres, 2 s. de
bain, part., à saisir 880.000 F.
ABC 208-05-14.

appartements
achats

EMBASSY-SERVICE
8, av. de Messine, 75008 PARIS
recherche URGENT APPART
180 A 220 m²
ACHAT ou LOCATION
16^e/8^e ou 7^e, Tél. 562-16-40.

Recherche 1 à 3 pces, Paris
préf. 5^e, 6^e, 7^e, 14^e, 15^e, 16^e,
18^e, 19^e, avec ou sans travail.
PAIE CPT chez notaire.
873-20-57, même le soir.

Jean FEUILLADE, 54, avenue
de La Motte-Picquet (15^e),
598-00-75 rech. pour clients
sér. 16^e et 7^e arrdt, appt. très
sér. et trm. Paiement compt.

LIBANAIS recherche
APPT., HOTEL PART., quar-
tier résidentiel. 260-10-24.

MALESHERBES 73
522-05-98
Pour consultations ou embauches,
recherche appartements
TOUTES SURFACES
Hôtels particuliers et bureaux

P. DUFFOIX - 522-20-92
ACHAT PARIS BANLIEUE
DU STUDIO AU 6 PIÈCES

**locations
non meublées
demandes**

Paris
DIRECT A PARTICULIER
Locations Paris, banlieue
pour cadres et personnel.
Importante C^e d'assurance
française mutuelle. Demandes
APPT 3 à 5 P. ou VILLAS
504-46-21, poste 218.

EMBASSY-SERVICE
8, av. de Messine, 75008 PARIS
rech. pour clientèle étrangère
et Diplômés. APPT
HOTELS PART. et BUREAUX
LOCATION ou 562-78-99
ACHAT.

Région parisienne
Etude cherche pour CADRES
villes, vill. très bns. Loyers
garant. 10.000 F. 283-57-02.

**locations
meublées
offres**

Paris
OPÉRA. Part. loué direct. gd
appt, séjour, 4 chbres, s. de
bain, douche, ch. asc., 5^e
étage, sans asc., 6.000 F. c.s.
Tél. : 297-46-65.

**locations
meublées
demandes**

Province
EST DE TOULON, 1 km mer
centra vend 4 (71 m²)
grand balcon, surplomb
carré, cuisine, office,
garage individuel, 520.000 F.
Libra. Tél. (04) 21-22-38, h.r.

VDS FS, 105 m² TOULON EST
belle propriété, terrain, 10
commodités, dern. étage, P.
not. 3 %. Prix 8 k à reprendre
Tél. h.r. (04) 27-67-17.

**maisons
individuelles**

A VENDRE
CENTRE CHARTRES
5 minutes à pied de la gare
« Maisons individuelles »
3 pièces principales + grande
entrée, cuisine, petite cou-
r. Eau, gaz, électricité, tout à
l'égout. Pas de chauffage mais
cheminée existence dans cha-
cune des pièces principales.
Prix à débattre
Tél. (37) 35-01-35

La Garde-Freinet, 20 km St-
Tropez, maison villégiature, res-
t. à terr. 320.000 F. à déb.
Tél. (04) 43-64-21.

villas
LES LOGES-EN-JOSAS
Bien équipé, confort, qualité
1988, r.-de-ch., plain-pied,
s/jard., entrées, cuisine, office
super 48,50 m² (cheminée),
1 chbre, bns + s. d'eau, w.-c.,
1^{er} ét., 5 chbres, bns + s.
d'eau, w.-c., tt ch. jardin
1.000 m², garage 2 voitures.
Prix 1.700.000 F.
LA JOSEPHINE, 958-48-50.

propriétés
VAUCLUSE. Vente maison
bourg, 8 P., 2 gar., jard. om-
bragé, piscine, P. 750.000 F.
Tél. (04-94) 83-58-67 sur N.R.

MAISON A SAMONAC
Près Baye (Gard).
Deux grandes pièces, S.E.,
chev. central (mouton), 1614
m², 2335 m² plein d'arbres fruit.
fls, fleurs, caves, chai. Prix
très intéressant.
Renseignem. (57) 42-12-82.

immobilier
information

Sud France, chocs mals., com-
merces. Catalogue grat. sur de-
mande. Groupe Le TUC immo-
bilier. B.P. 14, 84100 ORANGE.

HIVERNAGE Bains-
carrières, petites remises, ba-
geons, entre La Rochelle et
Royan. Tél. : (48) 07-04-08.

boutiques

BOUL. BATIGNOLLES
Murs de bout. 33 m², bijoux,
cadeaux, concept bnl cbl bon
aménagement. Tél. 500-84-00.

**locaux
commerciaux**

Ventes
Trois emplacements à ceder
(112, 30 et 38 m²) en gare de
PARIS-AUSTERLITZ lotiel pour
arrivée et bâtiment frontal.
Rens. : S.N.C.F. Service du Do-
maine. Concessions commer-
ciales dans les bâtiments voya-
geurs, 5, rue de Florence,
75004 PARIS. 286-53-54.

BOULOGNE
IDEAL PLACEM. REVENEMENT
11,25 % locat. pl. expansion
MURS RECENTS
A SAISIR 1.800.000 F
Mutation 4.80. EXCLUSIVITE
Etude Bouquet, 708-06-76.

locations
AV. FOCH (PRÈS)
Bel imm. pierre de t., gde bouti-
que angle + appt + se-
sp. aménagé bureaux ou activités.

300 m²
15.000 F mens.
sans reprise. EXCLUSIVITE.
Etude Bouquet, 708-06-76.

CONVENTION
Electroménager ou to. comm.
se reprise 2.000.000 F C.A.
150 m² imm. réc.
15.000 F mensuel
Etude Bouquet, 708-06-76.

**locaux
industriels**

Ventes
(78) CLAYE-SS-BOIS
1987 m², entrepôt, burs, logt.
4.500 m² de terrain.
SARI. 776-44-88.

(93) AUBERVILLIERS
Terrain viable
SARI 776-44-88

Le Monde

régions

Ile-de-France

GRANDS TRAVAUX : STOP!

« En matière de transports, l'époque des réalisations très lourdes et de vaste ampleur est aujourd'hui pratiquement révolue ». Ainsi parlait M. Michel Giraud, président (R.P.R.) du conseil régional de l'Ile-de-France, en décembre 1982. Une époque qui a duré une trentaine d'années d'achèvement : celle pendant laquelle, dans une agglomération parisienne qui n'en finissait pas de s'étaler, on a construit abondamment des autoroutes, des voies ferrées

et des lignes de métro. Il s'agissait d'organiser les déplacements d'une population qui ne cessait pas de grossir et de rendre plus facile la mobilité. On a donc tenté à la fois de rattraper les retards et d'accompagner un mouvement apparemment irrévocable.

La prospérité permettait de dépenser sans compter pour accomplir ces énormes travaux d'Heracle. L'Ile-de-France est aujourd'hui

l'une des « régions-capitales » du monde les mieux équipées en moyens de transport variés. La Seine, ses canaux et ses ports, trois aéroports, sept autoroutes, treize nationales, 200 kilomètres de métro, un réseau ferré régional tissent sur la région une impressionnante toile d'araignée.

Il y manque, sans doute, quelques millions mais l'ensemble paraît solide, cohérent et pour l'essentiel bouclé. En tout cas, le temps des

souges grandiloquents est passé. La baisse de l'activité économique, les restrictions budgétaires, l'arrêt de l'expansion démographique (la population de l'Ile-de-France n'a augmenté que de 0,3 % entre les deux derniers recensements) imposent désormais la réévaluation. C'est bien ce sentiment qui domine partout : à l'Hôtel de Ville comme au conseil régional, à la R.A.T.P. comme à la S.N.C.F. en passant par le Port autonome et l'Aéroport de Paris.

LES PROPOSITIONS DU CONSEIL RÉGIONAL POUR LE IX^e PLAN

Mieux tirer parti des investissements déjà réalisés

Dans quelques jours, les cent soixante-quatre conseillers de l'Ile-de-France auront à prendre une décision de portée considérable. Ils devront approuver les termes du contrat que la région va proposer à l'État pour la durée du IX^e Plan. Ce document définit les priorités de l'action régionale de 1984 à 1988, en chiffres le coût (une vingtaine de milliards de francs) et propose une clé de répartition des dépenses entre l'Ile-de-France et le ministère des finances. A partir de ces propositions s'engageront d'importants marchandages devant se conclure, au final, par la signature du contrat en février 1984.

Les sept secteurs qui devront mobiliser les énergies et les capitaux régionaux sont le développement économique, l'eau (opération « Seine propre »), l'environnement, les villes nouvelles, le logement, l'Exposition universelle et, bien entendu, les transports.

Dans ce domaine, le conseil régional affirme qu'il ne souhaite pas stopper ses efforts : le rendement qu'il en tire pour l'avenir, car nombre d'opérations sont engagées qu'il faut bien achever. La région y consacre, bon an mal an, 2 milliards de francs dont une moitié pour les routes, l'autre pour les transports en commun. Pour les cinq prochaines années, elle maintiendra ses engagements à ce niveau, mais — la nuance est d'importance — en francs constants. Cela signifie que les travaux effectivement réalisés vont diminuer au rythme de l'inflation, soit, si l'on se réfère aux cinq années passées, de 11,5 % par an.

Voilà qui ne va pas accabler les chantiers de la fameuse A-86, cette rocade de 80 kilomètres qui devrait ceinturer l'agglomération et faciliter la circulation automobile entre banlieues. Lorsque l'idée fut lancée, il y a plus de vingt ans de cela, on assurait que ce « super-périphérique » serait bouclé en 1985. On en est loin puisqu'il n'est actuellement réalisé qu'à 40 %.

Au nord, à l'est et au sud de la capitale, quatre tronçons (35 kilomètres) tentent désespérément de se rejoindre. Tout le monde est d'accord pour achever au moins la partie orientale afin que les poids lourds puissent passer de l'autoroute du Nord vers celle du Sud, sans encombrer Paris.

La région y consacre un demi-milliard par an, l'État 200 millions. Il faudrait encore y englober un autre 2 milliards de francs pour achever cette liaison en 1988 à la veille de l'Exposition universelle. Or, les coûts et les difficultés techniques ne cessent d'augmenter.

« Cet ouvrage a quelque chose de désespérant, dit un fonctionnaire ré-

gional. Nous y mettons beaucoup d'argent, mais la date d'achèvement recule au fur et à mesure que les chantiers avancent. D'abord parce qu'on a réalisé en premier les tronçons les plus faciles, ensuite et surtout parce que les habitants n'acceptent plus les nuisances des autoroutes. Il faut les protéger contre le bruit, enterrer l'ouvrage, alors que ce n'était pas prévu ».

Au rythme actuel, il faudra encore dix ans pour boucler la A-86 au nord et au sud de la capitale. Quant à la partie ouest, personne n'y croit plus vraiment. Dans les collines boisées et résidentielles, les sites font barrage. C'est à peine s'ils accepteraient l'autoroute en tranchée couverte ou en souterrain. Mais on en imagine alors le prix : totalement dissuasif.

Au reste, il n'y a pas que cette terrible A-86. Une rocade encore plus éloignée était projetée : la A-87. On y a renoncé et on se rabat sur le simple aménagement des grandes routes existantes. Grâce à ce bricolage et avec 700 millions de francs seulement, l'Ile-de-France aurait sa troisième boucle. Au conseil régional, les élus ruraux — que l'on n'entendait guère jusqu'ici — commencent à se manifester. Ils font remarquer que les nationales tranchent sauvagement leurs villages, et que, pour les déviations, la région est en retard.

L'effacement des « points noirs »

Dès cette année, il a bien fallu affecter 100 millions de francs à ces opérations. Reste aussi le rattrapage de toutes les bêtises commises dans le passé : défense des rivières contre le bruit des voies rapides, aménagements pour les piétons, sans parler des mille trois cents « points noirs » qui cernent l'Ile-de-France. On s'efforce de les effacer à raison de 80 millions de francs par an. Mais, à cette cadence, on aura-t-on fini en l'an 2000 ?

Bref, l'ambiance n'est pas au lancement de nouveaux chantiers cyclopaïques, loin de là. C'est ce que constatent les entreprises de travaux publics. Celles qui ont leur siège en Ile-de-France (elles sont six cent quarante) se plaignent d'une baisse de 7 % de leur chiffre d'affaires en 1982 et, ce qui les préoccupe encore davantage, d'une chute de 14 % des marchés conclus.

Aussi la fédération régionale des travaux publics multiplie-t-elle les actions de relations publiques pour tenter de convaincre les pouvoirs publics (avec lesquels sont conclus les

trois quarts des marchés) qu'il ne faut pas renoncer. En novembre 1982, les dirigeants de la fédération mettaient l'accent sur la résorption des points noirs. Ils proposaient rien de moins que de faire passer les investissements destinés à les effacer de 80 à 400 millions par an pour en finir en sept ans. On ne les suivra pas.

Petite et grande ceinture

Actuellement, c'est sur l'insuffisance des liaisons ferroviaires en Ile-de-France que les professionnels braquent leurs projecteurs. Des infrastructures existantes qui sont insuffisamment utilisées. L'exemple : la grande ceinture, sur la plus grande partie de laquelle ne roulent que des convois de marchandises.

Le raisonnement des professionnels est simple : on compte chaque jour 12 millions de déplacements de banlieusards à banlieusards. Comme la grande ceinture est la seule à voir sa population grossir encore, et comme les activités économiques ne suivent pas la population, celle-ci sera appelée dans l'avenir à se déplacer davantage. Or ces déplacements sont assurés à 70 % par la voiture particulière, et à 5 % seulement par le train. Il existerait donc une demande potentielle de trafic ferroviaire. Si on ne veut plus ouvrir de rocade autoroutière, alors réveillons les voies ferrées qui dorment !

La fédération des travaux publics a dressé la liste des équipements qui pourraient être réalisés : petite et grande ceinture, voies radiales nouvelles, liaisons de correspondance, élargissement de lignes existantes, prolongement des voies vers les aéroports, etc. Cela supposerait un investissement d'une dizaine de milliards dans les quinze ans qui viennent, au rythme de 620 millions par an. Il faudrait donc doubler le rythme des investissements actuels.

Au conseil régional, on fait observer que la S.N.C.F. a déjà reçu beaucoup d'argent pour électrifier la plupart de ses lignes en Ile-de-France, moderniser ses voies, réajuster le matériel roulant et augmenter sa capacité. Celle-ci est passée de 360 000 à 670 000 places en vingt ans. « Terminons d'abord ce qui est entrepris », dit-on. Exemple : la ligne qui sur 20 kilomètres relie la vallée de Montmorency à la gare des Invalides. Le premier tronçon entre Ermont et Argenteuil vient d'être mis en service sur 7 kilomètres. Mais il faudra encore quatre à cinq ans pour parvenir jusqu'au bord de la Seine. Et 1,2 milliard de francs, valeur 1983.

A moindres frais, on peut améliorer certaines correspondances. Ainsi

entre la gare de l'Est et la gare du Nord, une sorte de funiculaire horizontal permettra aux voyageurs d'économiser leur temps et leur peine pour franchir en souterrain les 250 mètres séparant les deux stations. Il n'en coûtera que 170 millions de francs.

Au chapitre des opérations plus importantes, le conseil régional propose à l'État de financer, avec d'autres, la réouverture au trafic voyageurs de quelques kilomètres de grande ceinture entre Saint-Germain et Achères, à l'ouest de l'agglomération. Il souhaite aussi que les habitants de l'Oise puissent accéder plus facilement au centre de Paris. Cela suppose le doublement des voies entre Orry-la-Ville et Creil, sur une dizaine de kilomètres.

Équipements ou industries ?

On rêve encore de rouvrir au trafic voyageurs un autre tronçon de la grande ceinture sur 33 kilomètres entre Sartrouville (Yvelines) et Val-de-Pontzenay (Val-de-Marne). Cette voie ferrée déclinait un vaste arc de cercle au nord de la capitale pour transporter 400 millions de voyageurs par an, sans déficit. Mais il faudrait la doubler sur une partie de son parcours, construire quatre gares et travailler pendant cinq ans au prix de 1,8 milliard de francs.

A-86, déviations sur les nationales, réduction des points noirs, ouvertures de lignes ou améliorations de liaisons ferroviaires : même en restreignant ses ambitions, on ne pourra tout faire. Les conseillers régionaux savent qu'ils n'ont pas les moyens. Ils n'espèrent aucune augmentation des recettes alimentaires leur budget. Les emprunts seront de plus en plus difficiles à trouver, car l'argent sera réservé aux industries. On ne tient pas non plus à augmenter les impôts locaux.

Tout cela se traduit par la formule : « Nous ne nous laisserons pas imposer de trop vastes projets par les ingénieurs ». Au nom de ce principe, on met en doute l'utilité du tramway de Saint-Denis, le prolongement du métro jusqu'à Montmarte et même le système Aramis pour l'Exposition universelle.

M. Michel Giraud a donné le ton en affirmant : « L'un des objectifs du IX^e Plan sera d'exploiter au mieux les possibilités offertes par les très lourds investissements qui ont été réalisés depuis quinze ans ».

Il faudra donc se faire une raison : l'épopée des grands chantiers de travaux publics est en train de s'achever en Ile-de-France.

MARC AMBROISE-RENDU.

LA R.A.T.P. A L'HORIZON 1990

Imaginer d'autres transports que le métro

Il y a quelques semaines, M. Claude Quin, président de la R.A.T.P., présentait les projets de son entreprise à l'horizon 1990. « Les moyens nous seront encore plus comptés qu'aujourd'hui », dit-il. Nous devons donc développer des transports collectifs financièrement avantageux pour la collectivité et économiquement efficaces. En un mot comme en cent, il s'agit de gérer le fonds de commerce en bon père de famille.

Le métro, d'abord. En une douzaine d'années, la R.A.T.P. vient d'ouvrir 25 kilomètres de lignes et vingt stations nouvelles. Ce bond en avant porte le réseau parisien à 200 kilomètres. Poussera-t-on les terminus encore plus loin, jusqu'aux confins des banlieues les plus peuplées ? Certes, pas de suite.

Les ambitions se font modestes. Certes, dans les deux ans à venir, on va prolonger la ligne 7 au nord jusqu'à La Courneuve et au sud vers Villejuif. La ligne 5 gagnera encore Boigny. Et peut-être, si les habitants de Neuilly l'acceptent, la ligne 1 franchira-t-elle la Seine pour toucher la Défense. Au total 9 kilomètres supplémentaires.

Mais les prolongements de la ligne 13 à ses deux extrémités, vers Gennevilliers d'une part et vers l'Université de Saint-Denis d'autre part, contre l'extension de la 8 vers le parc de Bonmoult ne sont plus considérés comme « prioritaires ». Quant à ouvrir des voies et des stations dans les quartiers mal desservis du XII^e arrondissement, il n'en est plus question.

Aramis

Le Réseau express régional ? Il est réservé pour l'essentiel. Terminés les 62 kilomètres de la ligne A entre Saint-Germain et Marne-la-Vallée, comme les 128 kilomètres de la voie C entre Ectremes et Versailles via Paris. Pour les 82 kilomètres séparant Saint-Rémy de la Seine (ligne B), on pourra le parcourir sans changer de rame à la fin de l'année. Reste un grand dessein : un d'un tramway à grande vitesse, dans le nord de la capitale, à Melun, au sud-est en passant par la gare du Nord, le Châtelet et la gare de Lyon, soit 90 kilomètres (ligne D). Mais il faudrait creuser à grande échelle un nouveau tunnel entre le Châtelet et la gare de Lyon. « Des études approfondies vont être menées dans ce sens », dit M. Quin avec humour. Décision éventuelle ? Pas avant deux ans.

La vérité est qu'il est très coûteux de forer des tunnels ou de lancer des voies à travers le tissu urbain. Un kilomètre de tunnel de métro revient à 300 millions de francs. Or ces lignes sont de moins en moins rentables au fur et à mesure que l'on s'éloigne des quartiers denses où les clients sont légions. « Nous nous demandons, dit

M. Quin, si d'autres modes de transport ne répondent pas mieux aux besoins exprimés à un coût moindre ».

D'où l'idée de faire rouler Aramis sur les anciennes voies S.N.C.F. de la petite ceinture pour desservir d'est en ouest l'Expo Universelle et le sud de la capitale. A la R.A.T.P., on croit dur comme fer à l'utilité et à l'avenir de ce métro ultra-léger. Mais rien n'est joué (le Monde du 25 avril). Aramis n'a pas fait ses classes, le gouvernement tarde à se décider, et le conseil régional reste sceptique. Il demande des délais et fait faire à son compte des études comparatives avec d'autres modes de transport.

Il est vrai que, même réduit à sa plus simple expression, Aramis n'est pas donné. Pour rouler sur 9 kilomètres les deux sites de l'Expo, il en coûterait plusieurs années de travaux et 1,5 milliard de francs. Poussera-t-on ensuite des armoiries d'Aramis vers les gares de Lyon et d'Austerlitz puis vers les banlieues sud ? Ces perspectives sont repoussées au-delà de 1990, vers les horizons brumeux de l'an 2000. Pour établir une autre liaison transversale, cette fois au nord, entre Saint-Denis et Boigny, la R.A.T.P. propose de recourir au bon vieux tramway. Le conseil régional de la Seine-Saint-Denis est pour, mais, là encore, le conseil régional n'est pas sûr. Un simple bus ou un trolley ne feraient-ils pas aussi bien l'affaire et à moindres frais ?

Devant tant de difficultés et une telle barrière de réticence à l'égard des « innovations », la R.A.T.P., sage, songe à tirer un parti modeste de ce qui existe. Autrement dit, il s'agit de mieux servir avec les différents moyens de transports actuels.

Aux inviolables, par exemple, pour franchir les 200 mètres séparant le métro du R.E.R., les ingénieurs proposent un trottoir roulant à grande vitesse. Un peu partout on va s'efforcer de rapprocher les stations de bus des gares du métro, du R.E.R. et de la S.N.C.F. A Boigny et à Villejuif, des parcs de stationnement accueillent les voitures particulières vont être ouverts à proximité immédiate des voies. A Nanterre, on projette de relier la ligne A du R.E.R. avec une ligne S.N.C.F. Au bas du boulevard Saint-Michel, à Paris, l'interconnexion entre les lignes B et C sans cesse faite en 1988.

Nouer plus étroitement les mailles du réseau, c'est faire gagner aux voyageurs du temps et éviter de la fatigue. Mais il y a d'autres moyens d'utiliser ces cheminements divers. Généraliser les cartes orange, associer les différents transporteurs publics. Voilà quelques idées que propose le patron de la R.A.T.P. La parole, on le voit, n'est plus aux ingénieurs de travaux mais aux gestionnaires.

M. A. R.

Au Crédit Agricole, l'épargne a plus d'un intérêt dans son sac.

Tout le monde ne met pas ses œufs dans le même panier : à chacun ses placements, à chacun ses intérêts.

Le Crédit Agricole a donc mis au point des solutions d'épargne adaptées à chacun, selon ses besoins et ses objectifs.

Chacune de ces formules d'épargne possède ses avantages spécifiques : possibilités de déductions

fiscales, revenus réguliers, intérêts minimum garantis, intérêts progressifs, etc.

Cette large gamme de produits permet à chacun de « personnaliser » son épargne et d'en profiter pleinement.

Savoir répondre aux attentes de ses clients, c'est la vocation du Crédit Agricole.

Renseignez-vous dans votre bureau du Crédit Agricole.



Le bon sens près de chez vous.

Crédit Agricole.



هكرامن الرول

Si

Si IBM France emploie 21.000 salariés et fait travailler 200 PME et PMI en sous-traitance représentant plusieurs milliers d'emplois, c'est grâce à ses clients.

Si IBM France est le 5° exportateur* et l'un des tout premiers contribuables français, c'est grâce à ses clients.

Si IBM France réinvestit 15% de son chiffre d'affaires en France, c'est pour ses clients.

Si IBM France a 4 usines et 2 laboratoires sur le territoire français, c'est pour ses clients.

Merci à tous nos clients de nous avoir aidés à participer efficacement à l'essor économique de la France.

IBM FRANCE

*classement MOC I entreprises.

Compagnie IBM France, 5, place Vendôme, 75001 PARIS, tél. 296.14.75



ÉNERGIE

LE SURÉQUIPEMENT NUCLÉAIRE DE LA FRANCE

Plusieurs producteurs d'énergie contestent les conclusions de groupe d'experts du Plan

La plupart des producteurs d'énergie et la C.G.T. ont vivement réagi à la publication des « premières conclusions » de groupe « long terme énergie », mis en place par le Plan et présidé par M. Noël Joseph, député (P.S.) du Nord-Pas-de-Calais. Ces conclusions faisaient état, pour 1990, d'un suréquipement en centrales nucléaires et de la difficulté d'écouler tout le gaz acheté contractuellement (le Monde du 14 mai).

La réaction des divers lobbies énergétiques n'est nullement étonnante. La note « transitoire » de ce groupe (qui doit continuer ses travaux sur les perspectives de demande d'énergie en l'an 2000) précisait d'ailleurs en parlant des membres qui le composent : « Certains regrettent que l'on n'adopte

pas des hypothèses de croissance économique plus forte. D'autres se demandent si la valeur des consommations spécifiques retenues n'a pas été systématiquement tirée vers le bas. Aucun cependant n'a contesté la méthode d'évaluation des demandes futures ».

On serait tenté d'ajouter que nul ne conteste plus non plus que le programme nucléaire, dans les années à venir, répondra non à des besoins d'électricité, mais à la nécessité de maintenir une industrie électronucléaire puissante. Non seulement pour des exportations essentielles, mais pour pouvoir - dès les années 90 - remplacer les réacteurs commandés au début des années 70 (comme Fessenheim) et dont la durée de vie devrait être de l'ordre de vingt-cinq ans. Est-il besoin de rappeler qu'en avril Frama-tome - le constructeur national de réacteurs avec Alsthom Atlantique

- estimait devoir « toucher à l'outil de travail, si le plan de charge tombe à moins de trois tranches par an ». On est loin du réacteur par an pendant sept ans préconisé par le rapporteur du groupe « énergie long terme ».

La révision en baisse des estimations de demande d'énergie en 1990 - justifiée par le ralentissement de la croissance économique dans les premières années de la décennie 80 et par la réussite de la politique de maîtrise de l'énergie - repose aussi sur une évolution des structures du système productif français qui deviendra moins énergivore : la part des services marchands et non marchands (57,8 % du PIB en 1980) croîtra à plus de 65 % ; inversement, la part de l'industrie au sens strict (26,5 % en 1980) diminuera de trois points. Des hypothèses souligne la note, « qui coïncident avec les orientations du IX^e Plan - récemment adopté en conseil des ministres - qui recommande une reorientation des activités de base (sidérurgie, chimie lourde, papier, aluminium) vers des productions à plus forte valeur ajoutée ».

Mécontents, les producteurs d'énergie se sont donc, par lettre, désolidarisés des conclusions du groupe. Ils leur reprochent d'être trop malhonnêtes, d'être tirés à un stade pas assez élaboré du travail du groupe quand ils ne défendent pas purement et simplement leur ressource.

La C.G.T. quant à elle se refuse à entrer dans les chiffres. Dans une longue déclaration publiée par M. François Duteil, secrétaire général fédéral, la C.G.T. affirme que « si le parc nucléaire doit être adapté à la situation actuelle, par contre tout frein au nucléaire constitue un obstacle à la croissance ».

Enfin, M. Quilès, secrétaire national du P.S., et négocier coauteur de la politique énergétique du parti, met en garde sur Radio Monte-Carlo contre un relâchement de la politique d'économie d'énergie qui pourrait résulter d'une surabondance peut-être temporaire.

« Une politique énergétique se décide dans un délai de vingt ans à l'avance, or personne ne peut dire aujourd'hui ce que sera la croissance économique dans les dix à quinze prochaines années. Donc, il faut s'efforcer, dans toute la mesure du possible, de dissocier la croissance de la demande énergétique de la croissance économique. Et pour faire cela il y a une solution, c'est d'augmenter les économies d'énergie, de les augmenter considérablement, c'est en cours depuis deux ans et je souhaite que dans le IX^e Plan il apparaisse que les économies d'énergie sont véritablement une priorité nationale. » - B. D.

SOCIAL

UNE ÉTUDE DU CREDOC

13 % des familles ont consommé en 1978 plus de la moitié des biens médicaux

Plus de 50 % des familles n'ont, en 1978, consommé que 11 % des biens médicaux (pharmacie, optique, appareillage, prothèses) et 48 % n'ont consommé que 10 % des honoraires pour la partie de ces prestations couverte par l'assurance-maladie.

A l'inverse, 13 % des familles ont consommé plus de la moitié des biens médicaux et 15 % ont consommé 50 % des honoraires. C'est ce qu'indique une intéressante étude du Centre de recherche pour l'étude et l'observation des conditions de vie (Credoc) (1), réalisée plus particulièrement à la demande de la Caisse nationale d'assurance-maladie des travailleurs salariés.

Ces conclusions sont à comparer à celles d'une autre étude, publiée en août 1982 (2) par la caisse, pour la période 1978-1980. 4 % des bénéficiaires consomment la moitié des dépenses de santé remboursées par la Sécurité sociale, avaient consommé les experts de la caisse. Le résultat avait été étonné.

Le constat du Credoc est explicite : « Le fait d'étudier les consommations au niveau familial entraîne une réduction de la concentration des remboursements relatifs aux prestations en nature », lit-on dans le rapport. Mais « il n'en subsiste pas moins d'assez fortes inégalités dans la répartition des masses consommées au cours de la période d'observation ».

A suivre la consommation familiale en notant pour chaque cellule le nombre d'ayants droit, celui des assurés, l'âge du chef de famille, l'état de santé, la composition de la famille et l'activité des conjoints, les « revenus primaires » et les retraites, on peut mieux déceler les facteurs qui influencent cette consommation moyenne de biens et d'honoraires médicaux.

« De façon très schématisée, note l'étude, la consommation de biens médicaux semble être liée à la morbidité et donc à tout ce qui est plus ou moins corrélé (âge, niveau d'activité, revenus, etc.). Quant aux honoraires, on voit s'ajouter à ce facteur « morbidité » l'influence due à la taille de la famille et à un certain statut social, qui apparaît par exemple de façon très nette dans les montants moyens consommés par ayant droit. Un exemple : celui d'un « noyau » familial comportant au moins un ayant droit. En 1978, par ayant droit, la dépense d'une famille où le responsable exerce une profession indépendante est de 156 F en biens médicaux, de 338 F en honoraires. Lorsque le chef de famille est manoeuvre, ces dépenses passent à 182 F et 485 F. S'il est retraité, elles sont respectivement de 696 F et 819 F. S'il est cadre supérieur, de 225 F et 890 F. (Cf. tableau 20 du rapport Credoc).

Ceux qui ne consomment pas de biens médicaux sont aussi ceux qui

n'ont pas recours aux honoraires, et vice versa.

« L'influence de la morbidité (et donc de l'âge) est forte chez les gros consommateurs de biens médicaux. Le « statut social » s'ajoute à celle-ci pour qualifier les forts consommateurs d'honoraires ».

Plus des trois quarts des indemnités pour 8 % des familles

Les indemnités journalières perçues en 1978 par les familles (à condition qu'elles aient au moins un assuré susceptible de percevoir cette prestation) obéissent à une loi nettement différente : « 8 % des noyaux susceptibles d'un bénéfice ont consommé plus des trois quarts de la masse de ces indemnités », alors que 54 % n'en ont pas bénéficié du tout.

Ces derniers sont précisément en majorité ceux qui ne consomment ni biens ni honoraires médicaux. Chez les plus forts utilisateurs, l'effet de la morbidité est très net.

Enfin, notent les experts du Credoc, « les prestations médicales contribuent à réduire l'éventail des revenus des différentes catégories de familles ». Ce n'est pourtant pas leur objectif, « ces consommations médicales étant précisément, par définition, inégalement réparties ».

D. R.

LOGEMENT

RÉUNIS EN CONGRÈS

Les agents immobiliers mettent en garde le gouvernement contre la disparition de l'épargne privée

De notre correspondant

Toulouse. - M. Roger Lenziale a été réélu samedi 14 mai président de la Fédération nationale des agents de l'immobilier par 77 % des voix des trois cent vingt-huit délégués présents au congrès de Toulouse. Ce congrès de la FNAIM, qui regroupe six mille trois cents agents immobiliers, mandataires en vente de fonds de commerce, administrateurs de biens, syndics de copropriété, experts, etc., s'est déroulé dans un climat relativement serein, bien que les responsables de cette organisation professionnelle restent très inquiets de l'état actuel du marché de l'immobilier où l'on constate tout de même une légère reprise.

Soulignant que l'écart de quarante mille logements environ entre les objectifs de construction affichés par le gouvernement et les logements effectivement construits en 1982 - correspond pour 80 % à la disparition de l'épargne privée -, M. Roger Lenziale a mis en garde les responsables politiques : « Il n'est pas économiquement possible que l'état devienne le seul investisseur en immobilier locatif, que le secteur public devienne le seul bailleur des nouveaux logements sur le marché... » Mais, dans son discours de clôture, le président de la

FNAIM a fait état du bon climat régnant aujourd'hui entre les professionnels de l'immobilier et les pouvoirs publics, notamment avec le ministre de l'urbanisme et du logement, M. Roger Quilliot. Suivie par le gouvernement sur la réforme des plus-values immobilières, la FNAIM espère bien maintenant faire prévaloir ses vues dans le domaine de l'épargne-logement. Elle souhaite que la possibilité soit donnée aux ménages qui achètent leur première résidence dans l'ancien de bénéficier d'un PAP (prêt d'accession à la propriété) et propose que les déductions forfaitaires sur les revenus passent de 15 à 20 %.

La FNAIM a dénoncé au cours de ces deux jours de congrès certaines pratiques qui ont nom « vente de listes, marché de particulier à particulier », manifestations de ce que la fédération appelle « le malaise de l'économie immobilière ». Bien que satisfait des actions engagées par les pouvoirs publics dans ces domaines, la FNAIM a cependant regretté qu'elles ne concernent encore que Paris et une ou deux grandes villes de province.

G.V.

TRANSPORTS

APRÈS UNE SÈVÈRE CURE D'AMAIGRISSEMENT

British Airways recommence à faire des profits

British Airways sera l'une des rares compagnies aériennes dans le monde à avoir fait des profits l'an passé : pour l'exercice se terminant le 31 mars 1983, elle annonce un bénéfice net de 45 millions de livres (520 millions de francs). Et ce résultat appréciable tient du miracle quand on sait que l'année précédente elle avait perdu 544 millions de livres.

Il est vrai que, sur cette somme considérable, 118 millions de livres - seulement - correspondaient aux pertes d'exploitation. Le reste était constitué de charges exceptionnelles, notamment 200 millions pour les indemnités de licenciement du personnel, et autant pour la modification du régime d'amortissement de la flotte et de certains équipements. Cet effort exceptionnel était destiné à assainir définitivement l'entreprise afin de la faire repartir sur des bases économiques mieux assurées, opération qui semble avoir réussi au vu du dernier exercice.

Pour en arriver là, British Airways ne se sera pas contentée de malmenager son bilan. Il lui aura fallu aussi subir une sévère cure d'amaigrissement, de 58 200 employés en 1979, les effectifs sont tombés à 37 000 au début de cette année et ils devraient encore diminuer de 2 000 au cours des prochains mois. La flotte de son côté a été « dégraissée » d'une soixantaine d'avions : elle en compte encore 152, dont 36 moyen-courriers Trident qui devront être retirés du service en 1986 en application de nouvelles normes anti-bruit et antipollution. Les livraisons d'avions nouveaux (Boeing 757) ont été étalées. Plus de soixante lignes déficitaires ont été fermées, ainsi que quinze escales. Des biens immobiliers ont été vendus un peu partout, ainsi qu'une filiale spécialisée dans les télécommunications.

« Pour assurer notre redressement, nous avons d'abord choisi de réduire nos coûts », explique M. Andrew Gray, directeur de la compagnie pour la France. Maintenant, il faut passer à la phase suivante, c'est-à-dire faire des affaires. « Ce qui, sur un marché plutôt hésitant, nécessite des arguments. Aussi, British Airways a-t-elle fait de gros efforts de marketing et de publicité, et sensiblement amélioré son service au vol dans l'espoir d'attirer une partie de la clientèle d'affaires à laquelle les compagnies semblent, décidément faire les yeux doux en ce moment. Certaines parties du réseau enregistrant déjà des résultats encourageants, comme l'Atlantique Nord ou les Caraïbes, tandis que les bénéfices atteignent l'an passé 60 millions de livres sur les vols européens.

La compagnie britannique connaît toutefois encore deux points noirs. Le premier concerne son endettement, supérieur à un milliard de livres et qui a occasionné des frais financiers pour 120 millions de livres en 1982. Le second est un danger venu de l'extérieur : une compagnie américaine, People Express, spécialisée dans les vols à bas tarifs à l'intérieur des États-Unis, vient d'obtenir des autorités aéronautiques américaines, l'autorisation d'ouvrir une ligne New-York-Londres en vendant des billets 149 dollars, et elle attend de l'administration britannique une décision qui pourrait bien, elle aussi, être favorable. Auquel cas, le concurrent américain pourrait faire cinq à six vols par semaine sur la capitale britannique à partir de la fin du mois, et il risquerait d'entamer sur cette ligne les positions de British Airways dont les tarifs les plus avantageux sont de 60 % plus élevés. Il est vrai que la compagnie en a vu d'autres : lorsque, il y a peu, un certain Laker prétendit casser les prix sur l'Atlantique Nord, elle était déjà au premier rang.

JAMES SARAZIN.

Oui au T.G.V. Atlantique... mais sans voie nouvelle disent les élus du Val de Loire

Une cinquantaine d'élus et de représentants de l'agriculture, de l'industrie et du commerce du Loiret-Cher et d'Indre-et-Loire, groupés au sein d'un « comité de coordination contre la ligne nouvelle T.G.V. », viennent de déposer au ministère des transports un mémorandum demandant que le projet du T.G.V.-Atlantique soit reconsidéré.

Selon le président du comité, M. Pierre Fauchon, vice-président du conseil général du Loiret-Cher, aucune raison d'opportunité ne justifie une telle entreprise : l'investissement serait disproportionné au gain de temps attendu par les usagers (30 minutes sur Paris-Tours) et à sa rentabilité prétendue, les régions intéressées n'offrant qu'un potentiel économique et touristique bien plus modeste que le Sud-Est. Il conduirait de surcroît à un renforcement de la centralisation qui viderait un peu plus une région déjà déshéritée (1 000 des 9 000 emplois que compte Vendôme sont menacés d'ici à la fin de l'année).

Enfin, une nouvelle signée de 340 kilomètres - alors que la saturation des voies préexistantes par la S.N.C.F. ne concerne que les tronçons Paris-Orléans et Paris-Chartres - causerait des dommages à l'environnement et engendrerait 1 500 hectares de cette terre arable « qui dans le monde, n'est pas une richesse infinie ».

Le comité demande donc que la S.N.C.F. veuille bien prendre en considération la possibilité d'une solution alternative à une ligne entièrement nouvelle qui contribuerait à améliorer, au moins entre Orléans et Tours, les capacités et les performances des installations actuelles. Faire « un T.G.V. sans ligne nouvelle », pour reprendre la

formule de M. Fauchon. Ainsi, en portant de deux à quatre voies certains tronçons (en tout 24 kilomètres) de la ligne « classique » sur le trajet considéré, le trafic quotidien de vingt-trois T.G.V. dans chaque sens serait assuré sans problème dans le Val de Loire. Quant à la vitesse, des aménagements de la plate-forme et de la signalisation permettraient de la faire passer à 200 kilomètres-heure entre Orléans et Tours, et Paris-Tours serait alors parcouru en soixante-dix-huit minutes, (au lieu de soixante-neuf minutes sur une ligne entièrement nouvelle de bout en bout).

Pour le comité, un écart aussi mince mérite réflexion. Ses représentants ont donc demandé à M. Pierre Perrod, directeur des transports terrestres au ministère des transports, que, avant l'ouverture de l'enquête d'utilité publique relative au projet (prévue du 25 mai au 7 juillet), les régions intéressées soient consultées au sujet de tous les choix possibles et que la S.N.C.F. soit invitée à préciser le coût et les résultats d'exploitation d'un aménagement des lignes existantes.

EXPERTISE COMPTABLE

Préparation aux certificats supérieurs
révision comptable, juridique et fiscale
organisation, gestion
Séminaires 3 semaines à partir de juin 1983
FOREXCO.829-76-06

Faites-le donc vous-même.



SPERRY

Pour nous, l'important est de savoir écouter.

manuelles de MAPPER, vous pourrez traiter facilement vos données sans aucune programmation particulière. À l'écran. Vous-même. Quand et comme vous le voudrez :

« L'informatique en libre-service » en quelque sorte. MAPPER réalise en fait ce qu'aucun logiciel ne faisait auparavant : il oblige l'ordinateur à se conformer à votre processus intellectuel naturel. Il vous laisse explorer des pistes : vous libère des procédures rigides.

Vous pourrez étudier des scénarios prospectifs, en faire des graphiques couleur, passer en revue, à votre gré, vos données ou celles de l'ordinateur central, le tout en donnant des instructions simples, en langage naturel. Une précision : MAPPER peut être à votre disposition dès aujourd'hui à moins de 5000 F par mois.

MAPPER™

Pour vous permettre d'assister à une présentation et une démonstration du système MAPPER, nous organisons en France plus de 50 journées d'information. Pour participer, rien de plus simple. Téléphonez ou retournez ce bon à Anne-Marie Capdape, Sperry - 3, rue Bellin 92806 PUTEAUX CEDEX. Téléphone : 778.14.60

Nom : _____ Sté : _____ Fonction : _____
Adresse : _____ Téléphone : _____

Je souhaite assister à une présentation du système MAPPER. Merci de bien vouloir m'indiquer le calendrier des prochaines journées d'information.

banque centrale des coopératives
et des mutuelles



ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE
du 2 mai 1983

La première Assemblée Générale Ordinaire de la BCCM depuis l'adoption, en juin 1982, du statut de société coopérative de banque s'est tenue, le 2 mai 1983, sous la présidence de M. René ETIENNE, au Siège Social, 12, Place de la Bourse, à Paris 2^e.

Ce statut prévoit notamment pour les sociétaires une attribution des voix en assemblée générale et la possibilité de percevoir des ristournes de fin d'exercice, proportionnellement aux dépôts effectués et aux crédits obtenus à la banque au cours de l'exercice.

L'assemblée s'est tenue en présence de nouveaux sociétaires (Mutuelle Assurance Artisanale de France/MAAF, Mutuelle Générale de la Police/MGP, Union des Sociétés d'Étudiants Régionales Mutualistes/USEM, Confédération Générale des SCOP, Mutuelle Générale des Impôts/MGI, Mutuelle Générale des Cheminots/MGC). Cet élargissement confirme la ligne stratégique tracée par les sociétaires initiateurs (COOP et GMP).

Le Conseil d'Administration a été entièrement renouvelé. Il comprend 15 membres, dont 5 élus par les salariés. La MAAF y est désormais représentée par M. THIRE. Un poste de censeur a été attribué à la Confédération Générale des SCOP, représentée par son Vice-Président, M. RINO.

Le total du bilan au 31.12.1982 progresse de 21,6% sur l'année précédente, atteignant 4.643 millions de F. Le produit net bancaire est en augmentation de 26,6% sur 1981. Malgré des provisions pour risques d'exploitation s'élevant à 21,06 millions de F, le résultat après impôts ressort à 5,27 millions de F, supérieur de 74,5% à celui de 1981.

La répartition du résultat se présente de la manière suivante :

- Ristourne coopérative	3.000.000 F
- Participation des salariés	696.920 F
- Réserve légale	236.491 F
- Réserve facultative	1.340.118 F

Au cours de l'exercice 1982, la BCCM a émis un emprunt obligataire de 200 millions de F. Elle a également lancé deux fonds communs de placement (Coopmut 10 plus et Coopmut 25 plus).

L'Assemblée a autorisé le conseil à émettre, en une ou plusieurs fois, un montant d'emprunt obligataire pouvant atteindre 500 millions de F, et un montant de titres participatifs à concurrence de 100 millions de F. Le Conseil d'Administration qui a suivi a constaté l'augmentation du capital, porté à 72.270.000 F. Il a élu M. Jean NOWAK comme Président, M. Michel BAROIN étant réélu Vice-Président et M. Jean-Michel REFFET Directeur Général. M. René ETIENNE ne se représentant pas à la présidence, car atteint par la limite d'âge. Le Conseil l'a remercié pour le rôle éminent qu'il a joué dans la gestion et le développement de la banque pendant douze années.



GROUPE SCREG

La Société Chimique, Rotonde et d'Entreprise Générale « S.C.R.E.G. » et la Société Parisienne Raveau-Cartier « S.P.R.C. » annoncent que l'opération de transfert à S.C.R.E.G. d'une participation de 65 % dans la Société d'Investissements de Travaux Publics « S.I.T.P. », holding des Groupes Colas

et S.A.C.E.R., est intervenue le 9 mai 1983. La participation (35 %) de Shell Française dans le capital de la S.I.T.P. (Société d'Investissements de Travaux Publics) reste inchangée à la suite de cette opération. Avant la procédure de maintien de

coeur qui doit s'ouvrir le 16 mai 1983, S.I.T.P. détient 58,16 % de la Société Colas et environ 50 % de la S.A.C.E.R. Le Groupe S.C.R.E.G., ainsi renforcé, se situe désormais dans les premiers rangs des entreprises européennes et voit, en France, son impact régional encore augmenté.



Dans la lettre d'information publiée par le groupe B.S.N. à l'intention de ses actionnaires, le président Antoine Riboud déclare :

L'année 1982 a été globalement une bonne année pour B.S.N.

En effet, notre chiffre d'affaires a atteint 21 890 millions de francs. A structure et taux de change comparables, le chiffre atteignait 19,8 %.

Pour la troisième année consécutive, nos résultats consolidés ont connu un taux de progression de l'ordre de 30 %. Le bénéfice net du groupe s'établit en effet à 574 millions de francs contre 446 millions de francs en 1981 (+ 28,7 %).

Comme pour les exercices précédents, ces résultats « opérationnels » ne tiennent pas compte des plus-values réalisées à l'occasion de la cession des actifs « verre plat », lesquelles ont représenté 93 millions de francs en 1982.

La bénéfice opérationnel par action s'établit à 227 francs (contre 196 francs en 1981) dans l'hypothèse d'une conversion en actions de la totalité des obligations convertibles en circulation.

Toutes les branches alimentaires du groupe ont contribué à la croissance des résultats et plus particulièrement les branches « produits frais » et « boissons ». Seule la branche « emballage » a connu un recul sensible de ses performances en raison essentiellement des effets de bléage des prix et des coûts

exceptionnels engendrés par certaines opérations de restructuration.

L'année 1982 a été marquée par l'achèvement des opérations de désengagement du groupe B.S.N. de ses activités « verre plat ».

Notre augmentation de capital de janvier-février 1983 a reçu le meilleur accueil de nos actionnaires et de l'ensemble du marché qui ont ainsi témoigné leur confiance dans le développement du groupe B.S.N.

La forte progression du bénéfice du groupe est le résultat d'un effort d'investissement et d'un travail en profondeur pour améliorer la qualité et la compétitivité de nos produits, la productivité de nos usines.

Ces progrès ont été rendus possibles par la coopération de tout le personnel dans le cadre d'une stratégie sociale parallèle à notre stratégie économique.

Pour le premier semestre de 1983, nos activités ont poursuivi leur développement d'une façon satisfaisante et nos résultats ont marqué un nouveau progrès conformément à nos prévisions.

Le dividende proposé à l'Assemblée générale du 9 juin prochain sera de 50 francs contre 45 francs (avant avoir fiscal).

A. RIBOUD.



SOFREM

AUGMENTATION DE LA PLANIFICATION DANS GRUBON S.A.

La Société financière pour favoriser l'industrialisation des régions minières (SOFREM) a porté de 200 000 F à 300 000 F sa participation au capital de Grubon S.A. en souscrivant pour 100 000 F à l'augmentation de capital de cette société, qui passe de 700 000 F à 1 120 000 F.

La SOFREM est actionnaire depuis octobre 1981 dans cette entreprise

d'abattage de volailles, installée à Combrès (Pyrénées-Orientales).

La SOFREM a, par ailleurs, accordé un nouveau prêt de 200 000 F, portant ainsi à 500 000 F le montant des prêts accordés.

Le nombre de personnes employées par cette société passera de 80 à 115.

COFIMEG

Au cours du premier trimestre 1983, les recettes de loyers de la société se sont élevées à 39 509 000 F contre 36 182 000 F au cours de la période correspondante de 1982, progressant ainsi de 9,2 %.

L'ensemble des recettes du premier trimestre 1983 s'est élevé à 43 476 000 F.

Pour financer
les investissements des entreprises,

Locafrance
Premier établissement de
Crédit Bail Mobilier

AUGMENTE
SON CAPITAL

de E 104.703.500 à E 157.055.200
par émission de 523 517 actions de E 100 nominal

Prix d'émission : E. 190.

Droit de souscription : UNE action nouvelle pour DEUX actions anciennes.

Jouissance : 1^{er} Janvier 1983.

Délai de souscription : du 9 Mai au 9 Juin 1983.

Une note d'information qui a reçu le visa COB n° 83-113 en date du 26.04.1983 est mise à la disposition du public. S.A.L.O. du 02.05.1983.



Société Anonyme au capital de E 104.703.500
49/47, avenue de la Grande-Armée - 75116 Paris
R.C.S. Paris B 632 039 012

Locafrance

ODOUL
Garde-meubles

208 10-30
16, rue de l'Atlas - 75019 Paris

L'ACIER DE DEMAIN, C'EST DE L'ESPRIT D'ENTREPRISE

Dans 10, 20, 50 ans, nous aurons toujours besoin d'acier. Et d'acier de qualité. Les difficultés actuelles ne doivent pas nous empêcher de préparer l'avenir. USINOR s'y emploie.

Des chercheurs USINOR travaillent avec un de nos grands constructeurs automobiles dans un atelier-pilote de robotique. Des commerciaux USINOR, en équipe permanente avec des ingénieurs, imaginent les modules d'habitat de première urgence qui accueilleront les sinistrés ou les sans abris aux quatre coins du monde. Des physiciens USINOR parlent, à mots couverts, d'un acier à haute résistance aussi fin que du papier...

Transports, bâtiment, off-shore, travaux publics, nucléaire, aérospatiale, USINOR a besoin des jeunes ingénieurs et commerciaux qui vont l'aider à préparer l'acier de demain, face à un marché en perpétuelle évolution.

Si vous sortez d'une grande école ou de l'Université, venez discuter avec nous de votre carrière à USINOR. Il y a là, pour vous, une opportunité à saisir.

Un pari à gagner.

USINOR

Une nouvelle sidérurgie est en train de naître.

MARCHÉ

ELAN HEDOMADAI
DE LA SAVOIE DE FRA

AGENCE D'ETUDE DE MARCHÉ
DE FRANCE

AGENCE D'ETUDE DE MARCHÉ
DE FRANCE

AGENCE D'ETUDE DE MARCHÉ
DE FRANCE

AGENCE D'ETUDE DE MARCHÉ
DE FRANCE

AGENCE D'ETUDE DE MARCHÉ
DE FRANCE

AGENCE D'ETUDE DE MARCHÉ
DE FRANCE

AGENCE D'ETUDE DE MARCHÉ
DE FRANCE

AGENCE D'ETUDE DE MARCHÉ
DE FRANCE

AGENCE D'ETUDE DE MARCHÉ
DE FRANCE

AGENCE D'ETUDE DE MARCHÉ
DE FRANCE

AGENCE D'ETUDE DE MARCHÉ
DE FRANCE

AGENCE D'ETUDE DE MARCHÉ
DE FRANCE

AGENCE D'ETUDE DE MARCHÉ
DE FRANCE

AGENCE D'ETUDE DE MARCHÉ
DE FRANCE

AGENCE D'ETUDE DE MARCHÉ
DE FRANCE

AGENCE D'ETUDE DE MARCHÉ
DE FRANCE

AGENCE D'ETUDE DE MARCHÉ
DE FRANCE

AGENCE D'ETUDE DE MARCHÉ
DE FRANCE

AGENCE D'ETUDE DE MARCHÉ
DE FRANCE

AGENCE D'ETUDE DE MARCHÉ
DE FRANCE

AGENCE D'ETUDE DE MARCHÉ
DE FRANCE

AGENCE D'ETUDE DE MARCHÉ
DE FRANCE

AGENCE D'ETUDE DE MARCHÉ
DE FRANCE

AGENCE D'ETUDE DE MARCHÉ
DE FRANCE

AGENCE D'ETUDE DE MARCHÉ
DE FRANCE

AGENCE D'ETUDE DE MARCHÉ
DE FRANCE

AGENCE D'ETUDE DE MARCHÉ
DE FRANCE

AGENCE D'ETUDE DE MARCHÉ
DE FRANCE

AGENCE D'ETUDE DE MARCHÉ
DE FRANCE

AGENCE D'ETUDE DE MARCHÉ
DE FRANCE

AGENCE D'ETUDE DE MARCHÉ
DE FRANCE

AGENCE D'ETUDE DE MARCHÉ
DE FRANCE

AGENCE D'ETUDE DE MARCHÉ
DE FRANCE

AGENCE D'ETUDE DE MARCHÉ
DE FRANCE

AGENCE D'ETUDE DE MARCHÉ
DE FRANCE

AGENCE D'ETUDE DE MARCHÉ
DE FRANCE

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

- IDÉES**
2. LA NATION : « Destination : France », par Maurice Le Lannou ; « Le lien de l'Europe », par Peter Durni ; « Pour un humanisme moderne », par Maurice Godelier.
- ÉTRANGER**
3. AMÉRIQUES
- ÉTATS-UNIS : la majorité démocrate de la Chambre des représentants est opposée aux réductions d'impôts demandées par M. Reagan.
4. AFRIQUE
- MOZAMBIQUE : Maputo recherche une aide occidentale plus efficace que la soutien soviétique.
5. ASIE
6. EUROPE
7. PROCHE-ORIENT
- POLITIQUE**
10. Les objectifs du parti républicain.
11. Un entretien avec M. Edgar Faure.
- SOCIÉTÉ**
12. DÉFENSE.
13. ÉDUCATION : la Fédération des parents d'élèves de l'enseignement public organise une semaine d'action début juin.
- SPORTS**
- 14-15. JUDO : Richard Melillo, le révélation des championnats d'Europe.
- FESTIVAL DE CANNES**
16. COMPÉTITION : la Ballade de Nerima, de Shohhei Imamura.
17. QUINZAINÉ : Pal Sander.
- CULTURE**
17. MUSIQUE : le 8^e Concours de questions d'Évan.
- 18-20. COMMUNICATION.
- LE MONDE DE L'ÉCONOMIE**
21. Quelles conditions réunir pour un nouveau statut-woods ?
- LUXEMBOURG : des banques hyperdynamiques dans un pays aux prêts avec le déclin de l'acier.
 - « La poids croissant des dépenses militaires dans l'économie mondiale », par Alain Cotta.
 - La collique du Blanchberg : savoir dériver est souvent aussi indispensable que savoir investir.
 - « A travers les revues étrangères », par Daniel Vitry.
- RÉGIONS**
42. ILE-DE-FRANCE - Grands travaux : stop !
- ÉCONOMIE**
44. MARCHÉ COMMUN : l'alignement de la contribution britannique au budget de la C.E.E.
45. SOCIAL.

RADIO-TÉLÉVISION (19) INFORMATIONS « SERVICES » (26) :

Troisième âge ; « Journal officiel » ; « Météorologie » ; Mots croisés ; Légion d'honneur.

Annuaire classés (27 à 41) ; Carnet (20) ; Programmes des spectacles (18-19) ; Marchés financiers (47).

Le numéro du « Monde » daté 15-16 mai 1983 a été tiré à 461 295 exemplaires

LE PREMIER MAGASIN DE TISSUS ADROITE EN REMONTANT LES CHAMPS ÉLYSÉES

TISSUS "COUTURE"

une prodigieuse originalité

TISSUS "DÉCORATION"

RODIN

38, CHAMPS-ÉLYSÉES - PARIS

A B C D E F G

Le dollar bat tous ses records à Paris à plus de 7,41 F

Le dollar s'est montré à nouveau très ferme sur les marchés des changes en début de semaine, passant à Francfort, de 2,45 DM à 2,46 DM, et battant tous ses records à Paris : lundi 16 mai 1983, on fin de matinée, son cours s'élevait au-dessus de 7,41 F. Son précédent record avait été établi au début du mois à 7,395 F avec une pointe fugitive à 7,40 F.

Ce regain de fermeté de la monnaie américaine est dû à l'annonce, à la veille du week-end, d'une forte augmentation de la masse monétaire des États-Unis (4,2 milliards de dollars) pour la période du 28 avril au 4 mai, son taux de croissance sur les treize dernières semaines atteignant 14% sur une base annuelle, ce qui

est très supérieur aux objectifs fixés par la Réserve fédérale. Dans ces conditions, il est de moins en moins probable que cette dernière prenne l'initiative d'une baisse des taux, qui, selon M. Henry Kaufman, le célèbre expert new-yorkais, ne saurait plus avoir lieu dans l'immédiat : le reflux est terminé, a-t-il déclaré dimanche soir.

La réaction des marchés financiers a été immédiate : les taux se sont mis à monter, à plus de 9% pour l'eurodollar à six mois, et le dollar a suivi. C'est dans ce contexte favorable que se poursuivent les négociations pour l'octroi à la France, par la C.E.E., d'un prêt de 4 milliards d'ECU (27,3 milliards de francs). La Commission de Bruxelles a décidé de recommencer au conseil des ministres de la Communauté, réuni le lundi 16 mai, l'octroi d'un tel prêt. Il semble, toutefois, que la Belgique et, surtout, l'Italie, veuillent élever quelques objections, essentiellement sur le montant de 4 milliards d'ECU, jugé trop élevé puisqu'il épuiserait les deux tiers des six milliards d'ECU de « facilités pétrolières » susceptibles d'être accordées par la C.E.E.

L'Italie, qui serait également candidate pour de telles « facilités », proposerait soit de ramener à 3 milliards d'ECU le prêt français, soit d'augmenter le plafond de prêts porté, il y a deux ans, de trois milliards à 6 milliards d'ECU.

En R.F.A.

LES TRAITEMENTS DES FONCTIONNAIRES POURRAIENT NE PAS ÊTRE RELEVÉS

Le gouvernement allemand entame cette semaine la préparation du budget de 1984, dont les grandes lignes ont été fixées par le chancelier Kohl et ses conseillers : accroissement des dépenses de 2 % au maximum en valeur réelle par rapport à 1983, avec un montant de 258 milliards de deutschemarks et un déficit qui, en tout état de cause, ne devra pas dépasser 40 milliards de deutschemarks.

Pour tenir ces objectifs, les pouvoirs publics devront réduire les charges de l'État de 6 à 7 milliards de deutschemarks. Aucun ministre ne serait épargné.

L'une des mesures les plus spectaculaires pourrait être la non-augmentation des traitements des fonctionnaires l'année prochaine (les associations professionnelles de fonctionnaires ont déjà réagi à cette mesure, qualifiant une telle idée de « complètement injuste et antisociale »).

En ce qui concerne plus particulièrement les entreprises, Bonn devrait décider des allègements fiscaux d'un montant de 3 à 3,5 milliards de deutschemarks, dont le détail n'a pas été arrêté. Les ministres ont actuellement le choix entre un assouplissement de la déductibilité fiscale des dépenses de recherche et de développement, un abaissement de la pression de l'impôt sur le patrimoine et l'introduction d'une réserve pour investissements non imposables, voire un panchage de ces trois mesures.

Toutefois, il semble que M. Otto Lambrecht, ministre fédéral de l'économie, soit opposé à la réserve pour investissements. Il préférerait apparemment une amélioration des modalités d'amortissement. (A.F.P.)

Le président de la Banque centrale du Brésil, M. Carlos Langoni, arrivé à New-York à la veille du week-end, a démenti toute rumeur de cet ordre. Mais il a reconnu que son pays était en retard, « en moyenne de deux jours », dans le paiement de ses échéances, et qu'il lui fallait convaincre les banques

privées internationales de renouveler toutes leurs lignes de crédit à court terme, de l'ordre de dix milliards de dollars. Ces banques se montrent de plus en plus sceptiques sur la capacité du Brésil à honorer ses engagements, en raison de l'inflation galopante qui sévit dans ce pays. Un économiste de la Fondation Getulio Vargas, un des organismes chargés de déterminer chaque mois le coût de la vie, a estimé que l'inflation brésilienne pourrait atteindre 170 % en 1983, contre 114,9 % pour les douze derniers mois, alors que le gouvernement avait promis qu'elle ne dépasserait pas 90 % cette année.

Certains produits brésiliens - électricité, essence, tabac, médicaments - vont augmenter de 20 à 45 % ces jours-ci. Cette flambée des prix sera difficile à expliquer aux experts du F.M.I., après l'engagement d'un freinage énergétique pris par le Brésil en février dernier.

M. MARCEL DASSAULT : « Je suis partisan du plan Delors »

M. Marcel Dassault, député de l'Oise (apparenté R.P.R.), a déclaré samedi 14 mai à R.T.L. :

« J'estime que le plan Delors est bon, même s'il est dur. Pour qu'il réussisse pleinement, il lui manque quelque chose. Pour faire naître un pousse d'un œuf de poule, il faut la chaleur de la poule. Le plan Delors a besoin de la chaleur de la France. Or la France est coupée en deux. Je suis partisan du plan Delors ainsi que des lois sociales, ou socialistes, du gouvernement actuel. Ce sont des avantages acquis. (...) »

« Il n'y a pas que les socialistes qui ont fait des lois sociales. Le général de Gaulle a fait la participation et l'intéressement. L'intéressement, en temps de crise, n'est pas tellement intéressant car s'il n'y a pas de bénéfices, il n'y a pas de participation aux bénéfices. (...) »

« Georges Pompidou a fait encore mieux avec la mensualisation, qui est une conquête sociale extrêmement importante. M. Giscard d'Estaing a fait l'actionnaire, mais seulement à titre facultatif. Si cet intéressement avait été obligatoire, on ne serait pas forcé aujourd'hui d'élaborer de nouvelles lois pour assurer la poursuite de l'entreprise, car le pouvoir de l'actionnaire est immense et il peut être au courant de tout. Cela aurait eu un caractère beaucoup moins marxiste. (...) »

« Le christianisme est éternel parce que c'est l'amour et la solidarité. Le marxisme n'est pas éternel parce que c'est la haine, et en France, il n'a plus aucune raison d'être. Le marxisme ne devrait donc plus exister. Pourtant, le gouvernement actuel fait des lois marxistes, on ne sait pas pourquoi. (...) »

Le Brésil demande aux États-Unis d'intervenir auprès des banques privées pour qu'elles lui renouvellent des crédits à court terme

Le général Joao Figueiredo, président du Brésil, a demandé, officiellement, au président Ronald Reagan d'intervenir auprès des banques privées américaines afin qu'elles accablent la mise à disposition de leurs crédits à court terme. Le porte-parole de la présidence, M. Carlos Azila, a précisé qu'il ne s'agissait pas, pour le Brésil, de demander l'octroi d'un nouveau crédit, en sus des 4,9 milliards de dollars à quatre ans du Fonds monétaire international et du rééchecement sur huit douze derniers mois, alors que le gouvernement avait promis qu'elle ne dépasserait pas 90 % cette année.

Certains produits brésiliens - électricité, essence, tabac, médicaments - vont augmenter de 20 à 45 % ces jours-ci. Cette flambée des prix sera difficile à expliquer aux experts du F.M.I., après l'engagement d'un freinage énergétique pris par le Brésil en février dernier.

M. MARCEL DASSAULT : « Je suis partisan du plan Delors »

M. Marcel Dassault, député de l'Oise (apparenté R.P.R.), a déclaré samedi 14 mai à R.T.L. :

« J'estime que le plan Delors est bon, même s'il est dur. Pour qu'il réussisse pleinement, il lui manque quelque chose. Pour faire naître un pousse d'un œuf de poule, il faut la chaleur de la poule. Le plan Delors a besoin de la chaleur de la France. Or la France est coupée en deux. Je suis partisan du plan Delors ainsi que des lois sociales, ou socialistes, du gouvernement actuel. Ce sont des avantages acquis. (...) »

« Il n'y a pas que les socialistes qui ont fait des lois sociales. Le général de Gaulle a fait la participation et l'intéressement. L'intéressement, en temps de crise, n'est pas tellement intéressant car s'il n'y a pas de bénéfices, il n'y a pas de participation aux bénéfices. (...) »

« Le christianisme est éternel parce que c'est l'amour et la solidarité. Le marxisme n'est pas éternel parce que c'est la haine, et en France, il n'a plus aucune raison d'être. Le marxisme ne devrait donc plus exister. Pourtant, le gouvernement actuel fait des lois marxistes, on ne sait pas pourquoi. (...) »

« L'une des mesures les plus spectaculaires pourrait être la non-augmentation des traitements des fonctionnaires l'année prochaine (les associations professionnelles de fonctionnaires ont déjà réagi à cette mesure, qualifiant une telle idée de « complètement injuste et antisociale »).

En ce qui concerne plus particulièrement les entreprises, Bonn devrait décider des allègements fiscaux d'un montant de 3 à 3,5 milliards de deutschemarks, dont le détail n'a pas été arrêté. Les ministres ont actuellement le choix entre un assouplissement de la déductibilité fiscale des dépenses de recherche et de développement, un abaissement de la pression de l'impôt sur le patrimoine et l'introduction d'une réserve pour investissements non imposables, voire un panchage de ces trois mesures.

DES DÉLÉGATIONS D'ENTREPRENEURS REMETTENT UN « APPEL DU BATIMENT » AUX COMMISSAIRES DE LA RÉPUBLIQUE

Des délégations d'entrepreneurs du bâtiment devaient remettre, lundi 16 mai, dans l'ensemble des départements, un « appel du bâtiment » aux commissaires de la République et aux présidents des conseils généraux. Cette journée d'information est destinée à sensibiliser les responsables locaux sur la dégradation de la situation des entreprises et de l'emploi dans le secteur du bâtiment. Les entrepreneurs devaient insister sur les méfaits de la suppression, décidée dans le cadre du plan de rigueur, des crédits budgétaires concernant l'amélioration de l'habitat existant (90 % des crédits seraient annulés) et l'Agence française pour la maîtrise de l'énergie (dont la subvention passerait de 1 386 à 556 millions de francs).

La fédération des travaux publics de la Seine-et-Marne devait s'associer à cette journée.

M. PAUL FAURE EST NOMMÉ AMBASSADEUR AU MALAWI

Le Journal officiel du mardi 17 mai publie la nomination de M. Paul Faure comme ambassadeur au Malawi en remplacement de M. Jean Grossin.

[Né en 1924, diplômé de l'École nationale de la France d'outre-mer, M. Paul Faure est entré au Quai d'Orsay en 1955 après avoir servi outre-mer. Il a été en poste à l'administration centrale : relations avec les États associés d'Indochine (1955-1957), Afrique-Occidentale (1957-1968), relations culturelles, scientifiques et techniques (1973-1979), ainsi qu'à la Paz, Camberra, Sao-Paulo-Porto-Rico (conseil général) et Lima. Il a été ambassadeur à Managua (Nicaragua) de 1979 à 1982.]

UNE ÉLECTION CANTONALE

NORD : canton de Lille-Nord-Est (2^e tour).

Inscr., 31 172 ; vot., 12 628 ; suffr. expr., 12 329. MM. Feltzer, U.D.F., 6 770, voix, E.L.U., Wolf, P.S., 5 559 voix.

[Il s'agit de pourvoir au remplacement de M. Marchais, P.S., nommé commissaire de la République de la Haute-Saône en janvier dernier.]

M. Francis Feltzer, conseiller municipal de Mieux-en-Saône, conseiller général du Nord-Est, recueille 54,91 % des suffrages exprimés, devançant le candidat socialiste de plus de 9 points. Dans le canton de Mieux-en-Saône, dont il est maire, M. Marc Wolf est battu par M. Feltzer de 4 points. La participation des électeurs, plus forte qu'en premier tour (46,51 % au lieu de 35 %), n'a pas profité à la gauche. M. Wolf faisait à peine le plein des voix de la majorité des premiers tours (45,98 % contre 45,30 % dimanche 8 mai). Les résultats de ce premier tour de scrutin avaient été les suivants : Inscr., 31 172 ; vot., 10 913 ; suffr. expr., 10 737. MM. Wolf, 3 621 ; Feltzer, 2 697 ; Vassier, R.P., 2 087 ; Douillet, P.C., 1 046 ; Gaudin, Ind. 260 ; Dineau, Ind. 239 ; M^{me} Bloch-M.E.C., 197 ; M. Renard, Ind. 190.

L'opposition retrouve ainsi un conseil général du Nord en l'état qu'elle avait perdu en 1973 au profit de M. Marchais. Ce dernier avait été réélu lors du second tour des élections cantonales de mars 1979 avec 9 702 voix (53,92 % des suffrages exprimés) contre 8 290 voix à M. Dambreville, U.D.F., pour 17 993 suffrages exprimés et 18 753 votants. Il y avait 32 421 électeurs inscrits.

MÈME SANS DOLLARS PARTEZ AUX U.S.A.

Séjours en université, avec cours d'anglais, payables en France sans inscription sur le carnet de change.

ELS-U.S.A., 36, rue de Chery 92200 Neuilly. Tél. : (1) 637-35-88

Atelier de poterie

« LE CRU ET LE CUIT »

accueille en groupe les amateurs de 3 à 83 ans

5, RUE LACÉPÈDE, PARIS-5^e

Téléphone (la nuit) : 707-85-04

Fête des Mères

Réduction de 15 % sur tous les articles de nos magasins

du mardi 10 au mercredi 25 mai

Francis Javitt

Bijouterie, Horlogerie, Orfèvrerie, Cadeaux, Lingerie, Maroquinerie.

COMPTOIR D'ITALIE

13, avenue de Fontainebleau 94270 LE KREMLIN-BICÈTRE

Tél. : 638.11.55

Ouvert les dimanches toute la journée.

Manifestation à Paris

A Paris, un entrepreneur, M. Michel Gay, devait de son côté appeler ses confrères à s'associer aux manifestations du CID-UNATI et à paralyser la circulation automobile de la capitale.

Les participants devaient se retrouver devant le ministère des transports et une délégation, qui devait compter M. Gérard Nicoud dans ses rangs, demandera à être reçue par M. Charles Fiterman. Elle présentera un certain nombre de revendications immédiates : déblocage de 600 millions de francs de travaux (voies, routes, autoroutes) faisant partie intégrante du IX^e Plan, une plus juste répartition des marchés, la suppression de la taxe professionnelle, des contrôles fiscaux, des poussées administratives et fiscales et le déblocage de crédits bancaires.

Le pape Jean-Paul II a exprimé, le dimanche 15 mai, le souhait que le dialogue soit rétabli avec l'Eglise catholique « patriarcale » chinoise qui a rompu avec le Vatican en 1957, lors de son ralliement formel au régime communiste chinois.

Le pape s'exprimait à l'occasion de la béatification de deux religieux saisiens italiens, Luigi Verziglia et Callisto Caravario, tués en Chine en 1930. Il a souhaité que les catholiques chinois « parviennent à trouver un équilibre entre leur engagement social et national et leur communion avec l'Eglise universelle ». (A.F.P.)

VOIR TOUS LES HALOGENES

Des lampadaires qui éclairent toute une pièce

Confiez votre choix au spécialiste de l'éclairage

READY MADE

38 et 40, rue Jacob 75006 PARIS

Tél. 260.84.25 et 28.01

-15%

Fête des Mères

Réduction de 15 % sur tous les articles de nos magasins

du mardi 10 au mercredi 25 mai

Francis Javitt

Bijouterie, Horlogerie, Orfèvrerie, Cadeaux, Lingerie, Maroquinerie.

COMPTOIR D'ITALIE

13, avenue de Fontainebleau 94270 LE KREMLIN-BICÈTRE

Tél. : 638.11.55

Ouvert les dimanches toute la journée.

Le sixième tirage de la fusée Ariane est reporté à une troisième fois

Reprise

Genève

Le tirage de la fusée Ariane, qui devait avoir lieu le 15 mai, a été reporté à une troisième fois, à cause d'un problème technique. Le tirage aura lieu le 22 mai, à moins que le problème ne soit résolu avant cette date.